REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXVIIe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME XLII. — 1er NOVEMBRE 1917.

D

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXVIIe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME QUARANTE-DEUXIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1917

054
R3274
1917, v. 6

143192
Bind. Per.

DU CONSULAT A L'EMPIRE

LETTRES D'UNE MÈRE A SA FILLE (1)

I

DE CONSTANTINOPLE AUX TUILERIES

Après dix années durant lesquelles la vie de société avait été interrompue, sans que les élémens qui l'avaient formée pussent se rencontrer ou se rejoindre, un jour vint où les sermens de haine à la Royauté parurent périmés et où les Français, du moins la majorité d'entre eux, aspirèrent à une forme d'existence qui fût décente, correcte et agréable. On n'avait point assisté sans dégoût aux fantaisies de luxe grossier où se portaient les nouveaux riches; on s'était indigné aux scandaleux débordemens du dictateur; on s'était moqué des ladreries bourgeoises de quelques gouvernans du jour et de l'étalage que faisaient de leurs exactions certains gouvernans de la veille; on était las d'émeutes, las de cortèges sanguinaires, las de coups d'État, las de mépris et las de haine. Mais était-ce une

(1) *Correspondance inédite de Mme Carra-Saint-Cyr avec sa fille, Mme Charpentier. Mss.* — Cf. Comte de Fazi du Bayet, *Les généraux du Bayet, Carra-Saint-Cyr et Charpentier.* Correspondances et notices biographiques. — A. Dry, *Soldats ambassadeurs*, t. I. — *Galerie militaire*, par Babié et Beaumont, t. I. — Chuquet, *Mayence.* — Ch.-L. Chassin, *La Vendée patriote*, t. III. — *Les pacifications de l'Ouest*, t. I. — Peltier, *Paris.* — Barras, *Mémoires.* — Caudrillier, *La Trahison de Pichegru.* — Cugnac, *Campagne de l'armée de réserve*, t. II. — *Lettres et documens pour servir à l'histoire de Joachim Murat* (1767-1815), t. II et suiv., etc.

raison pour qu'on se plût soudain à une existence réglée en tous les détails, hiérarchisée au point que nul ne pût faire un pas hors de sa place, et que la fantaisie fût sévèrement bannie — au moins celle qui se révélerait au dehors; car le diable n'y perd rien? Quel sentiment éprouvèrent alors, pour accepter ou subir cette vie, les hommes et les femmes appelés à participer au nouveau régime?

Que ceux de l'ancien qui retrouvaient leurs habitudes, leurs façons, même leurs places et qui servaient d'instituteurs ou de précepteurs, considérassent cette révolution comme une revanche, rien de plus naturel. Le maître avait changé, mais l'antichambre demeurait, et c'était l'essentiel. Que, à quelques degrés au-dessous, des anoblis, tout barbouillés encore de la savonnette de monsieur leur père, s'efforçassent à s'instruire de gestes qu'ils n'avaient jamais faits et, haussés par un coup du ciel aux premiers emplois, prissent une joie infinie, eux qui étaient de finance tout juste, à singer les gens de cour, comment s'en étonner? Ils allaient se pénétrer si intimement de leur rôle, que nul ne les égala en ingratitude, et que leurs trahisons furent aussi bien réglées que les plus célèbres. Mais les autres, petits nobles ou bourgeois qui s'étaient, dès le début, jetés dans le mouvement, qui devaient leur fortune et leurs grades à la chute du trône et à la proscription des privilégiés, comment admirent-ils un renversement aussi complet de leur politique? Comment se prêtèrent-ils à ce qui les écartait davantage de ce qui avait paru leur idéal? Comment se plièrent-ils à l'étiquette, à son formulaire, ses obligations et ses puérilités? Comment sacrifièrent-ils sur ces autels nouveaux la divine Liberté, au nom de laquelle ils avaient échangé le despotisme nominal d'un tyran couronné contre le despotisme effectif d'un tyran à bonnet rouge? surtout la divine Égalité qui les avait remplis d'aise en ravalant au-dessous d'eux tout ce qui fut au-dessus? Comment s'y prirent-ils pour concilier leurs actes de la veille et ceux du lendemain, pour oublier si vite les opinions qu'ils avaient professées, les sermens qu'ils avaient prêtés, voire les crimes qu'ils avaient commis?

Il suffit sans doute qu'ils crussent prendre dans la société nouvelle le rang que possédaient dans l'ancienne les aristocrates tant jalousés et qu'ils eussent la conviction d'occuper leurs places et de remplir leurs fonctions. Peut-être ne regar-

dèrent-ils pas aussi loin. On les appelait : ils estimèrent que cela était naturel, juste et décent. Ils vinrent, et du premier coup s'établirent dans des positions, comme disait Joséphine, qui leur agréaient à miracle, — à miracle, peut-on dire, car quels drames ne fallait-il pas qu'on eût traversés pour que ce changement de personnel se fût accompli !

A vrai dire, ces fortunes ne seyaient pas à tous. Des hommes, il s'en rencontrait vraiment d'impossibles et, peut-on dire au propre, d'indécrottables. Ils venaient de très bas, s'étaient élevés par un continuel effort de courage qui ne permettait point de leur disputer les grades, mais jamais ils n'avaient pu se former, se procurer les élémens d'une éducation. Il fallait bien qu'ils fussent les premiers aux honneurs, ayant été les premiers à la peine, mais devait-on souhaiter qu'ils s'abstinssent de parler, d'écrire et de remuer, car à chaque coup ils eussent rendu leur gloire ridicule. Il leur fallait un champ de bataille et non pas un salon.

Quant aux femmes, si elles ont paru plus aptes que les hommes à se former, c'est que la plupart n'étaient ni de même origine ni de même souche que leurs maris. Sauf trois ou quatre exceptions (Augereau, Lefebvre, Moncey, Fouché), la plupart des personnages en vue qui avaient été mariés avant ou pendant la Révolution, avaient divorcé et avaient convolé à des femmes jeunes, jolies, bien élevées (Davout, Lannes, Clarke, etc.); les autres, très jeunes en possession de hauts grades et de gros traitemens, avaient recherché des jeunes filles qui de près ou de loin tenaient à Bonaparte, à Joséphine ou à leurs familles; elles étaient la plupart jolies, assez pauvres, et formées à des manières. On s'écarta pour leur céder la place et près d'elles vinrent se grouper les femmes tenant par quelque côté à l'ancien régime, qui avaient émigré, et étaient rentrées des premières, ou celles qui avaient traversé la tempête prisonnières ou suspectes, ou celles encore qui avaient échappé dans leur province aux dénonciations. Assurément convenait-il, pour que les unes et les autres figurassent dans la hiérarchie nouvelle, qu'elles fussent nées de familles honorables, d'une bourgeoisie sortable, qu'elles eussent acquis de la politesse, sinon des formes, qu'elles eussent reçu une instruction qui, au moins en histoire, en géographie et en orthographe, leur procurât un minimum de connaissances; — enfin qu'à défaut d'une religion arrêtée, à laquelle elles

crussent et qu'elles pratiquassent, — ce qui arrivait, — elles fussent résolues à une conduite décente et à l'horreur du scandale. Le reste était affaire à leur conscience et à leurs maris.

Par une conséquence des engagemens nouveaux de la Société, cette jeunesse et cette beauté des jeunes mariées, cette ardeur et cet enthousiasme des nouveaux époux provoquèrent et assurèrent une floraison de la race qui jamais, semble-t-il, ne se produisit avec cette vivacité, cette étendue et cette publicité. Ce fut là une caractéristique des temps du Consulat, par quoi fut d'autant plus accusée la stérilité de Joséphine et aggravé son ennui.

Comme ces femmes avaient beaucoup à faire entre leurs grossesses, leurs devoirs, leurs obligations et leurs plaisirs, même leurs enfans, elles n'avaient guère de temps pour noter au jour le jour ce qui se passait sous leurs yeux, les beautés ou les lacunes du spectacle auquel elles étaient conviées; quant aux jugemens qu'elles ont portés après vingt ans de remise et deux à trois révolutions, ils sont troubles, équivoques et suspects, et ils flairent la valetaille chassée. Restent les correspondances : certes, mais comme il faut qu'elles soient intimes, suivies, autorisées, et si elles sont publiées, complètes! Il n'y a pas que les interpolations qui déshonorent, il y a les suppressions qui interloquent. Ces correspondances, encore faut-il qu'elles émanent de femmes assez notables pour qu'elles participent à tout et pénètrent partout, assez ménagères pour qu'elles se plaisent à des détails de toilette et de maison et qu'elles apportent de leur vie quotidienne un tableau suffisamment animé. Bien sûr, on ne prétend pas à Mme de Sévigné; on se contente avec une jolie petite Française, désireuse de plaire et de s'amuser, qui regarde autour d'elle et qui sait rendre ce qu'elle voit. Il lui conviendra d'être prudente, car outre qu'elle n'entend pas que ses lettres soient retenues par le Secret des postes, elle ne voudra nuire à la carrière d'aucun des siens; aussi s'abstiendra-t-elle de politique, ce qui lui épargnera des sottises; mais n'aura-t-elle pas, au milieu des bavardages de santé et de famille, les nouvelles de la société, les récits des dîners dont elle prend sa part, des bals où elle danse, et, pour peu qu'elle tienne au monde officiel, la chronique de la Ville et de la Cour? Ainsi se trouvera-t-on, sans que la petite dame s'en soit doutée et parce qu'elle a laissé naturellement courir sa plume, en possession d'un

tableau peint sur nature, avec des couleurs toutes fraîches posées au premier coup. Et que dire si ce tableau représente, durant les trois années les plus brillantes et les plus intéressantes peut-être du dernier siècle, une société et un gouvernement en transformation, évoluant d'une forme républicaine déjà fortement atténuée à la forme monarchique intégralement restituée?

Telles sont les lettres écrites, de floréal de l'an XI (mai 1803) aux premiers jours de l'an XIV (octobre 1805), par une mère à sa fille, — des temps de l'organisation du Consulat à vie jusqu'à ceux du couronnement de Milan.

***

La mère, Mme Carra de Saint-Cyr, — Jeanne-Armande-Félix Pouchot, — appartient à une famille distinguée du Dauphiné, dont était un Pouchot capitaine au régiment de Béarn, lequel, après avoir servi avec honneur en Italie, en Flandre, en Allemagne et en Amérique, périt misérablement en Corse dans une embuscade. Elle était la nièce de Joseph Pouchot, curé de la Tronche, qui fut élu en 1791 évêque constitutionnel de l'Isère. Mlle Pouchot, qu'on appelait Pouchot de Solières, a reçu, à Grenoble même, une instruction dont témoignent son écriture et son style. A quinze ans, en 1786, elle a épousé Annibal-Jean-Baptiste Aubert du Bayet, qui en a alors vingt-neuf et qui est capitaine au régiment de Bourbonnais. Cet Annibal est né à la Nouvelle-Orléans où son père servait avec le grade de major dans les troupes que le Roi entretenait en Louisiane. Après la cession de la colonie à l'Espagne, M. du Bayet s'est retiré à Grenoble après avoir successivement obtenu le grade de brigadier, une gratification de 2400 livres, une pension de 800 et le grade de maréchal de camp (1780). Il n'a donc point eu à se plaindre de la monarchie. Son fils, Annibal, qui a été pourvu d'une lieutenance dans le Bourbonnais, a été employé dans la guerre d'Amérique, s'y est distingué et à son retour est passé capitaine. A Grenoble, son père lui a ménagé ce mariage avec Mlle Pouchot, laquelle, l'année suivante, lui a donné une fille, nommée au baptême Félix-Constance-Euphrosine.

Lorsque éclata la Révolution, Aubert du Bayet ne parut point d'abord très fixé sur la voie qu'il suivrait, et il débuta dans la politique par une retentissante brochure contre les

Juifs. Converti, assure-t-on, par le prince de Broglie, il s'agita assez pour être élu « président du Collège électoral du département de l'Isère, » — ce qui lui permit d'élire pour évêque l'oncle de sa femme — et, ensuite, le 28 août 1791, député à l'Assemblée législative. On discerne mal le rôle qu'il y joua, plutôt d'un royaliste constitutionnel, mais avec des nuances : tantôt il préconise les mesures qui ne peuvent manquer d'amener la guerre, tantôt il propose une loi sur le divorce ; il combat successivement les Girondins, les anarchistes et les fédérés. Il est modéré presque constamment, sauf sur les questions religieuses où il divague; pour ce qui est du militaire, il est nettement patriote, il entend sauver les drapeaux des anciens régimens; il défend La Fayette, il insiste pour l'envoi aux frontières des gardes nationaux et des fédérés qui encombrent Paris et qui l'oppriment. En juillet, il est élu président, et c'est son chant du cygne. Il ne paraît plus que rarement après le Dix Août; et c'est pour réclamer, comme amendement au nouveau serment de haine à la royauté, le serment de ne souffrir jamais qu'aucun étranger donne des lois à la France. Après le Dix Août, « il vint se placer, dit l'un de ses biographes, dans les rangs de ses collègues condamnés comme lui à la nullité, et il échappa par son silence aux proscriptions. » Il ne brigua point d'être élu à la Convention et réclama d'être employé aux armées : il le fut. Rentré capitaine en octobre 1792, il fut promu lieutenant-colonel au 42e régiment ci-devant Saintonge, employé comme chef de brigade pour commander à Worms, de là envoyé à Mayence par Custine, nommé général de brigade, le 2 avril 1793, par le conseil de guerre, et chargé, comme tel, de remplacer le général Meusnier qu'il ne pouvait faire oublier.

Après la capitulation, il fut accusé, mis en arrestation, conduit à Paris, innocenté sur le témoignage de Merlin de Thionville, accueilli avec honneur par la Convention, embrassé par le président, — et il resta suspect. On l'envoya en Vendée avec la garnison de Mayence, et il fut d'abord battu à Clisson. Bien qu'il eût presque aussitôt pris sa revanche à Saint-Symphorien, il fut dénoncé par Maribon-Montaut et rappelé par Bouchotte, ministre de la Guerre. Il devait paraître à six heures du soir à la barre de la Convention; à cinq, Bouchotte le fit arrêter, incarcérer à l'Abbaye; son affaire était bonne.

Il le savait et se préparait en lisant les *Nuits* d'Young. A sa

femme restée à Grenoble avec sa fille Constance, il écrivait des lettres orgueilleuses, où il attestait son dévouement à la République, les services qu'il lui avait rendus et sa gloire : « Fier de la pureté de mes principes et, j'ose le dire, de mes actions civiques, j'attends sans crainte, disait-il, le résultat des mesures du gouvernement. » Mais, comme il savait quel serait probablement ce résultat, car on était aux grandes fournées, il insistait pour assurer le sort de sa femme et de sa fille. Il les aimait; d'une façon déclamatoire et emphatique, mais avec une sincérité qui n'est point sans attendrir. « Tu veux, chère maman, écrivait-il, que j'écrive à notre Constance; tu sens bien que c'est m inviter à une fête bien douce. Je dois cependant te dire mon secret : je désire que l'objet le plus cher, le plus sacré au cœur de notre fille, soit sa gentille et tendre maman dont elle a reçu le jour en déchirant si cruellement le sein, et moi, bonne amie, qui te rendis mère dans un âge où peut-être j'aurais dû ménager ta délicate constitution, puis-je assez t'aimer? Non, mon Armande, crois que tout ce que l'âme humaine a perçu de tendres sentimens, la mienne en est pénétrée pour toi. Aime ton ami, ton mari, à jamais ton amant, et il ne sera jamais malheureux, même dans les fers. »

Cet amour, il le prouvait en faisant ses comptes, en récapitulant son actif et son passif, en recherchant ses dettes, en constatant que sa fortune personnelle était si fortement atteinte qu'il n'en restait à peu près rien. « Je sors des affaires publiques, disait-il non sans orgueil, avec une fortune délabrée, tandis que tant de gens s'y enrichissent. » Il reste les biens de Mme Dubayet; il veut les lui conserver par un divorce de forme qui la mettra, ainsi que Constance, à l'abri de toute recherche. C'est alors une procédure si commune qu'elle en est devenue suspecte. Les femmes d'émigrés divorcent en masse, avec esprit de retour peut-être; mais combien, lasses d'espérer dans l'avenir, chercheront une consolation dans le présent! Dans les prisons, l'on est moins pressé par les terribles lois et l'on espère toujours. Cette idée de derrière la mort n'apparaît guère et, d'ailleurs, comment la réaliser? Sans s'inquiéter de ce point, pourtant essentiel, Annibal revient constamment à sa proposition : « Si un jour, bien loin peut-être, mon innocence et mes services reconnus, je recouvre la liberté pour laquelle j'ai tant combattu, alors plus tendrement empressé que jamais, je pro-

clamerai en traits de feu et ton mérite et tes vertus; je t'épouserai de nouveau au milieu de nos amis quand, devant Dieu et dans mon cœur, je n'aurai jamais cessé d'être ton ami et ton mari. »

Mme Dubayet a le mérite de refuser : sans doute, cette pompe oratoire et l'opinion qu'Annibal a de lui-même font-elles impression sur son cœur. En tout cas, ses refus sont formels et réitérés. Elle lui dit qu'il ne l'aime point, puisqu'il pense à se séparer d'elle et que c'est bien assez qu'elle lui obéisse lorsqu'il lui enjoint de rester à Grenoble, de ne point venir à Paris pour tenter de le voir. Elle l'aime : cela arrive.

Dubayet est bien inspiré lorsqu'il se tient coi et ne réclame point sa mise en jugement. Bien que noble, législateur et général, on l'oublie à l'Abbaye et, après la chute de Robespierre, dès le 17 thermidor (4 août), il est relâché et, le 22 (8 août), il est réintégré dans son grade; il vient à Grenoble, passe quelques semaines avec sa femme, mais apprend que sa mise à la retraite a été prononcée le 4 fructidor (22 août). Or, il veut se battre, fût-ce comme volontaire ou comme aide de camp de Kléber. On pense à l'envoyer à Lille, à Strasbourg, aux Indes orientales avant de lui confier l'armée des côtes de Cherbourg, et on l'a pour cela promu général de division. En envoyant à sa femme un portrait en miniature, relativement ancien, il lui écrit : « Tu feras ajouter sur le collet une seconde broderie et le médaillon de vétéran à la seconde boutonnière du côté gauche. » C'est tout pour annoncer sa nouvelle dignité : il n'en parle point, mais il l'immortalise.

De ces détails de son uniforme, il passe à la toilette de sa femme : il sait qu'elle est coquette et il s'efforce, en lui racontant ce qui se porte dans le beau monde, de la consoler de ne l'avoir pas appelée à Paris : « J'ai été au bal, lui écrit-il, exprès pour pouvoir te rendre compte de la mise la plus élégante. La voici : généralement, on porte des chemises de linon-batiste avec des manches, une ceinture de laine, lilas, gros rouge ou verte, entourée d'un liséré d'or ou d'argent. Un vêtement à la mode aussi : on le plisse sur les deux épaules, les deux bouts passent en avant, font le tour par derrière de la taille et viennent se nouer devant. Quelques élégantes ont aussi un ruban de laine rouge, brodé en argent ou or, qu'elles entrelacent dans leurs cheveux relevés par derrière à la romaine. Tous les souliers

sont d'une venue, sans talons : beaucoup y ajoutent une faveur qui les retient aux pieds en formant différens contours au bas de la jambe; cette manière est jolie... On voit beaucoup de gazes brillantes sur les têtes ; mais je n'en aime pas l'effet. En voilà, je crois, bien assez pour un général d'armée. »

Ainsi s'efforce-t-il de calmer les justes ressentimens d'une Grenobloise qui, depuis quatre mois que son mari réside à Paris, a vainement sollicité d'y faire un séjour. Aussi « Armande a remplacé le père Duchêne dans ses grandes colères, » et Dubayet fait le niais lorsqu'il lui écrit : « Je ne sais pas trop pourquoi cette belle citoyenne se fâche tout rouge. » Elle lui fit grâce pourtant, quoique, au dire de Barras, bon juge, « il fût peut-être un peu léger dans sa vie privée; » pourquoi il la tenait à Grenoble. Ayant décidément triomphé de ses détracteurs, — dont le principal, le représentant Maribon-Montaut, venait d'être décrété d'accusation, — « le général en chef de l'armée des côtes de Cherbourg, » comme il signait ses lettres à son épouse, porta, le 7 floréal an III (26 avril 1795), son quartier général à Alençon. Il succédait à Hoche qui n'avait point voulu garder, au milieu des négociations entreprises pour la pacification de la Vendée, le commandement de deux armées, mais qui donnait l'impulsion. Des opérations de détail telles que le combat de Château-Neuf, le 25 messidor (3 juillet 1795), la mort de Cadou, l'arrestation de plusieurs chefs, le rétablissement des communications entre Alençon, le Mans, la Flèche et Angers n'eussent point forcé la renommée, mais Annibal employa les bons moyens. Dès la nouvelle de la victoire de la Convention sur les sectionnaires parisiens, il écrivit à son ancien collègue Letourneur que, s'ils avaient vaincu, « son plan était fait pour tirer la Convention d'affaire. Par ses dispositions, en deux jours, Paris était aux abois sans tirer un coup de fusil, et la Convention triomphante était rendue à son indépendance et faisait rentrer dans le néant les hordes scélérates des Royalistes qui, depuis longtemps, feignent de proclamer la souveraineté du peuple pour mieux lui donner un maître. »

Lue à la Convention, cette lettre classa au premier rang des amis du régime celui que son attachement à la Constitution de 91 et son plaidoyer pour La Fayette avaient rendu suspect et que sa défense de Mayence et ses campagnes en Vendée n'avaient pu réhabiliter. Il est vrai qu'il était avec Barras en

des termes qui révélaient une intimité particulière. Ce fut Barras qui, moins d'un mois après, lui annonça sa nomination au ministère de la Guerre : « Arrive vite ici, lui écrivit-il, nous faisons de la bonne besoigne parce que nous aimons tous avec chaleur la République. Je t'embrasse et je t'attends. »

S'il n'eût fallu que des phrases pour terrasser la coalition et rétablir les armées, le nouveau ministre de la Guerre y eût excellé. Il lança une proclamation où il exaltait le républicanisme des officiers généraux ; une autre où il recommandait « l'ordre et l'économie dans toutes les branches de l'administration de cette vaste république ; » une autre où il faisait un redondant appel aux vertus citoyennes : « que la tiédeur s'enflamme, s'écriait-il, que l'égoïsme disparaisse, que l'amour de la liberté domine ! » Cela était à merveille, mais son ministère manquait de partout. « Aujourd'hui, écrivait-il, le 14 frimaire (5 décembre), j'ai voulu connaître, d'après la promesse du ministre des Finances, ce que je pourrais avoir en numéraire de la Trésorerie nationale. Il devait m'être donné cinq millions 500 000 livres; cependant, ils n'ont pu me promettre que 600 000 livres pour demain. Mais comment me les donneront-ils? ils n'ont pas pu encore envoyer les 300 000 livres qui étaient si urgemment nécessaires pour Luxembourg. » Les embarras étaient immenses, mais Dubayet s'occupait d'abord à célébrer, dans une feuille que subventionnait le ministère, le *Courrier de Paris*, les actes de son administration. « Lui-même envoyait aux rédacteurs de quelques feuilles périodiques le plan des articles qu'il désirait faire insérer. » « Toujours empressé, dit un de ses biographes, de démentir les bruits fâcheux qui pouvaient affliger les républicains et relever le courage abattu de tous les ennemis de la Patrie, il offrait, le 26 brumaire an IV (17 novembre 1795), aux deux Conseils, le tableau de la situation imposante de nos armées. » Il faut entendre, pour la contre-partie, les proclamations des généraux, entre autres de Bonaparte. De même, il annonçait le 7 frimaire (28 novembre) que « le général Pichegru, si cher à nos soldats et à la République, était toujours à la tête de son armée et que ce favori de la victoire n'avait point été destitué ni mérité de l'être. » Cela n'était pas bien sûr et il y avait imprudence à se porter garant d'un homme déjà justement suspect. Chargé uniquement de la partie administrative, endossant les responsabilités sans

assumer l'autorité, prête-nom de Carnot, qui entendait diriger seul les opérations militaires, le ministre de la Guerre ne tarda pas, au milieu d'embarras qu'il ne pouvait surmonter (1), à souhaiter sa retraite, mais il était résolu à ne point partir les mains vides. Le système des compensations était pratiqué bien avant qu'Azaïs en eût fourni une théorie. Barras a écrit : « Aubert Dubayet était peu propre au travail du cabinet. Il se jugea et fit fort bien de préférer au ministère l'ambassade de Constantinople. Elle offrait carrière à son imagination. Lui aussi croyait qu'il était possible d'opérer quelque amélioration chez les Turcs et d'implanter la civilisation en Orient. »

En réalité, le Directoire faisait coup double : il se débarrassait d'un ministre incapable et il le donnait pour successeur à M. de Verninac qui avait demandé son rappel parce que le traité qu'il avait négocié avec la Porte n'avait point été agréé par le gouvernement. On avait pensé à Pichegru qu'une ambassade eût renfloué. Par là, il aurait été enlevé aux intrigues où il se débattait, il eût réorganisé l'armée turque, l'eût dirigée au besoin contre les Russes et les Autrichiens. Et puis, à quoi serviraient les ambassades, en temps de république, si elles ne faisaient une monnaie d'échange et ne paraient point des exils avantageux? Le Directoire peupla les légations de généraux disgraciés devenus gênans ou tout le moins suspects. Cela ne lui réussit point pour l'ordinaire.

Dubayet, quand le Directoire lui offrit l'ambassade de Constantinople, vit le ciel ouvert. Il se crut pour le moins vice-empereur des Turcs, et il se destina à leur bonheur : « Organe d'un peuple magnanime, avec quelle douce émotion, disait-il, je présenterai à un peuple ami les nouveaux gages d'une alliance mutuelle et indissoluble ! Ambassadeur de la République, avec quelle assurance imperturbable je déploierai en même temps la dignité de son gouvernement et la majesté de sa puissance ! »

Pour quoi il réclama une escorte qui faisait une petite armée ; une maison militaire composée de deux généraux et deux capitaines ; une mission spéciale où figuraient un chef de

(1) On a tenté de faire un mérite à Dubayet de la nomination de Bonaparte à l'armée d'Italie. Ministre le 12 brumaire an IV (2 novembre 1795), entré en fonctions le 24 brumaire (15 novembre), remplacé le 19 pluviôse (8 février 1796), Dubayet ne put influer sur une nomination qui est en date du 4 ventose (23 février); c'était d'ailleurs un objet réservé au Directoire, dont chacun des membres se vanta par la suite d'avoir découvert le conquérant de l'Italie.

brigade, deux capitaines du génie, trois capitaines d'infanterie, une compagnie d'artillerie légère avec trois pièces de huit et deux obusiers. Un ancien archidiacre, député du clergé aux États généraux, défroqué, marié et devenu fondeur de canons, Pampelonne, avait, quelques mois auparavant, été envoyé à Constantinople avec soixante-dix artistes et maîtres ouvriers, pour installer une fonderie, un atelier d'affûts, de construction et de réparation de fusils, une poudrerie et une salpêtrière. Tout cela relevait de la mission : le général Bonaparte avait failli y être employé.

Seulement la mer était fermée : pas plus que Pampelonne, Dubayet ne put rejoindre son poste par les voies habituelles. Ayant reçu le 16 germinal (5 avril) son audience de congé du Directoire, il mit quinze jours à gagner Grenoble où il s'arrêta près de sa femme et de sa fille qui devaient prochainement le rejoindre ; de là, il gagna Toulon où il arriva le 16 floréal (5 mai); mais, quel que fût son désir d'aborder majestueusement à Constantinople avec « ses deux frégates, » il dut se borner à quelques promenades en mer, ponctuées par l'échange d'inoffensifs coups de canon avec les croisières anglaises, et il reçut, le 22 messidor (10 juillet), l'ordre de rejoindre son poste par terre en prenant par Venise et l'Albanie.

Le voyage dura près de trois mois, du 24 messidor (12 juillet) au 1er vendémiaire an V (1er octobre 1796). Dubayet arriva à son poste plein de prétentions vaniteuses et d'inquiétudes despotiques qui les unes et les autres tournaient au délire. L'accueil qu'il avait reçu du pacha de Bosnie avait encore exaspéré le goût qu'il avait pour la pompe, les honneurs et les discours et l'on pouvait s'attendre qu'il réclamerait pour son entrée, en qualité d'ambassadeur, des distinctions extraordinaires. Il excédait tout le monde, à commencer par Verninac, son prédécesseur, qui avait fait beaucoup de besogne, négocié un traité, obtenu l'envoi en France d'un ambassadeur, et qui pour récompense était rappelé. Quant à son personnel, il l'avait égrené le long de sa route. D'Avignon, il écrivait : « Je me suis un peu brouillé avec mon maître d'hôtel et mon secrétaire, ces citoyens m'ont mis le marché à la main et j'ai accepté. » De son aide de camp, le chef d'escadron Caulaincourt (celui qui fut duc de Vicence, grand écuyer, ambassadeur en Russie), il écrivait dès lors : « J'ai de puissans motifs de mé-

contentement contre le citoyen Caulaincourt; ses principes politiques ne sont pas en harmonie avec les miens, et si enfin l'exagération est un défaut, du moins faut-il aimer la liberté avec vérité et chaleur. » En route, les choses s'aggravèrent au point qu'il parut décidé à renvoyer en France cet officier de vingt-trois ans, « jeune, fat et présomptueux; » il le donna en effet pour maréchal des logis à l'ambassadeur que la Turquie envoyait à Paris : c'est ce qu'il appelle « une commission brillante, » mais, ajoute-t-il, « notre divorce n'en est pas moins fait pour la vie. » Il se mit en bataille rangée contre Pampelonne et tous les officiers faisant partie de sa mission. « Quant à mes alentours, écrit-il, j'ai douloureusement éprouvé que j'avais fait des ingrats; aussi en est-il résulté que je renvoie journellement ceux que j'avais emmenés. »

Des deux généraux qui formaient sa « maison militaire, » l'un, Antoine Menant, était sa créature très humble. Né à Lyon en 1762, entré au service en 1778 dans Brie-infanterie, resté dans les bas grades jusqu'en 1791, élu alors lieutenant par le bataillon de Rhône-et-Loire, pris pour aide de camp par Dubayet en 1793, passé sur la demande de celui-ci adjudant chef de bataillon, puis adjudant chef de brigade, général de brigade en l'an IV lorsque Dubayet fut ministre de la Guerre en l'an III, il n'alla pas plus loin et fut retraité à vingt-deux ans huit mois et vingt jours, dès que le Consul, libre de ses mouvemens, purifia l'armée des avancemens révolutionnaires. Il vivait fort bien sous la Restauration avec ses 2000 francs de pension. Sa carrière est le plus frappant exemple du favoritisme tel qu'il se trouva pratiqué sous la République.

Quant à l'autre, qui avait reçu, pour accompagner Dubayet, le titre de premier secrétaire d'ambassade, Claude Carra de Vaux de Saint-Cyr, il appartenait à une famille originaire de Picardie, venue au XVIIe siècle dans le Lyonnais où elle accéda à la bourgeoisie et se trouva anoblie, à la fin du XVIIIe siècle, par des petites charges; elle était représentée alors par trois fils : Carra de Vaux, Carra de Saint-Cyr et Carra de Rochemure. Claude Carra de Saint-Cyr, né en 1756, sous-lieutenant dans Bourbonnais-infanterie en 1774 avec Dubayet, lieutenant en premier en 1782, capitaine en 1785, avait été commissaire des Guerres de 1785 à 1792 où il avait pris sa retraite. En janvier 1793, il s'engagea au 2e bataillon des volontaires de Rhône-et-Loire et

alla bientôt retrouver Dubayet avec lequel il était des plus liés depuis la guerre de l'Indépendance qu'ils avaient faite ensemble. Il servit avec Dubayet au Rhin et dans l'Ouest. Dubayet destitué et emprisonné, il se retira du service, entreprit des affaires de commerce qui prospéraient ; à l'appel de son ami libéré et reprenant du service, il abandonna tout et accourut : « Tu sauras, écrit Dubayet à sa femme le 3 nivôse an III (23 décembre 1794), que Saint-Cyr, dont le commerce était monté et qui se trouvait à la tête de trois associations, quitte tout et vient avec moi faire le coup d'épée sur la brèche de Mayence. » Deux mois plus tard, le 21 ventôse (11 mars 1795), il était dans l'état-major de Dubayet adjudant chef de bataillon ; après trois autres mois, adjudant chef de brigade (25 prairial-13 juin) ; après quatre autres mois (14 vendémiaire an IV-9 octobre) général de brigade : tous les grades en sept mois, sans une action de guerre ! Au ministère, il fut, comme directeur du personnel, l'*alter ego* de Dubayet et il ne pouvait manquer de l'accompagner en Turquie ; mais le voyage ne lui fut point favorable. A peine était-on arrivé en Dalmatie que Dubayet écrivait à sa femme : « Saint-Cyr a pris des travers qui me déplaisent fort et que l'habitude de l'indulgence et d'une vieille amitié me font encore supporter, mais je te déclare que ma patience est à bout. » Un mois plus tard, il écrivait que « Saint-Cyr, son ami de vingt-cinq ans, avait envers lui des torts impardonnables et qu'il allait se séparer de lui définitivement. » Il le conserva pour son entrée à Constantinople, mais presque aussitôt, il l'envoya résider en Valachie près de l'Hospodar, en attendant qu'il l'expédiât sur France. « Ce Saint-Cyr » est devenu sa bête noire, « ce Saint-Cyr » l'obsède. De même Castéra, encore un camarade de Bourbonnais. C'est Dubayet qui, l'ayant connu sous-lieutenant, ayant fait avec lui les campagnes d'Amérique, l'a appelé à faire partie de sa maison militaire comme capitaine aide de camp, quoiqu'il fût démissionnaire du 9 mai 1792 ; il l'a donc emmené en Turquie, mais, arrivé à Péra, il lui a imposé, le 20 thermidor an V (7 août 1797), une mission à Corfou.

Au reste, il ne choisissait pas ; il suspectait tout le monde ; c'était Pampelonne l'ex-Constituant, c'étaient les officiers de la mission que, les uns après les autres, il forçait à regagner la France ; le général ambassadeur ne pouvant supporter qu'il y eût à Constantinople un agent du prétendant, le sieur Chal-

grin, « un scélérat » qui « portât l'audace jusqu'à arborer sur son chapeau cette couleur blanche, signal de l'ingratitude, du parricide et de l'assassinat; » il annonçait officiellement « qu'il était bien résolu à lui courir sus et à le tuer dans les rues de Péra. » Il portait dans ses négociations avec les Turcs la même aménité et traitait *militairement* toutes les affaires. « En affaires, écrivait le citoyen Pampelonne, c'est un enfant et un enfant gâté. » Au moins, s'il était aigri contre l'univers entier, restait-il content de soi, tel que lorsqu'il avait été désigné pour Constantinople. En ce temps-là, il écrivait : « J'ai commandé avec gloire les armées de la République; j'ai mis le militaire sur un tout autre pied, étant ministre de la Guerre; j'aurais pu être directeur; je suis nommé à l'ambassade la plus intéressante de l'Europe; il ne me reste plus qu'à mourir les armes à la main en combattant pour la Liberté! »

On eût pu espérer de l'arrivée de Mme Dubayet, que le général semblait souhaiter infiniment, quelque tranquillité à l'ambassade. Raison majeure pour qu'il fût en bons termes avec son épouse : « Depuis six ans, écrivait-il, je n'ai vu ma famille que deux mois. » Il avait donc réclamé une frégate ou deux pour amener Mme Dubayet et sa fille et ce fut là l'occasion d'aigres correspondances avec le ministre de la Marine, Truguet, qui préférait employer à des services de guerre les vaisseaux de la République. En fructidor an V (août 1797), après la chute de Truguet, Mme Dubayet, accompagnée de sa fille, s'embarqua à la fin sur la frégate *la Sérieuse*, mise à sa disposition par l'amiral Bruix. Elle débarqua en vendémiaire an VII (fin septembre 1797) et trouva un homme en lutte avec le peu qui restait de Français, incapable de se contrôler et de suivre les affaires, moins encore de se conformer aux ordonnances des médecins. Moins de deux mois après son arrivée, le 15 frimaire (5 décembre) Dubayet fut pris d'une mauvaise fièvre, « fièvre bilieuse, putride, inflammatoire et milliaire, » qui l'emporta en onze jours.

Ruffin, le drogman, qui, à travers toutes les vicissitudes, conservait à l'ambassade la tradition française, s'était hâté d'aviser Saint-Cyr pour qu'il vînt de Bucarest prendre la gérance. Quelque diligence qu'il fît, il n'arriva qu'après l'inhumation solennelle et laïque de Dubayet dans les jardins du palais de France, près d'un arbre de la liberté, planté jadis par Descorches.

Saint-Cyr, malgré sa brouille avec Dubayet, s'empressa d'adresser au ministre des Relations extérieures une pompeuse oraison funèbre de « son père, son protecteur, son ami de vingt-cinq ans. » Il entreprit moins de gérer l'ambassade, tâche dont Ruffin s'acquittait mieux que lui, que de s'ériger en avocat de la citoyenne Dubayet. Il appuya avec une éloquence pénétrée les demandes, au moins inusitées, qu'elle présentait au Directoire. Rien moins que de se poser presque en émule de Mme la maréchale de Guébriant. « La santé de la citoyenne ambassadrice, extrêmement altérée par les veilles et les suites de cet événement, écrivait-il, me détermine à vous prier, citoyen ministre, de l'autoriser à prolonger son séjour à Constantinople aussi longtemps que sa santé et ses affaires pourraient l'exiger. » Moyennant qu'elle habitât le palais de France et qu'elle y gardât maison montée, elle se contenterait de la moitié du traitement de son mari, — qui était de 150 000 livres. Saint-Cyr n'avait point osé aller jusque-là avec le ministre, mais il prit revanche avec Rewbell et, en attendant les réponses de Paris, il établit la citoyenne ambassadrice et sa fille comme les représentantes officielles de la République. Ayant à remercier le capitan pacha des marques de sympathie qu'il avait chargé Ruffin de témoigner à la citoyenne Dubayet et à la jeune Constance, « je crus devoir, écrit-il, répondre à tant de marques d'intérêt en lui présentant Constance. » Il la mena donc avec lui chez le pacha, vêtue en homme et accompagnée des citoyens Fleurat et Ruffin et du général Menant; elle fut placée sur le sopha entre ces deux derniers. Le pacha, qui, pendant la conférence, regardait souvent la jeune Constance et faisait remarquer au citoyen Ruffin combien elle ressemblait à son père, dit en riant à ce secrétaire interprète : « On voit bien que vous n'êtes qu'un homme de plume et de paix, peu curieux des belles armes : cette enfant est réellement la fille d'un héros; elle a toujours les yeux fixés sur mes sabres appendus au lambris, et elle ne fait que pousser le général Menant pour les lui faire admirer. » Le capitan pacha invita l'ambassadrice à le voir sortir en pompe par la porte d'Andrinople pour prendre le commandement de son armée, et à visiter, quand elle voudrait et autant de fois qu'il lui plairait, le vaisseau amiral qui était en rade. L'audience se termina par des présens de châles et de mousseline

des Indes pour chacun des visiteurs, les plus belles pièces étant destinées à Mme Dubayet.

Celle-ci ne manqua pas de profiter de l'invitation que Saint-Cyr avait su rappeler au capitan pacha, et, au jour fixé, — trois mois après la mort du général, la veuve éplorée, vêtue en homme ainsi que sa fille, — deux jolis petits garçons, en vérité ! — grimpait l'échelle; elle fut reçue à la coupée par le capitaine de pavillon, goûta au café et au chocolat, visita le navire de bout en bout, et, au départ, reçut un salut de sept coups de canon. Il y avait de quoi tourner une tête solide : ces honneurs, cette vie somptueuse, ce palais, ce train, cette liberté de costume qui pouvait bien surprendre les Turcs peu habitués à de pareils travestissemens, tout devait enivrer la charmante petite Dauphinoise, sevrée de plaisirs depuis toujours. Sans doute trouvait-elle jadis, dans des bals de campagne, sous les auspices de son beau-frère Bruno, à exercer le goût qu'elle avait pour la danse, et sautait-elle fort bien, sans s'interrompre, de cinq heures jusqu'à neuf heures du lendemain. Sans doute, connaissant comme elle était coquette, Dubayet, pour lui faire prendre patience, lui décrivait-il plutôt mal que bien les toilettes des merveilleuses et lui envoyait-il même quelque ajustement; mais qu'était cela pour rassasier une fringale de plaisirs ? Elle n'avait pas vingt-huit ans, cette jolie dame, toute mignonne, qui, depuis qu'elle était née, n'avait quitté Grenoble que pour venir à Paris guetter l'occasion pour Constantinople. Si, seule de tous les entours de Dubayet, elle n'avait pas eu part à ses colères, — ce qui n'est point démontré, — au moins avait-elle enduré son caractère, et elle ne pouvait que se sentir libérée. Seulement, le beau rêve d'être ambassadrice ne pouvait durer toute la vie, et Talleyrand y mit fin ; eu égard aux circonstances, il traita largement la veuve de Dubayet. Régulièrement, les appointemens du général eussent dû être arrêtés au jour de sa mort, le 17 frimaire an VI (7 décembre 1797) ; ils furent prolongés, pour Mme Dubayet, de deux mois et demi, et arrêtés au 30 pluviôse (18 février 1798). Elle reçut, pour frais de retour, ceux mêmes qui eussent été alloués à son mari. Si, par la suite, elle eut quelques difficultés avec le département pour le règlement des objets précieux que Dubayet avait reçus en compte pour les distribuer sur sa route, c'est qu' « Annibal le Mississipien » était prodigue et magni-

fique, à preuve qu'à défaut de présens du Gouvernement, il donnait ce qu'il avait de plus beau dans son bagage, les pistolets de Versailles qu'il tenait du Directoire et qu'il offrit au pacha de Bosnie.

Ce fut seulement en méssidor an VI (28 juin 1798) que Mme Dubayet et Constance, accompagnées de Saint-Cyr et de quelques Européens qui profitaient des escortes, quittèrent Constantinople. On voyagea à petites journées, si bien qu'on mit plus d'un grand mois pour gagner Vienne, un autre pour rentrer à Paris. Après un tel voyage fait en compagnie, on est brouillé à mort ou accommodé pour la vie. Ce fut le dernier parti qu'adopta Mme Dubayet ; mais d'abord qu'elle fut rentrée à Paris, elle exécuta les ordres du Mississipien en plaçant Constance chez la citoyenne Campan, à l'Institut de Saint-Germain. Là, cette jeune personne de douze ans allait perdre sans doute ses façons garçonnières. « Élève Constance en bonne républicaine, avait écrit Dubayet dans une lettre qui peut passer pour un testament. Exige avec fermeté qu'elle fasse bien ses études. Voilà le moment, ma bonne amie, où tu peux faire aller de front les maîtres à danser, de forte et d'écriture. Bientôt tu lui donneras un maître de dessin et, avec tous ces moyens de rendre aimable ta fille, je désire que tu soignes le travail de l'aiguille qui la préparera à être une femme républicaine. » Tout cela, — sauf peut-être le travail de l'aiguille, — se trouvait réuni à Saint-Germain. Il fallait se presser si l'on voulait exécuter, en ce qui concernait Constance, les volontés de son père. N'avait-il pas écrit : « Tu sauras que je songe à la marier à quinze ans ; déjà j'ai trouvé son mari... » Au fait, n'était-ce pas l'âge où Mme Dubayet s'était mariée et pouvait-elle dire à son mari qu'elle s'en fût mal trouvée ?

***

On ne saurait nier que, sur les destinées de Constance et même sur celles de sa mère, cette entrée en pension influa considérablement. L'Institut de Saint-Germain a joué pour la restauration d'une société un rôle d'autant plus important qu'il a unifié, par l'éducation, des élémens fort différens et qui ne se fussent sans doute pas rencontrés autrement. Il a été l'école préparatoire du monde nouveau. Il y avait à Saint-Germain des filles de noblesse, des filles de finance, des filles de bourgeoisie ;

il y avait ce qui tenait au général Bonaparte, sa belle-fille, ses nièces, ses sœurs, tout son monde. Était-ce là ce qui avait mis Mme Campan à la mode ou bien l'air qu'elle se donnait d'avoir jadis été de la Cour, familière de la Reine, du Roi, de Mesdames, ayant préparé sur chacun une anecdote où elle jouait le beau rôle, — pour compenser sans doute celui qu'on lui attribuait? En fait, ainsi que tout son apparentage, elle sortait de cette domesticité intérieure du souverain, d'où certains étaient partis pour monter aux grandes charges, mais où la plupart se repassaient héréditairement des places profitables, sinon honorifiques, que mettaient tout à part la confiance des maîtres et la fidélité des serviteurs. A la vérité, si cette fidélité était suspectée, — comme ce fut le cas pour Mme Campan, — rien de l'honneur ne subsistait, moins que rien.

On était mal renseigné et combien de gens avaient intérêt à ce qu'on ne le fût pas mieux, Mme Bonaparte au premier rang! Ce fut par Mme Campan et par l'Institut de Saint-Germain que Mme Aubert-Dubayet fit sa connaissance. Quant à Constance, ce fut là qu'elle rencontra Caroline, Pauline et Christine Bonaparte, Hortense et Stéphanie de Beauharnais, Stéphanie Tascher, les filles ou les sœurs des généraux Clarke, Macdonald, Leclerc, Victor, Oudinot, un monde, le nouveau monde, celui qui, demain, presque tout de suite après l'acte libérateur de Brumaire, surtout après la victorieuse campagne de Marengo, allait devenir l'unique monde. Ces jeunes femmes toutes jolies, gracieuses, élevées selon les formules de l'ancienne société, épousées généralement pour leur grâce, leur joliesse ou leur beauté par les grands du nouveau régime, auraient, sous les auspices de Mme Bonaparte, charge et mission de donner le ton, d'introduire, dans les salons rouverts, les prestiges de l'éducation qu'elles avaient reçue à Saint-Germain et qui, à soi seule, était la contre-révolution.

Ayant ainsi placé sa fille pour le mieux de son avenir, ayant réglé les affaires d'argent de l'ambassade, Mme Dubayet s'occupa de ses affaires de cœur, et pouvait-elle faire mieux qu'unir sa destinée à celle de cet admirable ami qui lui avait fait connaître des splendeurs qu'elle n'eût jamais imaginées? A peine si elle avait trente ans, Carra Saint-Cyr en avait quarante-cinq, mais c'était le même âge que Dubayet. Sans doute était-il borgne, mais c'était d'une blessure de guerre reçue en Amérique; sans

doute n'était-il encore que général de brigade, mais ses manières, son éducation, sa douceur, son amour valaient bien une étoile. Constance déjà l'appelait son petit père et le traitait en « parrain. » Tout était donc pour le mieux et, le 10 brumaire an VIII (31 octobre 1799), Mme Dubayet se mua en Mme Saint-Cyr.

La lune de miel, s'il était convenable qu'il y en eût une, fut brève, Carra Saint-Cyr ayant été désigné pour un emploi de général de brigade à l'armée de réserve. Il n'y était pas encore arrivé le 10 floréal (30 avril 1800), mais le 10 prairial (30 mai) il était à Ivrée en possession d'un commandement indépendant : il correspondait directement avec le chef de l'état-major général, avec le commandant en chef et même avec le Premier Consul; il s'en tirait à merveille, même n'ignorait-il pas les moyens de se faire bien venir. Ainsi écrivait-il à Bonaparte à la fin d'un rapport, de style et de tournure tout militaires : « Je ne peux pas me dissimuler, citoyen Consul, que le poste qui m'a été confié par le général en chef ne soit très délicat et peut-être au-dessus de mes forces, mais puisse-t-il au moins me donner l'occasion de vous convaincre de mon sincère et entier dévouement! »

Incorporé ensuite dans la division Monnier, qui faisait partie du corps de Desaix, il prit une part active à la bataille de Marengo à la tête de 700 hommes de la 19e légère : « il enleva le village de Ceriolo à la face de l'armée ennemie au moment même où l'armée était en retraite; il opéra la sienne en ordre, soutenu seulement par la 70e de ligne, » et fut cité par Monnier pour son talent et son sang-froid. Son nom ne figura pas au bulletin, mais le Premier Consul l'avait retenu. Aussi bien, Mme Carra Saint-Cyr était à présent des habituées des Tuileries, et sa fille, durant que Caroline Bonaparte était à Saint-Germain, avait acquis ses bonnes grâces. Sans doute fut-ce à Caroline Murat qu'elle dut son mariage.

Élevé au commandement en chef de l'armée d'observation du Midi et des troupes françaises stationnées dans la République cisalpine, le général Murat, qui avait porté son quartier général à Milan le 2 fructidor an IX (2 août 1801), y avait trouvé et conservé pour chef d'état-major le général Charpentier. Ce Charpentier appartenait à une de ces familles que de petites charges élevaient par degrés à certaines apparences de

noblesse. Il se préparait, avant la Révolution, à succéder à son oncle, lieutenant général au bailliage de Soissons. A l'appel de la patrie, il s'engagea dans le 1er bataillon des volontaires de l'Aisne, fut élu capitaine, passa dans les états-majors et était adjudant général lorsqu'il eut mission d'apporter à la Convention les drapeaux de la garnison autrichienne de Luxembourg. Envoyé en Italie au mois de frimaire an VII (novembre 1798) pour mener des renforts à Scherer, il fut promu général de brigade sur le champ de bataille le 6 germinal (30 mars 1799). Après un court séjour en France motivé par une blessure reçue à la bataille de Novi, il revint à Milan, après Marengo, comme chef d'état-major de Brune d'abord, puis de Moncey. Il resta avec Murat dont il avait mérité la confiance, comme celle de ses prédécesseurs, par une régularité, un ordre et une intelligence remarquables. De plus homme de bonne compagnie et agréable de sa personne. Caroline, qui souhaitait être entourée de femmes françaises, désirait qu'il se mariât et elle s'en occupa. « Je suis fâché, écrivait le général à son beau-frère le 3 brumaire an XI (25 octobre 1802), que vous n'ayez point fait la connaissance du général Murat comme vous en aviez l'occasion. Il vous aurait sûrement bien accueilli. Il me comble de considération et de fortune. Il songe aussi à me faire faire un mariage très brillant : mais sur ce dernier sujet, je suis sans inquiétude. Avec la place et la fortune que j'ai, on trouve toujours à se bien marier. » Mme Murat avait pensé d'abord à une nièce de Decrès, le ministre de la Marine; puis à la fille de Barbé-Marbois le ministre du Trésor, — celle qui épousa le fils aîné du consul Lebrun. Mais « Charpentier n'ayant pu faire le voyage de Paris, cette proposition n'a pas eu de suite. » Aussi bien, « plus le moment du mariage approche, écrivait-il, moins je désire me marier, et si l'on pouvait toujours rester garçon, je l'aimerais mieux. » Mais sa mère et tout le monde conspiraient pour ses noces. Sa mère et son beau-frère vinrent à Paris pour voir la jeune Constance. Ils chantèrent comme de juste sa grâce et ses vertus. Elle eût commencé, au gré de son père, à monter en graine, car elle allait sur ses seize ans. Les préliminaires furent brefs; en ce temps-là, on vivait double, — comme en campagne. Murat et Caroline, qui n'avaient pu assister au mariage, prétendirent mettre dans la corbeille un présent peu banal, une étoile. « J'apprends, écrit Murat au Premier Consul le 4 floréal

an XI (24 avril 1803), le mariage du général Charpentier : c'est un brave homme qui a plus de solidité que de brillant, c'est un homme sûr. Je désirerais bien, mon général, que vous lui donniez le grade de général de division pour son cadeau de noce. Je regarderais cette faveur comme une marque nouvelle de l'intérêt et de l'estime que je sais que vous me portez. » Charpentier ne l'obtint qu'un an plus tard, le 26 fructidor an XII (16 février 1804); tout de même, — était-ce pour Aubert-Dubayet, Carra Saint-Cyr, Charpentier ou Constance? — le Premier Consul, Joséphine, Hortense, la plupart des généraux présens à Paris, Gouvion Saint-Cyr, Junot, Lefebvre, Soult, les deux consuls et les ministres signèrent au contrat. La noce eut lieu à Maisons où les Saint-Cyr avaient une jolie habitation et Mme Louis y dansa tout son soûl, — elle s'en souvenait deux ans plus tard. Cette résidence suburbaine (quatre lieues de Paris) n'était pas sans compliquer la vie, car Mme Saint-Cyr n'en perdait ni un bal ni un dîner, et Saint-Cyr n'en était pas moins assidu à son devoir; c'était affaire de temps et de chevaux.

A peine quelques jours donnés à la lune de miel, Charpentier et sa petite femme partirent pour Milan. A la vérité, ils devaient s'arrêter à Grenoble où habitait la famille paternelle et maternelle de Mlle Dubayet et faire ainsi le voyage de noces de l'ancien temps, celui qui avait pour objet la présentation et la visite obligatoire aux parens et aux amis des deux familles.

Mme Saint-Cyr, dès le 23 floréal (13 mai 1803), s'empresse d'écrire à sa « bien chère petite fille » pour lui donner des conseils, lui faire des recommandations, l'exhorter à devenir « une femme intéressante et agréable ; » elle invite ses seize ans un peu futiles à des lectures instructives. Mais à la mère le monde fait assez de bruit pour qu'il en fasse presque autant à la fille. « Depuis ton départ, ma chère Constance, écrit-elle, Saint-Cyr m'a fait aller et venir sans cesse. Je partis samedi soir. Le lundi, nous fûmes déjeuner chez le général Soult, à sa campagne (1). Au retour, je m'arrêtai à Saint-Cloud, mais on était à Malmaison. Je revins ici mardi et mercredi soir, je retournai à Saint-Cloud où il y avait assemblée assez nom-

(1) Villeneuve-l'Étang.

breuse. On me demanda si j'avais reçu de tes nouvelles et les larmes étaient toujours prêtes à s'échapper de mes yeux en répondant que non. Il n'y a rien de nouveau pour ce qui nous concerne (1). Il faut prendre patience malgré soi, mais toujours même bon accueil très aimable. Il y avait ce jour-là la nouvelle mariée Mme Caffarelli (2). Elle est très belle et très grande, mais quoique ayant été élevée à Paris, elle n'a pas encore la tournure parisienne. Cela vient assez vite!... »

Le général Saint-Cyr avait espéré qu'il serait employé en Italie et qu'il y retrouverait sa chère Constance, mais il avait compté sans le Premier Consul et sans la rupture de la paix d'Amiens : « Voilà, écrit-il le 30 floréal (20 mai), toutes nos espérances de réunion évanouies. J'ai reçu l'ordre de me rendre à Bayonne, et c'est bien loin du pays où nous aurions aimé à nous diriger. Je vais donc doubler de zèle dans les fonctions qui me sont confiées pour être en droit ensuite de demander la destination qui nous rapprochera de toi et de ton mari. » Il allait être employé à Bayonne à l'un des six camps dont le Premier Consul avait ordonné la formation pour constituer sur les côtes une armée puissante et prête à marcher contre l'Angleterre (25 prairial-14 juin). Il désigna, de Namur, le 16 thermidor (4 août), les troupes qui y devaient figurer. Saint-Cyr devait les précéder et les attendre.

Ce départ redoubla la tristesse qu'avait causé à Mme Saint-Cyr celui de sa fille et dès lors commencent les plaintes sur l'absence de lettres; mais la délicieuse Armande ne pouvait passer sa vie à se lamenter. « J'ai été à Paris cette semaine, écrit-elle le 10 prairial (30 mai), à Villeneuve-l'Étang chez Mme Soult (3), qui m'a chargée de te faire ses complimens; j'ai été à Saint-Cloud; j'ai vu Mme Bonaparte qui me demanda de tes nouvelles,

(1) Un emploi de général de brigade et le grade espéré de général de division.

(2) Mlle Julienne d'Hervilly : « Cette jeune dame a été présentée dimanche à Mme Bonaparte. » *(Journal des Débats)*. Elle était la seconde fille de Louis-Charles, comte d'Hervilly, colonel de la cavalerie de la Garde constitutionnelle, maréchal de camp en 1792, blessé le 16 juillet 1795 à Quiberon, mort de ses blessures le 14 novembre suivant, et de Louise de La Cour de Balleroy. Auguste Caffarelli, aide de camp du Premier Consul, était frère de Maximilien, blessé mortellement à Saint-Jean d'Acre, de Philippe, mort à Quiberon, de Joseph, préfet maritime à Brest, de Charles, préfet du Calvados et de l'Aube, de Jean-Baptiste, qui fut évêque de Saint-Brieuc.

(3) Jeanne-Louise-Elisabeth Berg, épousée en 1789 par Nicolas-Jean-de-Dieu Soult, alors caporal.

ainsi que Mme Louis (1) et Mme Lauriston (2). Mme Savary (3) qui était là, ainsi que beaucoup d'autres, ne me dirent rien de toi. J'avais pris congé de Mme Bonaparte, croyant pouvoir entreprendre bientôt mon voyage de Grenoble, mais des affaires me retiendront ici plus longtemps que je ne croyais, et alors j'y retournerai un soir, car j'y étais allée un matin. J'ai vu aussi Mme Macdonald (4) qui me parla beaucoup de toi et me chargea de te dire bien des choses. »

Cependant Constance est arrivée à Milan et elle fait sa cour. A la fin, elle écrit. « Ta lettre, lui répond sa mère le 15 prairial (4 juin), m'a fait grand plaisir parce que je vois que tu es contente, à part l'ennui que te cause la partie de cartes. Tu vois que j'avais bien raison quand je te disais qu'il fallait qu'une femme sût jouer. La plus grande partie des femmes ne joue que par complaisance, mais comme on joue de l'argent, il faut le savoir défendre. Est-ce le réversis ou le whiste? Tu ne me dis rien de la réception que t'a faite Mme Murat. Est-ce *très bien* ou *comme ça?* Il serait à propos, je crois, que tu écrives à Mme Louis. Tu te rappelles qu'elle t'a promis que, de deux lettres, elle t'en répondrait une. Il y a près de quinze jours que je n'ai vu Isidore (5). Elle me pria bien de te dire qu'elle ne t'a pas oubliée. Elle attend de tes nouvelles avec une grande impatience... J'avais appris par Mme Soult que Mme Murat avait accouché (6) et Murat en donnant cette nouvelle à la Cour avait écrit que Madame sa femme serait à Paris dans quarante jours. J'avais été fâchée de cela, mais comme tu n'en parles pas, peut-être n'est-ce pas vrai? Les modes ne varient pas beaucoup et

(1) Madame Louis-Hortense de Beauharnais.

(2) Claudine-Antoinette-Julie Le Duc, mariée en 1789 à Jean-Alexandre-Bernard Law de Lauriston, alors lieutenant d'artillerie. Mme de Lauriston était une des quatre dames nommées pour accompagner l'épouse du Premier Consul.

(3) Marie-Charlotte-Félicité de Faudoas Bárbazan avait épousé le 27 février 1802 le colonel Savary, aide de camp du Premier Consul.

(4) La seconde. La première, née Jacob, mourut en 1797 laissant deux filles. — Celle-ci, née Montholon, épouse en premières noces du général Joubert, s'était mariée le 26 juin 1802 et mourut en 1804.

(5) Isidore-Eugénie Petiet, fille de Claude-Louis Petiet, ministre de la Guerre après Dubayet, et de Anne-Françoise-Guillemette Leliepvre du Bois de Pacé, née en 1788, épousa Louis-Pierre-Alphonse de Colbert Chabanais, nommé par la Restauration général de brigade.

(6) Mme Murat était accouchée le 16 mai 1803, d'un fils qui reçut les noms de Napoléon-Lucien-Charles-Joseph-François. Ce fut le prince Lucien Murat, mort le 10 avril 1878 sans postérité.

c est toujours la même mise. Les toilettes du soir à Saint-Cloud sont presque toutes en crêpe. J'ai vu travailler Mme Louis et Mme Bonaparte à des robes de crêpe brodées à bouquets détachés unies. Cela fera de très jolies robes d'été.

« On parle d'un voyage du Premier Consul...

« Tâche de savoir si M. et Mme Murat ont reçu les lettres que nous leur avons écrites au moment de ton mariage. »

Mme Saint-Cyr n'était pas mal informée. Murat écrit le 6 prairial (26 mai) : « J'espère que vous ne serez pas fâché, mon général, que j'accompagne Caroline qui se propose de venir prendre sa petite et laisser à maman son nouveau-né. » Les événemens ne le permirent pas : « Mme Caroline est rétablie, écrit Murat le 6 messidor (25 juin), et mes enfans sont en route pour Paris depuis deux jours. » Caroline elle-même ne partit qu'au milieu de thermidor (juillet).

Cela faisait une grande occupation à Maisons, où Mme Saint-Cyr ne négligeait rien pour se tenir bien en cour. « J'ai fait un petit séjour à Paris cette semaine, écrit-elle à sa fille le 20 prairial (9 juin). En y arrivant, on me remit une grande lettre adressée à Saint-Cyr et c'étaient des billets pour le cercle qui avait eu lieu la veille. Il y en avait pour Saint-Cyr et pour moi et pour Mlle Aubert-Dubayet. Je fis demander aux Tuileries si Mme Bonaparte y était ou était retournée à Saint-Cloud. Alors, je fus voir le général et Mme Soult. Ils allaient repartir pour la campagne. Ils me dirent que Mme Murat serait dans un mois à Paris. Je ne croyais plus à ce voyage puisque tu ne m'en avais pas parlé, mais il se confirme là-haut.

« Je suis revenue hier au soir de Paris et j'y retourne demain. A trois heures, j'irai voir Mme Louis et, le soir, j'irai à Saint-Cloud. C'est cela avoir du courage, aller sans Saint-Cyr et sans toi, mais je sens qu'il ne faut pas avoir l'air, aux yeux de beaucoup de gens, de m'être tout à fait retirée. D'ailleurs, il faut qu'on se rappelle de nous *(sic)*, car les absens ont toujours tort.

« Écris à Mme Louis et mets quelque chose de bon pour Mme Bonaparte. »

A son gendre Charpentier, qui l'avait invitée à venir s'établir à Milan, près de sa fille, pendant que Saint-Cyr serait à Bayonne, elle écrit (24 prairial-13 juin) : « J'ai été deux fois à Saint-Cloud depuis le départ de Saint-Cyr. J'ai demandé s'il n'y avait rien de nouveau. On m'a répondu : *Non, il faut attendre.*

Le Premier Consul part cette semaine. Le général Soult le suit, et, pendant ce temps, Mme Soult va en Allemagne dans sa famille. Mme Bonaparte m'a demandé si Constance était grosse. J'ai répondu que je n'en savais rien. J'espère bien que vous ne me le laisserez pas ignorer, je désire tant être grand'maman ! »

En attendant, elle se prépare à rejoindre Saint-Cyr à Bayonne, plutôt aux environs, un négociant ayant prêté au général une maison de campagne charmante, à proximité de la mer, avec une vue fort jolie. De là où ira-t-il ? Peut-être en Portugal ? Alors, elle sera du voyage. « Je me crève les yeux, écrit Saint-Cyr, sur tous les ouvrages qui traitent de l'Espagne et du Portugal. J'espère ne pas en être pour mes frais et que le gouvernement ne veut pas me faire prendre racine ici, ce serait le dernier endroit que je choisirais. » Et puis n'y serait-il pas oublié ?

« Je t'ai mandé dans les temps, écrit Mme Saint-Cyr le 8 messidor (27 juin), la réponse que m'avait faite Mme Bonaparte au sujet de l'avancement de ta *toutoute* (1). Il n'y a rien de nouveau. Je présume que si le grade doit être accordé, ce ne sera qu'à l'organisation définitive du camp qui se forme à Bayonne et dont il a le commandement provisoire. Ainsi, patience... Il y a longtemps que je savais le voyage de Mme Murat. J'ai été voir avant-hier Mme Soult qui m'a priée de te dire qu'elle est très fâchée contre toi. Tu lui avais promis de lui écrire, et tes lettres sont encore à venir. Tu mécontentes bien du monde, comme tu vois : Mme Louis, Mme Soult et Isidore, en voilà bien trois. Mme Soult part aujourd'hui pour l'Allemagne, son pays, pendant que le général accompagne le Premier Consul... Il n'y a que Mme Talhouet (2) et Mme Rémusat (3) qui aient accompagné Mme Bonaparte pour le voyage. Ces dames ont fait beaucoup de dépenses, entre autres Mme Talhouet, qui a fait faire un trousseau neuf.

« Mme Carion m'a apporté à voir tes robes. Malgré mes recommandations, il ne s'en trouve pas une simple pour le

(1) Saint-Cyr. Mme Saint-Cyr est *Memelle*.

(2) Élisabeth-Françoise Baude de la Vieuville, mariée le 12 juin 1783, à Louis-Céleste-Frédéric de Talhouet, l'une des quatre dames accompagnant Madame Bonaparte.

(3) Claire-Élisabeth-Jeanne Gravier de Vergennes, mariée en 1796 à Augustin-Laurent Rémusat, préfet du Palais en 1802; l'une des quatre dames de Madame Bonaparte. Elle a laissé des mémoires.

matin chez toi, mais elles sont jolies à mon goût. Il y en a une bleue avec une garniture de mousseline qui m'a plu assez; une robe en gaze de coton — Mme Carion dit que cela se lave comme du linge, — la garniture toute petite, en fleurs et feuilles, est jolie, et une en taffetas blanc broché. Elle a une guirlande de petites roses jaunes pour garniture; elle ajoute à cela les chemisettes de crêpe et de mousseline parce qu'elles sont très décolletées derrière et boutonnent sur l'épaule. »

Mais, malgré les soins qu'elle prend de sa fille, Armande s'ennuie. Elle aspire à rejoindre l'un au moins des êtres qui lui sont chers : « Voici mon plan de voyage, écrit-elle le 10 messidor (29 juin). Je compte toujours partir pour Bayonne très incessamment. Je resterai avec Saint-Cyr tant qu'il sera dans cette ville. S'il recevait une destination pour faire la guerre activement, alors, ma chère petite, tu me verrais partir comme le vent et me rendre dans tes bras où, je crois, j'étoufferais du plaisir de te voir et de t'embrasser. Je m'en irai en poste, j'avais eu le projet de faire ce voyage à petites journées avec mes vieilles jumens, mais je serais trop longtemps en route. » Elle s'ennuiera jusque-là, bien qu'elle ait avec elle son beau-frère Carra Devaux (1) qui lui tient fidèle compagnie et qu'elle rend esclave. « Quelquefois, écrit-elle, nous allons avec M. Devaux jusqu'aux bord de la Seine pour faire baigner ma Spitz. Tu es bien ingrate en parlant de Spitz. Tu ne m'en as pas encore demandé des nouvelles. Saint-Cyr me l'a laissée pour me tenir compagnie, mais elle a un penchant si naturel pour les hommes qu'au défaut de Saint-Cyr, elle me préfère mon beau-frère. Cependant elle couche dans ma chambre et me garde bien, je t'assure. Si je fais le voyage de Milan, elle sera des nôtres...

« Il n'y a pas de grands changemens dans les modes. Les robes de très grande parure sont en tulle de couleur brodées en or ou en argent. Les moins élégantes, c'est du crêpe.

« Il m'est impossible, ma bien chère petite, de te donner mon portrait à présent. Mes facultés ne me le permettent pas, mais je puis très aisément te satisfaire pour la petite chaîne de mes cheveux que tu désires. Il y a trois jours, je me suis fait tondre. C'est-à-dire que mes cheveux sont coupés à la Titus et, en les mettant de côté, je pensais à t'en faire quelque chose.

(1) Le frère aîné de Saint-Cyr, ancien officier au régiment d'Orléans, né en 1755, marié en 1778 à Antoinette-Césarine des Roys.

Ainsi, tu auras une croix et une chaîne jusqu'à ce que je puisse te satisfaire pour le portrait. Tu porteras cela en souvenir de moi. »

Le 19 messidor (8 juillet), elle est sur son départ, mais il survient des contrariétés : « J'espérais, dit-elle, en vendant mes quatre chevaux, m'en aller en poste, mais n'en trouvant rien à Paris, je m'en vais à petites journées, ce sera bien ennuyeux et bien long, mais qu'y faire?... Je vais demain à Paris pour finir mes derniers arrangemens. Je paierai les souliers à Coppe : il y en a vingt-quatre paires à 7 livres qui font 168 livres... Tu sauras que l'on porte beaucoup de chapeaux, tous avançant singulièrement sur la figure. Ils seyent assez bien. On les fait de crêpe, de taffetas et d'organdi. J'en emporte à Bayonne de toutes les sortes, mais je ne les prends pas chez Mlle Despaux parce que, pour la province, cela n'en vaut pas la peine et que je les paie bien moins cher... C'est tout ce que j'emporte, avec une robe de taffetas ronde pour la route. Je n'ai rien fait faire de neuf depuis ton départ...

« Tu sauras que le général Pino (1) n'a pas pu me remettre lui-même ton portrait. C'est son aide de camp, et, en entrant, il m'a fait un compliment, c'est qu'il ne m'aurait jamais prise pour ta mère, mais bien pour ta sœur. Je suis accoutumée à ces sortes de choses et je ne renoncerais pas pour tout au monde au titre de mère de ma bien-aimée Constance. Il m'a dit encore que tu te portais très bien, que tu étais bien aimée à Milan, que tu t'amusais beaucoup, que tu n'avais qu'un seul regret, celui d'être éloignée de nous. J'ai appris par je ne sais plus qui que Mme Murat avait différé son voyage, je t'en félicite de tout mon cœur, car je me peignais la solitude où tu te serais trouvée et j'en avais beaucoup de chagrin.

« Depuis le départ du Premier Consul (2), on ne sait rien du tout ici. On croit assez généralement qu'il y a un grand projet de descente en Angleterre. Si, par hasard, Saint-Cyr y était pour quelque chose, tu me recevrais, n'est-ce pas? Je compte

(1) Dominique Pino, né en 1760, avait pris parti pour la cause française en Italie et était devenu général en moins de deux ans. Soupçonné ensuite de complot, il eut une attitude singulière; puis il parut se livrer entièrement aux Français et le Premier Consul lui confia en 1802 le commandement de la Romagne, puis le ministère de la Guerre.

(2) Pour le Nord et la Belgique. — Départ le 5 messidor (24 juin), retour le 23 thermidor (11 août).

là-dessus et je m'arrange de manière que, si cela arrive, c'est de Bayonne que je partirai pour aller t'embrasser, te croquer, t'étouffer dans mes bras; enfin, je ne sais pas ce que je ne ferai pas. »

Le départ approche. « J'ai été avant-hier, écrit Mme Saint-Cyr le 22 messidor (4 juillet), faire mes adieux à Mme Petiet. Isidore est bien fâchée de ce que tu ne lui écris pas. Elle m'a chargée de te dire que ton myrte dément bien tes sentimens pour elle, car il est superbe. La mère et la fille dînaient ce même jour chez Cambacérès. De là, je fus chez Mme Louis, qui me demanda comment tu te trouvais à Milan et qui m'observa que tu ne lui avais point écrit, malgré tes promesses. Tu as vraisemblablement des raisons pour ne pas écrire, à cette dernière surtout... Mme Neÿ part aujourd'hui pour la Suisse (1). Adèle n'est pas encore mariée (2). »

Voilà *Memelle* en route, le 26 messidor (15 juillet), à cinq heures et demie du matin, dans la petite voiture attelée de trois bons chevaux de poste, le cocher conduisant en main les chevaux de voiture. Carra Devaux lui sert de chevalier, et Spitz monte la garde. On va d'une traite à Orléans, et l'on passe même la nuit pour gagner Tours, ce qui est une grande fatigue. De là, en treize heures, à Poitiers; bref, la carrossée arrive à Bayonne le 3 thermidor (22 juillet), à minuit, — huit jours seulement! — et cela semble extrêmement rapide. « Elle est venue, écrit Saint-Cyr, beaucoup plus vite que la poste, et toutes ses lettres pour m'annoncer son départ et sa marche ne me sont parvenues que le lendemain de son arrivée. » Et « jamais elle ne fut mieux; déjà elle monte très bien à cheval, et nous avons fait ce matin deux lieues, et elle n'est pas fatiguée; cependant, ce n'est que la seconde fois qu'elle a commencé. » « Je suis allée à Biarisse, petit village à une petite lieue d'ici, écrit de son côté Mme Saint-Cyr. C'est là où, au mois d'août, il vient beaucoup de monde prendre les bains de mer. Il y avait déjà des baigneurs et des baigneuses; tout est pêle-mêle. » Dès qu'elle est arrivée, commencent les réceptions. « De toutes les femmes qui me sont venues visiter, écrit Armande, il n'y en a

(1) Où son mari était ministre plénipotentiaire et ambassadeur extraordinaire. On écrivait Neÿ et il semble qu'on prononçait Neye. C'est ainsi que l'écrit Mme Saint-Cyr, Aglaé-Louise (Églé) Auguié, mariée, en juillet 1802, à Michel Neÿ.

(2) Adèle Auguié, la sœur de Mme Neÿ, mariée plus tard à M. de Broc. Elle mourut tragiquement à la cascade de Grézy, en 1813.

pas de jolie, mais il y en a deux qui sont beaucoup plus petites que moi. Ainsi tu dois penser ce qu'elles doivent être. » Et les dîners, les soupers, les bals de se succéder; même on verse diverses fois dans les fossés, car on se sert de chevaux d'artillerie dont les conducteurs sont ivres. Il y a des soirées charmantes, terminées par de jolis ambigus; il y a des lancemens de gabarres, et surtout des tours de valse. La société est nombreuse, les femmes sont aimables et faciles, on reçoit beaucoup, on est toujours en fête, et Mme Saint-Cyr est ravie. Pour faire pendant à sa chienne, le négociant qui lui donne l'hospitalité lui offre une perruche, puis un perroquet de prise, qui se trouvait sur un navire anglais de deux millions, ensuite un singe et puis une macaque. Enfin, on est à merveille pour Armande. « C'est une drôle de ville que Bayonne, écrit-elle. La société y est agréable, mais chaque femme y a son amant en titre, et tout le monde sait cela. Pour moi, j'ai été bientôt au courant de toutes les petites intrigues par Saint-Cyr d'abord et par les aides de camp. » Cependant le camp s'accroît; le corps d'armée est porté à dix-sept mille hommes; on attend un lieutenant général; le général Saint-Sulpice (1) prendra le commandement de la cavalerie; on ne doute pas que Saint-Cyr ne soit promu. Cela se passe d'ailleurs fort simplement, et c'est Devaux qui l'annonce à la belle-fille de son frère, un jour où le ménage Saint-Cyr est allé à Dax pour une fête. « Notre armée, écrit-il, s'augmente tous les jours; le général de division Dorsner (2) est arrivé avant-hier pour commander l'artillerie. Le général Augereau (3) est en route pour venir prendre le commandement en chef de cette armée; il aura deux généraux de division sous lui : mon frère, *qui vient d'en avoir le grade*, en est un; je ne sais pas encore le nom de l'autre ni celui du chef d'état-major. » Devaux précise le lendemain que le général Augereau sera rendu au premier jour et apporte avec lui, pour Saint-Cyr, les lettres de général de division.

Mais Mme Saint-Cyr ne sera pas à la réception. Constance réclame sa mère. Elle est enceinte, sa santé est altérée, ses

(1) Raymond-Gaspard Bonardi de Saint-Sulpice, né en 1761, général de division, marié à Antoinette Poursin de Grandchamp.

(2) Jean-Philippe-Raymond Dorsner, sous-lieutenant en 1781, général de division en 1795, retiré en 1806, mort en 1829.

(3) Pierre-François-Auguste Augereau, plus tard maréchal d'Empire, duc de Castiglione.

nerfs sont en désarroi. Tout de suite le voyage est décidé. « Je vous confie à tous deux ma bonne Armande, écrit le général le 4 vendémiaire an XII (27 septembre 1803). Ayez-en bien soin, il m'en coûte de m'en séparer et ses enfans pouvaient seuls obtenir ce sacrifice. Elle se mettra en route vers le 15 octobre (vieux style) (22 vendémiaire), pour se rendre directement à Grenoble, sans passer par Lyon; elle séjournera huit à dix jours dans sa famille, et c'est de là qu'elle vous écrira pour vous annoncer au juste la date de son arrivée. » Elle demande seulement que le général Charpentier envoie au-devant d'elle un de ses aides de camp pour le passage du mont Cenis. Et puis, mille prétextes, mille raisons la retardent. A certains points de vue, elle n'en paraît point fâchée. « Le retour de Murat en Italie a été, écrit-elle le 18 brumaire (10 novembre), démenti dans les journaux. Il va présider le Conseil électoral du département du Lot. Ainsi, il paraît que son voyage sera différé pour longtemps. Je n'en suis pas fâchée, parce que la présence de Mme Murat à Milan aurait dérangé nos *aparte.* » En fait, elle ne part de Bayonne pour Grenoble que le 21 frimaire (13 décembre), étant restée deux mois sans nouvelles de sa fille. Devaux l'accompagne, avec sa femme de chambre, son domestique, sa chienne et son perroquet. Elle pense être à Grenoble le 3 nivôse (25 décembre), et il lui faudra trois jours de Grenoble à Lans-le-Bourg. De fait, elle n'arrive que le 7; elle attend des nouvelles de Milan pour se remettre en route, et elle n'est pas rendue à destination avant les premiers jours de pluviôse, juste à temps pour apprendre la promotion de Charpentier au grade de général de division (26 pluviôse — 16 février 1804).

Ce fut à Paris, où il avait été rappelé pour participer à l'expédition d'Angleterre, que Saint-Cyr apprit les couches de sa belle-fille. Elle avait eu, le 9 floréal (29 avril), un garçon dont Murat fut parrain avec l'*Impératrice*, car, entre temps et durant que Constance accouchait d'un garçon, la France, sans douleur, faisait un empereur.

FRÉDÉRIC MASSON.

(A suivre.)

DEGAS ET L'IMPRESSIONNISME

Plus tard, beaucoup plus tard, quand les historiens chercheront à tracer le tableau de la vie sociale et intellectuelle en Europe, à la veille de la grande catastrophe, — comme on a cherché à reconstituer les « derniers jours de Pompei, » — sans doute ils noteront que jamais la passion pour les objets d'art n'avait été si furieuse, jamais les enchères si folles qu'aux alentours de 1914. Et cela partout, à Paris comme à New-York et à Berlin. L'année 1912 surtout et le début de l'année 1913 furent marqués par une ruée inouïe de collectionneurs vers les ventes. Quelques heures avant l'orage, il y a ainsi des oiseaux et des insectes qui redoublent d'activité pour remplir de trésors leurs greniers. Parmi les chiffres grandissans qui faisaient pâmer d'aise le monde de la « brocante » et paraissaient un suprême triomphe du Beau à ceux qui confondent l'Art et l'Argent, un chiffre flamboya aux derniers jours de 1912. Un tableautin moderne, représentant une scène de genre, des *Danseuses à la barre*, venait d'atteindre 435 000 francs! Il n'est pas sans exemple, mais il est rare de voir, du vivant de l'artiste, une pareille somme jetée sur son œuvre. Elle atteint parfois un chiffre supérieur, mais l'auteur, d'ordinaire, n'est plus là depuis longtemps pour s'en réjouir, et l'on ne peut que porter des lauriers à sa tombe. Cette fois, l'artiste était encore de ce monde, mais si peu, si invisible, si indifférent, si taciturne, si absent de tout en plein Paris, et même en plein Montmartre, que les officieux qui coururent épier sur son visage les signes de quelque transport mégalomane en furent pour leurs

frais. On n'en put tirer nul témoignage de plaisir. Le bruit courut alors que c'était un grand philosophe. On aurait pu s'en aviser plus tôt, car il n'avait jamais manqué de l'être, mais 435000 francs font à une figure un cadre qui, pour la foule, rend ses vertus plus évidentes. De ce jour, le nom d'Edgar Degas, — car c'est lui que je veux dire, — fut connu de la foule. Il l'était depuis trente ou quarante ans, déjà, des artistes et des amateurs. On savait que ce prestigieux artiste, très âgé, la vue très affaiblie, presque aveugle, ne pouvait plus accroître sa production. Et cela ne nuisait pas au succès des ventes où on se la disputait. Il vient de mourir ; il vient de quitter ce monde où son art tenait tant de place et sa personne si peu. Les historiens, après avoir noté l'apothéose du vieux maître, se demanderont peut-être à quoi elle était due. Ils verront bien les mérites de sa peinture, — ils ne sont pas de ceux qui s'évaporent sous l'action du temps, — mais peut-être trouveront-ils entre eux et le succès qui les consacra quelque disproportion... Nous qui sommes plus près du phénomène, nous pouvons en rechercher les causes avec moins de chances d'erreur. Serait-ce par ses sujets et par ses idées que l'art d'Edgar Degas a mordu, à ce point, sur la sensibilité contemporaine? Ou par son dessin et sa couleur, par la nouveauté de son accent, ou par tout cela tout ensemble et par une coïncidence singulière entre tout cela et les curiosités et les appétits psychologiques de notre génération? Peut-être.

I

Il y a quelque quarante ans, à l'une de ces expositions d' « indépendans » ou d' « impressionnistes » qui se faisaient rue Le Peletier et déchaînaient chez les amateurs une hilarité à peu près universelle, je me rappelle qu'un artiste, classique autant qu'on peut l'être, après avoir considéré ces visages safran, ces ombres lilas, ces eaux écarlates, ces sous-bois rutilans, ces périssoires jaunes, ces figures balafrées de taches de soleil et de reflets verts qui faisaient ouvrir tout grands mes yeux d'enfant, dit à côté de moi, lentement et gravement : « Il y a quelque chose à prendre là... » Ce mot m'est souvent revenu à la mémoire, quand j'ai entendu citer celui de Degas : « *On nous fusille, mais on fouille nos poches!* » Sous une forme

brève et cinglante, c'est, là, toute l'histoire de l'Impressionnisme. Elle ne justifie pas toutes les théories, ni toutes les extravagances de cette école; seulement elle montre que les gens réfléchis d'alors n'en méconnaissaient pas l'apport utile et qu'ils comptaient bien en profiter. Mais l'artiste qui fit le mot est précisément le seul auquel il ne s'appliquait pas. On a très peu « fusillé » Degas, même à cette époque; il n'a point du tout excité l'hilarité, et peu les sarcasmes de la critique. Cham, par exemple, qui ne manquait pas une occasion de clouer Manet au pilori, ne s'occupait pas de lui. Et, non plus, ses ennemis ne lui ont guère emprunté : ce sont ses amis qui lui doivent. Toute une école de dessinateurs elliptiques et d'observateurs implacables est sortie de lui : ce furent ses jeunes compagnons d'alors ou ses admirateurs. C'est qu'en effet Degas n'était pas un « impressionniste; » son succès n'est pas leur succès, leurs épreuves n'ont pas été ses épreuves, et son œuvre, au lieu de montrer, comme la leur, la réalisation incomplète d'espoirs trop vastes et de trop intransigeantes théories, nous offre le spectacle de la perfection dans un cercle d'art restreint et de recherches volontairement limitées.

Comment donc se trouvait-il dans cette bagarre? Un peu comme un passant qui est pris dans une manifestation. Il est révolté par les « brutalités de la police. » Il s'insurge, il frappe, il crie, il est conduit au violon, et, si l'émeute triomphe, au pouvoir, sans avoir jamais été du parti qui a manifesté. A la fin de l'Empire, la police, dans l'Art, c'était l'Institut : il faisait bonne garde autour du *Salon*, où ne pouvait pénétrer une technique nouvelle, un sentiment imprévu qu'avec d'infinies précautions. Les Manet, les Boudin, les Jongkind n'y pénétraient guère. A ce moment, un ami de Gustave Moreau, un admirateur des vieux maîtres, qui s'était longuement formé en copiant Poussin ou Ghirlandajo, mais qui se mettait maintenant à peindre la vie moderne, s'approcha des artistes maltraités par le jury. C'était Degas. Il voyait refusées des œuvres qui, sans être des chefs-d'œuvre, décelaient des recherches intéressantes, pendant que les *Salons* et les musées s'encombraient de fades répétitions du passé, de redites de moins en moins personnelles, de pastiches de plus en plus édulcorés. Ces pastiches lui paraissaient non pas seulement une inutilité, mais une injure et une incompréhension des anciens maîtres. Il n'éprou-

vait pas un enthousiasme sans mélange pour l'Impressionnisme, mais il ressentait un vigoureux mépris de l'art académique. Très fier, très indépendant, il se sentait porté, aussi, par une sympathie instinctive, vers ceux qui ne demandaient rien à l'estampille officielle. Ce n'était pas, là, une question d'esthétique : c'était une question de caractère. Quand son concours fut sollicité, il ne le refusa pas. En 1874, à la première exposition d'impressionnistes, salle Nadar, il mit ses œuvres en même temps que Claude Monet, Cézanne, Sisley, Pissarro, Rouart, Berthe Morisot, Renoir. Dans la plupart des manifestations qui suivirent, il demeura leur compagnon fidèle. On prit ainsi l'habitude d'associer son nom au leur. Il recueillit, par ricochet, une part des injures qui leur étaient destinées, puis des apothéoses. Vu dans les mêmes expositions, il fut recherché par les mêmes amateurs; il passa donc dans les mêmes collections, puis dans les mêmes salles de ventes, enfin dans les mêmes salles de musées. En 1894, quand on discuta l'entrée du legs Caillebotte au Luxembourg; en 1900, lorsque M. de Tschudi fit, pour le musée de Berlin, avec des deniers privés, les acquisitions d'impressionnistes qui déchaînèrent un si beau vacarme, Degas se trouva parmi les objets du litige. Et c'est ainsi qu'il fut « impressionniste » comme il aurait pu être « végétarien » et comme il fut effectivement « nationaliste : » cela n'avait aucun rapport avec sa peinture.

Toutefois, puisqu'il a longtemps porté cette étiquette, a fait partie de ce groupement, et vraisemblablement continuera d'y être confondu par l'histoire, il est bon de marquer les rapports que son art pouvait avoir avec l'impressionnisme et en quoi il en différait, d'autant que l'aventure qui lui arriva lui est commune avec beaucoup d'autres. En effet, quand on lit des textes, on voit que Manet, Whistler, Boudin, Jongkind, Lépine, Cals, Fantin-Latour, sont des « impressionnistes; » mais quand on voit leurs œuvres, on n'aperçoit pas ce qu'elles ont de commun avec celles de Claude Monet, Renoir, Sisley, Pissarro, Berthe Morisot, Cézanne et tous ceux qui, selon la formule adoptée, ont « éclairci la palette » contemporaine. Car les premiers n'ont rien éclairci du tout. Ils sont souvent noirs, toujours gris, et si leurs ombres ont des finesses atténuées, ils ne présentent nullement ces effets rutilans de soleil, cette vibration de couleurs vives et crues qui distinguent les seconds. Rien n'est plus

différent d'un Renoir qu'un Whistler, ni d'un Sisley qu'un Fantin-Latour, ou qu'un Cals d'un Claude Monet. Un passant non averti n'aura jamais l'idée de les mettre dans le même sac. Pour les y mettre, il faut élargir la définition de l'impressionnisme et ne plus parler d' « éclaircissement de la palette » ni de « lumières reflétées, » de « division du ton, » ni même de « plein air : » il faut abandonner toute notation spécifique de l'art de peindre et appeler de ce nom l'art de tous ceux qui, pour une raison ou pour une autre, étaient en lutte avec l'Institut et rompaient avec la tradition académique. Mais alors tout le monde y rentre : Géricault comme Delacroix, Corot comme Courbet, Millet lui-même et, jusqu'à un certain point, Fromentin et pourquoi pas Cazin?... tous ceux qui ne peignaient point des Achilles, des Patroclès, mais la vie moderne, ou abandonnaient le paysage historique et composé pour peindre la campagne de France, comme ils la voyaient. Seulement, une définition aussi étendue et flottante n'est plus une définition : c'est une indéfinition, et pour avoir voulu dire trop de choses, on ne sait plus ce qu'on dit.

Pour qu'un qualificatif serve à quelque chose dans le langage, il faut qu'il attribue une qualité propre à l'objet qu'il qualifie. Il faut que cet objet le possède et que les autres ne le possèdent pas. Il faut ainsi qu'une définition soit à la fois un lien et une frontière, qu'elle unisse et qu'elle sépare, qu'elle unisse ensemble ce qu'elle vise et qu'elle le sépare de ce qu'elle ne vise pas. Il faut donc que les termes qui la composent soient assez généraux pour convenir à tout ce qu'elle évoque, mais assez spécifiques pour ne pas évoquer autre chose en même temps. Sans quoi, on ne voit pas bien à quoi elle peut servir et pourquoi les critiques et les artistes se sont donné la peine de créer le mot : impressionnisme, si c'était pour ne rien y mettre dedans... Or, si l'on réduit l'École nouvelle aux termes qui caractérisent ses chefs et qui les caractérisent seuls, à l'exclusion de leurs devanciers, et ainsi leur rendent cette justice qu'ils ont apporté véritablement à l'art un accent et un procédé nouveaux, on trouve que ces termes sont au nombre de trois : la prédominance de la couleur sur la ligne, la vivacité colorée des ombres et la formation des tons vifs par la juxtaposition de couleurs crues, l'œil de loin faisant le mélange. On trouve ces caractéristiques dans toutes leurs œuvres les plus fameuses,

celles qui ont imprimé, dans notre œil, le prototype de cette peinture, et il est impossible de les trouver réunies chez aucun de leurs devanciers, en France, du moins. C'est donc bien le trait qui les distingue des autres et les fait se ressembler entre eux.

D'où vient donc la confusion habituelle? De ceci que le mot « impressionniste » a eu et a conservé, à travers toutes les discussions, deux sens très différens : un sens large qui est le premier en date et que lui a conservé le public, et un sens étroit que lui donnèrent plus tard les artistes et qui, seul, sert à le reconnaître. Avant 1870, le mot « impressionniste, » sorte de quolibet, désignait, en bloc, tous les indépendans, les révoltés, les refusés de 1863 qu'on connaissait fort bien, puisqu'on leur avait ouvert un *Salon* spécial, et ce terme venait d'une de ces toiles inintelligibles comme sujet, que l'auteur avait fini par intituler *Impression*. D'une façon générale, et en réaction contre les thèmes classiques et la facture « léchée » de l'Institut, ces jeunes peintres choisissaient leurs sujets dans la vie moderne, souvent triviale, parfois un peu canaille; ils n'appuyaient pas le contour et affichaient une facture large, heurtée, « truellée, » parfois au couteau à palette, toujours avec de grosses brosses, sans nul souci du détail, et quand on leur demandait lequel des anciens maîtres trouvait grâce devant eux, ils répondaient : Franz Hals. Après 1870, c'est-à-dire après le séjour de Monet, Sisley et Pissarro à Londres, c'est une tout autre couleur qui prévaut : « impressionnisme » veut dire lumière, vibration intense, interéchange de reflets entre les différens objets, éclat de couleurs juxtaposées presque crues, dans une facture de tapissier mêlant ses laines. C'est pour les uns une cacophonie, pour les autres un éblouissement, et quand on demande aux nouveaux venus s'ils ont un dieu parmi les anciens, ils répondent : Turner. Mais la foule, qui avait été très frappée par la facture large, heurtée, « bâclée, » du moins le croyait-elle, et par la trivialité des sujets des Indépendans de 1863, conserva le nom d'impressionnisme à tout ce qui offrait ces caractères, quelle que fût leur technique chromatique, parce que les caractères que je viens de dire étaient ceux qu'elle percevait le mieux. Tandis que les artistes, un peu plus précis dans leur discours, s'habituaient à considérer comme tels, surtout, les « luministes » et les « divisionnistes, » ceux qui avaient réellement « éclairci la palette. »

J'ai cité le voyage à Londres comme le tournant décisif de cette évolution picturale. C'est qu'en effet il y a bien des indices que Claude Monet, Sisley et Pissarro en ont rapporté sinon leur talent ou leurs dons d'observation, qu'ils tenaient de la nature, sinon leur exécution qu'ils acquirent par eux-mêmes, du moins le principe de leur coloris. Il y a, d'abord, ceci que Ruskin, alors très écouté en Angleterre, enseignait depuis de longues années « le plein air, de la première à la dernière touche » et la production des teintes vives par la juxtaposition de couleurs pures, sans mélange, enfin la théorie que « les ombres mêmes sont des couleurs et peut-être de plus vives couleurs que les lumières, » — ce qui est bien le signalement des peintres impressionnistes. A vrai dire, il se peut qu'ils n'aient pas lu Ruskin, ni causé avec ses disciples. Mais ils visitaient les musées, et nous voyons, par leurs lettres, qu'ils étudiaient chez Turner les « recherches du plein air, de la lumière et des effets fugitifs » et que la facture de Watts et de Rossetti les impressionnait grandement. Or, il est facile de marquer, chez Turner et chez Watts, si apaisés et assourdis qu'ils soient par le temps, les touches ou les filamens de couleurs crues, qui ont servi d'exemples pour la « division du ton. » On peut, à la rigueur, supposer que nos impressionnistes avaient, déjà, en eux, l'idée de ce procédé nouveau. Mais il y a l'examen de leurs œuvres. Or, à l'examen des œuvres de Monet, de Pissarro et de Sisley, avant leur voyage à Londres, on voit que leur gamme colorée était celle des Corot, des Manet, des Courbet, des Boudin, et qu'après ce voyage, ils ont peint dans la gamme très haute, très claire qui les distingue. Et ceci est décisif.

Maintenant, lequel de ces caractères généraux ou spécifiques de l'Impressionnisme retrouve-t-on dans l'œuvre de Degas? Aucun. Que doit-il à la théorie du plein air, des lumières reflétées, de la division du ton ? Rien. Où a-t-il été chercher la nature dépouillée de toute convention, l'humanité de tout artifice, la figure sans pose et sans fard? A l'Opéra. Il a peint les êtres les plus artificiels qui soient au monde, sous une lumière factice ou sous un jour tamisé, dans une gamme très modérée, grise et fine. Pourtant, il est vrai que son œuvre a étonné, interloqué et même scandalisé les classiques par sa modernité aiguë et provocante; il est vrai, aussi, que la critique a entrepris, récemment, de nous le présenter comme un « classique » renouant

les plus pures traditions de l'École française. Il y a bien des contradictions là-dedans. Pour les éclaircir, il n'est que de regarder son œuvre.

II

D'abord, les sujets. Ils sont toujours très « modernes, » sauf quelques négligeables essais du début. Mais ils sont fort particuliers et ne se présentent pas d'eux-mêmes à la vue de tout le monde. Il faut généralement payer quelque droit d'entrée pour voir les lieux où se déroulent les actions chères à Degas : une salle de spectacle, les coulisses, le pesage ou l'enceinte des courses, un cirque, un café-concert. Les scènes de ses principaux chefs-d'œuvre, le foyer de la danse pendant les répétitions, les classes de ballets, sont inaccessibles, même en payant, au commun des mortels. On est donc obligé de le croire sur parole et de louer la véracité du narrateur sans avoir été jamais témoin des faits racontés. On en juge par analogie avec ce qu'on a pu voir, ou entrevoir ailleurs, et c'est très légitime, mais c'est la preuve qu'il y a eu « choix. » La théorie moderniste que l'art ne doit pas choisir ses sujets, comme l'art classique ou l'art romantique, mais les prendre au hasard, tels que les offrent la nature et la vie, se trouve immédiatement démentie par cette volonté expresse de s'enfermer dans un lieu interdit au public, à un moment où des figures, costumées de façon spéciale, y font des gestes rares et appris. Jamais classiques et romantiques n'ont fait choix d'un sujet plus étroitement circonscrit et la plupart de nos contemporains n'ont pas vu davantage ces scènes bien « modernes, » je veux dire les répétitions de ballets, qu'ils n'ont vu les *Horaces* prêtant leur serment, ou *le Massacre de Scio*.

Ce sont, là, ses sujets topiques. Il en a parfois d'autres, qui sont à proprement parler des études : telles, ses *Suites de Nuds de femmes se baignant, se lavant, se séchant, s'essuyant, se faisant peigner*, ou des scènes de mœurs sur les frontières de l'humorisme, telles que *l'Absinthe*, la *Chanteuse verte*, les *Deux Repasseuses*, ou même des anecdotes, comme l'*Intérieur*. Il a même fait quelques portraits, c'est-à-dire le portrait d'un bouquet de fleurs, auprès duquel, pour meubler le coin du tableau, il a mis une tête de femme. Mais ce ne sont pas, là, les visions

qu'évoque le nom d'Edgar Degas. Celles qu'il a créées en ce sens qu'elles n'auraient point, sans lui, la place qu'elles ont dans l'art, ce sont ses évocations de la vie théâtrale : Le *Foyer de la danse*, la *Répétition d'un ballet sur la scène*, les *Classes de danse*, la *Danseuse dans sa loge*, les *Fauteuils d'orchestre*, la *Danseuse étoile* ou la danseuse saluant le public, son bouquet à la main, c'est-à-dire des sujets tirés d'un monde tout artificiel.

Ses modèles sont, par là même, des produits très spéciaux de la civilisation contemporaine, de son luxe, de son entraînement, de sa misère et sa déchéance physiologique : des jockeys, des filles, des ballerines surtout. Ce n'est plus la danseuse, Muse ou Grâce, de l'artiste classique, de Mantegna, par exemple, aux formes robustes, saines, pleines, qui danse lentement, comme elle mange, comme elle boit, comme elle chante, par plaisir, laissant ses membres prendre, à leur aise, les attitudes que lui dictent sa grâce naturelle et son besoin de mouvement. C'est la danseuse par force, par ambition, par misère, — et par besoin de repos. C'est surtout la danseuse par dressage. Elle est bien près de la saltimbanque. C'est le « rat d'opéra, » mince, nerveux, chlorotique et affamé, avec ce « populacier museau » que le maître lui-même, dans un de ses sonnets, a chanté. De là, une anatomie et une myologie très particulières, que Degas a grand soin d'étudier et de mettre en relief. Au lieu de voiler sous un contour, non pas conventionnel, mais d'une vérité générale, les déformations professionnelles de la Danseuse, il les dégage et les souligne, marquant, par là, mieux que ses devanciers, des vérités particulières. Il fait pointer les coudes, bomber le cou-de-pied, saillir les omoplates et les barres de la clavicule, enfler les jambes développées par un exercice incessant. Il montre les bras en baguettes, la poitrine resserrée, le front étroit et têtu, le teint chlorotique, toutes les pauvretés physiologiques de l'apprentie-étoile, telles qu'elles lui apparaissent exposées à la lumière crue et blafarde de la rue Le Peletier. Le modèle chez lui est donc aussi spécial que le sujet. On a beaucoup plaisanté les artistes académiques, autrefois, parce qu'ils se croyaient obligés d'aller chercher leurs modèles sur les marches du Pincio ou aux alentours de la place Pigalle, dans une race particulière d'Italiens habitués à poser. « Ce n'est point là, leur disait-on, l'humanité vraie. » On n'aperçoit pas en quoi la ballerine l'est davantage; on aperçoit

au contraire, tout de suite, ce qu'elle a de plus artificiel et de factice que la Transtévérine ou la bergère de Subiaco. On appelle souvent « vrai » en art ce qui contredit le précédent mensonge de l'art.

Même le cheval, chez Degas, est très particulier à notre époque : c'est le cheval de course, tout en pattes, fait comme un lévrier, produit d'une sélection rigoureuse et d'un entraînement prémédité. Comme le lévrier, il a l'air de ne toucher le sol, du bout de ses longues jambes suspendues, que par une condescendance extrême pour les lois de la pesanteur, auxquelles les autres êtres sont misérablement assujettis. Certes, il est « vrai, » mais les percherons de Rosa Bonheur sont vrais aussi et plus fréquemment rencontrés dans nos campagnes de France que le gagnant du Grand Prix. Le cheval de Degas n'est donc ni le cheval « nature, » ni le cheval fréquent : c'est l'artificiel et l'exceptionnel.

Comment ces sujets choisis et ces modèles rassemblés sont-ils mis en cadre? D'une façon très nouvelle et qui a vivement surpris quand elle a paru. Presque jamais la figure principale n'est au milieu du tableau; parfois elle est mise dans un coin, en pénitence; il arrive même qu'elle est coupée en deux par le cadre. C'est de la composition centrifuge, c'est-à-dire diamétralement opposée à la composition classique. Par ce moyen, la scène semble avoir été prise sur le vif, au hasard, sans aucun groupement prémédité. C'est la vie même, dit-on. C'est la vie, en effet, mais point telle que, naturellement, l'œil humain la place dans le champ de sa vision. Car notre œil se fixe de lui-même, par une pente invincible, sur ce qui l'intéresse le plus, sur la figure vivante par exemple, dans un espace vide, et non pas sur un point de cet espace vide. Or, dès l'instant qu'il se fixe sur une figure ou un groupe de figures, elles se placent au milieu de son champ visuel, c'est-à-dire au milieu du cadre que le regard découpe dans l'espace, et non pas sur les bords. C'est, là, une loi physiologique, à laquelle n'échappe pas plus un homme du XXe siècle que n'y échappait l'homme des cavernes ou un élève de Poussin. Pour y échapper, il faut maîtriser son regard, le détourner de ce qui l'attire, le fixer sur ce qui ne l'appelle pas, c'est-à-dire composer artificiellement sa vision. On obtient, ainsi, un morceau de nature, tel que peut le prendre un kodak enregistrant au jugé, sans viser, ce qui passe

dans le champ de l'objectif. C'est ce qu'a fait Degas et peut-être est-ce bien l'objectif, en effet, qui lui en a donné l'idée. Car ce dessinateur tout personnel ne méprisait pas plus les conquêtes de la science que ne les eût méprisées un Léonard de Vinci ou tout autre grand Renaissant. Il était même passionné de photographie. Il en faisait en plein air, à l'intérieur; il en recherchait avidement les effets de nuit, à la lumière. Il est même curieux de noter que le grand principe de la photographie : le *contre-jour*, est devenu l'une des habitudes chères à Degas. Je ne veux pas dire qu'il se soit jamais servi de l'appareil pour dessiner, — l'ingénuité de son trait est trop évidente, — mais ce que la photographie a révélé de mal connu dans le geste et le mouvement n'a pas été perdu pour lui. Une autre caractéristique de sa mise en cadre est que, par un parti pris évident, il place presque toujours son point de fuite très haut, en dehors du tableau. On dirait ainsi qu'il voit les choses et les gens du haut d'une échelle, les lignes du parquet montant éperdument vers le haut du cadre; il est l'homme qui peint les planchers, ou pour mieux dire, les « planches. » C'est très naturel, lorsque c'est de danseuses qu'il s'agit et qu'on peut supposer le spectateur dans une loge plongeant, du regard, sur la scène. Ce l'est moins, lorsqu'il s'agit de scènes d'intérieur ou même de répétitions de ballet dans les salles de leçons, mais c'est un moyen de développer des groupes nombreux sans les enchevêtrer, et surtout de montrer les « pas » de la danseuse dans ses nuances et ses minuties. Pour la même raison que le portraitiste se place plus bas que son modèle, parce que c'est la tête qu'il étudie, Degas se place plus haut parce qu'il étudie les pieds.

Et alors, rien ne se perd des mouvemens nouveaux qu'il s'est donné la mission de nous révéler. Il peut paraître étrange qu'à notre époque, après que tant de milliers d'yeux pendant tant de siècles ont épié les gestes de l'homme et que tant de mains se sont appliquées à les reproduire en image, il y en ait encore d'inédits. Cela est pourtant. Les exercices d'assouplissement en vue de la danse, l'étude minutieuse des « pas, » les paraboles des bras, tout ce qu'on pourrait appeler la gymnastique de la grâce, enfin ces merveilles d'acrobatie esthétique où triomphe l'« étoile, » voilà des mouvemens qui n'avaient pas trouvé leur interprète. Sans doute, la danse elle-même avait été

mille fois représentée. C'est depuis longtemps, c'est depuis toujours que l'artiste a été séduit par cette musique des gestes. On a même parfois la surprise d'en voir les figures qu'on croit les plus modernes, ou, si l'on veut, les plus « décadentes, » dans des monumens anciens, comme, par exemple, la petite statuette antique du cabinet des Médailles. Mais les gestes particuliers auxquels oblige l'étude préparatoire du ballet : l'exercice de la barre, la marche lente sur les pointes, les flexions jusqu'à terre, tout cela était aussi peu connu que les mouvemens justes du cheval au pas, au trot ou au galop. Degas nous l'a révélé. Ses danseuses ne se tiennent pas dans une attitude définie, comme les Camargos du XVIIIe siècle. Les pieds picotent le plancher, les mains semblent prendre appui sur l'air, les coudes pointent, les tailles se cambrent dans le tourbillon lumineux des gazes, et le pas rapide, saccadé comme un *pizzicato*, semble amener, d'une seule glissade, la ballerine jusqu'au bord de la rampe. C'est l'illusion même du mouvement.

Ce mouvement ou ce passage d'une attitude à une autre, d'un état à un état différent, Degas le saisit non seulement dans l'action, mais dans le repos. Ses rats d'opéra offrent des observations plus subtiles encore dans l'immobilité que dans le ballet. Il a noté les mines surprises, un peu décontenancées, de la figurante parée de façon nouvelle, qui continue, dans son déshabillé, les gestes qu'elle faisait toute vêtue, qui a froid, qui frissonne, qui se fatigue, qui bâille et qui s'ennuie, le mélange saugrenu des gestes récemment appris et des gestes qu'elle n'a pas encore eu le temps de désapprendre, la grâce un peu niaise, l'application puérile, et le sérieux imperturbable de tout ce petit monde remuant de libellules en classe, médusé par un gros bourdon, grondeur et distributeur d'amendes, qu'est le régisseur, le passage de l'état de concierge ou de fruitière à l'état d'« étoile, » la chenille au moment où elle devient papillon, toute une modulation subtile et un instant rare, que les autres peintres avaient négligé de saisir.

De dessin plus vrai, plus serré, plus caractéristique de la dissemblance précise entre une attitude et une autre, il n'y en a pas dans toute l'École française. L'œil le plus pénétrant est servi par la main la plus sûre. Il n'y a pas deux traits interchangeables, il n'y a pas un point mort. Aussi, devant ce prodige de vie qu'est un *Ballet* de Degas : « C'est cela ! voilà qui est

vrai ! voilà la nature ! » s'écrie-t-on. Mais on se trompe. C'est bien d'une vérité criante, mais ce n'est pas la nature : c'est le comble de l'artifice. Il n'y a pas, dans toute la peinture académique, une attitude aussi peu dictée par la nature, ni si difficile à garder que celle de la *Danseuse sur une pointe*, par exemple. Ce n'est pas la vérité totale sur la femme, même moderne : c'est une des modalités innombrables dont se compose l'être vrai et certainement la moindre en quantité, la moins répandue sur la surface du globe. Le « rat d'opéra » est une exception, au même titre que le Peau-Rouge ou le Botocudo. Mais cette exception intéresse infiniment le Parisien, le dilettante mondain, le psychologue de coulisse et de fumoir. Elle est suggestive de nombreuses théories sur le transformisme social et l'éternel féminin, un thème à dissertations prolongées : pour tout dire, le seul thème où le discoureur ne lasse jamais son auditoire et n'est jamais considéré comme un bavard. Toute observation juste sur un pareil sujet le frappe donc comme une vérité profonde, éternelle, comme le prototype même de la vérité. Tel, le geste chez Degas. Le succès en art, comme en littérature, ne tient pas au mérite intrinsèque de l'œuvre : c'est trop évident quand on considère que l'œuvre ne changeant pas, le succès change et peut croître ou diminuer à l'infini. Une œuvre réussit, bonne ou mauvaise, quand elle coïncide avec un sentiment, ou satisfait une curiosité. Celle-ci a coïncidé. Tandis que les artistes admiraient le tour bref et discret dont l'artiste résumait son observation, l'impeccable sûreté de son dessin, son modelé digne d'un sculpteur, les abonnés de l'Opéra s'intéressaient aux ébats enfantins, aux mines surprises, indécises, embarrassées et pourtant effrontées de ses modèles. Ils étaient sans doute sensibles à ce que l'observation du maître a de spécifiquement esthétique, car l'intérêt qu'on prend à un sujet développe à la longue le sens de l'observation ; mais si Degas avait dépensé son génie à observer et à rendre les gestes vrais du faucheur, du puddleur, du mineur ou du souffleur de verre, il est probable que les Parisiens eussent mis beaucoup plus de temps à s'apercevoir qu'un grand observateur leur était né.

Quand ils s'en aperçurent, ils allèrent un peu loin. Les critiques virent, là, non seulement une juste peinture de mœurs, mais une diatribe, un réquisitoire contre la Femme et le théâtre.

Degas, s'il faut en croire Huysmans, avait voulu « implacablement rendre la déchéance de la mercenaire abêtie par de monotones sauts. » Car il était « de ces esprits supérieurs qui peignent ce milieu qu'ils abominent, ce milieu dont ils scrutent les laideurs et les hontes. » Bref, c'était « une attentive cruauté, une patiente haine » qui avait armé son bras des crayons du pastel. Voilà qui est bien douteux. Degas, lui-même, s'il a lu ces lignes, n'a pas dû être médiocrement surpris en apprenant, par la voie de la presse, que c'était la haine de la femme qui l'avait acheminé vers les coulisses de l'Opéra... Disons tout simplement que c'était une curiosité d'artiste. Le moraliste, chez lui, ne venait qu'après, s'il venait... Il était amusé, comme tout œil sensible aux nuances nouvelles de la vie moderne, par les poses, les prétentions, les gestes et les reflets de celles qu'il appelait : « les petites concierges que j'aime, filles de Terpsichore. » Et comme, ces gestes, nul ne les avait fixés avant lui, il les fixait : voilà tout.

Les figures ainsi choisies, groupées, mises en place et dessinées, comment les éclaire-t-il? Comme elles le sont dans la réalité, c'est-à-dire de la façon le plus artificielle du monde. C'est à quoi, fatalement, aboutit toute recherche simultanée du « moderne » et du « vrai. » Le signe distinctif de la « modernité » étant souvent l'artifice, et le trait le plus spécifique de notre époque étant la substitution des agens mécaniques aux agens naturels, plus on veut donner avec acuité la sensation de la vie moderne, plus on est amené à figurer des artifices. Ainsi, de l'éclairage au gaz, à l'électricité, à l'acétylène, aux vapeurs de mercure. Sur la scène, par exemple, l'éclairage des figures est doublement faux : en couleur et en valeur, c'est-à-dire par la teinte même de la lumière et par l'incidence du rayon lumineux. Qu'il tombe de la herse ou qu'il jaillisse de la rampe, il frappe la figure tout autrement que la lumière naturelle. Il aplanit des reliefs très sensibles, modèle avec vigueur d'imperceptibles méplats, enflamme ce qu'il touche comme une torche, laisse des points dans une ombre complète, bref, brouille et trahit les formes humaines dans un miroitement continuel d'indiscrétions, d'exagérations et de mensonges, comme un commérage mondain. Degas est le sorcier de ces sortilèges lumineux. Il les manie comme nul autre. Les gazes feuilletées, pailletées, allumées en tournoyant aux feux de la rampe, les

pénombres subtiles des portans et des rideaux, le mouchetage et la bigarrure des reflets venus de tous les côtés à la fois, contradictoires et heurtés, n'ont jamais trouvé interprète si fidèle. Il donne la sensation exacte de tous ces mensonges de la lumière. Il est parfaitement naturel devant ce qui n'est pas la nature et rend avec une intense vérité ce qui n'est pas vrai.

Enfin, il a le don le plus nécessaire, le plus inexplicable, et le plus incommunicable du peintre : le don du coloriste. La couleur, chez lui, se confond souvent avec la valeur. Celle-ci est tellement juste et fine que, quelle que soit la couleur qu'elle exalte, mesure, dose ou assourdit, pourvu qu'elle soit légère, elle chante harmonieusement. Même dans le monochrome, on sent le coloriste, comme on sent un poète, même dans la prose. De fait, un de ses chefs-d'œuvre, — qui est un chef-d'œuvre, — la *Répétition d'un ballet sur la scène*, au Louvre, est presque un monochrome. Mais ce n'est pas là toute la qualité de sa couleur; elle en a de plus éclatantes : ses roses, ses noirs, ses jaunes, ses blancs sont exquis et font penser aux meilleures sonorités de l'École espagnole. La finesse de l'œil ne peut être dépassée. Quant à la main, elle est d'une habileté prodigieuse. Sa facture a changé plusieurs fois. De lisse qu'elle était au début, elle est devenue plus vive, parfois même emportée. Dans le pastel, surtout, elle a quelque chose de mobile, de léger, d'impétueux, qui fait plus d'une fois penser à l'un des maîtres qu'il adorait, à La Tour. Degas se définissait lui-même : « un La Tour canaille. » Pour exagéré que soit le mot, dans sa modestie, il nous définit parfaitement ses ambitions de coloriste et le côté le plus séduisant de son art.

C'est, en effet, un art essentiellement français et français du XVIIIe siècle, c'est-à-dire fait de mesure, de tact, de notes justes, de touches discrètes, de légèreté, d'esprit. Il y a tel tableau de Lancret, *le Colin-Maillard* par exemple, qui est à Stockholm, où l'on sent que commence la recherche du geste et du pas, de l'inflexion nuancée, que poursuivra Degas. Sauf dans une ou deux figures de *Blanchisseuses*, et sa scène *Au café* de la salle Caillebotte, au Luxembourg, l'expression n'est jamais appuyée. Il s'arrête toujours en deçà du point précis où l'accident dépasserait le type, où l'observation deviendrait ironie. Quelquefois, il ne s'arrête pas de beaucoup... Un pas imperceptible, et ses imitateurs sont dans la caricature, où il n'est pas, où il ne glisse

jamais et précisément la sensation du danger où il est de tomber, où il ne tombe pas, est exquise et un régal des plus délicats.

Je crois que je viens de dire quelques-unes des qualités classiques de l'École française. Degas serait-il donc un classique? Il ne l'est ni par ses sujets, ni par ses modèles, ni par sa composition, ni par son éclairage, mais nous venons de voir qu'on ne saurait l'être davantage par le dessin, par la mesure et par l'esprit. Quand on considère tout ce qui, dans un tableau, est l'extérieur de l'art de peindre, on dit : c'est un novateur, c'est un révolutionnaire, et l'on n'a pas tort. Quand on serre de près les caractères spécifiques, on dit : c'est un traditionaliste, et l'on a raison. C'est la différence des points de vue qui fait la différence des jugemens. Classique, Degas ne l'est peut-être pas, mais français, de la bonne tradition française, il l'est à coup sûr.

Au total, cet art fait de dons exceptionnels, mais aussi d'une intelligence très habile à s'en servir, offre ce double et précis caractère d'être nouveau sur tous les points et d'être voulu. Il n'est pas étendu, il se limite à quelques ambitions seulement : le dessin ne porte que sur des modèles que l'artiste a pu étudier à loisir, les effets d'éclairage sont ceux qu'il a pu vérifier indéfiniment, les modulations de la couleur ne sont pas cherchées au delà d'une gamme qu'il possède parfaitement. Et, aussi, il n'a pas de point faible. Ce n'est donc pas l'essor spontané du génie, puissant, généreux, débordant dès sa jeunesse, abordant tous les rêves, poursuivant toutes les grandeurs, c'est l'adaptation lente d'un talent très souple, aux fins limitées qui peuvent le mieux lui convenir. En effet, nul plus que Degas n'a tâté, tâtonné, essayé *quid ferre recusent, quid valeant humeri,* avant d'entreprendre son œuvre. Mais s'il s'est cherché longuement, il s'est entièrement trouvé et pleinement réalisé. Son originalité est complète, — ce qui prouve qu'il n'est pas nécessaire d'ignorer pour découvrir. Il connut fort bien les maîtres, tous les maîtres. Il copia Poussin, copia Ghirlandajo, copia Rembrandt, admira Delacroix, adora M. Ingres, écouta Gustave Moreau, — et fit du Degas. Il n'admirait pas moins ce qu'a dit tel ou tel vieux maître, mais ce qu'il a dit est dit; si l'on parle après lui, c'est pour dire autre chose. Il admira le grand art, et peut-être bien en eût-il fait, s'il se fût senti la force d'en faire; mais ce qu'il ne voulait pas, c'était faire du petit grand art, comme beaucoup de ses contemporains. Plutôt que d'être infé-

rieur aux maîtres dans l'art supérieur, il préféra franchement s'en tenir au « genre, » et comme il était supérieur au « genre, » il le grandit jusqu'au caractère.

III

Un tel art suppose une longue vie. Si Degas était mort à quarante ans, son œuvre ne serait pas née. On prête à Hokousaï ce mot : « A soixante-dix ans, j'ai commencé à entrevoir ce que c'est que le dessin. Si j'arrive à cent-dix ans, il n'y aura rien chez moi, ni un point ni une ligne, qui ne soit vivant. » Chez Degas la formation, pour être plus rapide, n'en est pas moins très lente. Elle suppose les moyens d'attendre. Comme Puvis de Chavannes, il a vécu assez pour se bien connaître lui-même et, comme chez Puvis, le souci du pain quotidien ne vint jamais dicter, hâter ou interrompre son œuvre. Tous deux furent de grands artistes placés dans les conditions matérielles et sociales de « l'amateur. » Tous deux devinrent originaux parce qu'ils eurent le temps d'observer les maîtres et de démêler ainsi, méthodiquement, ce que les maîtres avaient laissé d'inexprimé. Leurs dons naturels étaient grands, leurs efforts personnels plus grands encore, mais les circonstances favorables de vie et de milieu où ils se trouvèrent furent indispensables à leur développement.

A Degas elles n'ont pas manqué. Né en 1834, à Paris, d'une famille riche, où se trouvent, déjà, des amateurs d'art, conduit enfant à Naples, revenu jeune homme à Rome, entouré, dès les premiers éveils de la curiosité, par de belles choses et de beaux exemples, habitué de l'Italie et des musées avant d'être initié à la vie moderne, c'est un prédestiné de la peinture. On ne signale pas, en lui, la vocation violente qui brise les obstacles : il n'y a pas d'obstacles. Lettré, mondain, voyageur, il est soustrait par la diversité des horizons et par le bon sens et la finesse critique de ses proches aux exagérations des théoriciens d'ateliers. Il va et vient d'un maître à l'autre, sans aucune chaîne matérielle, ni morale, et d'un spectacle populaire à un spectacle mondain, sans connaître les entraves des commandes, ni de la célébrité. Ses thèmes ne lui sont imposés par rien. Assidu des coulisses de l'Opéra où il est introduit et accompagné par les plus spirituels observateurs des mœurs contemporaines, il

voit lentement se former devant ses yeux les tableaux qu'il va peindre. Il n'expose sa première œuvre topique de ce genre qu'en 1872, à trente-huit ans; il n'est célèbre que vers 1889. Peu lui importe d'ailleurs : il sent qu'il progresse... Un succès plus rapide l'emprisonnerait peut-être dans une formule. Souvent un artiste est pris dans son succès comme le ver à soie dans son cocon : il en meurt. Degas, au contraire, comme Hokousaï, met, année par année, plus de vie dans son trait. Le temps travaille pour lui.

C'est sans doute en pensant à tout cela qu'il dit, un jour, à un jeune artiste pressé d' « arriver : » « De mon temps, monsieur, on n'arrivait pas! » parole toujours citée et grandement admirée par la critique, mais qui n'offre aucun sens intelligible à quiconque sait l'Histoire de l'Art, « arriver » ou n' « arriver point » n'ayant jamais été un critérium du génie. Il se peut que le génie ne s'imposât pas vite au temps d'Edgar Degas, mais le temps d'Edgar Degas n'est pas le seul, dans la suite des siècles, où l'on ait fait de la bonne peinture, et dans le temps où l'on a fait la meilleure, au temps de Raphaël et de Michel-Ange, on « arrivait, » on arrivait vite, on arrivait à vingt ans... Voilà ce qu'aurait pu répondre au maître tardigrade le jeune « arriviste » et encore eût-il pu ajouter ceci qu'il était loisible au fils de banquier qu'était Degas, d'attendre soixante-dix ans pour vivre de son pinceau, mais qu'à ce prix-là on ne pourrait guère citer d'artiste, même parmi les plus grands, qui eût pu peindre... Le mot le plus admiré d'Edgar Degas est donc le seul mot prudhommesque et vain qu'il ait jamais prononcé...

Car nul n'était moins prudhommesque, ni sentencieux que son auteur. En le peignant comme un juge armé d'un code et de balances esthétiques, en faisant de lui une réincarnation de M. Ingres, la légende l'a tout à fait déformé. L'homme a été aussi mal défini que l'œuvre. Ou plutôt, l'image qu'en a donnée la légende est le résultat d'un risible malentendu. Comme Degas ne se tenait pas à la disposition du public, on en conclut qu'il avait horreur du monde. Il avait horreur de la foule, ce qui est un peu différent, et refusait énergiquement de monter sur les tréteaux, en quoi précisément il se montrait homme du monde. De même, parce qu'il ne se précipitait pas dans les bras de tous ses admirateurs, on en conclut qu'il n'avait pas d'amis, quand c'était précisément parce

qu'il en avait, de choisis et de fidèles, qu'il ne ressentait aucune curiosité des indifférens. Au reste, il ne croyait pas que l'admiration pour une œuvre donnât au public des droits sur l'ouvrier, ni qu'il fût l'obligé de quiconque criait « bravo! » devant ses *Danseuses*. Enfin, les critiques et les amateurs qui faisaient son éloge dans une langue obscure et furibonde lui faisaient proprement horreur, et c'est pour eux, surtout, qu'il a émis l'aphorisme fameux : « Les lettrés expliquent l'Art sans le comprendre. » Même célèbre, il croyait avoir le droit de causer sans phonographe, de se promener sans kodak, d'ouvrir sa porte sans qu'un interviewer se glissât dans son atelier. Voilà à quoi se réduisait sa misanthropie. Mais tout cela n'était qu'une défense. En fait, Degas n'était distant que pour les artistes, — ceux, du moins, que leur qualité d'esprit n'avait pas fait entrer dans son intimité. Il n'était rogue et renfrogné que « dans le service, » si l'on peut dire, quand on s'adressait à lui comme à un « maître, » ou à un confrère, ou à un fabricant de peinture... Au demeurant, l'homme était sociable comme un homme du XVIIIe siècle, spontané, prime-sautier, impétueux et tendre. C'est le hasard qui l'a fait le confrère des habitués du café Guerbois : il aurait dû aller à Ramponneau : ses vrais contemporains étaient Chardin, La Tour, Fragonard, les Encyclopédistes; ses joies, la causerie alerte, le commerce épistolaire, la chronique de l'Œil-de-Bœuf. Le nom qu'on lui donnait au dehors, *Monsieur* Degas, s'il évoque un aspect de pontife ou de bourgeois empesé, est exactement le dernier qui lui convînt. Pas plus qu'un rapin ou un impressionniste, Degas n'était un doctrinaire ou un bourgeois.

C'est seulement dans les dernières années qu'il se mit à ressembler au portrait que la légende avait tracé de lui et qu'il mérita le nom d' « ours gris » dont il aimait jadis, lui-même, à s'affubler. Et cela fut l'effet des seules circonstances. Sa vieillesse fut triste, comme celle de presque tous les observateurs ironiques de la vie : Hogarth, Gillray, Robert Seymour, Daumier, Gavarni, Traviès. Presque aveugle, la vue trop affaiblie pour travailler encore, il ne peignait ou ne dépeignait plus que par des « mots. » On ne savait trop ce qu'il était devenu, mais de temps en temps, un artiste à la mode, promenant allégrement, dans les salles du *Salon* ou sur l'avenue de Villiers, sa gloire satisfaite, se sentait transpercé par un trait barbelé, venant on

ne sait d'où, tombé du ciel, semblait-il, émis par un sagittaire mystérieux... On s'informait, on prononçait, tout bas, avec terreur, le nom de Degas... C'est lui qui avait dit, jadis, d'un jeune nourrisson des muses académiques, subitement adonné aux plus folles intempérances chromatiques de l'impressionnisme : « Le Pompier qui a pris feu ! » Jusqu'à la fin, il décocha des traits semblables. On en avait une peur atroce. On lui en prêta qu'il ne fit pas, mais il en fit que d'autres s'attribuèrent : ainsi, l'équilibre se rétablit.

Pourtant, l'homme n'était pas méchant et l'ami était sûr. Mais la haute idée qu'il avait de l'art lui rendait insupportables les prétentions et les inutilités des faux artistes. L'art n'est utile qu'à la condition d'être tout à fait supérieur : une œuvre secondaire ne vaut pas la plus humble besogne ouvrière, puisqu'elle ne remplit pas le rôle utile à la vie que la besogne remplit. Ce point de vue, qui est le vrai, n'est que difficilement admis par nombre de gens qui envisagent, là, une carrière ou un débouché dans le monde. Celui qui s'y tient est une énigme.

Degas s'y tenait. Nature très fine, hypersensible, cuirassée d'ironie, comme les scarabées le sont de corne, pour moins sentir les heurts du chemin, ne prenant nul plaisir aux plaisirs des raffinés par trop de raffinement, ni des vaniteux par trop d'orgueil, ennuyé des théories, fatigué des personnes, exact mensurateur des esprits et des cœurs, se servant de son crayon comme d'une jauge, de ses yeux comme d'un scalpel, il demeurait, pour ses confrères, l'objet d'un étonnement prodigieux. Nul plus que lui ne s'éloignait du type convenu de l'artiste parisien, tel que l'étranger se le figure : fastueux et sportif, tenant une palette d'une main, un fleuret de l'autre, les cœurs à ses pieds. Nul n'était plus désintéressé. Souvent, dans ces dernières années, quelque grand trafiqueur d'art frappait à sa porte, les poches pleines de bank-notes, les mains avides, avides surtout d'emporter les figurines que le maître modelait. Il s'en retournait les poches toujours pleines, les mains toujours vides, parfois avec quelque sarcasme collé sur l'échine.

L'étonnement des confrères redoublait. Lorsqu'au milieu de décembre 1912, à la vente Henri Rouart, son tableau des *Danseuses à la barre* atteignit 435 000 francs sur une demande de 200 000, et son pastel *Chez la modiste* 82 000 francs, comme on le félicitait : « Que voulez-vous que cela me fasse ? dit-il, je

suis comme le cheval qui a gagné le Grand-Prix : il n'a jamais que son picotin d'avoine. » Ce propos ne recélait aucune amertume : Degas n'en désirait pas plus. Quant à l'admiration qu'on pouvait ressentir pour son œuvre, il ne l'évaluait pas d'après le chiffre des achats. Il savait fort bien qu'il y a plus de désir spontané chez le modeste acheteur des débuts que chez le riche collectionneur de la fin. Si un amateur paie une œuvre d'art 400 francs, c'est qu'elle lui plaît; s'il la paie 400 000, c'est qu'elle a plu à d'autres. Le peintre des *Danseuses* ne prêtait pas la moindre attention à ces contingences. C'était l'ermite ou le religieux de l'art, à la manière française, c'est-à-dire sans austérité, sans extase, sans sermon, et avec un bon estoc par-dessus son froc, mais avec une foi et un détachement pareils à ce qu'on imagine chez Ugo van der Goes ou l'Angelico.

Ainsi, à mesure que son œuvre se répandait, il se rembûchait dans une retraite plus profonde; plus il avait d'admirateurs et de disciples, plus il se sentait isolé. C'est qu'il l'était au sens « bourgeois » du mot : l'un après l'autre, disparaissaient ses amis de la première heure, une à une se taisaient les voix dont le timbre l'avait charmé. Et ce hautain esprit, qu'on croyait insensible ou indifférent aux émotions vulgaires, était bien plus attristé par la solitude assise à son foyer que distrait par la gloire. *Nothing but fame!* cette légende navrante d'un des plus beaux dessins de Dana Gibson eût été sa plainte, s'il s'était plaint. Dans les derniers temps de sa vie, il ne parlait presque plus. Il allait et venait dans sa chambre; parfois, il interrompait sa promenade et son silence pour demander tout à coup : « Et un tel? » — « Mort... » était-on obligé le plus souvent de répondre. — « Ah! » Et il reprenait sa promenade. On eût dit qu'il comptait les disparus et attendait un certain nombre mystérieux pour les rejoindre. « En scène pour le III! » cris de jadis, fièvre des coulisses, effluves des salles surchauffées, monde artificiel et brillant, vie haletante, fardée, toute en attitudes et en « mots, » tornade de vibrions lumineux, tout ce qu'évoquent à nos yeux les visions qu'il a fixées disparaissait dans le silence et dans l'ombre. Et l'on voyait surgir, derrière le beau et impassible visage du vieillard, la figure qu'Holbein met derrière toutes ses figures, celle qu'on oublie, qui n'oublie pas.

ROBERT DE LA SIZERANNE.

LES VOIX DU FORUM [1]

II [2]

LA VINGT-TROISIÈME HEURE

VIII

L'hiver avait passé, puis le printemps joyeux et clair. Un juillet torride avait éloigné de Rome tous ceux qui en pouvaient sortir. Cependant Remigio n'avait pas quitté sa maison de la place Navone, ni presque l'étroit enclos de son cabinet de travail. Le paysage exotique des fontaines du Bernin, la façade baroque de Sainte-Agnès formaient l'horizon où se reposaient ses yeux lorsque par hasard il les levait du dedans au dehors. Mais c'était surtout au dedans, et au dedans de soi-même qu'il vivait; ses visites à la villa Forba étaient devenues de plus en plus rares; il lui semblait que Cristina se détachait de lui, — ou bien était-ce lui qui se détachait de Cristina?

Ce matin, le bruit des voix des marchandes de légumes et de fruits qui tenaient marché sous ses fenêtres montait jusqu'à lui; c'était un murmure continuel et agité dont il ne se préoccupait point et qui ne dérangeait en rien ses pensées. Il lisait. Il lisait, accoudé sur sa table, une main au front. En face de lui, Gino classait dans des dossiers des papiers épars.

Ces deux hommes, que liait une fraternelle communauté d'idées, ne se ressemblaient d'aucune manière. Gino, de

(1) *Copyright by* Jean Bertheroy, 1917.
(2) Voyez la *Revue* du 15 octobre.

quinze ans moins âgé, n'avait ni la complexion robuste, ni la force expansive de son illustre « patron. » Il était mince, modeste, effacé. Une enfance maladive avait laissé sur ses traits l'empreinte de la débilité; mais un front magnifique sous des cheveux abondans et juvéniles, un regard profond et méditatif montraient que chez lui l'intelligence l'emportait sur la matière, rompait l'équilibre des forces; il était de ceux dont on dit communément que la lame use le fourreau. Il semblait brûlé, desséché par cette flamme intérieure qui vivait dans sa frêle armature. Très grand, il courbait les épaules d'un mouvement naturel qui le pliait au travail; on sentait que les sports, la culture physique, la vie au grand air lui étaient inconnus; il devait les mépriser, comme un moine en cellule qui possède l'Univers par la seule aspiration de l'esprit.

— Voilà, dit Remigio en repoussant un peu le livre qu'il lisait, voilà qui semble avoir été écrit hier!

— Toujours Machiavel? fit Gino sans s'étonner.

— Toujours! Son œuvre n'est-elle pas le bréviaire de tous ceux qui ont cherché à comprendre quelque chose dans les arcanes ténébreux de la politique, dont il a fait une science positive, en même temps qu'un art subtil? Cet homme en vérité fut grand, moins encore par la connaissance qu'il avait acquise de ce qu'il appelait « l'égout du cœur humain » que par l'intuition singulière qu'il eut de l'avenir. Écoutez ce qu'il mandait à la Seigneurie de Florence le 31 août 1502 : « Nous sommes à la fin d'une ère, *à la vingt-troisième heure;* nous assistons à un grand travail. » Alors la puissance féodale touchait à son terme, et l'effort du peuple allait créer une forme nouvelle du pouvoir. Aujourd'hui c'est la même chose, et les rôles seuls sont changés; nous assistons aussi à un grand travail; nous sommes à la vingt-troisième heure : que sortira-t-il de cet enfantement, de ces douleurs, de ces commotions surhumaines?... S'il était là, le solitaire de San Cassiano pourrait peut-être nous le dire!

— Peut-être! Mais ne croyez-vous pas qu'il eût ajouté à son *Prince* un chapitre définitif si, comme nous, il avait pu voir ce réveil de la barbarie dans le monde, le droit des peuples violé, les pactes entre les nations méprisés, la force brutale déchaînée avec une audace inconnue jusqu'à ce jour? La vingt-troisième heure c'est bien cela, et après ce sera la nuit...

Remigio plaça sur les épaules de cet inquiet ses deux mains robustes :

— Homme de peu de foi! Vous tremblez pendant la tempête! Les roulemens répercutés du tonnerre vous déconcertent, et vous êtes semblable à ces fauves dans les déserts ouatés de silence qui se terrent au fond de leurs antres pour ne pas entendre ces bruits insolites. Mais nous, nous avons mieux à faire que de nous boucher les oreilles et de nous enfermer dans le désert! Nous avons à défendre notre race contre la contagion du mal, à empêcher la folie du mal, la folie de la guerre, de nous atteindre. Je compte que vous m'aiderez dans cette tâche. Ne m'avez-vous pas promis un jour de me prêter toute votre énergie, d'être un second moi-même?

Il embrassait Gino de son étreinte. Celui-ci, les épaules courbées, la tête abandonnée, connaissait à cet instant les délices de l'amitié pure; il reprenait courage. Adulte, il recevait un nouveau baptême. Une grâce de régénération faisait refleurir en lui les vertus latentes. Il se sentait prêt à affronter l'inconnu.

— Ah! s'écria-t-il, je vous suivrai jusqu'au bout, pourvu que vous me montriez le chemin.

— Travaillons! dit Remigio. Nous avons encore quelques minutes avant que j'ouvre ma porte aux indifférens.

Dehors, le murmure confus du marché augmentait sans cesse. Autour des beaux éventaires les femmes se pressaient, et, ne pouvant tout prendre, contenaient dans leurs prunelles l'éclat velouté des fruits et des fleurs. En pyramides, en gerbes, en couronnes, c'était l'or et l'incarnat des abricots, la pourpre des pêches glorieuses, le vert opulent des poivrons et des prunes, et tant de roses, de jasmins et de narcisses que des fillettes aux pieds diligens avaient descendus le matin des hauteurs Albaines! Tout cela formait un immense tableau coloré et dégageait une odeur vivace, un goût de jeunesse et de fraîcheur. Aucune note disparate; rien ne choquait le regard. Marchandes et acheteuses, sous des costumes divers, portaient les mêmes traits harmonieux, sans dégénérescence apparente; toutes semblaient descendre de ces Junons, de ces Minerves ou de ces Dianes qui dans les vestibules des Musées, au seuil des villas urbaines, accueillaient la vie d'un sourire amical et fier. Et les plus vieilles, qu'elles fussent coiffées du rectangle de velours

grossier, ou du chapeau de fines dentelles, échangeaient des regards rendus bienveillans par tout ce qu'elles avaient appris de la cruauté ou de la douceur des choses...

Dix heures sonnaient aux horloges de Sainte-Agnès quand Alda sortit de l'église; chaque jour à pareille heure elle traversait la place pour rentrer dans la maison de son père. Mais elle s'arrêtait en chemin : elle se savait attendue. Ce rendez-vous tacite se renouvelait quotidiennement; tantôt c'était autour de la grande fontaine, ou près du collège des Innocens ou devant la façade du palais Pamphili que Bernard guettait sa venue; et, dès qu'il l'apercevait, descendant les degrés du portique, il s'avançait à sa rencontre, empressé, joyeux et plein d'une amoureuse audace.

Depuis son retour de Vienne, il avait tellement changé! Il avait pris le regard et les manières d'un homme. Ce n'était plus l'adolescent capricieux et versatile qu'elle avait connu naguère. Quand il lui tendait la main et qu'il pressait la sienne, elle comprenait que maintenant il était sorti de la période qui précède l'affranchissement de la volonté. La camaraderie de leurs jeunes années s'était transformée en un sentiment délicieux, fait d'un indéfinissable mélange de sécurité et d'incertitude. Ils étaient sûrs de leur mutuelle affection, mais ils ignoraient ce qu'elle leur réservait pour l'avenir. Jamais ils n'avaient échangé aucune promesse, aucun aveu; ils se contentaient de se voir le plus souvent possible, le matin sur cette place grouillante de monde, l'après-midi à la villa Forba, ou dans quelque promenade aux entours de Rome. La plus grande liberté leur était laissée; ils en usaient ingénument, allégrement, sans scrupule ni arrière-pensée gênante. L'intimité de leurs parens leur servait pour ainsi dire de tutelle; il ne serait pas venu à l'esprit d'Alda qu'elle pouvait courir un risque auprès de Bernard, même lorsque leur tête-à-tête se prolongeait dans la solitude; le trouble de l'amour n'avait pas encore envahi son cœur, et sa jeune sagesse, déjà avertie, la mettait à l'abri d'une surprise des sens. Quant à Bernard, il éprouvait une douce fierté de la confiance qu'Alda lui témoignait; ce n'était point un flirt, ni une intrigue qu'il cherchait auprès d'elle. Elle le séduisait justement par cette dignité simple, cette belle fraîcheur d'âme qui la rendait si différente des autres jeunes filles qu'il avait rencontrées dans le monde cosmopolite

où il fréquentait d'habitude. Et il accourait vers elle d'un élan toujours plus vif.

Ce matin, elle portait une robe de charmeuse blanche qu'elle mettait sans doute pour la première fois; ses cheveux d'un blond roux sur cette blancheur opaque la faisaient d'or et d'ivoire, chryséléphantine, et infiniment précieuse. Elle descendait entre les colonnes du portique et, d'un regard circulaire, le cherchait sur la vaste place agonale qui avait gardé la forme du cirque sur lequel on l'avait élevée. Les eaux jaillissantes, l'architecture mouvementée de l'église, l'animation du marché fleuri, tous les jeux de la lumière et des sons, se portaient comme lui au-devant de cette apparition charmante et la saluaient d'un chœur unanime. En réalité, Bernard ne voyait qu'elle et s'enivrait de la prescience que c'était lui seul qu'elle voyait. Ils furent bientôt l'un près de l'autre; leurs mains se touchèrent; Alda avait enlevé ses gants; ses doigts, fins et lisses, donnèrent au jeune homme l'impression d'un effleurement de baisers; il tressaillit. Mais il reprit vite sa quiétude ordinaire. D'un pas raisonnable, il marchait silencieux à côté d'elle. Qui donc aurait pu s'apercevoir de ce fugitif émoi? Ils s'enfoncèrent dans la foule autour des éventaires embaumés.

Que de roses, que de jasmins, que de narcisses!... Alda dit en souriant :

— Il aura fallu la nuit entière pour les cueillir. Cette grande nuit de clair de lune!... Avez-vous remarqué comme le ciel était beau? C'était un immense dôme de cristal dans lequel les constellations semblaient nager.

— Oui, dit Bernard, j'ai voulu lire comme d'habitude avant de me coucher; puis à minuit j'ai ouvert ma fenêtre et j'ai eu honte de ma pauvre petite lumière électrique devant cette splendeur des astres.

— Moi, reprit-elle, je n'ai pu dormir. J'ai fait la veillée avec les étoiles. Je songeais à tant de choses! On ne se figure pas ce que l'esprit peut devenir agile quand il entre en communication avec l'infini. C'est une surprise semblable que doivent éprouver les aviateurs quand ils s'élèvent à des hauteurs insoupçonnées; encore sont-ils esclaves de leur appareil, tandis que le rêve serait de s'envoler corps et âme aussi loin, aussi haut que monte le désir.

Bernard la plaisanta avec gentillesse :

— Seriez-vous de l'école de nos futuristes? Ceux-ci prétendent sérieusement que des ailes dorment dans la chair de l'homme.

— Pourquoi pas? fit-elle sans s'étonner.

Cette hypothèse les amusa un instant; mais les fleurs réelles et tangibles tentaient Alda. Elle s'empara de tout ce que ses bras pouvaient tenir, laissant à Bernard le soin de payer son emplette.

— Je vais en mettre dans toute la maison! Père est comme moi : il adore les roses et les narcisses. Quant à Gino, je crois bien qu'il est indifférent à toutes les beautés de la nature.

— Qu'aime-t-il donc? demanda Bernard.

— Les idées! Non pas celles qui restent à l'état de lettre morte, de rêverie inutile, mais celles qui ont un visage, une bouche, des bras, des jambes, qui se répandent à travers le monde pour le bien de l'humanité. Je ne crois pas qu'il aime autre chose dans la vie, ou, du moins, c'est ce qu'il préfère.

Ils étaient arrivés devant la maison étroite et haute que Remigio Benté occupait. Cependant ils ne se séparèrent pas encore. Curieux, Bernard regardait les fenêtres dont les vitres égales luisaient d'étage en étage. Il dit :

— Vous allez me trouver bien indiscret : je cherche à deviner à travers laquelle de ces vitres vous contemplez, la nuit, les étoiles.

— Ce n'est pas indiscret. Vous voyez le petit belvédère qui surmonte le toit tout au milieu? Ma chambre se trouve exactement au-dessous. De là, je puis contempler tout à mon aise le ciel, l'horizon lointain, et même les clochetons chinois de Sainte-Agnès.

— Et même les clochetons chinois de Sainte-Agnès? répéta Bernard en riant. En vérité, je ne pense point que ce soit là ce qui vous enchante. N'est-ce pas une saillie commune parmi les Romains que d'assurer que, si le Nil de la grande fontaine détourne la tête, c'est pour ne point apercevoir cette architecture tourmentée, ces tourelles qui ressemblent à des pagodes, et ces anges qui s'élancent dans le vide pour y dérouler les armes des Pamphili?

— Eh bien! moi, je l'aime, cette architecture dont on médit volontiers. Elle me plaît par sa bizarrerie, par sa folie de vouloir se mettre en marche, de rompre avec l'immobilité éternelle

de la pierre. En plein jour, elle peut paraître incohérente. Mais si vous l'aviez vue, cette nuit! L'église montait dans le clair de lune, elle allait vraiment au-devant des astres. Si c'est une gageure qu'a faite celui qui l'a bâtie, eh bien! rendons-lui justice : il a réussi le tour de force!

Ses roses appuyées à la ceinture, elle se renversait un peu en arrière. Bernard admirait sa souple cambrure, la belle attache de son cou d'ivoire, et cette douce lumière qui des yeux mi-clos tombait sur le pur visage. Il aurait admiré au surplus la façade baroque de l'église, l'exotisme exaspéré des fontaines, et tout ce qui entourait la beauté matinale d'Alda, si elle l'eût exigé. Il ne se décidait pas à prendre congé d'elle. Soudain des gamins envahirent la place; courant et criant tous ensemble, ils offraient aux passans les journaux fraîchement imprimés qui contenaient les nouvelles :

— La guerre! La guerre!

C'était donc vrai? Il y avait donc la guerre quelque part? Quelque part, là-bas sur les confins de la France et de la Belgique, on se battait, on s'entre-tuait; le sang coulait; la souffrance se multipliait de minute en minute?...

Alda et Bernard l'avaient oublié.

IX

L'antichambre dans laquelle Remigio faisait attendre ses visiteurs était la plus vaste pièce de la maison; elle avait des allures de cour arabe, avec un grand palmier au centre et, à l'entour, des sièges anciens recouverts de cuir de Cordoue. Malgré ses proportions majestueuses, il était rare qu'elle ne fût pleine aux heures des audiences; quelquefois même les « cliens » débordaient jusque sur le palier de l'escalier où ils tenaient des conversations à voix basse et où ils allumaient leur cigare. Ils savaient que la matinée s'écoulerait là tout entière pour dix minutes d'entretien avec le puissant patron, qu'ils venaient consulter ou solliciter.

Aujourd'hui l'affluence était plus considérable encore et la qualité des gens plus notoire. Deux ou trois soutanes à liséré rouge tranchaient sur l'uniformité des vêtemens civils; il y avait certainement, parmi ces hommes décorés qui se pressaient dans les angles, des sénateurs et des députés de Monte-

Citorio; il y avait des officiers en tenue bourgeoise et des membres de l'aristocratie romaine que l'on reconnaissait à leur façon de se tenir à l'écart, silencieux et dignes, presque menaçans. Sur la banquette circulaire qu'ombrageaient les palmes du grand dattier, des hommes plus jeunes étaient assis; ils échangeaient des paroles brèves, tout en observant les entrées et les sorties des visiteurs; ce devait être une commission de l'un des groupes les plus actifs de la politique dissidente, les nationalistes, ou les démocrates qui possédaient dans la presse des organes influens et se vantaient de diriger les courans de l'opinion. Pas de femmes, pas une seule! Gino allait et venait entre les groupes, faisant patienter ceux-ci, essayant d'éliminer ceux-là : tâche ingrate et qu'il n'aimait point; il l'accomplissait néanmoins avec une conscience et un tact dont Remigio le félicitait en souriant, lorsqu'ils se retrouvaient en tête à tête après ces réceptions fatigantes.

L'un des « Monsignori » s'était approché. Fin et prudent, il voulait savoir quelles étaient les idées de l'illustre Benté sur la marche future des événemens. Il feignait de n'en avoir aucune lui-même et répétait après chaque phrase : « Dieu seul peut savoir ce qu'il adviendra de nous! — Sans doute, répondit enfin Gino; mais alors, Excellence, pourquoi vous donner tant de peine? A votre place, je m'en remettrais uniquement à la sagesse divine. — Oui, oui, dit le prélat en agitant un peu sa main violette, ce serait plus simple en effet; mais nous ne sommes pas fatalistes à la manière des musulmans; nous professons que, si Dieu gouverne le monde, il écoute aussi les prières de ses créatures; nous devons donc prévoir la tempête, afin de le supplier de la détourner de nos voies. N'est-il pas vrai? » Malgré ces invites, Gino restait secret; il quitta le diplomate en soutane, pour aller faire prendre patience à un autre haut personnage, qu'il avait reconnu parmi les nouveaux arrivans : c'était un prince tchèque que l'on disait très bien en cour, et chez lequel Remigio fréquentait quelquefois; de stature élevée, le monocle à l'œil, la moustache brillante, il alliait à son allure hautaine un certain bon garçonnisme qui le rendait sympathique dès les premières paroles échangées. « Eh bien! cria-t-il à son interlocuteur, le rêve a pris fin! L'hydre de la discorde s'est réveillée et souffle son poison à travers le monde. Les peuples frères, quelle utopie! Du jour où il y eut deux

frères sur la croûte terrestre, il y eut déjà l'envie et la haine : Caïn et Abel! Vous aurez beau faire, vous n'empêcherez pas le premier meurtre d'avoir contenu en soi toute l'histoire du genre humain! » Il parlait haut, avec le dessein évident d'être écouté; sa voix sonore traversait la vaste antichambre et se cognait aux angles des parois comme une balle élastique; mais soudain il se tut : la porte venait encore de s'ouvrir, et cette fois c'était une femme qui entrait, précédée par le vieux concierge romain, à l'uniforme chamarré. Elle portait une voilette blanche dont les broderies épaisses masquaient entièrement son visage, et sa démarche, hiératique aussi, défiait les curiosités. Elle fut s'asseoir dans un fauteuil, tout près du cabinet où se tenait Remigio. Certainement elle devait être assurée d'être reçue la première. Le grand silence qui s'était établi tout à coup ne semblait pas la gêner. Elle seule maintenant paraissait à l'aise au milieu de tous ces hommes inquiets et nerveux, que sa présence rendait plus fébriles. — Que venait-elle faire ici? De quelle mission était-elle chargée? On l'avait vue glisser sa carte en arrivant : quel nom portait cette carte? Quelle physionomie recouvrait ce voile attaché avec une élégance toute mondaine et qui était là cependant comme un rempart inviolable entre le monde et celle qui le portait? Ce ne pouvait être quelque idée galante qui l'amenait; l'heure n'était point à la galanterie, à l'amour; l'heure était aux pensées graves, aux préoccupations douloureuses. La péninsule, du Nord au Sud, avait frémi lorsqu'avait éclaté la guerre entre l'Allemagne et la France; une angoisse indicible étreignait les cœurs. Jamais le ciel latin, le ciel des antiques triomphes, n'avait paru aussi sombre, jamais l'horizon aussi douteux. Engagée dans la Triplice, l'Italie serait-elle obligée de suivre les Germains dans leurs entreprises funestes? Le peuple se révoltait à cette idée; mais que savait-on de ce qui se passait dans les hautes sphères où se décident la vie et la mort des peuples?

La visiteuse inconnue, après une brève attente, avait franchi le seuil du cabinet de Remigio. Alors les conversations reprirent. Personne n'ayant l'indiscrétion de se livrer à des commentaires, ce fut un échange de paroles insignifiantes en apparence; les groupes s'isolaient de plus en plus; les différences d'opinions et de sentimens se marquaient dans ces apartés où chacun réservait sa pensée secrète.

Cependant, le prince tchèque, laissant tomber son monocle, avait fait un signe à Gino : « N'est-ce point la comtesse Cristina de Lodatz qui vient de nous obliger à lui céder le pas? Ou je me trompe fort, ou cette femme est appelée à jouer un rôle prépondérant dans les actions qui se préparent. J'ai eu occasion de la rencontrer autrefois à Vienne ; elle ressemble étrangement à certaine autre Cristina, Trivulce de Belgiojoso, qui fut l'un des apôtres les plus agissants de l'indépendance italienne, et que le gouvernement s'empressa d'ailleurs d'exiler. Ces créatures-là sont dangereuses, surtout lorsqu'elles sont belles, et votre grand patron ferait sagement de s'en méfier. »

Puis, sentant que peut-être il était allé trop loin, il ajouta plaisamment :

— Vous autres Romains, vous avez toujours cru aux Égéries, aux Sibylles et aux Sirènes. La femme est à la base de votre politique réaliste et sentimentale... Mais, après tout, ces choses ne me regardent point.

Remigio avait accueilli son amie en levant les bras au ciel. Certes, il était heureux de la revoir ; encore eût-il préféré que ce fût ailleurs et dans un autre moment. Elle avait remonté son voile et lui montrait son visage ardent, tourmenté. Cette expression violente dérangeait l'harmonie habituelle de ses traits et leur enlevait ce qui leur restait de jeunesse. Le costume sévère qu'elle portait pour passer plus facilement inaperçue, achevait de changer son apparence.

— Ah ! s'écria-t-il, pourquoi êtes-vous venue ici ce matin, alors que tant de gens m'attendent? Il fallait m'appeler ! au premier signe, je serais accouru vers vous.

— C'était précisément ce que je ne voulais pas, répondit Cristina posément. Je tenais à vous voir ici, dans le milieu même de votre action, et sans perdre une minute de plus.

Il comprit et s'inclina. Il savait que, lorsqu'elle était ainsi, avec ce pli sévère entre les yeux, rien ne pouvait la faire changer de résolution. Il se raidissait lui-même, afin de garder sa volonté intacte. Allaient-ils tous deux se trouver en antagonisme et se découvrir ennemis? Quelle surprise lui réservait cette visite inattendue? Cristina semblait avoir oublié leur intimité ancienne ; à peine, distraitement, lui avait-elle serré le bout des doigts ; elle ne voulait sans doute se servir que d'armes

loyales, sans user de son charme féminin ni de l'attrait de leurs souvenirs. Il se sentait plus troublé qu'elle, plus profondément divisé et ému. Cette tête si chère, si belle encore quoique redoutable, il aurait aimé la prendre entre ses mains et lui faire redire tout ce qu'elle avait exprimé autrefois de tendresse et de douceur, il aurait aimé retrouver ces puérilités délicieuses qui reposent des longs soucis. Mais Cristina ne l'entendait pas de la sorte ; elle était venue dans un autre dessein, dans un dessein pareil à celui des solliciteurs dont l'antichambre était pleine. Il s'agissait pour elle de gagner Remigio à la cause qu'elle défendait.

— Vous me connaîtriez bien mal, dit-elle enfin, si vous pouviez supposer que je resterais indifférente ou inactive quand, jusqu'au plus obscur de ses enfans, l'Italie tout entière vit des heures d'anxiété terrible. Ne vous êtes-vous pas demandé ce que je ferais pour le bien de ma patrie et comment je remplirais mon devoir ?

— Le devoir des femmes, reprit Remigio, doit se juxtaposer au nôtre. Il consiste surtout à prêcher la concorde et l'union, à apaiser les querelles, à contribuer à resserrer les liens de la grande communauté humaine.

— Voilà qui serait parfait s'il n'y avait pas ce fait brutal : la guerre ! Remigio, des hauteurs où vous planez, vous ne pouvez vous imaginer tout ce qui se passe en dehors des milieux officiels, ni quelle pression formidable est exercée sur l'opinion pour l'amener à accepter de suivre l'Autriche et l'Allemagne dans le conflit. C'est un immense filet jeté sur nous avec toutes sortes d'appâts et de ruses. On nous tente par l'or, par les paroles captieuses, par les promesses séduisantes. On nous offre tout ce que nous pouvons souhaiter... Du haut en bas de l'échelle sociale, les effets sont calculés selon le résultat que l'on attend. Brutalement ou câlinement on fait le siège de chaque conscience. Pas un salon, pas une salle de théâtre ou de cinéma, où l'élément impur ne se glisse... et pendant ce temps vous autres, les penseurs, les philosophes, vous croyez encore au bienfait de vos théories humanitaires, et vous laissez le venin s'infiltrer de plus en plus dans la nation.

« Eh bien ! j'aime mieux écouter le peuple ! Descendez dans la rue, interrogez le premier ouvrier se rendant à son travail, et demandez-lui ce qu'il pense de la contrainte odieuse que nous

subissons ; il vous répondra : « Trente et Trieste ! » Ceux-là ont d'autres espoirs, d'autres ambitions ! Remigio, nous avons décidément cessé de nous comprendre.

— Dites plutôt, Cristina, qu'un nuage obscur passe entre nous ; mais il se dissipera, ce nuage, et vous reconnaîtrez que la même divine lumière nous attire, la divine lumière de l'Amour !

— Je ne le crois point, fit-elle.

Cependant pouvait-elle échapper tout à fait aux emprises de l'homme qui si longtemps l'avait subjuguée ? Debout devant elle, Remigio la considérait avec une sorte de stupeur muette, comme un enfant que l'on n'ose gronder parce qu'on le chérit trop égoïstement. Elle se jeta dans ses bras.

— Ah ! murmura-t-elle, ce n'est pas le sang versé qui cause les plus cruelles blessures ; les plus cruelles blessures, ce sont celles que fait en nous le regret de ce que l'on a perdu !

Elle pleurait maintenant, détendue et tout amollie contre sa poitrine. Il baisa ce front brûlant derrière lequel couvait un terrible feu.

— Nous ne pouvons nous séparer ainsi, dit-il. Cristina, permettez-moi d'aller vous retrouver ce soir.

— Ce soir, mon ami, je ne serai pas à la villa Forba. C'est le samedi de la comtesse Alvirando, et j'ai plusieurs raisons de n'y pas manquer.

Puis, se ravisant tout à coup :

— Pourquoi n'y viendriez-vous pas aussi ? Vous êtes certainement sur la liste des invités ; et, d'ailleurs, ses réceptions sont ouvertes.

— Je le sais, hésita Remigio. J'ai fréquenté son salon alors que je me faisais encore une loi de figurer dans ces parades mondaines ; mais je n'y trouve plus aucun intérêt, je l'avoue, et j'ai complètement renoncé à cette perte de temps inutile.

— Vous avez tort ! On apprend quelquefois plus de choses autour d'une coupe d'asti que dans le cabinet d'un ministre. Allons ! faites un effort ! Venez ce soir chez Donna Alvirando ; vous ne vous en repentirez point.

— J'irai donc, dit Remigio, quand ce ne serait que pour vous obéir.

Ils se regardèrent, satisfaits l'un de l'autre. Leur indestructible amitié les avait une fois encore sauvegardés du piège que

tendent, entre les gens qui s'aiment, les passions belliqueuses de l'esprit. Et le visage de Cristina avait retrouvé sa grâce. Elle abaissa rapidement son voile pour retraverser l'antichambre.

Dans la nuit claire semée d'étoiles, le palazzo Alvirando formait comme une constellation plus brillante qui de loin attirait les regards. Malgré l'ancienneté de ses murailles élevées au plus beau moment de l'architecture civile de la Renaissance, il paraissait frais et nouveau, adapté au goût moderne et magnifiquement organisé pour des réceptions luxueuses. Remigio, en montant les degrés fleuris du péristyle que drapaient des pentes de velours rouge, se rappelait le temps déjà lointain où il y était entré pour la première fois. Il y menait sa jeune femme, qui bientôt devait le laisser veuf, après avoir mis Alda au monde. Il venait de faire ses débuts dans la vie politique et il commençait à compter parmi les personnalités en vue de la société romaine. Sans doute, si ce grand deuil n'avait pas assombri sa vie, n'eût-il pas renoncé aussi complètement aux relations mondaines ; mais sa liaison avec Cristina, loin de le jeter vers le monde, l'en avait éloigné au contraire, en lui apportant tout ce qu'il pouvait souhaiter. Il avait travaillé ; il s'était complu dans la méditation et dans l'étude, et il s'étonnait de se retrouver ce soir vieilli, seul et illustre entre ces rampes étincelantes. Cependant des personnes le reconnaissaient et s'empressaient autour de lui. On le félicitait, on semblait tirer bon augure de son retour dans l'un des salons les plus influens de la capitale. Bien qu'on fût au milieu d'août, les réceptions de Donna Alvirando continuaient à être suivies par tous ceux que les inquiétudes de l'heure empêchaient de courir aux villégiatures habituelles; cet été ne ressemblait pas aux autres : la saison restait dans Rome ; et dans Rome se trouvaient toutes les attractions, toutes les informations dont on était avide. Les partis s'observaient. On vivait dans une perpétuelle attente. Qui donc aurait préféré les délices des plages en vogue à cet air enfiévré, excitant, chargé d'électricités contraires ?

Quand Remigio pénétra dans la vaste galerie sur laquelle s'ouvraient les pièces d'apparat, il chercha Cristina des yeux ; mais elle n'était pas arrivée encore. Il aperçut la maîtresse de la maison dont la beauté blonde et opulente, ornée de lourds joyaux, contrastait avec le type plus sévère des autres femmes.

La comtesse était d'origine germanique; mais, née et élevée en Italie, elle n'avait changé ni d'habitudes, ni de langage en épousant l'héritier de l'antique famille Alvirando. Dans ce cadre purement latin, parmi les chefs-d'œuvre de l'art classique, elle se sentait aussi à l'aise que l'était son mari, et tous deux, très unis, assurait-on, très aimés de leurs amis innombrables, ils formaient un couple d'élite auquel rien ne manquait pour être heureux.

Au salut du nouvel arrivant Donna Alvirando répondit par le plus flatteur des sourires. Elle lui tendit la main, comme si elle l'eût vu la veille et s'informa avec intérêt de la santé de sa fille :

— Il aurait fallu me l'amener, dit-elle; je sais que vous ne l'avez pas encore présentée dans le monde, mais j'aurais été heureuse de lui servir de marraine en cette occasion.

Cependant le salon se remplissait peu à peu; une impression d'élégance, que n'altérait nulle fausse note, sortait de cette réunion choisie, comme l'odeur fine d'un bouquet. Un bruit discret de paroles, une animation contenue, bien qu'incessante, accompagnait les rites en usage parmi ces favoris de la fortune; chaque fois qu'un nouvel arrivant apparaissait à l'entrée de la galerie, et que son nom était lancé avec une emphase retentissante, il se faisait un petit silence; on le regardait s'avancer; on jugeait d'un coup d'œil la valeur sociale qu'il représentait; et, si c'était une femme, on savait aussitôt le chiffre des diamans et des perles qu'elle portait sur ses épaules ou au diadème de sa chevelure. Tout à coup Remigio, qui causait avec un diplomate étranger, éprouva un petit émoi : Cristina venait d'entrer. D'un regard de ses yeux cillés elle le saluait au passage, tout en se dirigeant vers Donna Alvirando. Elle marchait avec cette souplesse, cette eurythmie qui lui donnaient tant de grâce. Sa tête fière, passionnée et changeante, prenait une expression inattendue d'être sertie par le feu des pierreries précieuses. Le décolleté de son buste ne ressemblait point à celui des autres mondaines présentes; il était plus chaste et plus audacieux à la fois, et traçant une ligne onduleuse autour de la gorge, en épousait exactement les contours; la beauté de ses bras nus égalait celle de la Junon Lucinienne; elle les laissait tomber doucement le long de sa taille, sans embarras comme sans recherche. « Ah! se disait Remigio, pourquoi faut-il que le

temps, en passant entre nous, nous ait aussi profondément séparés? Nous sommes sur les deux rives opposées du fleuve qui s'élargit à mesure qu'il court vers son engloutissement. Comment pourrions-nous jamais nous rejoindre? »

L'arrivée de Cristina avait ramené les invités au centre brillant des salons. Maintenant les conversations se faisaient plus générales; les élémens divers se rapprochaient. Un personnage, que la maîtresse de la maison semblait entourer d'égards particuliers, se tenait debout sous le grand lustre qui jetait une profusion de gerbes lumineuses; il parlait avec un accent légèrement exotique d'autant plus inattendu sur ses lèvres que la langue dont il se servait était plus pure et plus choisie. Grand, mince, blond, les yeux lumineux, la moustache en brosse, il appartenait à cette catégorie d'hommes richissimes que leur fortune rend à peu près semblables extérieurement dans tous les pays. Il avait été difficile à première vue de déterminer sa nationalité exacte. On aurait même pu le croire Italien, si précisément il n'eût protesté aussi haut de son amour pour l'Italie, de son admiration pour les artistes, pour les écrivains, pour les savans de la Péninsule.

— Vivre autre part qu'à Rome, déclarait-il, c'est vivre en exil. Là seulement on possède toutes les ressources de la sensibilité et de l'intelligence. Ailleurs, ces sensations ne se perçoivent que par rayonnemens successifs; à Rome, on les ressent ensemble et dans leur plénitude. C'est la raison pour laquelle j'ai élu domicile dans cette ville admirable que j'aime entre toutes et qui est devenue ma véritable patrie. Si Dieu le permet, j'espère y réaliser avant peu un projet qui me tient beaucoup au cœur.

Quel était donc ce projet? On se le demandait de groupe en groupe. Seuls, certains privilégiés le savaient déjà et le racontaient à voix basse. Il s'agissait d'établir un grand parc d'aviation derrière le vaste domaine que le milliardaire venait d'acquérir sur la Ripetta, ancienne demeure seigneuriale qui jadis étendait jusqu'au Tibre ses chênes verts, ses bosquets, l'enchantement de ses jardins paradisiaques. Tout cela était tombé à l'abandon, et maintenant tout cela allait reprendre une vie nouvelle, grâce au miracle de l'or qui allait changer en ruche bourdonnante cette désuétude. On disait que le principal des travaux était terminé et que dans quelques mois, quelques

semaines peut-être, Rome serait dotée d'une force d'expansion de plus. D'ailleurs, ces initiatives étaient fréquentes et de tous côtés une activité merveilleuse se manifestait. On assistait à une renaissance des énergies, à une surtension de la volonté humaine.

Intéressé, Remigio écoutait ces propos. Il éprouvait une curiosité bienveillante à l'égard de l'étranger qui de sa fortune faisait un si noble usage; il eût aimé le féliciter. Mais Cristina s'était rapprochée de lui, confidentielle :

— Vous ne connaissez pas ce grand seigneur généreux qui nous couvre de sa protection, comme tant d'autres? Ils sont légion ceux qui s'autorisent du culte qu'ils prétendent rendre à notre patrie pour y implanter leur domination. Ils se disent Romains d'adoption et citoyens du monde. Prenons garde! Les corneilles prophétiques du Capitole avaient appris au temps des derniers empereurs cette phrase lapidaire : « Tout est pour le mieux! » et bientôt après, Rome tombait aux mains des Barbares. Ne soyons pas, comme ces oiseaux menteurs, imprudens et aveugles. Ne répétons pas la phrase lapidaire.

Elle souriait derrière son éventail, qu'elle agitait nerveusesement sur ses cils baissés.

Remigio avait compris.

X

Depuis son retour à la villa Forba, Bernard avait modifié le train de ses habitudes, en même temps que l'axe de ses sentimens était changé. Il avait renoncé aux distractions turbulentes et il évitait de se retrouver avec ceux de ses camarades dont les idées étaient séparées des siennes. Il avait même conscience qu'entre sa mère et lui une opposition semblable s'élevait de plus en plus, malgré l'étroite affection et la douce intimité du passé. D'ailleurs Cristina, lancée désormais dans le tourbillon de l'existence active, restait peu à la maison. Bernard ne la voyait guère qu'aux heures des repas; encore arrivait-elle en retard, presque toujours, et hérissée de préoccupations étrangères. Ils échangeaient en hâte quelques paroles, puis Cristina repartait dans l'auto, laissant son fils absolument libre de disposer de lui-même, comme si elle eût eu à dessein de ne le point gêner et de s'effacer de sa vie pour céder la place à une autre.

De fait, Alda occupait maintenant toutes les pensées du jeune homme. Elle aussi jouissait d'une liberté à peu près complète, à laquelle tout concourait : la saison, les circonstances et surtout sa situation de demi-orpheline qui de bonne heure l'avait faite maîtresse de ses actes. Comment d'ailleurs ces deux adolescens, renouant la chaîne de leurs jeux anciens, ne se seraient-ils pas rapprochés? Ils avaient repris, sans y songer, le tutoiement de leurs jeunes années; ils se sentaient fraternels, joyeusement fraternels, en confiance, avec quelque chose de plus chaleureux et de plus tendre. Leurs rendez-vous quotidiens les conduisaient chaque jour un peu plus loin de leur point de départ. C'était un enchantement pour eux d'aller ainsi à la découverte hors des Portes, ou dans cette grande Rome dont on n'a jamais fini de connaître les beautés. Alda était un délicieux guide; mais Bernard, dans ces courses errantes, cherchait plutôt que le plaisir d'étudier des lieux célèbres, celui de surprendre les émotions du cœur de sa petite compagne. Elle lui apparaissait à la fois simple et secrète, naïve et profondément sagace. Et il apercevait en même temps dans le fond de son propre cœur une infinité de nuances qu'il ignorait encore. Ainsi cette curiosité passionnée qui fait le fond et presque la raison d'être de l'amour les poussait toujours davantage à se rapprocher l'un de l'autre.

L'avant-dernier dimanche de septembre ils étaient retournés à leur promenade favorite. C'était cette colline basse de l'Aventin sur laquelle se cachait le couvent où Alda avait été élevée, parmi les bosquets et les vignes qui y subsistaient encore. Là elle retrouvait l'âme fraîche de ses souvenirs, et mille douceurs ingénues qu'elle faisait partager à Bernard. Leurs plus belles confidences, c'était là qu'ils les avaient échangées, le long du vicolo charmant bordé de poivriers et de lauriers-roses qu'ils suivaient pour arriver au plateau désert. Autour d'eux le grand silence de l'été planait sur la ville que le soleil enluminait de touches précieuses. Ils s'asseyaient côte à côte près des jardins de Sainte-Sabine, ou à l'ombre du Prieuré de Malte; le miracle de leur jeunesse leur rendait fraternelles les ombres formidables du passé. Ils soulevaient sur leurs épaules le poids de ces ombres géantes. Ils s'aimaient. Ils étaient heureux.

Ce jour-là ils s'étaient attardés davantage dans leur course, comme s'ils ne devaient plus revenir. Les anciennes vignes des

Borghèse et des Pamphili étaient déjà vendangées et tous les bosquets portaient sur leurs feuillages les chaudes couleurs de l'automne. Un vent lourd labourait la colline. Alda, oppressée, avait pris le bras de Bernard :

— Il faut rentrer, maintenant. Je crains qu'un orage ne nous surprenne.

Mais le jeune homme l'avait rassurée :

— Non! Non! Regarde : le ciel est bleu de tous les côtés. Nous avons le temps de redescendre jusqu'à la vieille muraille d'Aurélien, et nous reviendrons par le fleuve.

— Comme tu voudras! dit Alda.

Elle acceptait allégrement de courir ce risque avec lui. Bien mieux, sa crainte se changeait en un sentiment de plaisir, une sorte de plaisir capiteux et presque sensuel dont elle n'avait pas encore éprouvé l'impression. Elle s'appuyait davantage sur le bras de son camarade d'enfance. Elle parlait plus vite, plus haut, le front dans le vent déchaîné :

— Ce n'est pas le *ponente*, le cher *ponentino*, qui caresse si doucement les tempes. Est-ce le sirocco? Je ne le pense point! Ce doit être le grand souffle embaumé qui vient des montagnes Albaines. Sens-tu les parfums violens qu'il nous apporte?

— Oui, dit Bernard. Je sens surtout l'odeur de tes cheveux qui me grise.

Lui aussi recevait de cette heure ardente un trouble inexprimable. Tout à coup, loin, au-dessus de la coupole de Saint-Pierre, un éclair ouvrit la nue de son triangle de feu, et aussitôt le fracas du tonnerre retentit, ébranlant la ville sur ses bases.

— Nous voilà pris! constata Alda en riant.

A grosses gouttes chaudes, la pluie s'était mise à tomber, tandis que le soleil frappait l'horizon de ses reflets de cuivre. On eût dit un vaste incendie allumé là-bas, et qui se propageait peu à peu, gagnant le faîte des monumens. Tout était tumulte et embrasement; de minute en minute, les forces dévastatrices prenaient possession de l'étendue. Bernard comprit qu'il ne pouvait tarder davantage de mettre Alda à l'abri du cyclone qui se préparait. Plus il la sentait brave et insouciante à son bras, plus il avait conscience du devoir sacré qui lui incombait. Mais entre ces jardins et ces églises solitaires, où trouver un refuge dans lequel on pourrait passer quelques heures en sécurité? Il se rappela brusquement avoir dîné un soir en compagnie de

quelques camarades dans une auberge confortable située sur l'autre pente de la colline. Comment l'avait-il oublié? C'était l'époque où il cherchait à dissiper le vague ennui qui pesait sur l'aube de ses vingt ans; ainsi il avait fait le tour de presque tous les cabarets de Rome; et celui-là, il s'en souvenait maintenant avec une présence d'esprit inattendue. Il revoyait la salle basse, décorée de fresques mythologiques, la loggia qui la précédait, et jusqu'à une petite vasque de bronze où deux dauphins affrontés laissaient couler de leurs naseaux une eau écumante...

C'était là qu'il fallait entraîner Alda. Ensemble ils coururent dans l'averse qui redoublait; l'incendie de la ville s'éteignait sous ce déluge grandissant; des ténèbres montaient de partout, tandis qu'à travers l'air assourdi toutes les cloches, languissamment, annonçaient l'office des vêpres.

— C'est ici! dit enfin Bernard.

Dans la salle basse, l'électricité était allumée; des fleurs dans les vases, des fruits dans les coupes, sur les consoles; un air de bien-être et de fête... Ils se sentirent délivrés tout à coup. Alda secoua ses cheveux mouillés et sa jupe ruisselante. Elle riait de nouveau, amusée de l'aventure.

— Vois-tu? assurait-elle à Bernard, il fallait ce contretemps pour que nous songions à prendre le thé ensemble!

Pour la première fois en effet, ils étaient assis face à face autour de la petite table nappée de guipure où fumait la théière dorée. Leur intimité se faisait plus étroite d'être resserrée dans un endroit clos, si banal qu'il fût. La salle était vide; auprès de la fenêtre, dont les stores étaient à demi baissés, ils causaient familièrement. Un rêve de doux avenir naissait pour eux de ce tête-à-tête imprévu : charme de la vie commune, sécurité d'une affection partagée. Qu'importent dès lors la tempête et les hasards perfides menaçant chaque existence? Songeaient-ils à cela tous les deux, tandis qu'ils beurraient les tartines de seigle et portaient à leurs lèvres le liquide parfumé? Leurs regards se disaient tant de choses!... Leur jeunesse était si enivrée, si crédule!... Ils étaient sûrs que cette heure resterait dans leur mémoire, quelle qu'en fût la suite mystérieuse et inéluctable.

Cependant, paternel, le maître de l'auberge leur avait apporté des figues noires et du vin doré. Ce couple charmant l'intéressait : étaient-ce de très jeunes époux ou des amoureux, à la veille de s'appartenir? Tout de suite il avait discerné que si Ber-

nard n'était pas un vrai Romain de Rome, Alda devait porter dans ses veines le sang latin pur de tout mélange; il devinait en elle cette sève ancienne et vivace qui nourrissait autrefois les moelles de la plèbe Aventine, et qui maintenant épanouissait sa fleur dans cette jeune bourgeoise élégante et affinée. Moins marquée de noblesse que Bernard, moins dégénérée et alanguie, elle composait avec lui un accord excellent et semblait compléter ce qui lui manquait. Tous deux attablés à ce guéridon étroit comme devant la vie à venir, ils ne pouvaient manquer de toucher ceux qui apercevaient leur jeunesse, leur gaieté ou leur mélancolie.

Restés seuls dans la salle tiède, tandis qu'au dehors l'orage achevait d'épuiser ses dernières conflagrations, très vite ils étaient redevenus sérieux. Bernard interrogeait son amie et s'étonnait de ne rien connaître encore de ses aspirations secrètes.

— Tu ne t'es jamais éloignée de Rome? Je suis sûr que tes plus grandes promenades ont été celles que nous avons faites ensemble. Est-ce que tu n'as pas envie par instans de voir des horizons, des choses et des êtres nouveaux?

— Non! avoua Alda. Pour quoi faire? Il me semble qu'il me faudra longtemps avant d'avoir épuisé toutes les ressources qui s'offrent ici à l'imagination. Vivre dans Rome, c'est vivre dans l'Univers entier : c'est posséder le plus beau des patrimoines.

— Ma mère le prétend aussi, dit Bernard avec une moue de lassitude. Mais moi, ce n'est pas mon avis! C'est avec des formules comme celle-là qu'on annihile ses facultés et qu'on renonce à prendre sa part du progrès et de l'effort des autres. Il faut au contraire élargir le cercle de ses connaissances, étudier, observer le plus qu'on peut. Si tu voulais, Alda, nous pourrions plus tard voyager beaucoup ensemble.

— Oh! Bernard, tu n'y penses pas!

Elle avait rougi et le regardait, les paupières vacillantes. Il comprit qu'il venait d'outrepasser les limites de l'aimable liberté dont ils jouissaient bénévolement, et il resta interdit, n'osant s'expliquer davantage. Comment, dans l'abandon de ce tête-à-tête, avait-il pu commettre une pareille incorrection qui bouleversait la fille de Remigio et dépassait sa propre pensée? Était-ce donc qu'à son insu il l'associait si étroitement à des projets

depuis longtemps caressés ? Était-ce que sans elle il ne pouvait plus concevoir l'idée d'un bonheur ou simplement d'une satisfaction quelconque? Occupait-elle déjà une si large place dans sa vie?...

— Alda, fit-il après un silence; si je t'ai froissée, pardonne-moi.

Gentiment elle lui tendit la main. Mais une gêne légère demeurait sur son front.

— Il faut vite rentrer; l'orage est fini, déclara-t-elle.

Ils se levèrent et partirent sans achever de vider les coupes où le vin pétillant était versé.

XI

Comme ce jardin était triste, et comme ces roses étaient languissantes! Remigio, en suivant l'allée qu'il avait parcourue tant de fois, songeait à ce qu'aurait pu être sa vie, si Cristina ne l'eût pas abandonné. Alors leur effort eût été commun; leurs joies et leurs angoisses eussent été communes; ils se seraient mutuellement soutenus devant l'orage, dont la menace grondait et se rapprochait.

Mais cette femme, qui pendant longtemps avait été pour lui une énigme attirante et merveilleuse, cette Erinnys endormie, s'était réveillée tout à coup; maintenant elle se dressait contre lui et opposait sa force à la sienne; ils étaient, sinon deux ennemis, du moins deux adversaires en lutte; et chacun d'eux travaillait à détruire l'œuvre de l'autre et à contrarier ses desseins.

Comme ce jardin était triste et comme ces roses étaient languissantes! L'hiver avait passé sur les feuillages persistans des cèdres et sur les tendres verdures; il leur avait laissé une expression de mélancolie que les premiers soleils du printemps n'avaient pas encore effacée. Ce qui était charme jadis était aujourd'hui douleur et crainte, ce qui était volupté et espoir n'était plus que regrets et nostalgie. Remigio s'étonnait que l'amour ne fût pas encore déraciné de son âme; il aurait préféré la haine à cette lente agonie de l'amour; il aurait préféré une franche blessure à cette fissure invisible par laquelle s'écoulait ce qui lui restait de passion et d'ardeur. Ne plus jamais voir Cristina, ne plus l'entendre, ne plus rien souhaiter de ce qu'elle

lui avait donné autrefois, voilà ce qui eût été pour lui l'état excellent; mais il jugeait qu'il avait encore une mission à remplir auprès d'elle; il ne se résignait pas à perdre cet ascendant qu'il avait cru exercer sur sa volonté, alors que c'était seulement sur ses sens qu'il régnait en maître. Pourrait-il maintenant la convaincre et l'émouvoir, la retenir et la reprendre?... Il en doutait. Voilà pourquoi le chemin lui paraissait morne : c'était celui du désenchantement et de la désillusion.

Cependant, cette démarche était nécessaire; ne pas la tenter eût été une faiblesse qu'il se serait reprochée plus tard, comme il se reprochait déjà de n'avoir pas su profiter mieux des précieuses ressources morales que pendant de longues années l'amitié de Cristina lui avait offertes. Comment avait-il vécu si vite, si inconsidérément, sans jamais s'arrêter assez de temps auprès d'elle pour que leurs âmes profondes pussent se rencontrer et s'unir? Comment s'était-il contenté de si peu, alors que tant d'infini lui était proposé? Il se souvenait des reproches muets de Cristina, de ses attentes, de ses larmes et de ses sourires. Elle avait souffert sa passion totale; elle lui avait sacrifié les heures flamboyantes de sa seconde jeunesse. Et c'était seulement ce matin, dans ce jardin attristé par l'hiver, qu'il s'apercevait de l'égoïsme inconscient avec lequel il avait reçu ce don magnifique. Les statues de marbre tremblaient sous la caresse des feuillages; les eaux jaillissantes chantaient dans les vasques; tout cela lui imposait le retour vers ce qu'il avait perdu.

En entrant dans la maison, il alla droit à l'atelier où elle le recevait d'habitude. Mais beaucoup de choses y étaient changées, et il ne revit pas le portrait commencé, que jamais il n'avait pu finir. La vaste pièce avait perdu ce caractère d'intimité qui la faisait charmante autrefois; les sièges plus nombreux, les objets familiers écartés, témoignaient qu'on y devait tenir des réceptions fréquentes. — Ne disait-on pas d'ailleurs et de tous côtés que la villa Forba était devenue le centre de l'agitation interventionniste, et que c'était chez la comtesse de Lodatz que les plus ardens partisans de la guerre se réunissaient? Les journaux, les brochures, qui traînaient sur les tables confirmaient la réalité de ces bruits; ils étaient tous de l'opinion militante et remplaçaient les belles reliures d'art, les

figurines de bronze, les vases chargés de fleurs dont la maîtresse de la maison aimait naguère à s'entourer. Une atmosphère presque hostile, de la froideur et du silence, voilà ce que les conciliabules secrets avaient laissé entre les lourdes tentures où jadis se jouaient les impondérables fluides de la tendresse ou de l'amour.

Cristina, prévenue de la présence de Remigio, s'était hâtée de venir le rejoindre. Malgré l'heure matinale, elle portait un costume de ville et semblait prête à sortir ; elle avait l'air belliqueux d'une Diane ou d'une Amazone disposée pour le combat. Pourtant elle sourit, en tendant la main à Remigio :

— Est-ce en ami, ou en ennemi, que vous venez?

— C'est en ami, assura Remigio. Je ne puis me résoudre à croire que nous pourrions jamais devenir des ennemis.

— Même si nous nous rencontrions des deux côtés de la barricade?

— Oh! dit-il, descendriez-vous dans la rue? Je ne le pense point ; la place de la comtesse de Lodatz n'est pas là!

— Pourquoi pas? suggéra-t-elle.

Elle réfléchit un instant et reprit avec plus de calme :

— Ce sera la révolution ou la guerre. Des barricades, on en a déjà dressé dans les rues de Rome, et la police a fermé les yeux ; elle est presque gagnée à notre cause, elle marchera avec nous. Nous ne tolérerons pas que l'argent de l'Allemagne, la caisse noire de ses ambassadeurs cherche plus longtemps à corrompre les élémens sains de la nation. Nous voulons repousser le filet visqueux qui nous enveloppe et dont les mailles finiront par nous étrangler. Nous voulons respirer librement. Pour cela, c'est la guerre ; et, si ce n'est pas la guerre, c'est l'émeute.

— Vous tenez à ce que le sang coule?

— Oui, pour l'honneur de l'Italie et de Rome.

— Alors, fit Remigio, je n'ai plus rien à vous dire.

Il redoutait une plus longue dispute, et surtout il souffrait trop de leur profond dissentiment. Un malaise le prenait, une sorte de honte de la trouver si virile, si agressive... Mais elle se fit caressante tout à coup :

— Restez! supplia-t-elle.

— Pourquoi? Pourquoi resterais-je? Ne comprenez-vous

pas que c'est fini, que nous ne pouvons plus nous entendre? Ne vaut-il pas mieux nous dire adieu pour toujours?

— Non! pas encore! Écoutez-moi, Remigio : vous êtes bon, vous êtes juste, et vous avez du génie. Oui, votre génie, je l'ai senti à travers vos lèvres autrefois; je l'ai respiré comme une plante vivace dont le parfum subsiste, malgré les intempéries des saisons diverses, et je crois en cette ardeur qui est en vous, qui vous élève et vous presse et vous conduira où nous vous attendons. Il n'est pas possible que vous restiez indéfiniment attaché à des idées dont vous avez dû reconnaître l'impuissance. Vous les aimez, ces idées, parce qu'elles sont belles; mais elles ont la beauté de la mort; elles sont inertes et glacées.

— Je sais, répondit Remigio, que l'on accuse les idées d'être impuissantes, lorsqu'elles sont arrêtées dans leur marche. Mais elles ont en elles une force impérissable : elles sont éternelles comme la divinité. Regardez dans le passé! Vous verrez que les philosophies les plus lumineuses sont celles qui ont subi le plus d'éclipses et que l'on avait cru pouvoir rejeter dans l'oubli. Elles percent à nouveau les ténèbres; elles sortent du sépulcre, douées d'une vie surnaturelle.

Cristina eut un geste d'impatience :

— En attendant, écoutez les cris de ceux qu'on massacre, les cris des faibles et des innocens! Pouvez-vous admettre que le mal soit impuni? Et ne songez-vous pas que votre justice reste illusoire si vous n'armez pas son bras? La justice doit tenir le glaive comme dans la fresque de notre divin Raphaël d'Urbino. Elle ne plane pas dans les nuées; elle abaisse ses yeux vers la terre; elle voit de quel côté vient le crime et elle frappe. Qui donc oserait la retenir?

Remigio s'émut à son tour :

— La justice n'a pas besoin de nous pour accomplir son œuvre; son glaive, ce n'est pas nous qui le forgeons. Nous ne pouvons ni hâter, ni éviter ses coups, pas plus que nous ne hâtons ni n'évitons la mort ou la vie, ni aucune des lois qui commandent à notre destin. Ne cherchez pas à me faire renier ces doctrines, Cristina; les événemens d'aujourd'hui, loin de m'en détacher, m'y fixent au contraire davantage.

Puis il lança tout à coup l'argument qu'il croyait décisif :

— Vous voulez la guerre! Avez-vous pensé à votre fils? Vous aviez rêvé pour lui un avenir harmonieux et doux. La

guerre, si nous la provoquions, détruirait sans doute ce rêve.

Cette fois, Cristina avait pâli; cependant, elle résista encore :

— Mon fils! Dieu le préservera sans doute! N'est-il pas trop jeune pour affronter le danger? Mais s'il en était autrement, j'accepterais sans murmurer, comme je donnerais ma propre chair et mon sang pour le salut de la patrie.

— Ah! fit Remigio, je vois que rien ne saurait vous atteindre. Tout est changé en vous, Cristina! Il n'y a plus de place dans votre cœur pour la tendresse.

— Vous vous trompez, répliqua-t-elle; ce que j'ai aimé, je l'aime toujours; et c'est en cela que consiste mon sacrifice...

Ils se séparèrent. Remigio avait hâte de s'éloigner. Il comprenait qu'en cette lutte elle devait être la plus forte. Lui qui avait médité les leçons répétées de l'histoire, il savait que, dans les grandes crises, la femme surgissait, plus exaltée que l'homme, plus farouche dans son patriotisme, plus amante de l'absolu. D'avoir été tenue sans cesse pour inférieure et vassale de l'homme, d'avoir souffert ce long servage, d'avoir refoulé en elle les sentimens héroïques, elle se libérait tout à coup, telle la vapeur trop longtemps contenue dans un vase clos s'échappe en brisant les obstacles.

Cristina serait-elle l'une de ces héroïnes déchaînées? Remigio calculait avec effroi la mesure de l'action qu'elle aurait sur le peuple, le jour où, poussée par la marche des événemens, elle prendrait contact avec lui. Elle était belle, elle était éloquente, elle avait l'ascendant de la passion, — ascendant irrésistible. — Il avait senti lui-même sa résolution se troubler devant cette audace. Elle lui avait dit : « Vous viendrez à nous! » Et il en avait frémi. Maintenant, il fuyait la Sibylle aux paroles fatidiques, l'Érinnys endormie et qui s'était réveillée. Il rentrait chez lui, décidé au renoncement, et il se répétait la parole de l'apôtre : « J'ai trouvé la femme plus amère que la mort. »

XII

Dans leur auberge du Mont Aventin, Bernard attendait Alda. Toute la semaine, ils n'avaient pu se voir qu'à la hâte, contrariés par les circonstances adverses. Mais aujourd'hui, c'était dimanche, — le premier dimanche d'avril! Ils s'étaient promis

la joie de passer une heure ensemble dans ce lieu qui leur restait cher depuis qu'un orage les y avait jetés, désemparés et palpitans comme des oiseaux tombés du nid.

Arrivé longtemps avant l'heure, le jeune comte de Lodatz essayait de mettre en ordre ses sentimens. Durant l'année qui venait de s'écouler, il avait vécu avec une intensité singulière. Il ne s'était pas arrêté un instant sur le seuil de son âme pour en interroger les échos lointains. Il ne savait bien qu'une seule chose : c'est qu'il aimait Alda plus qu'il n'avait jamais aimé personne. Mais à côté de cette passion naissante et fougueuse, combien de désirs confus persistaient! Que de goûts anciens, de sourdes exigences, de devoirs même il trouvait enchevêtrés dans le jardin de son âme, pareils à des plantes indestructibles au pied de ce bel arbre en fleurs! Ces complications l'irritaient; il eût souhaité se connaître simple et droit, comme l'étaient la plupart de ses camarades, comme Alda l'était elle-même! Tout enfant, il avait subi la fatigue d'être double, de ne jamais rien éprouver qui ne fût combattu en lui par d'autres instincts. Maintenant qu'il aimait Alda, il eût voulu lui appartenir tout entier, sans aucune divergence. Pourquoi n'y parvenait-il point? Serait-ce qu'il ne l'aimait pas assez? Pourtant, il était occupé d'elle uniquement. Il n'avait pas de meilleur plaisir que ce plaisir innocent de la rejoindre et de courir avec elle l'école buissonnière lorsqu'ils pouvaient tous deux fuir la monotonie des jours. Sans coquetterie, sans autre arme que sa confiance ingénue, elle l'attirait et le retenait sans cesse. Et jamais encore il n'avait osé lui avouer son amour. Il était retenu par l'effroi de rompre le charme qui les assemblait, et surtout par une sorte de scrupule, une humilité de conscience, qui lui faisait craindre de n'être pas digne qu'elle le payât de retour. Peut-être redoutait-il aussi d'enchaîner si tôt sa liberté? Peut-être les plantes vigoureuses, indestructibles, luttaient-elles en lui contre les racines de l'arbre nouveau qui menaçait de les gêner dans leur course souterraine? Bernard n'entrevoyait tout cela que vaguement. Inhabile à pousser plus loin cet examen, il prit le parti d'aller au-devant d'Alda sur la route solitaire.

Dehors, il secoua ses inquiétudes; il ne pensa plus à lui-même, mais à celle qu'il attendait; d'avance il la saluait avec allégresse, il l'évoquait de toute la puissance du désir : image délicieuse, claire jeune fille aux cheveux dorés, sœur du prin-

temps et de l'espoir... Mais comme elle tardait à venir! Il se reprochait de n'être pas allé la prendre place Navone pour la conduire jusqu'ici. Pourquoi ne l'avait-il pas fait? Il avait voulu raffiner sur son plaisir en lui donnant ce rendez-vous lointain qui ajoutait l'émotion de l'imprévu à celle qu'ils éprouvaient toujours quand ils se retrouvaient ensemble. Si cependant Alda ne venait point, si quelque empêchement l'avait contrainte de rester à la maison, il comprenait que ce serait pour lui plus qu'une déconvenue ordinaire, un gros, un très gros chagrin... C'était donc qu'il ne pouvait se passer d'elle, de sa voix, de son regard. C'était donc qu'il n'aurait désormais aucune joie avant de l'avoir associée étroitement à sa vie.

Il s'était arrêté pour scruter des yeux les entours de la colline. La ville brillante dans le soleil semblait lui sourire et l'inviter à se distraire dans sa beauté magnifique et diverse. Mais, sans Alda, Rome ne parlait pas à son cœur. Il n'avait cessé de se sentir un étranger parmi les œuvres de ce génie latin qui n'était pas celui de sa naissance; il n'avait point le culte du passé, non plus que l'enthousiaste foi chrétienne; les temples en ruines et les basiliques triomphantes lui paraissaient également éloignés de sa sensibilité; et les grands paysages linéaires des campagnes, les pins grêles sur l'éperon avancé des monts, les cèdres glorieux qui faisaient de hautes tours de verdure, isolées sur le désert de la plaine, — ces grands paysages classiques et purs l'attristaient, s'il était seul à les contempler. — Qu'Alda vienne et aussitôt tout changerait d'aspect, tout se peuplerait d'enchantemens.

Il aurait voulu savoir à quel mobile elle obéissait en l'acceptant pour compagnon de tous ses instans de loisir; de même qu'il s'estimait indigne de son amour, il ressentait comme une jalousie réflexe contre lui-même qui parfois lui faisait souhaiter qu'elle ne l'aimât point, et qu'elle l'abandonnât pour un autre. Il en souffrirait atrocement, mais son inquiétude morale cesserait sans doute, en même temps qu'il renoncerait à la chimère du bonheur. De telles idées absurdes l'envahissaient lorsque, comme en ce moment, il se retrouvait en face de ses doutes et de ses perplexités, sans aucune certitude à quoi il pût se raccrocher... Alors il avait envie de fuir, de disparaître. Il cédait à l'attrait de ce vertige qui l'appelait du fond de l'infini.

Un berger menait ses chèvres broutiller le long de la route ; il devait être de l'âge de Bernard ; mais, plus chétif, il avait encore l'air d'un enfant. Tandis que les bêtes capricantes se suspendaient aux épines du chemin, il chantait. Sa voix était juste et pleine ; il ne la donnait pas tout entière et se contentait de conduire les phrases musicales avec une ardeur passionnée. Bernard s'approcha pour entendre les paroles de cette bucolique. Le dos appuyé à un arbre, les yeux fixés sur la ville étincelante, le jeune berger reprenait son refrain. Mais cette bucolique était un hymne guerrier ; c'était l'hymne de Maméli, dont les paroles sortaient de ses lèvres :

Frères, ô frères, l'Italie s'est réveillée!
Avec le casque de Scipion elle s'est orné la tête.
Dieu fit la Victoire esclave de Rome.
Pour voir ta chevelure, ô Victoire,
Nous sommes prêts à la mort...

Une extase tendait le visage de ce pâtre transformé en héros de l'avenir ; ses yeux pleins de songe semblaient s'éveiller d'un long sommeil ; il n'apercevait même pas Bernard qui, à quelques pas de lui, l'écoutait. Entre ces deux jeunes hommes montaient, comme une fumée épaisse et noire, le souvenir des revendications anciennes, les rancunes, les ressentimens que les siècles avaient amassés. De ce feu de la haine qui brûlait toujours, la fumée épaisse et noire montait, formait une colonne asphyxiante, infranchissable... Bernard s'éloigna ; la voix ardente répétait à l'orée du chemin :

Pour voir ta chevelure, ô Victoire,
Nous sommes prêts à la mort...

Alda, dès qu'elle fut assise en face de Bernard dans la salle de l'auberge où le thé leur avait été servi, remarqua sa pâleur et la dépression qui altérait ses traits. Elle l'interrogea affectueusement :

— Est-ce parce que je me suis laissé mettre en retard que tu es triste?

— Pour cela et pour autre chose, répondit-il en essayant de plaisanter.

— Il ne faut pas m'en vouloir, poursuivit-elle. J'étais partie

de la maison bien exactement; l'auto m'a conduite jusque devant Sainte-Sabine; je suis descendue pour venir à pied jusqu'ici; mais, comme je passais à quelque distance du couvent où j'ai été élevée, j'ai entendu les cloches... Cela m'a rappelé tous les chers souvenirs de mon enfance, tant de puérils bonheurs que j'ai goûtés là... Alors il a fallu que je me détourne de mon chemin. Ces cloches, c'était comme un appel. Je suis entrée, j'ai revu mes maîtresses anciennes et quelques-unes de mes compagnes; j'ai refait avec elles le tour du jardin, où les buis et les myrtes sont taillés en niches pour les statues de la Vierge et des saints... Les minutes se sont écoulées si vite!... Il ne faut pas m'en vouloir.

— Je ne t'en veux pas, Alda. Pendant que tu retrouvais ainsi tes souvenirs, moi aussi je pensais au passé; je cherchais à démêler exactement ce qui subsiste en moi de ces influences déjà lointaines, et quelle part elles ont dans mes sentimens d'aujourd'hui.

— Et qu'as-tu découvert?

Bernard eut un geste de lassitude :

— Ne me le demande pas. En ce moment, je ne puis voir clair en moi-même. J'aurais besoin d'une lumière plus haute, et cette lumière me fait défaut. Oh! je suis très malheureux!

Alda le regarda avec une compassion véritable :

— Mon pauvre Bernard! Si je pouvais te venir en aide... Tu sais que je t'aime comme une sœur aime son frère.

— Comme une sœur! répéta lentement Bernard.

Ils restèrent muets un instant, poursuivis par la même inquiétude. Alda avait posé sur la table ses bras nus; une grappe de glycine, qu'elle avait cueillie en chemin, était tombée de son corsage et s'allongeait entre ses coudes; cela formait un tableau frais et charmant, un pastel délicat dont les tendres nuances ravissaient les yeux; cependant Bernard détournait la tête, et tout à coup deux larmes descendirent sur ses joues pâles; avant qu'il eût eu le temps de les essuyer, Alda s'était élancée vers lui :

— Tu pleures? Voilà l'effet de mes paroles! Tu veux donc que je sois malheureuse et triste à mon tour?

Elle lui avait pris les mains, et les tenait élevées à la hauteur de son front. Elle tremblait un peu; il comprit qu'elle était prête à fondre aussi en sanglots. Cela lui rendit le

courage qu'il avait perdu, et il se mit en devoir de la consoler :

— Ce n'est rien ! Nous sommes deux enfans ! Nous sommes plus déraisonnables que lorsque nous courions ensemble après les papillons, et que notre plus grand plaisir était de leur rendre la liberté, dès que nous avions pu les tenir un instant entre nos doigts. T'en souviens-tu ?

— Oui, je m'en souviens... Pourvu que ce ne soit pas là l'image prophétique de notre vie !

Elle n'osa pas achever sa pensée ; mais Bernard voulut de nouveau la rassurer :

— Il ne faut pas t'inquiéter de mon sort. Je donnerais volontiers toutes mes chances de bonheur pour que les tiennes se réalisent entièrement.

— Ah ! s'écria-t-elle, comment pourrais-je goûter la moindre joie si je te savais affligé?

Cette fois, ils s'étaient compris, et leurs yeux enfiévrés se prenaient déjà.

— Alda ! ô ma chérie ! s'écria Bernard transporté.

Puis, d'une voix plus sourde, il ajouta :

— C'est donc vrai que tu m'aimes autrement qu'une sœur aime son frère ? Que tu m'aimes comme une fiancée aime celui à qui elle doit appartenir ? Mais serai-je capable de te donner le sort que tu mérites ? Si j'allais tromper ton espoir ?...

A peine entendait-il les paroles qu'il prononçait. C'étaient les paroles d'Alda qu'il voulait entendre encore. Elle dit, les lèvres à son oreille :

— Promets-moi seulement que tu n'auras plus aucune raison d'être triste.

— Aucune, puisque tu veux bien accepter mon amour.

Comme le soleil chasse les nuages amassés dans le ciel, les aveux qu'ils venaient d'échanger avaient chassé les ténèbres de son âme : à présent, il ne doutait plus de lui-même ; il était toute joie, puissance et ardeur. Le front rayonnant, il serrait Alda contre sa poitrine.

— Alors, c'est bien vrai ? Nous allons devenir des époux ?

Cette étreinte, la première, avait éveillé les pudeurs de la vierge frémissante. Elle se déroba et jeta un regard apeuré autour d'elle.

— Nous ne devons pas rester ici davantage, Bernard !

Maintenant, nous ne serons plus libres de nous rejoindre comme avant.

— Pourquoi donc? Au contraire! Ne sommes-nous pas d'accord?

Mais elle lui montrait un visage grave et troublé.

— Maintenant que nous savons... balbutia-t-elle.

Il se tut. C'était vrai qu'entre eux tout allait être changé. Un danger les guettait, dont ils avaient conscience; ils avaient perdu l'innocence délicieuse de leur intimité; ils étaient devenus le jouet et la proie facile de l'amour. Tous leurs gestes, tous leurs entretiens prenaient une signification différente; et leur loyauté naturelle ne les garantissait que mal contre ce piège dans lequel leur jeunesse était attirée comme l'alouette au miroir.

— Écoute, reprit Bernard après avoir réfléchi un instant, j'irai ce soir même trouver ton père, je lui ferai part de notre résolution, et je lui demanderai de l'approuver. Nous pourrons alors continuer à nous voir sans scrupule jusqu'au moment où il nous sera donné de nous unir. Dieu veuille que ce soit bientôt!

De nouveau son front s'était assombri; il enveloppait Alda d'un regard chargé d'alarme :

— Si j'allais te perdre! Si le vent de la guerre qui souffle si fort au-dessus de nos têtes allait m'emporter loin de toi! Ah! comme je voudrais être sûr que rien ne nous séparera jamais!

— Aie confiance, Bernard. La tempête s'éloignera sans nous atteindre. Que de fois j'ai entendu mon père l'annoncer! Il te le répétera ce soir encore. Nous devons avoir foi dans la sagesse de ses prévisions.

— Aucun homme n'est infaillible, murmura Bernard en soupirant.

Maintenant il était pressé de courir place Navone et de fixer son destin. De nouvelles angoisses venaient furtivement l'assaillir. Il prévoyait quelque résistance de la part de Remigio Bente : consentirait-il si aisément à se priver d'Alda? Ne trouverait-il pas prématuré ou irréalisable ce projet né en dehors de lui et qui peut-être contrarierait ses vues? La voiture qui emportait les deux amoureux n'allait pas assez vite au gré de Bernard. Mais quand il aperçut la façade de Sainte-Agnès et les trois fontaines, il eut peur tout à coup et devant la porte il

hésitait à descendre. Ce fut Alda qui le poussa dans la maison :

— Monte vite! Je t'attends ici.

Les minutes s'écoulaient. Blottie dans l'angle de la porte, Alda regardait sans les voir les promeneurs, dont les silhouettes pressées remplissaient la vaste place. Ce qui venait de se passer entre elle et Bernard la laissait dans un état d'exaltation qu'elle n'avait jamais connu. C'était une transposition soudaine de ses sentimens. Elle avait cru l'aimer et elle l'avait aimé en effet sans nulle inquiétude et dans une complète assurance. Leur affection avait grandi avec eux, comme eux, à mesure qu'ils passaient de l'enfance à l'adolescence; et seuls leurs goûts, leurs manières de se divertir s'étaient transformés. Du moins, c'était cela qu'elle avait cru, et c'était cela qui lui avait permis d'entretenir avec Bernard une liaison aussi étroite. Il avait fallu l'incident d'aujourd'hui, la tristesse qu'elle avait surprise dans l'âme de son compagnon, pour qu'elle s'aperçût de son erreur; il avait fallu le choc de cette émotion pour lui révéler cette vérité double, cette vérité éclatante : leur mutuel et irrésistible amour. Et tout ce qui survivait en elle des puérilités de l'âge d'innocence avait été dévoré comme de l'herbe séchée par ce grand feu, par cette flamme haute dont tout son être était embrasé. Ce jour était celui de son baptême d'amour : que cet amour devînt joie ou douleur, elle le porterait désormais imprimé dans sa poitrine : elle en garderait le signe qui ne pourrait s'effacer.

Que ces minutes étaient longues! Pendant qu'elle attendait, blottie dans l'angle de la porte, là-haut se prononçaient des paroles décisives. Bernard allait reparaître, et tout de suite elle lirait sur son visage l'annonce de son destin. Sans doute les deux hommes échangeaient-ils des considérations d'ordre positif; — une chose aussi sérieuse ne pouvait être traitée à la légère. N'était-ce pas déjà un indice favorable que leur conversation se prolongeât? Le refus net eût été plus prompt; l'acceptation comportait des explications ou des réserves... Alda se disait aussi que son père était trop bon pour éloigner d'elle le bonheur qui lui était offert... Malgré ces encouragemens qu'elle se donnait à soi-même, elle tremblait de voir redescendre Bernard et d'avoir à lui dire adieu, — car ce serait un adieu sans rémission! Ce serait une espérance morte avant d'avoir été cueillie.

Elle avait baissé la tête ; elle n'osait plus faire un mouvement. Par quel moyen Bernard se retrouva-t-il devant elle? Il la contemplait avec ferveur, comme un dévot une pieuse image. Alors elle comprit et se jeta dans ses bras. Ils restèrent ainsi muets et divinement heureux avant d'avoir échangé aucune parole.

Cependant Alda s'était mise à l'interroger fiévreusement; elle aurait voulu savoir tout ce qui avait été dit; mais Bernard doucement se déroba :

— Ne me demande rien ! Je pars demain pour le château de Lodatz, et c'est à mon retour seulement que nous aurons le droit de nous dire fiancés. Tu veux bien m'attendre jusque-là?

— Ah ! dit-elle, je t'attendrai, Bernard ! Je t'attendrai autant qu'il faudra !

Le temps pour elle n'existait plus ; la distance même était abolie; elle allait vivre dans l'absolu, dans l'éternité de l'amour.

XIII

Avec le poète Silvio et le musicien Angelo Ralli, Cristina revenait de Gênes. Tous trois avaient assisté à la journée de Quarto où l'on avait inauguré le monument des Mille, ces héros de la rédemption italienne. Le train qui les ramenait à Rome suivait la côte déchirée de récifs. Entre les gouffres noirs des tunnels, la mer lumineuse se montrait dominée par les pâles verdures des oliviers et des citronniers ; elle montait à l'assaut des falaises qu'elle laissait nues et ruisselantes ; puis un peu plus loin, vers le large, elle redevenait immobile ; à peine apercevait-on sur sa surface la légère trémulation des vagues frappées de soleil.

Cristina jouissait d'être emportée par le vertige de cette course à travers la lumière et l'ombre; chaque fois que le paysage éblouissant reparaissait, elle se penchait à la portière comme pour aller au-devant de lui, tandis que Silvio, debout derrière elle, répétait le cri des voyageurs retrouvant les flots du bien-aimé rivage : « Thalassa ! Thalassa ! »

A l'autre extrémité du wagon, Angelo Ralli gardait le silence ; il avait fermé les yeux, et l'on aurait pu le croire en-

dormi, si par instant il n'eût balancé la tête, comme pour suivre le mouvement d'un rythme intérieur.

Cristina, d'un geste, le désigna à Silvio :

— Regardez-le! Le voilà ressaisi par le démon, ou par le dieu, de la musique! Ce qu'il voit au dedans de lui, ce qu'il entend, est encore beaucoup plus beau sans doute que ce que nos sens perçoivent.

— Oui, dit Silvio; il traduit en une symphonie impérissable l'admirable manifestation à laquelle nous venons d'assister; et certes elle était digne de servir de thème à son génie; — mais comment rendre tout ce qu'il y eut dans cette foule d'idéalité passionnée et de mystique ferveur? Cela ne dépasse-t-il pas les moyens dont il dispose?

— Vous devriez l'essayer, vous, Silvio. La poésie se prête à plus de vérité. Les mots ont plus de signification que les sons.

— Ils ont moins d'âme! répondit Silvio songeur. Puis écrire en ce moment, je ne le pourrais pas. Je suis trop troublé, trop dispersé. Je suis le grain de sable emporté dans un tourbillon. — Plus tard peut-être... Aujourd'hui je ne veux connaître que les vers de notre chantre immortel, Carducci. — Que n'est-il là encore!

— Ah! dit Cristina, il a tout dit, tout prévu; il a été notre prophète, en même temps que notre guide; à lui revient d'abord l'honneur des journées telles que celle-ci.

Et, comme l'on entrait sous la longue voûte de la Spezzia, elle récita de sa voix vibrante :

Les arcs de la colline attendent des triomphes,
Non plus les triomphes des Césars,
Mais ton triomphe à toi, ô peuple d'Italie,
Que tu remporteras sur les peuples barbares,
Sur les monstres dont ta justice
Enfin délivrera les mondes et les races.
O Italie! ô Rome! On verra ce jour-là
Le ciel redevenu plus pur sur le Forum,
Des chants clameront : Gloire! Gloire!
Et l'azur infini entendra ces accens.

Entre le resserrement des murs épais, la voix de Cristina prenait une sonorité magnifique, qui dominait le lourd halète-

ment de la machine. Silvio comprenait que l'amour exalté de la patrie remplissait à lui seul cette sensibilité de femme, et qu'il n'y avait plus de place en elle pour aucun autre sentiment. Si jamais il avait eu l'espoir de s'en faire aimer, il y renoncerait tout à fait à cette heure. Lui-même n'avait de désir, de volonté, que pour ce triomphe dont Carducci hâtait la venue.

L'éblouissement de la mer encore une fois vint les surprendre. Ils se turent. Dans le port, au fond du golfe, les bateaux de la marine royale se balançaient frémissans, prêts à prendre le large et à affronter les grandes luttes de l'espace. Une force se dégageait de leur armature nerveuse et fine, une fierté aussi et une impatience pareille à celle des coursiers ardens, trop longtemps retenus loin des combats. Sous leurs croupes légères, de petites vagues alliciantes se pressaient, les harcelaient d'innombrables coups de fouet d'écume pour les forcer à rompre leur chaîne, tandis que la grande voix de Poseidon les appelait au milieu de cette mer des sirènes qui fut son premier royaume et où se cachent encore les Enchanteresses aux chevelures vertes et aux yeux pâmés.

— Voilà ce que nous avons pu réaliser en un demi-siècle, dit Angelo Ralli, s'arrachant tout à coup à sa contemplation intérieure. Une nation qui possède de telles sources de régénération serait mille fois coupable de ne pas aller jusqu'aux conséquences de son effort.

— Elle ira ! clama Silvio avec le geste du serment. Ce que nous n'avons pu obtenir aujourd'hui, nous l'aurons demain plus glorieusement encore ; au lieu que ce soit les plus fougueux d'entre nous, ce sera l'Italie entière qui se lèvera pour réclamer son droit à l'affranchissement.

— Hélas ! soupira le musicien, j'en sais d'irréductibles parmi les partisans de la paix. — La paix ! Ils ont cru en faire une divinité intangible ; mais c'est une divinité dont le culte est aboli ; nous avons renversé ses derniers autels, parce que c'est seulement sur ces débris que s'élèvera la nouvelle harmonie du monde. Voilà ce qu'ils n'ont pas encore compris, ceux qui préfèrent la paix à la guerre et la servitude à la liberté.

Cristina avait pâli. Elle songeait à Remigio, et elle ne doutait pas qu'en parlant de la sorte Angelo n'y songeât aussi. Cette opiniâtreté du grand homme qu'elle n'avait pas réussi à enta-

mer lui causait une irritation d'orgueil en même temps qu'une profonde douleur. Elle n'aimait pas y arrêter son esprit. Mais elle ne pouvait tout à fait se soustraire à des souvenirs dont les fils invisibles se trouvaient si étroitement mêlés à la trame de ses jours. Que Remigio ne se fût pas laissé convaincre, qu'il ne l'eût pas suivie jusque dans sa complète évolution vers des idées combatives, elle ne s'en étonnait pas, car elle le savait profondément attaché à des principes différens : elle ne s'en étonnait pas, elle en souffrait seulement, et, dans des momens comme celui-ci, elle en éprouvait un regret si violent que des larmes lui montaient aux yeux. Quelle force perdue pour la cause qu'elle soutenait! Elle se représentait Remigio haranguant la foule sur le rocher de Quarto, et lui jetant les immortelles paroles d'espérance. Elle le voyait acclamé, béni, porté en triomphe... Au lieu de cela, que faisait-il à cette heure? Il se bouchait les yeux pour ne pas voir, les oreilles pour ne pas entendre. Enfermé dans son cabinet de travail, il rédigeait sans doute une de ces pages admirables, mais inutiles, dans lesquelles il exaltait l'utopie de l'amour universel; mais l'amour se dérobait, fuyait, honteux de sa défaite. L'amour avait failli à sa tâche de réconciliation. Plus que jamais les peuples se séparaient, se dressaient les uns contre les autres pour mieux marquer les frontières de chaque patrie; et c'est ainsi qu'ils reprenaient conscience de leur force morale et de leur véritable grandeur. Cristina ne pouvait admettre une autre thèse; n'avait-elle pas elle-même sacrifié son bonheur intime à cette conviction qui l'emportait bien au delà des limites qu'elle avait prévues? A mesure que le train se rapprochait de Rome, elle sentait augmenter en elle la puissance d'enthousiasme qui la dominait. Encore un peu de temps, se disait-elle, encore quelques semaines, quelques jours peut-être, et les destins de l'Italie seront accomplis. Personne n'osera plus s'opposer à ce grand élan qui soulèvera toute la nation aussi irrésistiblement que les flots de la mer sont soulevés par les vents en furie de l'équinoxe.

. . . . . .

Ce jour-là, Remigio était rentré chez lui, décidé à n'en plus sortir jusqu'à la fin de la crise. Il ne lui restait rien à tenter pour éloigner le danger au-devant duquel son pays semblait courir. Cependant il espérait encore... Mais Gino ne partageait

pas son espoir. Plus mêlé que le maître aux mouvemens profonds des masses, il avait déjà compris que les digues seraient rompues si elles continuaient plus longtemps à opposer leur obstacle à cette poussée irrésistible. Vers le soir, il était descendu dans la rue; le long du Corso et sur la place du Peuple, il avait entendu les chants frénétiques, les menaces et les anathèmes. Cette nuit de mai, idéalement pure au ciel, devenait sur la terre une nuit de malédiction et de fureur.

Gino ne savait comment traduire ces impressions à celui qui l'attendait. Lentement il remonta l'escalier et devant la porte du cabinet de travail il hésita un instant, puis il entra. Assis devant sa table, Remigio poursuivait une lecture commencée. Son visage avait repris le calme des jours anciens; à peine releva-t-il la tête quand Gino s'approcha de lui.

— Oh! mon ami, soupira-t-il, combien l'on est heureux de se réfugier dans la compagnie des sages, lorsqu'on en est réduit comme nous à ne rien pouvoir contre la folie qui emporte l'humanité à sa perte!

Il sourit tristement et continua :

— Vous souvenez-vous de ce que raconte Machiavel, alors qu'il vivait pauvre et en disgrâce dans sa retraite de San Casciano? Durant le jour, il travaillait à défricher sa terre, ou bien il se mêlait aux rouliers qui fréquentaient l'hôtellerie du grand chemin, jouant aux cartes et s'encanaillant avec eux, et vêtu comme eux d'habits sordides. Mais, vers le soir, il se dépouillait de ces vêtemens couverts de poussière et de boue; il revêtait ses habits de cour et, habillé ainsi décemment, il pénétrait dans sa bibliothèque comme dans un sanctuaire; là il retrouvait ses amis, les grands auteurs de l'antiquité avec qui il conversait fort avant dans la nuit; il les interrogeait sur leurs actions et ne craignait pas, assure-t-il, de leur en demander compte. Reçu par eux avec bonté et bienveillance, il oubliait ses chagrins, sa misère, et même la mort qui l'attendait. J'essaye de faire comme lui!

Gino s'inclina sans répondre. Il devinait tant de souffrance et de désillusion sous la sérénité voulue de Remigio! Cette sorte de stoïcisme n'était chez lui qu'à fleur d'âme; elle cachait mal tout ce qui sanglotait de douleur au fond de cet être généreux qui avait fait un impossible rêve. Que lui en restait-il maintenant?... Que demain la guerre fût déchaînée, et il se sentirait

isolé dans la plus affligeante solitude morale. Du moins Gino se jurait-il de ne le point abandonner.

Deux journées s'écoulèrent encore dans l'incertitude; le 16 au matin, Gino descendit aux nouvelles avant que Remigio fût levé. Il traversa la place Navone pour se rendre à la Consulta; les journaux n'avaient pas encore paru; mais il savait que là où il allait il serait renseigné à coup sûr. Il marchait vite, sans regarder les rares passans qui avançaient comme lui, le front baissé, dans cette radieuse aurore. Les cloches des églises sonnaient les premiers offices; une lumière rose et tendre colorait le sommet des édifices. A la hauteur de la Fontaine de Trévi, il heurta quelqu'un qui le salua d'un bonjour retentissant. Le manteau romain flottant à l'épaule, le tricorne en bataille, la soutane écourtée, c'était le Père Semenoti dont la forte carrure lui barrait le chemin. Gino se souvenait d'avoir rencontré à cette même place quelques années auparavant le grand orateur populaire, qui lui avait annoncé en termes prophétiques ce qui se passait aujourd'hui. Lui aussi s'en souvint apparemment, car il se hâta de s'écrier :

— Eh! bien, m'étais-je trompé? Ne vous avais-je pas esquissé d'avance cette page de notre histoire? Si vous courez aux informations, vous pouvez vous arrêter ici : le sort en est jeté. *Alea jacta est!* Voilà plus d'une semaine que notre ambassadeur à Vienne a remis au gouvernement autrichien une note de rupture dénonçant le pacte de la Triplice; l'Italie a repris sa liberté; elle va en faire usage pour se battre. Ce soir, la nouvelle sera publique, et vous entendrez les cris de triomphe de la multitude. Les gens de la ville ont entraîné ceux des campagnes qui résistaient encore. Tous verseront leur sang avec l'instinct profond d'accomplir un devoir sacré.

— Pourtant, remarqua Gino, c'était précisément sur ces hommes des campagnes, sur ces paysans que l'on comptait pour faire contrepoids à l'esprit belliqueux des citadins. S'ils ont cédé, ne le regretteront-ils pas un jour?

— N'en croyez rien! Leurs âmes sont admirables. Ils ont hérité les plus belles vertus de leurs ancêtres qui reprenaient la bêche après avoir manié le javelot. Crédules, je le sais bien, et superstitieux aussi!... Tenez, je gage que celui qui arrive par la Stamperi va s'agenouiller devant le grand Neptune de la

Fontaine pour lui demander la « benedizione, » comme s'il était devant le Père éternel!

Un vieillard s'avançait en effet, poussant une petite charrette de légumes qu'il allait vendre au marché. Il fit comme avait dit le prédicateur. Posément il arrêta sa charrette, puis il s'agenouilla devant l'image du dieu marin qui, du fond de sa niche, présidait à l'effusion des ondes jaillissantes. Le vieux trempa un doigt dans la vasque et se signa largement; ce que voyant, Gino se prit à sourire.

— Ne riez pas! dit le Père Semenoti un peu ému, et soyez sûr que la bénédiction demandée sera tombée sur le front de ce juste : Un acte de foi n'est jamais perdu.

Le soleil s'était couché sur une Rome plus frémissante qu'aux temps des grands triomphes des Césars. On eût dit que tout le passé de la Ville éternelle débordait les eaux convulsées du Tibre et se précipitait sur les rives où un peuple en délire acclamait la volonté de ses chefs. Une fois encore l'irrédentisme avait gagné sa cause; le souffle des beaux espoirs patriotiques renversait les derniers obstacles. « La guerre! la juste guerre! La revendication pour les provinces séparées! Trente et Trieste! L'Istrie! » Ces mots chantaient sur les bouches, mêlés aux hymnes de gloire. Et la foule montait au Capitole avec des flambeaux et des étendards. Autour de la statue de Marc-Aurèle, la Rome antique voyait la nouvelle Rome s'assembler comme pour prendre à témoin le plus sage des empereurs de la fidélité de ses sentimens; et selon les strophes de Carducci, « à travers le Forum silencieux, dressée sur la colline fatidique, elle tendait ses bras de marbre à sa Fille libératrice. » Les trois palais de Michel-Ange, la rampe de l'Ara-Cœli étaient secoués par les échos des voix innombrables, et de tous côtés des manifestans nouveaux accouraient se joindre à ceux qui déjà remplissaient ces vastes espaces. Bientôt le cortège se mit en marche; on allait au Quirinal saluer le premier soldat d'Italie, l'héritier de la monarchie de Savoie. Le long des rues, les maisons étaient pavoisées; des gens aux fenêtres jetaient des fleurs. Des roses rouges tombaient, lancées par les mains des femmes, et venaient s'écraser sur la chaussée comme de larges gouttes de sang. C'était le symbole mystique, le signe que bientôt dans ce prin-

temps empourpré la vie des jeunes héros s'effeuillerait sanglante et fraîche, sans lendemain. Et l'ivresse redoublait. Les chants couvraient au loin le Colysée baigné d'une lumière blonde, et s'engouffraient jusque entre les tombeaux de la voie Appienne. Ne fallait-il pas réveiller les morts dans leurs sépulcres et leur annoncer la résurrection?

La vingt-troisième heure, l'heure suprême, avait sonné... Remigio le savait et, de son cabinet de travail, il entendait, lui aussi, mugir et se rapprocher le formidable cortège. Il était près de minuit; Gino l'avait en vain supplié de se retirer pour aller dormir; Remigio ne voulait pas s'éloigner. Quelque chose de plus fort que sa tristesse le retenait là, derrière ces persiennes closes, à travers lesquelles, tout à l'heure, il verrait passer la foule romaine, cette foule composite faite de l'élite et de la plèbe, des patriciens et des artisans, tous les élémens confondus. Il attendait, pâle, anxieux, tournant entre les cloisons, pareil à un fauve enchaîné. Tout à coup le cortège déboucha à l'angle de la place Navone; il vit les drapeaux, les torches, les faces brillantes dans le clair-obscur, des yeux élargis, des lèvres ouvertes... Il y avait des vieillards qui marchaient les premiers, et c'étaient les sénateurs du royaume; puis la masse ondoyante des éphèbes prêts pour la mort. Une femme s'avançait à leur tête, le buste enveloppé dans les plis de la bannière tricolore; des rayons bleutés voltigeaient autour d'elle; son bras étendu indiquait le chemin; en passant, elle leva le front vers les persiennes closes derrière lesquelles tremblait une vague lumière: — et Remigio reconnut Cristina qui semblait mener toute cette foule à la victoire.

JEAN BERTHEROY.

(La troisième partie au prochain numéro.)

ESQUISSES CONTEMPORAINES

ALBERT DE MUN

II[1]

L'ŒUVRE DE DÉFENSE RELIGIEUSE ET DE DÉFENSE NATIONALE

Le sceau du christianisme a, pour les desseins divins, frappé notre nation, dans son berceau, d'une marque ineffaçable, qui la distingue entre toutes les nations, et qu'elle a, durant quatorze siècles, portée sur tous les chemins de sa merveilleuse épopée, des champs de Tolbiac aux plaines de Patay, depuis la conversion d'Henri IV jusqu'à la grande réconciliation du Concordat, *étonnant le monde au penchant des abîmes, par des sursauts libérateurs qui, toujours, quelles que fussent ses épreuves ou ses fautes, la ramenaient, pleine de vie, vers ses destins providentiels.*

Cela, c'est le miracle français (2).

C'est en 1907, à Bordeaux, en réponse à un discours où M. Clemenceau, à Amiens, évoquait, après Renan, le *miracle grec*, qu'Albert de Mun prononçait ces paroles véritablement prophétiques. Depuis cinq ans, menacé d'une angine de poitrine, il avait dû, sur l'ordre formel des médecins, renoncer à

(1) Voyez la *Revue* du 15 octobre.

(2) *Combats d'hier et d'aujourd'hui* (Lethielleux), t. II, p. 178.

la parole publique et se condamner à un « dur, très dur » silence. C'était le moment où toutes les causes auxquelles il avait voué sa vie couraient les plus graves périls. Il avait lutté, comme il aimait à le dire, « pour Dieu, » « pour la patrie, » « pour le peuple. » Et voici que l'on se détournait des urgentes réformes sociales pour satisfaire d'odieuses passions politiques; voici que l'idée même de patrie, attaquée et sapée de toutes parts, semblait sur le point de se dissoudre; voici que le christianisme subissait de la part de ses adversaires officiels le plus rude assaut qu'il eût peut-être soutenu depuis l'époque révolutionnaire. Obligé de quitter la tribune au moment où sa parole eût été le plus utile, Albert de Mun n'abandonna pas la lutte; il ne désespéra pas plus de lui-même qu'il ne désespéra du pays qu'il voulait servir. D'orateur il se fit journaliste, et, sur ce nouveau terrain, il prépara de son mieux « les sursauts libérateurs » qu'il s'obstinait à prédire.

I

En pure perte, put-on croire longtemps. C'est une douloureuse période de notre histoire intérieure que celle qui s'étend de 1898 à 1911, et l'on voudrait bien, aujourd'hui surtout, pouvoir rayer d'un trait de plume ces quatorze années où les Français non seulement « ne s'aimaient pas, » mais semblaient prendre plaisir à user dans les discordes civiles les énergies latentes qu'ils allaient bientôt avoir à utiliser contre l'éternel ennemi d'outre-Rhin. Jamais, en effet, « les deux Frances » ne s'étaient heurtées aussi violemment; jamais ce que l'on a justement appelé « la troisième France, » la France laborieuse et silencieuse, qui est proprement la France éternelle, n'avait moins fait sentir sa survivance à l'étranger railleur ou inattentif... Je n'ai garde de vouloir réveiller de lointaines et fâcheuses querelles, et je n'y insisterai pas plus qu'il ne convient. Mais, d'autre part, ce serait trahir la mémoire d'Albert de Mun que d'atténuer ou de dissimuler le rôle considérable qu'il y a délibérément joué.

Disons tout d'abord que si, sur tel ou tel point de détail, il a pu, comme il arrive à tous les polémistes, se tromper ou se méprendre, forcer la mesure et dépasser le but, son attitude dans l'ensemble a été singulièrement généreuse, sage et clair-

voyante. Les six ou huit volumes où il a recueilli ses campagnes de presse ne sont pas seulement un éloquent réquisitoire contre la politique sectaire où nous avons failli sombrer et qui a accumulé tant de ruines; ils sont aussi un solennel avertissement patriotique à ceux qui travaillaient imprudemment à désunir l'âme française en face d'ennemis toujours prêts à profiter de nos moindres fautes. S'il a si vaillamment soutenu le combat « inégal » « où l'honneur l'engageait, » c'est qu'il en voyait admirablement l'enjeu et la portée. « Ce combat, disait-il, ce n'est pas un choc d'ambitions rivales, ce n'est pas une bataille de partis, *ce n'est pas seulement, j'ose le dire, quelle que soit l'ardeur de ma foi, une lutte religieuse : c'est la lutte pour la vie nationale* (1). » L'avenir n'allait que trop lui donner raison.

S'explique-t-on maintenant pourquoi il est intervenu dans « l'Affaire maudite, » comme il l'appelait lui-même, avec l'éclat que l'on sait? Ce n'est point, comme on l'a prétendu, par une suite toute naturelle de l'affection très tendre qui l'unissait au Père du Lac. C'est tout simplement parce qu'à travers les polémiques passionnées de l'heure présente, il voyait venir, ce qu'il eût voulu éviter à tout prix, « les violences de la guerre religieuse. » Et en même temps, les abominables campagnes auxquelles il assistait contre l'armée lui faisaient craindre la désorganisation de notre puissance militaire au profit et, probablement, grâce aux « ressources » de nations rivales trop intéressées à notre déchéance. Sur ce dernier article la lumière n'est pas faite encore. Mais n'est-il pas vrai que les événemens récens éclairent singulièrement ceux d'autrefois? Si dans cette sorte de conspiration à peu près unanime de l'opinion européenne que nous avons alors tous sentie autour de nous, l'histoire future ne reconnaissait et ne dénonçait pas la main et les procédés habituels de l'Allemagne, nous en serions prodigieusement surpris.

Faut-il également chercher l'influence allemande, — influence occulte et insoupçonnée de ceux qui la subissaient, — dans la longue campagne d'anticléricalisme qui a suivi « l'Affaire? » Il est possible, et l'on se souvient que l'influence bismarckienne n'a pas été entièrement étrangère aux premières

(1) *Combats d'hier et d'aujourd'hui*, t. I, p. 179.

luttes religieuses de la troisième République. S'il y a un de nos voisins auquel nous ayons, à nos dépens, appris à appliquer le *Is fecit cui prodest,* c'est bien celui qui s'était promis de nous supplanter dans le monde. Quoi qu'il en soit, il est incontestable que ces luttes fratricides, en nous désunissant, en nous affaiblissant à l'intérieur, en détournant notre attention des événemens du dehors, nous livraient pieds et poings liés aux tentatives de l'étranger, et que ceux qui ont tout mis en œuvre pour nous en épargner l'épreuve ont très sagement rempli leur devoir d'excellens Français.

C'est ce qu'a fait avec sa générosité et son ardeur habituelles Albert de Mun. La loi sur les associations, dans laquelle il voyait trop justement une préface nécessaire à de prochaines persécutions religieuses, n'a pas eu d'adversaire plus résolu. Allant un jour au fond du débat avec une franchise passionnée, il montrait dans l'âpre conflit qui, durant tant d'années, devait mettre tant de Français aux prises, « la lutte éternelle entre les ambitions de la raison et la nécessité de la foi. » « Cette lutte, ajoutait-il, est aussi vieille que le monde, elle durera autant que lui. » Et, affirmant « qu'un tel conflit ne se dénoue pas par des lois et ne s'apaise pas avec des mesures de police, » il défendait fort habilement ses coreligionnaires de caresser pareille ambition. « Mais non! disait-il, en s'adressant à ses adversaires. L'entreprise que vous méditez est au-dessus des forces de tous les partis, *et du mien comme des autres, si jamais, parvenu au pouvoir et tenté par la logique de ses doctrines, il s'y essayait, oublieux des leçons de l'expérience.* » Au nom même de ce libéralisme, il revendiquait pour les âmes croyantes le droit « d'accomplir, par le don de soi-même, la loi fondamentale du christianisme. » « Ne cherchez pas ailleurs, s'écriait-il dans un très beau mouvement, le secret de la vie religieuse : il est là, à des profondeurs où les lois et les gouvernemens ne peuvent atteindre, où s'alimente sa source intarissable et d'où s'élancent sans trêve, vers le monde tourmenté d'ambitions, de révoltes et de passions, vers le monde refroidi par l'égoïsme, labouré par la misère et la souffrance, ces hommes et ces femmes qui ont renoncé à lui demander ses joies pour lui donner leurs exemples de pauvreté volontaire, de chasteté héroïque, d'obéissance réfléchie, de dévouement sans récompense humaine, quelquefois payé par l'outrage et

par le mépris, et qui font ainsi, dans le sacrifice de leur liberté, le dernier, le plus magnifique, le plus décisif usage de la liberté elle-même. » Mais comme des considérations de ce genre, si justes et si éloquentes qu'elles fussent, étaient trop métaphysiques ou trop mystiques pour agir sur une Chambre française, l'orateur, dévoilant toute sa pensée, faisait appel à un ordre de sentimens et d'idées qui aurait dû emporter toutes les résistances :

Pour nous, — déclarait-il, — puisqu'on nous offre de nouveau le combat, nous y retournons avec une très ferme résolution, mais aussi avec une très grande tristesse. *Et cette tristesse n'a pas seulement pour objet des hommes et des choses qui nous sont chers et que vous menacez ; elle a d'autres causes, et plus profondes encore : c'est une tristesse patriotique.*

Au-dessus des disputes, des passions, si vous voulez, des excès de tous les partis, il y a un fait qui domine l'histoire de ces dernières années. *C'est l'immense, l'universelle aspiration de ce pays vers l'apaisement et la réconciliation.* C'est le désir impérieux de voir enfin les cœurs se rapprocher et les volontés s'unir dans le service de la patrie, dans le commun dévouement à sa grandeur.

Au milieu de cette variété que j'ai dite, des idées, des opinions, des croyances, qui divisent nos générations, il semble qu'à la place de l'unité des intelligences et des âmes, désormais brisée, qu'aucune force humaine ne peut rétablir, grandisse et se fortifie toujours davantage le sentiment, le besoin, la nécessité de la concorde patriotique. Dans l'écroulement de toutes les institutions du passé, dans le déchirement des liens qu'elles avaient formés, l'idée de la patrie devient chaque jour plus puissante, et, par un secret instinct, la foule embrasse plus étroitement son image sacrée, comme la cité romaine le palladium antique, pour lui demander de rétablir entre les citoyens l'harmonie rompue : et c'est là, dans ce concours de tous au bien public que peut se rencontrer seulement cette unité morale que vous cherchez vainement dans les lois et dans les décrets (1).

Hélas! ces nobles accens, s'ils provoquèrent des « applaudissemens répétés, » ne touchèrent ni les esprits, ni les cœurs. Après la loi sur les associations, ce fut toute la série des mesures, à la fois illégales et injustes, contre les congrégations

(1) *Discours et écrits divers*, t. VII, p. 261, 241-242, 267-268.

religieuses; ce fut ensuite tout ce qui prépara, accompagna et suivit la loi de séparation, douloureux épisodes d'une histoire qui ne nous est que trop présente, et dont je ne voudrais pas remuer ici les cendres mal éteintes. Puisse l'histoire de demain réparer une partie des ruines que nous avons imprudemment, de nos propres mains, accumulées sur notre sol! Albert de Mun ne verra pas ces réparations nécessaires : il les aura du moins préparées par l'excellence des conseils et des avertissemens qu'il nous aura prodigués; surtout, il aura tout fait pour nous épargner l'amertume des déboires dont il prévoyait la longue succession.

Quand on vient de lire la suite des quelques rares discours ou allocutions, et surtout des innombrables articles qu'il a intitulés *Combats d'hier et d'aujourd'hui*, on reste émerveillé de tout ce qu'il a dépensé là, d'éloquence, de verve, d'habileté dialectique, de ferme bon sens, de justes pressentimens, d'ironie vengeresse. Ses adversaires ont la force pour eux; mais lui, il a la raison, l'équité, une partie croissante de l'opinion, et l'avenir. Il sait bien qu'il sera, — provisoirement, — vaincu; mais il se bat pour l'honneur, pour libérer son âme et toutes celles qui vibrent à l'unisson de la sienne, pour agir sur certains esprits non prévenus et sur certaines consciences; il se bat enfin « pour Dieu » et « pour la France; » et les coups qu'il porte, si quelques-uns s'égarent parfois dans le vide, font souvent de rudes blessures. Blessures tout idéales, dira-t-on : oui, peut-être, à en juger par l'effet immédiat; mais sait-on jamais l'influence exacte qu'exerce toute parole sincère, même sur ceux qui l'ont tout d'abord repoussée? En tout cas, à le voir défendre pied à pied, la plume à la main, ses positions avec une vigueur, un sang-froid, une maîtrise qu'ils pouvaient lui envier, les contradicteurs d'Albert de Mun ont dû plus d'une fois se féliciter que la tribune lui fût interdite : ils auraient sans doute triomphé quand même, mais peut-être moins aisément, et tel de leurs triomphes aurait fort bien pu paraître, aux yeux mêmes de leurs amis, assez peu glorieux.

Ce vaillant lutteur n'a jamais connu le découragement, mais il a plus d'une fois connu l'amertume. Si bien trempé que l'on soit, on se lasse de toujours combattre, et d'échouer toujours, ou tout au moins de ne jamais toucher du doigt les résultats de son effort. Un jour, — c'était le 1er janvier 1908, —

jetant un rapide coup d'œil sur l'année écoulée, il se livrait à un « examen de conscience » mélancolique. La loi de séparation avait développé ses premières conséquences. « L'écroulement de l'antique édifice où s'abritait l'Église de France » n'était pas pour lui « la pire des douleurs. » « Qu'il ait pu s'accomplir, avouait-il, dans la froide indifférence d'une nation subjuguée, voilà la tristesse indicible... c'est le grand deuil et l'humiliation dernière. Je n'ai point, depuis Metz, éprouvé plus amèrement la honte d'une défaite sans gloire (1). » Et certes, cette tristesse est infiniment respectable. Mais l'expression n'en est-elle pas un peu excessive? Ne révèle-t-elle pas de la part de son auteur, avec une certaine puissance d'illusion, une disposition d'esprit insuffisamment réaliste? Admirable chrétien, d'une fidélité et d'une docilité spirituelles à toute épreuve, Albert de Mun avait quelque peine à se dégager de certaines formes consacrées par un long usage. Il prenait son mot d'ordre à Rome, et il s'y tenait avec une énergie sans défaillance. Il avait toujours été ainsi. Il nous raconte que tout jeune, au moment des discussions sur l'infaillibilité pontificale, il avait échappé à l'influence de Mgr Dupanloup, alors dominante dans sa famille. « Je me sentais, par tendance naturelle, nous dit-il, et peut-être par habitude de la discipline militaire, plus porté vers la simple obéissance (2). » Plus tard, quand Léon XIII lui demanda le sacrifice de ses idées royalistes, et plus tard encore, quand le même Léon XIII l'invita « assez vivement » à renoncer à son projet d'organiser un parti catholique, il s'empressa de déférer à ces invitations, « ayant, disait-il, envers le Pape, l'obéissance facile et joyeuse (3). » Rien assurément de plus légitime. Mais avouons, d'autre part, que cette disposition, poussée un peu loin, n'est pas très conciliable avec le goût des initiatives et des essais d'adaptation. Bref, à la foi d'Albert de Mun, il manquait un peu de cette inquiétude qui est, dans l'ordre intellectuel et religieux, ce qu'est le scrupule dans l'ordre moral, et qui, si elle a ses périls, a bien aussi son charme et sa puissance. Et peut-être aussi n'a-t-il pas senti

(1) *Combats d'hier et d'aujourd'hui*, t. III, p. 7 et 8.
(2) *Ma vocation sociale*, p. 6.
(3) *Combats d'hier et d'aujourd'hui*, supplément à la 1re série, p. 265-266. Albert de Mun avoue pourtant ailleurs (*Combats*, t. V, p. 169), que, dans le second cas, « ce fut un coup très rude. » Ce le fut aussi dans le premier.

aussi fortement qu'on aurait pu le souhaiter cette merveilleuse faculté d'évolution que possède l'Église et par laquelle, sans jamais cesser d'être elle-même, elle se plie de siècle en siècle aux circonstances les plus diverses, s'accommode des régimes les plus opposés et poursuit inlassablement son œuvre d'apostolat.

Des réflexions de cette nature, si elles avaient été plus familières à l'esprit d'Albert de Mun, auraient-elles suffi à lui faire atténuer la violence un peu intransigeante des anathèmes qu'il a prononcés contre la loi de séparation et contre ceux qui l'ont trop facilement acceptée? Je ne sais. Mais comme il n'était pas l'homme des longues imprécations stériles, il se ressaisissait bien vite, et à l'indifférence religieuse générale qu'il avait si douloureusement constatée, et qui semble l'avoir surpris plus que de raison, il s'empressa de chercher un remède. Négligeant d'ailleurs, comme à son ordinaire, le côté intellectuel du problème, il en envisagea avec une virile loyauté le côté social. Il se retrouvait là sur son terrain, il y rencontrait d'actifs et dévoués collaborateurs. L'un d'eux, Mgr Gibier, le généreux évêque de Versailles, avait dit : « Le peuple ne connaît pas le clergé... Quand le clergé comprendra-t-il qu'il ne lui serait pas difficile de gagner le cœur du peuple, s'il le voulait sérieusement? » Albert de Mun commentait avec chaleur ces trop justes paroles qui faisaient écho à des idées qu'il avait souvent exprimées lui-même : « Je voudrais voir, s'écriait-il dès 1892, je voudrais voir dans tous les diocèses de France un certain nombre de prêtres choisis, jeunes, actifs, intelligens, étudiant les questions sociales et se préparant à pouvoir les traiter devant un auditoire populaire, étudiant les questions agricoles et pouvant en entretenir les paysans, étudiant les questions économiques et pouvant fonder des sociétés de crédit, des associations ouvrières, n'étant pourvus ni de cures, ni de vicariats, ne recevant pas de traitement de l'État, et libres ainsi de tous liens avec l'administration, montant droit au peuple pour le réconcilier avec l'Église (1). »

A cette réconciliation, dont il ne voulait pas désespérer, « n'aimant point, disait-il, à s'asseoir longtemps sur les ruines, » Albert de Mun a travaillé jusqu'au bout avec un beau

(1) *Discours et écrits divers*, t. V, p. 129-130.

courage. Ne pouvant plus collaborer par ses discours aux lois sociales qui venaient en discussion à la Chambre, il y collaborait par ses articles, soutenant et légitimant les réformes heureuses, les provoquant souvent, tâchant d'y intéresser l'opinion, mettant au service de tous les hommes de bonne volonté son autorité et son expérience. Il était plus écouté qu'il ne l'avait jamais été. Les ironies ou les injures dont on l'avait accablé jadis se faisaient plus rares. On finissait par rendre justice, même dans certains milieux qui lui avaient été longtemps hostiles, non seulement à l'élévation et au désintéressement, mais encore à la justice de quelques-unes au moins de ses idées. C'est qu'il n'était plus un isolé comme il l'avait été à ses débuts. A la longue, son action s'était fait sentir, même à ses adversaires; ses doctrines, approuvées d'ailleurs et adoptées par la plus haute autorité morale qui soit au monde, avaient recruté d'ardens prosélytes. Il avait derrière lui, et avec lui, toute une jeunesse de « chrétiens sociaux, » celle-là même qui organisait les *Semaines sociales*, qui suivait librement ses inspirations et se réclamait de son exemple. Grâce en partie à lui, il devenait de plus en plus difficile de dire et de croire que l'Église se désintéressait du peuple. « Et vraiment, disait-il un jour, moi qui rêve pour mon pays le retour complet à la foi chrétienne, et qui, dans ma carrière, ne me suis attaché fortement qu'à cette seule idée (1)... » Si ce noble rêve doit se réaliser un jour, par son œuvre sociale, Albert de Mun en aura hâté l'avènement.

II

Il l'aura hâté plus peut-être encore par son œuvre patriotique. De tout temps, il s'était passionnément préoccupé des questions concernant la défense nationale. Comme tous les hommes de sa génération, il avait connu la France si grande, si glorieuse, si respectée, qu'il ne se consolait pas de la voir déchue de ce rang unique. Soldat, gentilhomme, chrétien, il l'aimait, si l'on peut dire, d'un triple amour; ou plutôt encore, toutes les ardeurs de sa grande âme se fondaient pour elle dans une tendresse hautement religieuse. La mission providentielle

(1) *Dicours et écrits divers*, t. VII, p. 265.

de la France, c'était pour lui, nous l'avons vu, une de ces vérités d'évidence qu'on ne discute même pas. Aussi, de quel cœur, dès qu'il en a le pouvoir, il se propose de travailler au relèvement de la patrie vaincue! Dès son entrée à la Chambre, il ne perd pas une occasion d'intervenir dans les débats où l'intérêt national lui paraît engagé : les expéditions coloniales, les lois militaires, lui inspirent des discours à la fois si compétens et si élevés, que, plus d'une fois, il réussit à rallier la presque unanimité non seulement des applaudissemens, mais des votes. C'est dans un discours, dont quelques parties sont d'ailleurs discutables, sur le projet de loi militaire de 1887, qu'en évoquant la charge épique de Sedan, il obtenait le plus beau triomphe oratoire de toute sa carrière parlementaire. C'est dans un discours, admirable de tout point, sur le maintien de nos droits historiques à Madagascar, qu'il parvenait à grouper autour de lui 450 suffrages contre 32. Et il était très justement fier de ce succès. « Il s'était fait, disait-il plus tard, il s'était fait dans la Chambre un grand courant de patriotisme qui avait entraîné presque tout le monde, éteignant pour un moment les dissentimens, les divisions de parti, les discordes politiques. On n'avait eu devant les yeux que l'honneur national et la tradition française. » Et il ajoutait : « C'est un des meilleurs souvenirs de ma vie publique que d'avoir pu, ce jour-là, contribuer en quelque chose à cet acte d'union patriotique (1). »

Cependant, les années passaient, et, à mesure qu'elles s'écoulaient, elles apportaient au patriotisme un peu jaloux, mais si clairvoyant d'Albert de Mun, plus d'un sujet d'alarme ou d'inquiétude. Notre désunion intérieure allait croissant; l'idée de patrie était en butte à des attaques insidieuses ou cyniques; le pacifisme faisait chaque jour de nouvelles recrues; l'armée, moins respectée qu'autrefois, voyait son organisation âprement discutée par les théoriciens socialistes. En même temps, nos amitiés se modifiaient; des alliances, des ententes nouvelles s'esquissaient, s'élaboraient dans le mystère des chancelleries, dont on n'apercevait pas toujours très nettement la raison d'être, — nous l'avons vue depuis, — et auxquelles notre amour-propre devait consentir plus d'un sacrifice. D'autre part, les orages s'amoncelaient au delà du Rhin : d'année en année,

(1) *Discours*, t. III, p. 344-345. — Cf. p. 189-209.

l'insolence et les exigences de la puissance d'orgueil et de proie augmentaient, devenaient plus difficiles à satisfaire. L'avenir était trouble, et l'on conçoit que d'année en année, fort de son autorité et de son expérience, Albert de Mun ait cru devoir multiplier les avertissemens et les conseils.

Il se plaignait un jour de l'obscurité voulue et silencieuse dans laquelle, depuis le traité de Francfort, s'enveloppait notre politique étrangère, et, servi par son sûr instinct, il en dénonçait admirablement la « raison profonde : »

Depuis trente-huit ans, disait-il, *nous portons le poids d'une défaite invengée. C'est notre grande faiblesse.* Les nations, pas plus que les individus, ne demeurent impunément, aux yeux du monde, frappés d'une brutale injure.

La cruelle meurtrissure de 1870 ne saurait être comparée à aucune autre. L'Autriche, après Sadowa, perdit son rang en Allemagne; la Russie, après Moukden et Tsoushima, fut atteinte dans sa puissance militaire. Nous, nous avons laissé aux mains de l'ennemi un morceau de notre chair, et cette plaie, toujours saignante à notre flanc, *nous marque du stigmate des vaincus, en même temps qu'elle nous humilie comme un public aveu d'impuissance* (1).

On ne saurait plus fortement dire. Oui, c'est bien là, — nous nous en rendons compte aujourd'hui plus clairement que jamais, — la cause unique du mal qui, quarante-quatre ans durant, a empoisonné toute notre histoire nationale. Nos divisions intérieures, nos absurdes querelles, même, — surtout peut-être, — notre anticléricalisme, les timidités, les gaucheries, les réticences de notre politique extérieure, tout ce malaise où nous vivions était un fruit de la défaite. Nous avions été vaincus, et nous ne nous consolions pas de nous être laissé battre; nous n'étions plus une puissance de premier plan, et nous n'étions pas résignés, comme l'Autriche, à n'être qu'un « brillant second; » il y avait contradiction entre la réalité d'aujourd'hui et notre rêve, un rêve qui avait été la réalité d'hier et qu'un secret pressentiment nous avertissait devoir être la réalité de demain. Et nous attendions, las, amers, impatiens et inquiets tout ensemble, l'heure du destin que nos scrupules d'humanité nous interdisaient de provoquer.

En l'attendant, cette « heure décisive, » que longtemps il a

(1) *Combats d'hier et d'aujourd'hui*, t. III, p. 175-176.

désespéré de jamais voir, Albert de Mun refrénait comme il pouvait son impatience. Elle s'échappait quelquefois : son sentiment très vif et volontiers ombrageux de la fierté nationale s'accommodait mal des concessions, des faiblesses peut-être, des timidités et des prudences de la diplomatie. Non, certes, qu'il fût incapable de se contenir : il l'a bien prouvé au moment de Fachoda, lorsqu'il renonça, par patriotisme, à une interpellation que l'on jugeait dangereuse. Non qu'il poussât à la guerre : comme nous tous, il se serait reproché de prendre, à cet égard, une responsabilité quelconque ; mais il n'en avait pas peur et il la croyait inévitable. « Ah ! l'horreur de la guerre ! s'écriait-il. Comment pourrais-je l'oublier ? Oui, la guerre est horrible, source de larmes et de douleurs, féconde cependant, source aussi de grandeur et de prospérité. C'est l'histoire du monde et la leçon des siècles. Il y a, pour les nations comme pour les hommes, des épreuves nécessaires à leur force (1). »

Ces vérités, qui nous sont aujourd'hui douloureusement familières, choquaient alors, — c'était en 1910, — plus d'une oreille trop pacifiste. Albert de Mun pressentait qu'il devenait urgent de les rappeler. Les alertes succédaient aux alertes. La question marocaine, à peine posée, s'annonçait grosse de complications internationales. Le péril que recouvraient ces complications, personne ne l'a mieux vu, ni plus clairement dénoncé qu'Albert de Mun. « Le Maroc, écrivait-il, le Maroc, si longtemps inconnu, commençait à laisser deviner ses ressources et ses richesses. L'Allemagne, poussant ses commerçans sur tous les points du monde, les jetait sur ses rives. Elle y rencontrait les nôtres, les premiers par le nombre et les transactions. *L'orgueil germain décida qu'il serait le maître, là comme partout. Sous l'affaire marocaine, comme sous toutes celles qui agitent l'Europe à l'heure présente, il y a la prétention germanique à l'omnipotence. Le geste de Tanger n'eut pas d'autre signification* (2). »

A cette prétention croissante, Albert de Mun sentait bien que, sous peine d'une irrémédiable déchéance, il nous faudrait, tôt ou tard, résister par la force ; et peut-être, dans le fond de son cœur, s'applaudissait-il, puisqu'il fallait en venir là, que l'orgueilleuse et brutale et maladroite Allemagne prît comme

(1) *Combats d'hier et d'aujourd'hui*, t. V, p. 216.
(2) *Id.*, t. III, p. 148 149.

à tâche d'exaspérer notre dignité et d'entretenir ou de réveiller en nous les sentimens qui devaient un jour nous dresser, d'un élan unanime, contre son insolente et agressive audace. Et surtout, vieil Africain qu'il était, il se réjouissait que sa chère Afrique eût été choisie par la Providence pour être comme le champ de manœuvres et d'expériences d'où notre jeune armée allait s'élancer, quand il lui faudrait courir sus aux Barbares. Cette affaire marocaine dont beaucoup, parmi nous, méconnaissaient l'intérêt et la nécessité, il en avait, dès la première heure, conçu toute la portée, et il employa tous ses efforts à faire partager sa conviction au public. Je ne décide pas si la méthode d'action rapide et hardie qu'il préconisait n'était pas préférable à la méthode plus lente, parfois un peu timide et indécise, qu'on a employée. Mais, même s'il était prouvé qu'il eût tort sur ce point, — avouerai-je, tout profane que je sois, que je suis tenté de lui donner raison? — comme il faut lui savoir gré de ses campagnes de presse pour appuyer notre intervention, « au risque d'un désaccord toujours pénible avec plusieurs de ses amis, » et cela « non pas seulement parce que le drapeau était engagé, mais parce qu'il l'était, à ses yeux, pour une cause juste et nationale! » Et définissant à ce propos son dessein et son effort, il disait :

Dès le premier jour, quand s'est réveillée la question marocaine, j'ai essayé de montrer *qu'elle était une question algérienne, française par conséquent*. J'en ai cherché les origines dans notre histoire d'Afrique, à l'heure où, après l'Isly, le traité de 1845, au lieu de la trancher, la posa comme une menace pour l'avenir en laissant l'Algérie sans frontière, et sa sécurité sans garantie.

J'ai répété, chaque fois que les circonstances m'ont amené à exprimer mon opinion, qu'assurément ce serait une entreprise téméraire d'essayer la conquête du Maroc, mais *que nous ne pouvions, sans trahir notre propre cause, nos intérêts les plus essentiels, l'abandonner à une autre puissance européenne*, permettre à aucune d'entre elles d'y établir une prépondérante influence (1).

C'était là un programme très sage et très fier, et Albert de Mun s'y tenait obstinément fidèle. Pour le remplir, il se sentait soutenu, plus qu'il n'avait coutume de l'être, par la conspira-

(1) *Combats d'hier et d'aujourd'hui*, t. IV, p. 192.

tion de l'opinion publique. Les provocations allemandes nous réveillaient enfin de notre long sommeil pacifique. Nous recommencions à comprendre tout le sens de cette parole de Prévost-Paradol dans *la France nouvelle :* « Il n'y a point de milieu pour une nation qui a connu la grandeur et la gloire, entre le maintien de son ancien prestige et la complète impuissance. » Une jeunesse nouvelle se levait, dont Albert de Mun saluait avec une joie tremblante les impatiences et les ardeurs. « Elle est lasse, disait-il, de notre deuil stérile. Elle attend, inconsciente du besoin qui la tourmente, au lieu des glas funèbres, des appels de clairon. Qui les sonnera (1)? » Et ailleurs : « On dirait qu'un renouveau de foi patriotique s'est allumé dans les âmes. Est-ce bien cela? Je l'écris en tremblant (2). » Mais d'autres fois il ne tremblait pas. Saluant un jour, à propos d'un monument inauguré sur le plateau d'Illy, les héros de Sedan, il s'écriait : « Quand on parle d'eux, mon cœur de vingt ans se remet à battre dans ma vieille poitrine, pareil au sang du cheval de troupe réformé par l'âge, qui bondit dans ses veines à l'appel de la trompette. » Et se retournant vers « les jeunes soldats de son régiment toujours aimé, » il leur adressait un « confiant hommage : » « L'école, disait-il, est toujours ouverte, *conservant à la France sa réserve de « braves gens.* » *Quand l'heure sonnera,* ils répondront comme Galliffet : « Tant qu'il en restera un. »

L'heure ne devait plus beaucoup tarder à sonner. Après Tanger, Algésiras, Casablanca, — Agadir. Cette fois, la mesure était comble.

Le coup d'Agadir, a écrit Albert de Mun, le coup d'Agadir avait frappé, comme la baguette magique, le cœur de la France engourdie. En un moment, elle fut debout; ses fils, ranimés, se regardèrent dans les yeux, et reconnurent le visage ancestral. Il y eut un cri, qui courut comme un choc électrique : « En voilà assez! »

Vous souvenez-vous? Cet été, au milieu de l'angoisse qui nous étreignait, quelle joie soudaine, et, chez nous autres, les vieux, quel orgueil rajeuni! Et vous devinez bien ce que je pense, au fond du cœur : vous le pensez aussi. Jamais heure ne fut plus propice! La brutalité germanique avait mis tout le monde à nos côtés! La nation était prête! Au lieu de cela... Ah! il faut enfermer cette douleur!

(1) *Pour la Patrie* (Émile-Paul), p. 196-197.
(2) *Id.*, p. 171, 207, 222.

Et il consentait bien à l'enfermer, cette douleur peut-être un peu impatiente; mais il voulait en garder la mémoire. « *La guerre*, disait-il, *impossible hier, est là qui nous guette.* » Et il croyait de son devoir de dire à ses compatriotes toute la vérité. « Je vois et j'entends, déclarait-il, et c'est assez. Je vois que, derrière le Rhin, on travaille sans trêve, sans défaillance, avec cette vigueur que donnent à l'action l'unité de direction, la permanence des volontés. Je vois que les lignes de transport se multiplient *vers la frontière de la Belgique et du Luxembourg*, que les dirigeables, que les flottes d'aéroplanes se construisent avec une activité fiévreuse, que, demain, ils auront partout leurs ports d'attache organisés : je vois que, derrière les canons, se massent les caissons automobiles, prêts au ravitaillement... (1). » Hélas! il voyait, ou prévoyait trop bien; et comme on aurait dû l'écouter davantage! Au reste, quand on relit aujourd'hui les deux volumes qu'Albert de Mun a intitulés *Pour la patrie* et *l'Heure décisive*, et où il a recueilli ses articles de 1912 et de 1913, on ne peut s'empêcher d'être frappé de la hauteur patriotique de vues, de la finesse de sens politique, de la justesse prophétique de vision dont ils témoignent. Si la guerre de 1914 a surpris un trop grand nombre d'entre nous, c'est qu'ils n'avaient pas assez lu et médité ces pages qui auraient dû résonner à leurs oreilles comme l'appel viril du clairon d'alarme. Et si les événemens nous ont trouvés militairement moins prêts que nous n'aurions dû l'être, c'est que « ces articles passionnés qui paraissaient appeler la guerre, à force de la prévoir (2) » n'avaient pas eu, au Parlement et dans les conseils de nos gouvernans, tout le retentissement qu'ils auraient dû avoir.

Une première fois, la diplomatie, — une diplomatie peut-être trop habile, et dont certains procédés allaient être bientôt sévèrement condamnés, — réussissait à écarter, ou plutôt à ajourner le conflit. Ce fut, on se le rappelle, au prix de concessions que nous avions le droit de trouver injustifiées et douloureuses.

Après bien des années d'un silence tristement involontaire, Albert de Mun remonta à la tribune pour présenter, sur les longues négociations engagées et subies par le gouvernement

(1) *Pour la Patrie* (Émile-Paul), t. IV, p. 146.
(2) *Id.*, t. V, p. 214.

français, toutes les justes réserves que lui inspirait sa fierté patriotique. La Chambre lui fit, à plusieurs reprises, d'enthousiastes ovations, le couvrit d'applaudissemens, mais rejeta sa motion. Jamais échec parlementaire ne fut plus glorieux : tous les cœurs étaient visiblement avec l'orateur; mais il n'est pas rare, en France, que la raison soi-disant politique désavoue les suggestions de la sensibilité. Albert de Mun en fit une fois de plus l'expérience; mais il avait rempli tout son devoir, et quand il lança son fameux cri : « Ah! messieurs les ministres, il faut que vous lui rendiez grâce avec nous à ce généreux pays! *Il vous a sauvés de vous-mêmes!* » il dut sentir, à l'accueil qui lui fut fait, qu'il avait libéré l'âme française et préparé les réparations futures.

Ce n'était point une illusion. De tous les points de la France les lettres affluent, lui prouvant qu'il a touché juste, que « la France ne veut pas périr, qu'elle ne veut pas être livrée, qu'elle ne veut plus être humiliée. » « Ma plume et ma parole, écrit-il, sont à son service. » Et à la chute du ministère Caillaux, il ouvre une campagne pour saluer et encourager « le réveil du pays. » Campagne toute patriotique, et exclusivement patriotique, en dépit des vœux que lui adressent certaines des innombrables lettres qu'il recevait. « Quelques-unes, déclare-t-il, m'appellent sur le terrain politique. *Je ne m'y laisserai pas attirer. L'heure est trop poignante.* C'est quelque chose comme celle d'il y a quarante et un ans, quand la patrie rassembla tous ses fils, sans distinction de croyances ou d'opinions, sans souci des mains qui tenaient le drapeau. » Noble attitude, en vérité, et qui, avec une générosité à laquelle on ne répondit pas toujours, préludait à cette « union sacrée » où nous vivons depuis plus de trois ans. Un de ces articles est précisément intitulé : *l'Union nécessaire*, et il est une réponse à une parole fameuse sur la survivance séparatrice de la question religieuse.

Oui, — concluait éloquemment Albert de Mun, — la question religieuse sépare nos âmes. Ce n'est que trop vrai. Mais, dans ce déchirement douloureux, où tant de cœurs ont saigné, quelque chose reste debout, qui les unit malgré tout, quelque chose de sacré qu'il n'est pas permis de livrer aux disputes et aux passions. *Il reste la France!* C'est à elle qu'il faut penser. C'est d'elle qu'il faut parler (1).

(1) *Pour la Patrie* (Émile-Paul), p. 205, 289.

Noble langage en vérité, et qui, faisant écho au mot historique du duc d'Aumale, traduit admirablement la pensée profonde d'Albert de Mun, celle qui, par-dessus toutes les divergences doctrinales, toutes les oppositions politiques, a fait l'unité intime de sa vie. Ayant eu, d'ailleurs, « par d'irrécusables témoignages, la certitude de correspondre à la pensée nationale, » il poursuivait sans défaillance la tâche qu'il s'était assignée. Il se défendait de pousser à la guerre. « Que la diplomatie s'efforce de la conjurer, disait-il, je le veux, pourvu que ce soit sans rien sacrifier de l'honneur national, pourvu que ce soit, surtout, en fortifiant les amitiés fécondes, non en poursuivant des rapprochemens stériles. *Timeo Danaos...* » Il redoutait par-dessus tout les promesses d'amitié protectrice par lesquelles on essayait d'endormir notre bonne foi et de nous faire contracter des marchés de dupes. De quelque côté qu'il tournât les regards, il apercevait des causes d'inévitables conflits et des raisons d'inquiétude, et il les énumérait avec une pressante insistance, Surtout, il voyait poindre à l'horizon, entre l'Angleterre et l'Allemagne, un duel fatal, formidable, auquel, bon gré mal gré, nous ne pourrions pas rester étrangers. « Une politique de funestes abandons et de criminels oublis, écrivait-il un peu sévèrement, nous a réduits à n'être, dans le conflit des deux empires, que le champ clos où se fera le heurt décisif. Nous y trouverons la mort ou la résurrection, selon que nous l'aurons voulu. »

Et il ne se trompait pas, puisque, dans la pensée allemande, la guerre déchaînée en 1914 ne devait être que la première étape de cette lutte titanesque. Et il se trompait moins encore en dénonçant les signes précurseurs et les raisons profondes de l'agression germanique, les difficultés économiques et financières de l'empire voisin, les prédications belliqueuses d'outre-Rhin, « les préparatifs grandissans, et, *sur notre propre sol, l'envahissement pacifique préludant à l'invasion guerrière* (1). » Sinistres symptômes, s'ils n'avaient eu leur consolante contre-partie dans la fierté, l'ardeur, la résolution dont étaient animées les générations nouvelles. Ces sentimens virils, dans ses enquêtes sur l'état moral du pays, Albert de Mun les avait partout rencontrés. Il s'en réjouissait, et la confiance

(1) *Pour la Patrie* (Émile-Paul), p. 289, 305.

renaissait dans son âme. « La nation, déclarait-il, est tout entière travaillée par le sentiment de la patrie. C'est la conclusion de ce livre et c'est aussi, pour la France, la consolation suprême et la suprême espérance. »

Cependant les événemens se précipitaient. Après Agadir et l'affaire du Congo, la guerre italo-turque; après l'affaire de la Tripolitaine, la guerre des Balkans; après le traité de Londres et celui de Bucarest, les nouvelles lois militaires et les armemens précipités de l'Allemagne. « L'heure décisive » approchait : il fallait s'y préparer. De l'avoir vu avec une admirable netteté, d'avoir dépensé, à proclamer cette vérité nécessaire, tout ce qu'il y avait en lui d'activité, de haute raison, d'éloquence, — n'eût-il fait que cela dans sa longue carrière d'homme public, Albert de Mun eût mérité qu'on saluât en lui l'un des plus grands Français de notre temps. Qu'on relise, par exemple, l'*Avant-Propos* de son avant-dernier volume : on y trouvera, en six pages, un exposé de la situation politique internationale, qui, pour l'exactitude des faits, — au moment où elle était écrite, — la vigueur ramassée et suggestive des formules, la justesse des pressentimens, serait digne d'être placé à côté des rapports diplomatiques les plus fameux de notre *Livre Jaune*. Quel merveilleux ambassadeur, se dit-on, en relisant ces pages, eût fait Albert de Mun, si l'on avait su utiliser toutes ses aptitudes! Il est vrai qu'en ces années d'avant-guerre, il avait un autre rôle, plus utile peut-être, à jouer : celui d'éclairer et de redresser l'opinion, que tant de sophismes intéressés ou aveugles risquaient d'égarer encore. Et ce rôle, il le jouait avec une ardeur et une autorité admirables. Il se dérobait à toutes les intrigues parlementaires qui, hélas! suivaient leur cours. « Résolument, il écartait loin de sa pensée, de sa parole, de ses écrits, non seulement toutes les préoccupations de parti, mais toutes les récriminations, tous les ressentimens, même les plus légitimes : il ne songeait qu'à la patrie. » Il se contentait d'être une sorte de ministre ou de fondé de pouvoirs de la conscience nationale.

La guerre est inévitable; elle est virtuellement conditionnée et exigée par l'état actuel de l'Europe; elle est voulue moins par les princes que par les peuples. Comme un fruit mûr qui tombe de l'arbre, elle se détachera, elle fondra sur nous à

l'heure fixée par le destin. Il faut regarder cette éventualité bien en face et s'y préparer avec courage. Unissons-nous, oublions tout ce qui nous divise; formons un seul faisceau de toutes nos énergies nationales ; ne laissons inemployée aucune de nos forces matérielles et morales. Fortifions notre armée et resserrons nos alliances. — C'est à ces quelques idées, toujours les mêmes, qu'Albert de Mun revenait sans cesse dans ces articles « écrits sans apprêt, avec son cœur qui était plein. » Idées qui, à l'épreuve des faits, se sont trouvées d'une douloureuse et profonde justesse, et qui, peut-être, n'appellent qu'une seule réserve.

« L'Europe tout entière, disait-il, incertaine et troublée, s'apprête pour une guerre inévitable, dont l'heure lui est cachée, dont la cause immédiate lui demeure encore ignorée, mais qui s'avance vers elle, avec l'implacable sûreté du destin, tandis qu'à tâtons elle cherche à l'éviter. » Sans nier le moins du monde les raisons générales et lointaines, les raisons nationales et ethniques du grand conflit qui s'approchait, il était, ce semble, un peu téméraire d'en affirmer l'inexorable fatalité. Oui, certes, il y avait, entre 1911 et 1914, dans le monde, d'innombrables et d'inquiétans germes de guerre, et qui ne demandaient qu'à s'épanouir; mais cette moisson sanglante n'aurait-elle pas pu avorter? Là encore, n'y a-t-il pas eu des responsabilités personnelles, individuelles, qu'il ne faut point cesser de dénoncer? « Si la guerre doit éclater, écrivait encore Albert de Mun, ce sera l'irrésistible mouvement des peuples, la poussée formidable des races qui l'aura déchaînée, ce ne sera pas la volonté des chefs d'État (1). » Est-ce absolument exact? Et les deux sinistres empereurs n'auraient-ils pas pu se dérober à « l'irrésistible mouvement » de leurs peuples? S'ils avaient été humains? S'ils avaient été sages? S'ils avaient su résister aux pressions de leur entourage, aux suggestions de leur cupidité et de leur orgueil, les événemens n'auraient-ils pas pu suivre un autre cours plus pacifique?

Vains rêves que tout ceci; et puisque aussi bien les libres passions princières sont, à leur manière, des « fatalités » historiques, Albert de Mun a eu raison au total de parler d'une guerre inévitable et d'en rappeler infatigablement la pensée à

(1) *L'Heure décisive*, p. 211, 178, 67.

ses lecteurs. Au reste, parmi ses appréhensions et ses inquiétudes, de joyeuses consolations lui venaient, lui apportant la preuve qu'il ne prêchait pas dans le désert. Non seulement la jeunesse, par « l'accueil chaleureux » qu'elle réservait à ses vibrans articles, « soutenait son labeur » et « récompensait son effort. » Mais même dans les milieux politiques, il y avait quelque chose de changé. Au ministère qui avait, tant bien que mal, — et plutôt mal que bien, — paré le « coup d'Agadir, » en avait succédé un autre qui, en plus d'une circonstance, s'était montré particulièrement soucieux de la fierté et de la dignité nationales. Les Chambres avaient porté à la première magistrature du pays l'homme que l'instinct populaire leur avait désigné comme étant le plus capable, dans les difficiles conjonctures présentes, de présider aux destinées de la France, et le nouveau Président, à peine installé à l'Élysée, encourageait ses ministres à proposer le rétablissement de la loi de trois ans. Cette loi, qui nous a probablement sauvés d'un désastre, n'a pas eu, dans l'opinion et dans la presse, d'avocat plus chaleureux, plus persuasif qu'Albert de Mun, ni ses adversaires de contradicteur plus compétent, plus vigoureux, plus pressant. Sans lui, je n'ose dire, n'en sachant rien, que cette loi de salut national n'eût point été votée; mais qu'il ait contribué à la faire voter, à créer en sa faveur, dans l'esprit public, une atmosphère de confiance et de lucide résolution, c'est ce qui me paraît indéniable. Au terme de sa campagne, l'auteur de *l'Heure décisive* pouvait se rendre le témoignage qu'il avait très efficacement travaillé à l'œuvre de défense nationale, et que, en partie grâce à lui, la France était « prête, quels que fussent les événemens, à remplir fièrement la mission qu'elle tient de sa glorieuse histoire. »

III

28 juillet 1914. Albert de Mun est à Roscoff. Depuis cinq jours, l'universelle tension diplomatique créée par l'odieux ultimatum de l'Autriche à la Serbie tient les esprits en suspens; les nouvelles s'aggravent; l'attitude de l'Allemagne est énigmatique et inquiétante; on s'attend d'un instant à l'autre à la déclaration de guerre autrichienne. Albert de Mun écrit un

article, qu'il intitule : *L'Heure a-t-elle sonné?* et peu après, il part pour Paris.

Elle était sonnée, en effet, l'heure de « l'horrible rencontre » qu'il était « bien loin de souhaiter, » mais dont il avait prédit l'inévitable échéance. Et alors commence cette admirable campagne de presse qui laissera dans la mémoire de tous les Français un impérissable et si pur souvenir. Deux mois durant, les articles quotidiens d'Albert de Mun sont littéralement, — le mot est de M. Bourget, — « le battement même du cœur du pays. » Aux heures d'incertitude, de doute et d'angoisse, ce sont ces quelques pages de prose qui, — dans combien de foyers anxieux! — vont entretenir et renouveler la flamme sacrée de la confiance et de l'espoir. Personne en France ne désespère, puisqu'Albert de Mun espère toujours. Plus jeune, plus vibrant et plus actif que jamais, ce vieillard de soixante-treize ans, malgré la maladie, malgré l'âge, malgré les émotions du citoyen et du père, — il avait trois fils à l'armée, — prodigue généreusement les derniers jours d'une vie qu'il abrège, il le sait, mais qu'il veut user noblement. Tous les aspects de son âme et de son talent, unis, fondus ensemble et réconciliés, exaltés et transfigurés par les circonstances, s'expriment alors avec une largeur, une intensité, une liberté d'accent qu'il n'a encore jamais atteintes. Il est resté soldat, et il éprouve comme une juvénile allégresse à se battre une dernière fois pour ce fier pays qu'il a tant aimé. Il est profondément chrétien, et l'ardeur de son patriotisme légitime et utilise toutes les formes de sa piété : il retrouve, pour la France missionnaire du Christ, les sentimens mêmes qu'une Jeanne d'Arc avait déjà pour elle. Il est orateur et apôtre; et chaque matin, du haut de sa tribune de *l'Écho de Paris*, c'est la foule immense des familles françaises qu'il harangue, auxquelles il prêche la patience, le courage et l'espoir. Il est gentilhomme, et comme jadis ses ancêtres étendant leur tutelle protectrice sur le petit peuple des alentours, lui, c'est tout le peuple de France qu'il défend contre les assauts du doute et des mortelles défaillances. C'est un croisé enfin; et quelle croisade, dans notre longue histoire, est comparable à celle que nous menons depuis trois ans contre les éternels barbares, les héritiers légitimes de la païenne Germanie? Comprend-on maintenant toute la beauté et toute l'ampleur du rôle qu'a joué Albert de Mun pendant les deux premiers mois

de la guerre? Toute sa vie et toute son œuvre aboutissaient à cette heure unique où, sans l'avoir cherché, il s'est révélé comme notre héraut national.

L'heure, — déclarait-il en débutant, — l'heure n'est plus aux longs articles dans le silence et la réflexion : il n'y a de place que pour l'action. Chaque jour, autant que je le pourrai, je noterai ici les battemens de nos cœurs. Puisque, *douleur poignante, le vieux soldat ne peut plus être dans le rang*, tandis que va se jouer la partie suprême attendue depuis quarante-quatre ans, peut-être pourra-t-il servir encore utilement la patrie avec la seule arme qui reste à son bras vieilli (1).

Jamais patrie n'aura été mieux servie. Je ne sais ce que penseront de cette suite d'articles ceux qui viendront après nous. A nous autres il est bien difficile de les juger avec toute l'impartialité souhaitable. Nous les avons trop vécus! Ils font désormais partie de nous-mêmes. Toute notre vie nous y retrouverons le vivant écho des émotions, des espérances, des angoisses par lesquelles nous avons tous passé au cours de ces semaines tragiques où se décidait le sort du pays. Et quand, plus tard, nous voudrons raviver nos souvenirs, faire renaître, avec notre âme d'autrefois, les sentimens qui l'agitaient, ce sont ces derniers articles d'Albert de Mun que nous voudrons relire.

Quand nous les relisons d'ailleurs aujourd'hui, à plus de trois ans déjà des événemens qui les ont inspirés, ils nous paraissent aussi beaux qu'au premier jour. Aucune rhétorique. Aucune recherche de pensée ou d'expression. L'éloquence la plus spontanée, la plus simple, la plus jaillissante. Le lyrisme le plus direct, le moins concerté, le plus dédaigneux des procédés qu'il y ait peut-être dans notre langue. C'est véritablement une âme, — et quelle âme, haute, généreuse et profonde! — qui s'exhale et se livre tout entière.

Voyez d'abord avec quels accens, lui qui, toute sa vie, a si souvent rêvé de l'unanimité française, et qui voit enfin son rêve réalisé, il nous crie, « le jour sacré » du 4 août, « son émotion profonde, sa poignante admiration, sa fierté patriotique » :

Rien ne s'est vu de si beau, de si grand dans notre histoire. Tous ces hommes debout, frémissans d'enthousiasme, emportés par un

(1) *La guerre de 1914*, p. 8.

superbe élan de dévouement à la patrie, de confiance en son bon droit, de passion pour sa grandeur et son indépendance, oubliant pour elle, en une minute, toutes les discordes de la veille, et réconciliés dans l'unanime amour de la France, ce fut un spectacle sans pareil (1).

Ah! il n'a pas besoin de nous dire qu'il « a assisté à ce spectacle, unique dans les fastes d'un peuple, le cœur battant, les yeux pleins de larmes, » nous le connaissons assez pour savoir que ce dut être là l'un des plus beaux jours de sa vie. Et, même si nous n'en avions pas dans ses articles le vivant témoignage, nous devinerions que les événemens des premiers jours de la guerre, la violation du Luxembourg, de la neutralité belge, l'entrée en ligne de l'Angleterre, la provisoire abstention italienne, la méthodique et calme perfection de la mobilisation française, les premiers combats de Belgique et d'Alsace ont eu dans Albert de Mun le plus fièrement ému, le plus saintement enthousiaste des spectateurs. Il prodigue à l'armée belge, « troupe de héros, avant-garde volontaire de la civilisation, contre la ruée des barbares, » l'hommage chaleureux et reconnaissant de son admiration fraternelle. Et puis, le 8 août :

Mulhouse est pris! Comprenez-vous, à ces trois mots, vous les jeunes, et vous-mêmes, entrés dans la vie depuis quarante ans, comprenez-vous, à ces trois mots, quel coup au cœur, quel sursaut de tout notre être, pour nous, les vieux, les vaincus de 1870?...

La revanche! Mot vibrant, si longtemps refoulé dans nos âmes, et qu'il nous était défendu de crier tout haut. Le voilà qui retentit, comme un espoir désormais possible, d'un bout à l'autre du pays. C'est donc vrai! Nous pouvons espérer, avant que Dieu nous rappelle, voir ce grand retour de justice et de gloire. *Et vous, mes camarades, vous dont les restes illustres reposent sous la terre où vous êtes tombés, frappés d'une mort doublement cruelle, puisqu'elle n'avait pu, du moins, sauver la patrie, est-ce que, dans vos tombes de hasard, que laboure, depuis tant d'années, le travail des vivans, est-ce que vos os n'ont pas tressailli d'un frémissement soudain, au bruit de la grande nouvelle* (2)?

On se rappelle ce que disait Chateaubriand, à propos du mouvement final de l'*Oraison funèbre du prince de Condé*, « qu'à ce dernier effort de l'éloquence humaine, les larmes de l'admi-

(1) *La guerre de 1914*, p. 34.
(2) *Id.*, p. 54-55.

ration ont coulé de ses yeux, et le livre est tombé de ses mains : » à propos de cette page, digne de Bossuet, on serait tenté d'en dire autant.

Et nos premiers succès, en se succédant, suggéraient au vieux soldat qu'était Albert de Mun, avec de superbes paroles de confiance, d'ardentes, de palpitantes visions de batailles :

Ah! comme je vis avec vous, comme je sens vos cœurs battre, mes camarades, en ces jours d'attente solennelle! *Je vous vois là*, en contact avec l'ennemi, à quelques kilomètres de lui, écoutant le bruit des combats avancés, guettant, calmes et tout de même excités, l'heure proche de la bataille. Les aéroplanes parcourent le ciel, vont et viennent; *les chevaux sont sellés et paquetés*. Et, demain, tout à l'heure, pendant que j'écris, peut-être, le canon va tonner sur toute la ligne. Alors, comme le 4 août 1870, à quatre heures du soir, devant Borny, vous vous lèverez tout droit, officiers et soldats, en criant : « Vive la France! » Et nous qui vivons, *les yeux rivés sur vos gestes lointains*, qui vivons le cœur serré d'angoisses, *parce que nos fils sont parmi vous*, mais l'âme frémissante, parce que vous êtes la patrie en armes, nous vous répondrons d'ici par le même cri évocateur de gloire : « Vive la France! »

Mais en attendant les chocs décisifs, les heures se traînaient, lentes, fiévreuses, angoissées. « Le temps a passé, et maintenant, c'est l'attente, lourd manteau jeté sur nos pensées, que nous traînons partout, dans l'activité des fonctions diverses où nous essayons de servir la patrie. » Pour nous aider à les passer, ces heures « solennelles et poignantes, » Albert de Mun, qui les vivait comme nous, plus dangereusement peut-être, trouvait les réflexions et les mots les mieux appropriés à notre anxieuse impatience. Il énumérait nos motifs d'espérer; il nous prêchait le sang-froid; « mères douloureuses, épouses tragiques, fiancées torturées, » il les exhortait au dur sacrifice de la maîtrise de soi et du silence. A ceux qui partageaient ses croyances il rappelait les promesses de la vie éternelle et la mission providentielle de la France. « Et puis enfin, il y a Dieu, disait-il, Dieu qui a rassemblé nos cœurs divisés, qui a permis le fol emportement de l'orgueil allemand, qui a conduit le merveilleux renversement des calculs germaniques. Il y a Dieu et Jeanne d'Arc!... Ce n'est pas en vain qu'après cinq siècles, l'image de Jeanne béatifiée est revenue planer sur la patrie,

comme sur la cité romaine le palladium antique! » Un autre jour, il rappelait « la protection séculaire de la Vierge Marie, sur notre patrie bien-aimée. » « Élevons, s'écriait-il, nos âmes chrétiennes et françaises vers la mère des douleurs et des espérances... » Et, se tournant vers ceux qu'en d'autres temps ce langage aurait pu surprendre et faire sourire : « D'autres me liront, écrivait-il, sans s'étonner *de cette explosion de mes pensées intimes*. Je leur dirai, bien qu'ils ne partagent pas ma foi, les mêmes et viriles paroles. Vous aussi, grandissez vos âmes à la hauteur de la patrie. Elle vous demande plus qu'à vos fils. Eux, ils donnent leur vie, dans l'enthousiasme du combat, vous, vous donnez la vôtre, dans le silence de l'attente et le devoir ignoré (1). »

Il donnait, lui, la sienne sans compter. Son article quotidien n'était que la moindre de ses « œuvres de guerre; » il se dépensait dans une foule d'utiles besognes de charité et de dévouement patriotique. Il avait, dès les premiers jours, d'accord avec le gouvernement, organisé son bataillon sacré, ces aumôniers militaires, dont on ne saurait s'exagérer la part d'action dans le merveilleux moral de nos troupes, et donc dans les victoires françaises. « Ce sera la plus belle œuvre de ma vie, » déclarait-il dans l'un de ses derniers articles. La plus belle? Je ne sais; mais probablement la plus pratiquement utile, et, dans l'ordre spirituel, la plus lointainement efficace. Si, comme nous l'espérons tous, la « mentalité » populaire en France est changée après la guerre, les aumôniers volontaires y auront largement contribué, et, par l'esprit d'apostolat et de sacrifice dont ils auront fait preuve, l'une des plus hautes pensées d'Albert de Mun se prolongera, se réalisera peut-être après lui.

Non content enfin de soutenir et de réconforter les Français de l'arrière, il s'adressait aussi *Aux soldats :* tel est le titre d'une « proclamation » qu'il publiait dans le *Bulletin des armées*, et qui dut, à la veille des grandes batailles, exalter et redresser, sur le front, bien des courages. Cet « ancien » parlait si bien le fier langage militaire, élevé, précis et simple qui convient à l'héroïsme français! Il disait si bien, en termes si chaleureux, si forts, si émus, tout ce qu'il y avait à dire, tout ce que chaque

(1) *La guerre de 1914*, p. 64, 50, 67.

petit soldat, en partant pour la guerre, s'était dit, dans le secret de son âme, pour s'expliquer la grandeur de son sacrifice !

L'honneur est grand, — déclarait-il, — de vous parler, à cette heure où vit en vous toute l'âme de la France. Il est grand surtout pour le vétéran de la guerre douloureuse, dont le cœur, meurtri par l'inoubliable blessure, bat à grands coups, d'espérance et de fierté, en saluant les vengeurs de la patrie.

Qui de vous, depuis le général en chef jusqu'au simple soldat, ne porte en lui, gravée par l'histoire de sa race, l'image de la patrie, *terre des pères, ensemble sacré de nos demeures et de nos champs, mère des vivans et gardienne des morts*, chérie d'un instinctif et puissant amour!...

Cependant, l'heure des rencontres formidables approchait. L'occupation de Bruxelles, l'invasion allemande dans le Nord-Ouest de la Belgique, Morhange, Charleroi, la retraite, l'invasion de la France : autant de dates et d'événemens douloureux, et que nos premiers succès ne nous faisaient point prévoir. L'attitude d'Albert de Mun est alors admirable. Jamais il n'a mieux mérité ce titre de « ministre de la confiance nationale » qu'il se donnait plus tard à lui-même. Si grave que soit la situation, il se défend de désespérer. Toutes les raisons précises et positives que nous pouvons avoir de croire à un prochain retour de fortune, et à la victoire finale, il les ramasse en un faisceau saisissant, il les commente avec une vivacité d'intuition, une vigueur persuasive qui vont porter la foi et l'espoir dans les esprits les plus troublés, les cœurs les plus inquiets. Sans nier le moins du monde les faits acquis, sans en diminuer le caractère douloureux, il les ramène à leurs proportions véritables dans l'ensemble des opérations, dans la situation générale. Il corrige et redresse les imprudences et les fausses manœuvres que les pouvoirs publics, dans leurs communiqués, dans leurs informations officieuses, ont plus d'une fois commises. Il relève les courages abattus, il exalte les volontés faiblissantes; il parle à chacun le langage qu'il peut le mieux entendre. A tous il rappelle, au nom même de « nos enfans » qui comptent sur nous, le grand, l'imprescriptible devoir de la courageuse patience.

Croit-on, s'écrie-t-il, que je ne souffre pas, ayant mes fils et mes proches dans l'action, et que je ne compatis pas de toute mon âme à

l'atroce angoisse de tous ceux qui souffrent avec moi? Mais quoi! *la guerre est l'école de la souffrance et du sacrifice.* Ils souffrent aussi, là-bas, nos enfans, loin de tout, coupés de toutes nouvelles, exposés aux fatigues et aux combats de chaque jour! Nous leur demandons pourtant la silencieuse acceptation du devoir héroïque. Ils ont le droit de compter sur la nôtre (1).

Et à mesure que le danger se rapproche et s'aggrave, que les nouvelles des atrocités germaniques se précisent, — Badonviller, Étain, Louvain, — la voix d'Albert de Mun se fait plus indignée, plus pressante, plus impérieuse. « Les lettres qu'il reçoit chaque jour, par monceaux, l'encouragent par la pensée qu'il donne une voix à tant d'âmes étouffées d'inquiétude. » Il sent que, par sa plume de journaliste, il remplit l'un des plus hauts, des plus importans services publics du pays. Il se dit « heureux de pouvoir encore donner à la France quelque chose de sa vie. » Le mot de Wellington à Waterloo : « Tenir, tenir jusqu'à la mort » est sa devise, et celle dont il ne cessera de nous vanter l'efficace. Mais la foi ne l'abandonne pas. Quand, le 2 septembre, il quitte, afin de poursuivre librement son œuvre, Paris pour Bordeaux, les dernières paroles qu'il nous laisse, en guise d'adieu, sont les suivantes : « Nous ne voulons pas mourir. Prenons le moyen de vivre. Il n'y en a qu'un, c'est de tenir bon, quoi qu'il arrive, *avec la confiance chevillée dans le cœur.* »

Et pourtant, « Paris était menacé par *eux!* » Sombre pensée, il l'avoue, mais qui ne parvient pas à entamer la foi, réaliste et mystique tout ensemble, qu'il a dans le salut de la France. « Entendant la voix mâle du chef qui commande à la résistance, écrit-il, je sens, comme il y a un mois, mon âme exaltée dans la confiance. » Il « pense plus que jamais » ce qu'il pensait et disait dès l'arrivée des Allemands sur la Somme, à savoir : « qu'une armée qui tenterait une manœuvre semblable, *laissant sur son flanc des forces puissantes et organisées*, commettrait une folie dont elle serait sûrement châtiée. » Et voilà que peu à peu l'événement lui donne raison. Voilà que s'engage, dans les meilleures conditions possibles, la bataille décisive qui va sauver Paris et refouler le Barbare. Pendant qu'elle s'engage, pendant qu'elle progresse, semblable au prophète hébreu qui, du haut de la montagne sainte, soutenait par ses prières le

(1) *La guerre de 1914*, p. 99.

courage de ses troupes, Albert de Mun prie, prêche la sérénité, l'espoir, et, par tous les moyens en son pouvoir, réchauffe, exalte, tonifie la confiance française. L'un des premiers, le premier peut-être, il proclame ce qui est devenu, depuis, une vérité d'évidence : « Il y a eu, déclare-t-il, dans l'histoire, des retraites illustres à l'égal des victoires. Celle qui, depuis Charleroi, contient la marche de l'envahisseur, quand le détail en sera connu, comptera dans ces exemples fameux. » Et, prononçant, à l'égard de nos vaillans défenseurs, les chaudes paroles de gratitude qui traduisent la pensée de la France, il s'écrie : « Je voudrais que le pays le comprît tout entier, et que, de son sein, s'élevât vers ses glorieux soldats, un cri de reconnaissance et d'amour. Je voudrais, surtout que là-bas ils eussent, ces sauveurs de la patrie, ces héros de la civilisation, la certitude que la France admire leur œuvre et la comprend (1). » La France tout entière n'allait pas tarder d'applaudir à cet hommage...

Bordeaux, 12 septembre 1914. — Comment dire? Quels mots trouver? Ils sont en pleine retraite, et sur la gauche, entre Reims et Soissons, cette retraite est une déroute... Ah! il faut s'imaginer cela, le tableau tragique et d'une grandiose horreur... *Ça y est...* Les canons s'empêtrent dans la marche en arrière, les chevaux tombent, les voitures s'entassent. *Hardi les enfans! Poussez!* « Tout est vôtre, » comme criait Jeanne d'Arc aux siens le jour de Patay.

Alors, comprenez-vous la joie, l'ivresse, l'orgueil! c'est la poursuite. *La poursuite des Allemands sur le sol français!* Imaginez l'enthousiasme, la griserie. Plus de fatigue, plus de regards à ceux qui tombent! Il faut les atteindre, ramasser les traînards, couper les traits des canons, et, surtout, les empêcher de repasser la Marne, qui paraît là, tout près, au bout du champ de bataille.

Ah! la belle histoire! *Et dire que nous ne sommes pas là, nous les vieux, les vaincus, les victimes,* pour jouir de cette revanche, attendue depuis quarante-quatre ans!

Et le lendemain :

Notre victoire! Enfin il est permis de les écrire, ces mots glorieux et libérateurs, qu'hier encore, imaginant la poursuite, je n'osais prononcer tout haut, tant l'école de la guerre nous a rendus rebelles aux prompts enthousiasmes...

(1) *La guerre de 1914*, p. 101, 119, 143, 147, 152.

Ah! il a raison, notre Joffre, de nous ouvrir enfin les lèvres, afin que nous puissions crier notre victoire. Elle est plus grande, sans doute, que nous ne la mesurons nous-mêmes. Demain verra de grandes choses (1).

Demain ne vit pas toutes les grandes choses qu'escomptait Albert de Mun. Demain vit commencer cette interminable guerre de tranchées qui allait mettre à une si dure épreuve la patience française. Albert de Mun eut, comme nous tous, quelque mal à s'y faire. Mais la grandeur du but à atteindre le préservait de toute lassitude et lui servait à bander toutes les énergies, à relever tous les courages. La bataille de la Marne était à peine achevée qu'il écrivait : « L'Allemagne joue sa vie comme nous. Ces parties-là ne se règlent pas en un jour, ni en une bataille. » Obstinément, il replaçait sous nos yeux le *Delenda Carthago* qui devait être, selon lui, l'unique solution raisonnable de cette guerre effroyable : « la destruction de la puissance germanique, » c'était pour lui un axiome, dont aucun sophisme ne devait dénaturer la clarté. « Nous subissons, malgré nous, disait-il, une guerre affreuse et sans merci, nous versons, par tous les pores, le sang de la patrie. Il faut que ce soit pour assurer aux générations qui viennent un siècle de paix, de repos et de prospérité. Elles ne le trouveront que dans le définitif écrasement de l'ennemi qui, depuis quarante ans, piétine notre cœur (2). » Cette farouche résolution est devenue celle de tous les Français, et nul n'aura plus fait qu'Albert de Mun pour nous l'implanter dans le cœur.

A cet épuisant régime d'émotions et de labeur, son cœur s'usait, et des crises, chaque jour plus fréquentes, l'avertissaient du péril. Il n'en avait cure, se dérobant aux conseils de prudence, se refusant à suspendre ou diminuer son effort. Il voulait aller jusqu'au bout de son devoir, et le devoir pour lui confinait à l'héroïsme. Au reste, que lui importait d'abréger sa vie? Son œuvre n'était-elle pas achevée? N'avait-il pas eu l'honneur de collaborer de toute son âme au « miracle français » dont il avait été le généreux prophète? N'avait-il pas, de ses yeux de chair,

(1) *La guerre de 1914*, p. 174, 175, 181.
(2) *Id.*, p. 185, 227.

vu la victoire qu'il n'avait cessé de prédire? Ne pouvant mourir sur le champ de bataille, pouvait-il souhaiter une plus belle mort de soldat que de tomber, la plume à la main, pour son pays? Un soir d'octobre, son article du lendemain achevé, la mort le prit doucement, l'enlevant à la tendresse des siens, au respect et à l'admiration reconnaissante de la France entière. Ce fut un deuil national. Il n'avait plus d'adversaires, et ceux qui le combattaient la veille ne furent pas les derniers à lui rendre hommage. Bordeaux lui fit de magnifiques funérailles. Académiciens, ministres, sénateurs, députés, ambassadeurs, le Président de la République en personne, tout ce qui représentait et aimait la France se donna rendez-vous derrière son cercueil. Chacun sentait qu'une des grandes voix de la patrie venait de s'éteindre. Les douleurs individuelles s'élargissaient et s'épuraient dans la religieuse émotion collective. On songeait à l'harmonieuse unité de cette existence, si pleine de hautes pensées et de bonnes œuvres, à cette noble fin de chevalier chrétien et français, qui avait toute la vertu et tout le sens agissant d'un symbole. On se disait que, même achevée, cette vie était encore créatrice d'union, d'énergie, de sacrifice et d'espoir. Au dire de tous les assistans, ces sentimens se lisaient sur tous les visages de la grande foule anonyme et recueillie qui se pressait autour de cette tombe. Et le mot qu'il fallait dire a été prononcé par un soldat, répondant à un camarade qui demandait à connaître le héros de ce long cortège : « C'est M. de Mun, celui qui consolait nos mères. »

VICTOR GIRAUD.

LA
RIVE GAUCHE DU RHIN[1]

II

L'OPPOSITION A LA PRUSSE ET LES FLUCTUATIONS DE LA POLITIQUE FRANÇAISE (1848-1870)

I. — LA RÉVOLUTION

On connaît les faits généraux de la Révolution allemande de 1848. A Berlin, l'émeute éclata le 18 mars et mit en péril la monarchie, de telle sorte que le roi convoqua une Assemblée qu'il chargea de voter la constitution promise depuis 1815. Mais cette Assemblée fut dissoute le 10 novembre par le ministère de réaction Brandenbourg, et Frédéric-Guillaume IV, de sa propre autorité, octroya à ses sujets le statut qu'ils lui réclamaient : les articles du 6 décembre, très fortement modifiés en 1849, ne furent appliqués que le 31 janvier 1850. D'autre part, les aspirations unitaires provoquèrent la réunion à Francfort d'un Parlement constituant qui tenta d'organiser l'Allemagne en un État fédératif. Ce Parlement de Francfort, réuni le 18 mai 1848, créa un pouvoir central provisoire, le Vicariat d'empire, auquel fut appelé l'archiduc Jean d'Autriche; la Diète, qui représentait les princes, fut abolie, et les députés rédigèrent

(1) Voyez la *Revue* du 1er octobre.

une constitution allemande qu'ils votèrent le 28 mars 1849. Tous les États germaniques devaient être groupés sous le sceptre d'un empereur, assisté de ministres responsables. La question était pourtant de savoir si l'Autriche ferait partie de cette combinaison : dans ce cas, on fonderait la grande Allemagne, tandis que, si elle en était exclue, seule était possible une petite Allemagne. Les partisans de celle-ci l'emportèrent. Le 28 mars, le roi de Prusse fut élu empereur, mais il refusa la couronne et la constitution le 3 avril, ne voulant pas tenir son pouvoir du peuple. Le Parlement de Francfort, réduit à quelques députés, se retira à Stuttgart où il fut dispersé. L'insurrection se déchaîna en plusieurs points de l'Allemagne, à Dresde, surtout en Bade et dans le Palatinat. Elle fut écrasée, et l'on rétablit l'ancienne Diète le 10 mai 1850.

Ces événemens, qui ont attesté la profonde désunion des États germaniques, ont eu leur répercussion ou leur théâtre sur la rive gauche du Rhin. La fermentation y commence aussitôt que se répandent les nouvelles de Paris. Le 27 février 1848, Trèves réclame une constitution. Le 2 mars, Cologne s'agite à la voix des ex-lieutenans Anneke et Willich, du médecin Gottschalk, et de François Raveaux. Le 5, Aix-la-Chapelle manifeste, et, quelques jours après, Bonn et Düsseldorf prennent position. Dans la Révolution de Berlin, les Rhénans jouent un rôle considérable, car, dès le début de mars, Cologne et trente-quatre autres villes de la région ont envoyé au roi une députation chargée de défendre le point de vue libéral. D'un bout à l'autre de la crise, les démonstrations se succèdent : il s'agit pour nous d'en montrer le sens et la portée.

Divers symptômes pourraient faire croire que les populations de la rive gauche ont été animées par la passion unitaire et qu'elles se sont senties profondément allemandes. Il est vrai qu'un agitateur comme Robert Blum et un teutomane comme Venedey, tous les deux Rhénans, ont été députés à Francfort. Il est exact qu'en maints endroits le lied pangermaniste de Arndt, *Was ist des Deutschen Vaterland*, a été chanté par la foule; que le drapeau de la grande Allemagne, noir, rouge et or, a été arboré sur les édifices municipaux à Aix-la-Chapelle, Bonn, Düsseldorf, Cologne, Trèves, et ailleurs encore; que les comités électoraux de la rive gauche ont réclamé la création d'une flotte nationale; que l'archiduc Jean a joui d'une grande

popularité dans les villes; enfin que la constitution de Francfort a été accueillie avec le plus vif enthousiasme dans tout le pays.

Pourtant il faut éviter de s'exagérer la valeur de ces manifestations. Venedey et Robert Blum n'ont pas représenté au Parlement germanique la cité qui les a vus naître : ils tenaient leur siège, l'un de Giessen, l'autre de Leipzig. Au contraire, Aix-la-Chapelle, Trèves et Cologne élisent des députés qui s'appellent W. Smets, L. Simon, et Raveaux. Le premier a chanté la gloire de Napoléon. Le second était républicain et mourut en exil après avoir été condamné à mort pour sa participation aux troubles de 1849. Le troisième, fils d'un Français qui sous l'Empire occupait les fonctions de garde-magasin à la citadelle de Deutz, avait été compromis dans l'émeute de 1846; c'est sur sa proposition que l'Assemblée de Francfort vota, le 27 mai 1848, la motion qui donnait la prééminence à la future constitution allemande sur toutes les constitutions des États particuliers, et cela au moment où la monarchie des Hohenzollern annonçait l'intention d'accorder aux sujets du roi le statut promis en 1815 : dans cette intervention de Raveaux nous ne pouvons voir qu'un acte de défiance vis-à-vis de la Prusse. Tranchons le mot : dans la vallée du Rhin la Révolution de 1848 est antiprussienne, et cela constitue l'un de ses caractères les plus évidens.

Elle est violemment antiprussienne. Comme telle, elle cache ses tendances séparatistes sous des dehors unitaires, par une apparente contradiction qu'il est facile d'expliquer. En effet, du moment que les populations font effort pour échapper à la tyrannie qui les écrase, il est naturel qu'elles cherchent un appui dans le pouvoir qui s'oppose le plus directement à celui de leurs maîtres. De là les démonstrations que nous avons énumérées en faveur de la cause dite « nationale. » Pourtant chacune de celles-ci, avant tout, est dirigée contre Berlin et la monarchie des Hohenzollern. Que dans l'amour que l'on témoigne à la cause allemande il entre, selon les circonstances, quelque parcelle de sincérité, voilà qui n'est pas dénué de vraisemblance, mais cet amour n'a jamais que la valeur d'un élément accessoire : la haine de la Prusse, toujours, est le sentiment qui domine.

Catholiques et démocrates s'entendent merveilleusement pour la même œuvre de libération. Ils ont le même programme, en somme, celui que présentent les libéraux à Francfort. Mais

justement ce programme est en contradiction avec les principes les plus chers au gouvernement prussien. Le 12 avril 1848, à la réunion de Wörrstadt, qui prépare les élections au Parlement germanique, les Rhénans demandent la réduction des armées permanentes, la diminution du nombre des fonctionnaires, la suppression des privilèges de la noblesse, la séparation des Églises et de l'État, l'indépendance mutuelle de l'école et de la religion, l'abolition de la censure, la liberté individuelle garantie, le droit de réunion et d'association. Toutes ces revendications sont dictées par le souvenir cuisant des maux soufferts depuis 1815; elles sont autant de coups droits portés à une monarchie où la noblesse, les fonctionnaires et l'armée sont les agens de la plus dure tyrannie, où l'État confond ses intérêts avec ceux d'une certaine confession, où les franchises civiques sont systématiquement refusées par une administration autoritaire et brutale.

Les catholiques ne dissimulent pas leur alliance avec les démocrates. Ils l'avouent même hautement au Congrès de Mayence, en octobre 1848, et ils en donnent comme raison qu'ils ne devaient pas repousser les armes nécessaires à leur défense. Le peintre Lasinsky, dans le discours qu'il prononce, expose pourquoi son parti a embrassé la cause de l'unité allemande et soutenu la politique de Francfort. « Quelques jeunes gens qui possèdent la confiance du peuple, dit-il, se mirent en devoir de tracer un programme : parmi eux il y avait quelques ennemis de l'Église, mais nous n'avions pas à choisir. Au moment du naufrage, tout le monde, amis et ennemis, se cramponne à la planche de salut. » Rhénan lui-même, il laisse parfaitement entendre que son catholicisme est surtout fait d'opposition à la Prusse, et il énumère les outrages subis pendant de longues années de servitude : « Aucun pays n'a plus souffert de la domination du fonctionnarisme prussien que la vallée de la Moselle. C'est grâce à cette oppression que cette riche contrée se trouve presque dans la misère... Rien d'étonnant dans la virulence de mon langage. Nous autres Trévirois, nous fûmes pendant des années honnis comme des vagabonds, des pèlerins paresseux. Pour nous défendre, nous sollicitâmes du gouvernement de fonder un organe. On nous répondit injurieusement que le besoin ne s'en faisait nullement sentir. Jusqu'à cette heure nous n'avons rien obtenu. C'est pourquoi nous avons perdu toute confiance dans les pouvoirs séculiers. » Les autres

orateurs rhénans exhalent les mêmes rancunes et font eux aussi le procès de l'administration prussienne. Lenning, chanoine à Mayence, sa ville natale, et Hardung, conseiller au tribunal de Cologne, rappellent avec indignation l'infâme traitement qu'a dû subir l'archevêque Droste.

On voit déjà ce qu'il faut penser de l'affirmation de K. Schurz, selon laquelle le mouvement unitaire de 1848 aurait raccommodé les Rhénans avec la Prusse. Si l'on recherche ce qui se produit dans la région pendant cette période, il apparaît clairement que la question nationale passe au second plan et qu'il s'agit avant tout de ruiner la puissance prussienne. Le gouvernement de Berlin s'en rendit d'ailleurs parfaitement compte : sa crainte de voir la province rhénane lui échapper fut telle qu'au cours de l'année 1849 il en nomma gouverneur le « prince Mitraille » en personne : le futur Guillaume Ier vint alors s'établir à Coblence.

Une première phase est celle qui s'étend des premiers jours de mars au début de juin 1848; elle embrasse le soulèvement initial, les répercussions des événemens de Berlin, les élections, toute l'agitation que provoque la réunion de l'Assemblée de Francfort. Viennent ensuite quelques manifestations isolées. Un dernier groupe de faits prend place au moment où Frédéric-Guillaume IV refuse la couronne impériale et dans les semaines qui suivent. Quoique les monographies publiées soient peu nombreuses et qu'elles présentent de fortes lacunes, — souvent intentionnelles, — elles nous en disent assez pour que nous soyons pleinement édifiés.

A Aix-la-Chapelle, au mois de mars 1848, la population tourne sa colère contre le 34e régiment d'infanterie dont les hommes sont recrutés en Prusse, à Dantzig et à Elbing. Le 15 avril, les habitans prennent d'assaut le poste de garde sur le marché; le 16, ils assiègent la caserne; le 17, ils attaquent les troupes à coups de pierres; les soldats tirent et tuent deux personnes, tandis qu'une charge de dragons fait quarante prisonniers. Les membres du Landtag-uni, dès les premiers jours de la fermentation révolutionnaire, par l'intermédiaire du président supérieur de la province, ont supplié le roi d'accorder sans retard au peuple pleine et entière satisfaction, sous peine de voir éclater partout des conflits sanglans. C'est l'armée prussienne qui est l'ennemie, et de Trèves à Emmerich, le sentiment

universel applaudit à l'humiliation qui lui est infligée pendant les troubles de Berlin. A Bonn, où Kinkel, le 18 mars tient un grand discours sur les marches de l'hôtel de ville, à Crefeld, à Clève, à Coblence, ailleurs encore, seule la crainte d'une fusillade fait reculer les manifestans. Aussi la haine qu'inspirent les soldats de Frédéric-Guillaume IV en est-elle accrue. Elle rejaillit sur la maison royale : Pierre Reichensperger raconte qu'il a assisté à Coblence, sur le Florinsmarkt, à une réunion populaire où le « prince Mitraille, » violemment pris à partie comme chef de la camarilla antidémocratique, a été déclaré déchu du trône. L'agitation, dans la ville de Cologne, revêt le même caractère : au début de mars, Raveaux provoque une pétition demandant l'abolition des armées et l'armement du peuple; des manifestations ont lieu; elles sont dispersées par les troupes prussiennes qui arrêtent les orateurs; l'opinion exaspérée ne voit plus de recours qu'en la république. Aussi la joie est-elle immense lorsque l'on apprend la défaite de la monarchie; dans les cafés, dit Brüggemann, ce ne fut qu'un cri : « La Prusse est brisée, et la royauté de Berlin est morte. »

A Trèves, dès que le mouvement se dessine, le gouvernement s'empresse de faire partir le 30e régiment d'infanterie, recruté dans le pays, et de le remplacer par le 26e dont les hommes sont originaires de l'Est. Pour leur défendre le passage, la foule ferme les portes; mais les troupes les enfoncent, font quelques décharges et passent. Alors l'indignation est à son comble; on parle de chasser les soldats « étrangers; » on forme une garde civique pour les mettre en échec, et on donne l'assaut à la maison d'arrêt où l'on délivre quelques pauvres diables emprisonnés par l'administration pour vol de bois. Dans une grande réunion tenue le 26 mars, un républicain nommé Grün fait en termes impétueux le procès de la monarchie prussienne. Le 2 mai, après les élections, un nouvel accès de fureur soulève le peuple contre le 26e régiment; des barricades surgissent, des coups de feu sont échangés, il y a deux morts parmi les habitans.

Düsseldorf connaît des journées pareilles. Le début de mars se passe dans un malaise général et l'on sent gronder la révolte. Elle éclate lorsque les nouvelles de Berlin arrivent. Aussitôt les auberges s'emplissent d'une foule en fête qui acclame la déroute royale et chante des chansons séditieuses; on promène

les couleurs allemandes et on les hisse à l'hôtel de ville; des cortèges parcourent les rues, torches allumées, au milieu des salves de fusils et de pistolets. Tandis que l'incendie illumine le ciel du côté de Neuss, et que le mouvement se propage à Mülheim, à Lübbecke, à Gütersloh et à Elberfeld, les troupes de la garnison sont insultées, sifflées, poursuivies par des cris injurieux : « *Preussen! Saupreussen!* Prussiens! Cochons de Prussiens! » Le gouvernement alors concentre de forts contingens, mais, comme la situation politique est très mauvaise, il diffère sa répression, et les soldats se retirent après avoir fait des sommations impuissantes. La population et l'armée se défient mutuellement : *Saupreussen*, clament les uns, et les autres répondent en chantant l'hymne connu : « *Ich bin ein Preuss; kennt ihr meine Farben?* Je suis Prussien; connaissez-vous mes couleurs? » Les civils, la nuit, tuent ou blessent les soldats attardés.

Mayence n'est pas moins troublée. C'est une forteresse fédérale, où tiennent garnison des Autrichiens, des Badois, des Hessois, et des Prussiens. Ces derniers sont exécrés. Le 22 mars, deux artilleurs qui se rendent au casino militaire sont entourés par les habitans aux cris de « Mort aux Prussiens! » Les Mayençais organisent des quêtes pour les Polonais persécutés par la monarchie des Hohenzollern, et les journaux, la *Mainzer Zeitung* comme le *Mainzer Demokrat*, attaquent avec véhémence le roi Frédéric-Guillaume IV, le despotisme militaire et bureaucratique de son gouvernement. Au mois de mai, le sang coule. Citoyens et soldats prussiens se battent le 19, le 20, le 21 et le 22, d'abord à coups de poings, puis les armes à la main. Les Mayençais chantent un chant de circonstance, où ils invoquent l'aide des chefs révolutionnaires :

Hecker, Struve, Zitz und Blum,
Kommt und bringt die Preussen um!

« Accourez, Hecker, Struve, Zitz et Blum, accourez et écrasez les Prussiens! » Il y a des victimes des deux côtés : 4 soldats sont tués et 25 grièvement blessés; 5 citoyens sont blessés, dont 3 grièvement. Les Prussiens désarment aussitôt la garde nationale : le 23, leur chef fait occuper les remparts par la garnison et braque ses canons sur la ville; ses hommes blessent encore un marchand de beurre et tuent un jeune garçon. Telle fut cette émeute ou *Preussenkrawall* qui laissa d'amères rancunes.

De juin 1848 à avril 1849, les passions s'assoupissent un peu. Pourtant les sentimens ne changent pas, et il suffit, pour s'en convaincre, de suivre les événemens qui se déroulent dans la seule ville de Cologne. En août a lieu la fête du sixième jubilé séculaire de la fondation de la cathédrale. On a organisé une grande cérémonie où l'on a convié le Parlement de Francfort, ainsi que le vicaire de l'empire, et à laquelle Frédéric-Guillaume IV, comme souverain de la province, n'a pu se dispenser de promettre sa présence. Comme il faut s'y attendre, la population manifeste en l'honneur de l'unité allemande. L'archiduc Jean descend le Rhin, suivi du Parlement, débarque à Cologne où la garde nationale lui rend les honneurs, et répond au discours du bourgmestre : « Vous avez nommé, dit-il, la cathédrale de Cologne le symbole de l'unité allemande; elle l'est : elle doit l'être! L'œuvre que nous devons accomplir pour le salut de l'Allemagne, notre patrie, doit être grande, gigantesque comme votre cathédrale elle-même. »

Pendant ce temps, le roi de Prusse était en route. Il avait fait savoir qu'il arriverait à Düsseldorf le 14 août. Quelques membres de la municipalité auraient voulu qu'on s'abstînt de le saluer au nom de la ville; néanmoins, une députation se rendit à la gare. La garde civique prit les armes, mais avec des effectifs très réduits, car un grand nombre d'hommes avaient refusé d'obéir aux ordres donnés. L'accueil fut tel que le roi poursuivit immédiatement son chemin, au milieu des coups de sifflet et des injures. Le soir, sur la place du Marché, bourgeois et militaires prussiens en vinrent aux mains, et un soldat du 13e régiment fut tué : c'est à peine si l'on put éviter une bataille rangée entre la troupe et la garde civique.

A Cologne, Frédéric-Guillaume IV n'eut pas une réception beaucoup plus chaude. L'archiduc Jean se porta à sa rencontre au milieu des acclamations. « Quelques minutes après, nous dit Charles de Sainte-Hélène, lorsqu'il revint avec le roi de Prusse à sa gauche, tous deux à pied, ainsi que leur suite, je n'ai pas entendu un seul : Vive le roi! » L'humiliation, constate le même auteur, fut sans précédent, et d'autres manifestations marquèrent la haine que les Colonais vouaient à la Prusse.

Dans les derniers jours de septembre, leur mécontentement détermina un sérieux conflit. L'autorité avait résolu d'arrêter le référendaire Becker, chef de peloton à la 9e compagnie de la

garde civique, Wachter son capitaine, Schapper, correcteur d'imprimerie, et Moll, président par intérim de l'Union des Travailleurs. Elle avait mis la main sur Becker et Schapper, mais les autres lui avaient échappé; la population, furieuse, avait dévalisé les boutiques des armuriers et démoli les échafaudages de la cathédrale pour construire des barricades. Alors la police voulut réquisitionner 1 000 hommes de la garde nationale pour s'emparer de Wachter et de Moll, mais le bourgmestre refusa de signer l'ordre qu'on lui présentait. Le commandant de la place fit donc appel aux troupes prussiennes et menaça de bombarder la ville. Après quelques bagarres pendant lesquelles des coups de feu furent échangés, l'ordre se rétablit. Le 26 au matin, les barricades étaient détruites, l'état de siège proclamé, la garde civique dissoute et désarmée, tandis que les soldats patrouillaient dans les rues d'un air provocateur, sous la protection de canons mis en batterie à Deutz. Ces scènes tumultueuses n'accrurent pas le loyalisme des habitans.

Nous approchons du dernier acte du drame. Le refus par Frédéric-Guillaume IV d'accepter la couronne impériale détermine l'insurrection des pays rhénans. A Cologne, la municipalité convoque des délégations des autres villes de la région pour délibérer. La terreur de retomber sous le joug abhorré est telle que l'on est prêt aux dernières résolutions. L'assemblée déclare donc qu'elle accepte la constitution de Francfort, somme la Prusse d'en faire autant et formule les plus graves menaces. Le gouvernement répond en décrétant la mobilisation totale du corps d'armée rhénan. A Cologne, les mesures sont si bien prises que la population est tout de suite impuissante. Mais partout, les hommes de la landwehr refusent d'entrer au dépôt. De Bonn, Kinkel combine un coup de main sur l'arsenal de Siegburg et il échoue dans sa tentative. En revanche, à Iserlohn et à Elberfeld, les insurgés sont maîtres de la situation pendant quelques jours. A Düsseldorf, c'est le tocsin qui donne le signal de l'émeute. Des barricades se dressent, surmontées du drapeau rouge. Non contents de fusiller les Prussiens, bourgeois et ouvriers leur lancent des pierres, des tuiles, des immondices et les insultent. Au bruit des cloches qui sonnent sans désemparer, les troupes amènent du canon et prennent d'assaut les barricades de la Kommunikation et de la Flingerstrasse. Le 10 mai, tout est fini : vingt citoyens ont été tués, beaucoup

ont été blessés, et l'autorité procède à de très nombreuses arrestations. Pendant ce temps, dans la région de la Moselle, l'agitateur Grün force et pille la citadelle de Prüm avec l'aide d'hommes de la landwehr révoltés qui verront fusiller trois des leurs le 14 octobre dans les fossés de la forteresse de Sarrelouis.

Mais ce ne sont là que de brefs épisodes. Alors que les restes du Parlement de Francfort se sont réfugiés à Stuttgart où ils ont constitué une régence de cinq membres parmi lesquels figurent Schüler, de Deux-Ponts, et Raveaux, la résistance, encouragée par ces libéraux irréductibles, se transporte en Bade et dans le Palatinat. Les révolutionnaires ennemis de la Prusse, et qui ont été refoulés du Nord par les troupes de Frédéric-Guillaume IV, se rassemblent dans le Sud. Leur armée se monte bientôt à 30 000 hommes environ. Elle embrasse la presque totalité des forces badoises et les contingens du Palatinat soulevés contre la Bavière, auxquels se sont réunis beaucoup de Rhénans sujets de la Prusse; à Mayence, où l'on n'a pas oublié l'émeute de mai, Zitz forme sept compagnies de Hessois qui se joignent aux insurgés. Malheureusement, cette armée ne possède qu'un armement défectueux, elle est peu instruite, et quelques semaines suffisent pour qu'elle soit complètement vaincue.

Nous avons prouvé que la Révolution de 1848, dans la vallée du Rhin, a revêtu un caractère nettement antiprussien. Il nous reste maintenant à démontrer qu'elle a eu des tendances françaises, et nous le ferons sans peine, encore que les chefs du mouvement aient été contraints à une certaine discrétion et qu'au delà de nos frontières les historiens modernes passent le plus souvent sous silence tout ce qui blesse leur patriotisme ombrageux. D'une façon générale, on peut dire que les démocrates avancés ont souhaité le secours de la France, et qu'en elle seule, justement parce qu'elle s'était constituée en République, ils ont vu la force active capable de faire triompher leurs idées. Quel devait être le prix de son intervention? La rive gauche du Rhin sans doute, car nul n'ignorait en 1848 à quel point les populations arrachées à la France en 1815 détestaient la tyrannie prussienne. Le sacrifice eût semblé mince, s'il avait été compensé par une aide efficace. Assurément, quelques révolutionnaires ont marqué une certaine réserve : il s'en est même trouvé pour écrire que la seconde République accorderait

aux démocrates allemands son plein concours sans songer à en retirer le moindre avantage. Jusqu'à quel point étaient-ils sincères dans cette affirmation? Jusqu'à quel point ne cherchaient-ils pas à mettre d'abord leurs compatriotes devant le fait accompli, sauf à leur faire accepter plus tard la solution qu'ils entrevoyaient déjà? On peut se le demander, quand on voit que cette idée est défendue par W. Schulz, un Hessois de Darmstadt, originaire par conséquent d'un pays où l'on était alors francophile, ancien officier de la Confédération du Rhin en 1812, réfugié politique à Nancy en 1832, député à Francfort en 1848, et l'un des irréductibles qui se retireront à Stuttgart. Croit-il vraiment, comme il l'écrit, que la France défendrait volontiers l'Allemagne contre la réaction septentrionale et renoncerait à tout profit? Ou bien ne faut-il pas prendre ses déclarations comme une demande d'intervention doucement suggérée, et W. Schulz, en fin de compte, ne se rallierait-il pas au programme d'un Heinrich Laube à la même date : *Freiheit mit Mass, Einigung des deutschen Vaterlands, auch mit Opfern*, ce qui se traduit ainsi : Liberté avec mesure, unité de la patrie allemande, *même au prix de sacrifices?* Il est permis de le croire.

Notre abstention nous fit le plus grand tort. Notre défection, — pour rendre exactement la pensée publique, — suscita contre nous quelques rancunes et un peu de mépris, et la circulaire de Lamartine aux agens diplomatiques de la France à l'étranger causa dans les milieux libéraux une amère déception : « La guerre, disait ce document en date du 2 mars 1848, n'est pas le principe de la République française, comme elle en devint la fatale et glorieuse nécessité en 1792. La République française n'intentera la guerre à personne. Elle ne fera point de propagande sourde et incendiaire chez ses voisins. » Que cette décision ait été extrêmement sage et qu'elle ait épargné à la France un désastre en lui évitant une lutte contre l'Europe coalisée, voilà qui est l'évidence même, mais beaucoup de démocrates allemands ne voulurent pas s'en rendre compte.

La rive gauche du Rhin nous attendait et les faits parlent clairement. La députation qui se présente devant Frédéric-Guillaume IV, au début de mars 1848, le menace de sécession s'il n'accorde pas la constitution promise. A Cologne, nous dit K. Schurz, on chante *la Marseillaise* dans les rues et les bras-

series, ce que confirme O. Hartmann, qui nous indique d'un mot les tendances secrètes de cette agitation : « Surtout dans le pays rhénan, écrit-il, dont les habitans se sentaient Prussiens par obligation *(Musspreussen)*, les nouvelles de Paris eurent un effet foudroyant... On menaça de se réunir à la France. » A Trèves, les hommes qui jouent un rôle pendant toute cette période sont animés de sympathies pour nous. L'agitateur Grün, qui organise la manifestation du 26 mars, a longtemps habité Paris où il a des amitiés politiques. Deux jours avant, quand on a formé la garde nationale, c'est Recking, dont le grand-père était maire de la ville sous Napoléon, qui en a pris le commandement. Sur les véritables sentimens de la région mosellane, le discours prononcé par Lasinsky au congrès catholique de Mayence, malgré ses formes enveloppées, jette un jour fort cru. La voix de ce peintre s'élève contre la Prusse, et ses plaintes ont une portée politique : « *Nous confinons à la France, à la Lorraine et au Luxembourg*. Les gens des bords de la Moselle, et à Trèves en particulier, sont taciturnes, mais ils pensent beaucoup et profondément. *L'oppression conduit le peuple à toutes les extrémités.* »

Désire-t-on un aveu plus net encore? A Mayence, la *Mainzer Zeitung* qui, le 30 mars 1848, a sommé la chambre hessoise de déclarer au roi de Prusse que le peuple rhénan ne voulait rien savoir de lui, et qui multiplie ses attaques contre le « prince Mitraille, » imprime ces mots décisifs à la date du 4 mai : « Dans la vallée du Rhin, l'aversion pour la France disparaît de jour en jour, en même temps que s'évanouit la confiance en l'Allemagne. » Lorsque Frédéric-Guillaume IV a refusé la couronne impériale, le congrès des municipalités rhénanes réuni à Cologne vote une résolution qui contient cette phrase : « Les soussignés, pour conclure, expriment leur conviction que, si l'on ne veut pas tenir compte de leurs remontrances, la patrie court les plus graves dangers, que ces dangers peuvent même aller jusqu'à mettre en péril l'existence de la Prusse telle qu'elle est présentement constituée. » Le vote est du 5 mai 1849. Quelques jours plus tard, le Palatinat et Bade se soulèvent. C'est vers la France que se tournent les insurgés. C'est à elle qu'ils demandent des officiers et des armes. Mais elle ferme ses frontières et interdit même l'exportation par la Suisse. Les négociations continuent pourtant, mais nous ne répondons que

par un refus à un dernier appel : « La tentative du gouvernement provisoire, écrit Paul Flathe, de placer le Palatinat sous le protectorat de la France, fut repoussée à Paris. »

Il nous reste à dresser le bilan de la Révolution allemande. Elle n'a pas été complètement vaine, et la Prusse elle-même a dû faire des concessions. Pourtant, celles qu'elle a consenties l'ont été avec tant de restrictions, et elles ont donné si peu le sentiment qu'elles étaient définitives, que le pays rhénan a persisté dans sa farouche opposition. A Berlin, les partis réactionnaires avaient parfaitement compris que Frédéric-Guillaume IV, en rompant avec le Parlement de Francfort, leur donnait la victoire. En conséquence, ils réclamèrent aussitôt la suppression de la constitution et le retour aux anciennes formes de gouvernement. Le roi ne voulut pas revenir sur sa parole, mais il résolut de modifier le statut octroyé de telle sorte que la Prusse demeurât monarchie conservatrice, et il publia la loi électorale des trois classes ou *Dreiklassenwahlgesetz* du 30 mai 1849, encore en vigueur aujourd'hui, qui assurait à la couronne un Landtag docile. Les libéraux, indisposés par cette mesure, signifièrent qu'ils s'abstiendraient dans les élections. Ce fut donc une chambre réactionnaire, réunie à Berlin, qui fut chargée de reviser la constitution du 5 décembre 1848. Quelques-unes des libertés conquises subsistèrent. Tous les Prussiens étaient proclamés égaux devant la loi. Les tribunaux d'exception et les peines administratives étaient supprimés, les jurys criminels promis même pour les affaires de presse, l'indépendance des juges assurée, les conflits de compétence remis à la décision d'une cour spéciale, tous leurs droits de police et de juridiction enlevés aux grands propriétaires terriens. Conformément aux indications données par le Parlement de Francfort, la monarchie prussienne reconnaissait le libre exercice du culte catholique, l'autonomie de l'Église, l'indépendance des évêques dans leurs rapports avec les fidèles ; elle se désistait de toute participation à l'administration des diocèses, soit quant aux personnes, soit quant aux biens. De plus, d'autres articles établissaient le droit de réunion, l'abolition de la censure en matière de presse, l'interdiction des fiefs, des majorats et des privilèges fiscaux. Enfin, les recettes et les dépenses de l'État devaient être rendues publiques par un budget qui serait soumis à l'approbation des députés.

Mais le Landtag à qui incombait la revision avait supprimé pour l'armée l'obligation de prêter serment à la constitution, et la haute direction de l'Église évangélique était remise à la couronne. Quoiqu'ils eussent obtenu une certaine indépendance confessionnelle et que la surveillance de leurs écoles primaires eût été confiée au clergé catholique, les Rhénans se rendaient parfaitement compte que la Prusse était toujours la même et que les concessions religieuses avaient leur source dans le désir d'enrôler les prêtres au service de la réaction. D'inquiétantes réserves ménagées dans le texte, quelques lacunes que devaient combler des règlemens futurs, tout cela inspirait à la population des sentimens de grave insécurité. On aimait à dire que la tyrannie russe était plus franche que l'oppression prussienne. Surtout, on savait que le souverain avait personnellement pesé sur les décisions du Landtag, et que, sur sa demande expresse, de nouvelles restrictions avaient été votées. Le malaise s'accrut encore lorsque la constitution fut promulguée et que le Roi prêta serment : « La constitution, dit-il, est née dans une année que la fidélité des générations futures voudra effacer de l'histoire de Prusse à force de larmes, et partout encore elle porte le stigmate de son origine. Amendée comme elle l'est, cependant, je puis la jurer. Je le puis, dans l'espoir que l'on me rendra possible de gouverner avec elle. »

Le ministère Manteuffel, formé le 6 novembre 1850, s'efforce de mater la démocratie avec l'aide des orthodoxes protestans qui décidément sont les maîtres. Les conservateurs prussiens, acharnés dans l'assouvissement de leur vengeance, profitent de l'ordonnance du 5 juin 1850, qui limite à nouveau la liberté de la presse, pour entamer de nouveaux procès, et, en même temps, ils poursuivent tous les délits politiques commis pendant la Révolution. Nombreuses sont les condamnations dans le pays rhénan. La *Gazette de Trèves* est supprimée et la *Gazette de Cologne*, qui va bientôt se résoudre à devenir définitivement l'avocat de la Prusse, se sent en péril. A Berlin, la *Gazette de la Croix* reproche aux journaux rhénans de fausser l'opinion et de la franciser. Le 16 août 1851, Frédéric-Guillaume IV passe à Cologne. Outré de l'opposition que son gouvernement rencontre, il répond à une délégation de la municipalité par un flot de paroles comminatoires : « Je ne suis pas venu pour vous faire des complimens, mais pour vous dire la vérité et toute la

vérité. Je sais que vous êtes très sensibles sur le chapitre de votre presse. Mais il est nécessaire que cesse votre aveuglement. Il ne laisse naître ni confiance ni attachement, mais il crée la discorde dans la ville et dans l'État. Tâchez de bannir cet esprit d'hostilité. Faites en sorte de vous améliorer... Il est temps que cela finisse, ou bien c'est moi qui vous corrigerai ; j'en ai la volonté, et les moyens. Veillez à vous amender à bref délai. Sans quoi nous ne resterons pas bons amis, et je vous garantis que j'aurai recours aux mesures les plus rigoureuses. »

Ce discours résume exactement la situation. Il prouve qu'après trente-six années de domination, la Prusse n'est pas plus avancée qu'au premier jour. D'une façon générale, les populations rhénanes n'ont pas encore accepté le destin que leur ont imposé les traités de 1815. Mais à ce moment un fait important se produit, et Napoléon III, en France, devient empereur. Son règne, avant la catastrophe de 1870, va fournir à la résistance de nouveaux alimens.

II. — LE SECOND EMPIRE

Pendant cette période, tandis que la Hesse et la Bavière font preuve d'une certaine indulgence à l'égard des survivances françaises, la Prusse, malgré tous les indices qui pourraient faire croire à la précarité de sa domination, s'efforce de s'implanter sur la rive gauche du Rhin : tant qu'elle occupe ces riches territoires, elle y lève des impôts qui profitent à tout le royaume, et elle y trouve des recrues qu'elle incorpore dans son armée. Elle ne change donc rien à ses méthodes ; elle agit sur l'opinion par l'enseignement et par une presse qu'elle subventionne ; elle inonde le pays sous le flot de ses immigrans, qu'elle appelle *Kulturträger* ou porteurs de civilisation ; elle tente de germaniser la Wallonie et décrète en 1863 la suppression absolue du français dans les actes administratifs du cercle de Malmédy ; elle remplace le 14 avril 1851 notre code pénal par de nouveaux textes qui, en donnant satisfaction aux Rhénans, préparent une invasion plus complète de la législation prussienne, et qui ne resteront en vigueur que pendant dix-neuf années.

Malgré l'oppression qu'ils exercent politiquement, les ministères successifs ne négligent pas l'organisation matérielle et économique de la province dans la même mesure qu'ils le

faisaient avant 1914 en Alsace-Lorraine. Les villes se développent, on y perce des rues nouvelles, on y construit des monumens d'utilité publique. Le réseau des routes s'accroît et de nouveaux ponts sont jetés sur les fleuves. La navigation du Rhin devient de plus en plus intense : alors qu'en 1838 le mouvement des marchandises n'était que de 12 870 656 quintaux métriques, il atteint en 1860 le chiffre de 102 091 432 quintaux transportés en 91 135 voyages. L'on crée aussi un service de vapeurs sur la Moselle, de Metz à Coblence. De grandes lignes de chemins de fer sillonnent la province, courent le long des fleuves, mettent le pays en relations avec la Westphalie et Berlin, avec la Hollande, la Belgique et la France.

L'essor industriel et commercial, aussitôt qu'il a commencé, ne se ralentit plus. Sans doute on constate une période de misère et de renchérissement de la vie qui s'étend de 1853 à 1857. Le cercle de Trèves n'y échappe pas plus que les autres, et pourtant, rien que dans la ville, le nombre des tanneries s'augmente de huit entre 1849 et 1858. Les statistiques prouvent que, dans les années qui ont suivi la Révolution, de nombreuses usines se sont ouvertes et que de nouveaux commerces ont pris naissance. C'est vers 1860 que l'on commence la fabrication des vins mousseux. La province exploite des carrières; elle possède des filatures, des verreries et des forges; elle produit des tissus, du papier, des armes, des articles en fer-blanc, de la fonte et de l'acier, des matières chimiques, des cordes, beaucoup de cuir apprêté, du chocolat, bien d'autres marchandises encore. Or, sur plus de soixante-dix maisons rhénanes qui participent à notre exposition de 1867, il y en a au moins quarante qui ont été fondées après la Révolution. Toutes ensemble, elles occupent plus de 50 000 ouvriers dont 9 500 appartiennent à l'usine Krupp.

Il est bien évident que toute cette prospérité industrielle attire à la monarchie quelques dévouemens. D'autre part, une conquête qui remonte déjà à des dizaines d'années emporte avec elle, du fait qu'elle dure, des adhésions toujours plus nombreuses. Les faveurs dont un gouvernement dispose, les profits dont il est la source, les places qu'il est maître de distribuer, tout cela provoque des capitulations. Il y eut donc des conversions et il était fatal qu'il en fût ainsi. S'il fallait donner un exemple de ces ralliemens, je choisirais volontiers celui du poète Simrock.

Il était né à Bonn en 1802 dans une famille où l'on ne parlait que le français, et son père, comme il le raconta en 1874 à L. Kaufmann, était un admirateur enthousiaste de Napoléon. Étudiant en 1818 dans sa ville natale, puis en 1822 à Berlin, il devint en 1823 auditeur, puis référendaire au service de la Prusse. Une poésie qu'il écrivit sur la Révolution française de Juillet le fit chasser de son emploi. Alors il s'adonna à l'étude de la vieille littérature germanique dont il traduisit en allemand moderne les plus anciens monumens. Professeur ordinaire à l'Université de Bonn dès 1850, il était désormais notre adversaire, et il agit par son enseignement sur plusieurs générations d'étudians.

Pourtant de telles conversions demeurèrent assez rares. C'est qu'en effet rien n'était changé dans l'attitude de la Prusse à l'égard des populations annexées. La guerre religieuse, sourde et hypocrite, ne cessa jamais. Les demi-libertés, accordées par la constitution, sont peu à peu subrepticement retirées, et toutes les vexations provoquent de l'irritation, souvent des manifestations hostiles.

La population est toujours française, non seulement dans les régions annexées par la Prusse, mais encore en Hesse et dans le Palatinat, et elle le demeurera pendant toute la durée du second Empire. En 1857, sur la demande du roi Maximilien de Bavière, Riehl écrit un gros volume sur le Palatinat. Comme il ne peut décemment crier à son protecteur le peu de loyalisme qu'il a constaté, il essaye de nier, ou bien il trouve des palliatifs et des formules consolantes. Selon lui, il est faux de penser, comme on le raconte, que les habitans de la région veulent devenir Français; ils ne se soucient ni d'être Français, ni d'être Prussiens, ni même d'être Allemands ou Bavarois; ils sont tout bonnement du Palatinat, et c'est comme tels qu'ils se sentent Bavarois ou Allemands. Pourtant, au milieu de ces déclarations, d'autres se font jour qui les démentent. Passant dans un cimetière juif, l'auteur y a vu des pierres tombales récentes, sur lesquelles l'écriture hébraïque était accompagnée de sentences françaises. Il remarque que les décrets et arrêtés français de grande voirie sont encore en vigueur dans tout le pays, que c'est de la Constitution de l'an III que les habitans font dater l'organisation politique de leur province, et qu'ils demeurent très attachés à tout ce que la France leur a apporté.

Partout sur la rive gauche, l'opinion est la même. En Prusse rhénane, elle s'est exprimée très clairement par l'attitude des populations lors des fêtes du cinquantenaire. « Une chose à remarquer, écrit notre ministre à Francfort en 1865, c'est que les seuls pays qui nous soient restés attachés sont ceux qui ont le plus souffert pendant les grandes guerres du commencement de ce siècle. C'est le Palatinat et une partie des provinces rhénanes; c'est surtout la ville de Mayence. » Ces affirmations sont tout autre chose que l'illusion d'un visionnaire ou la fantaisie d'un diplomate étranger qui veut plaire à ses chefs. Reculot, en effet, ne pèche que par trop de modération. Pendant tout le règne de Napoléon III, la France reste la grande patrie des Rhénans. Ils affluent chez nous. Les Hessois forment à Paris une importante colonie. Les ouvriers du Palatinat y sont très nombreux. Les jeunes filles de Trêves et de la Moselle y viennent chercher des places. Si les aveux enveloppés de Riehl ne paraissent pas assez probans, il y a d'autres textes, témoignages très nets de ceux des contemporains qui sont le mieux en situation de juger. En 1866, au moment où la guerre va éclater entre l'Autriche et la Prusse, Clovis de Hohenlohe ne se fait aucune illusion sur les sentimens des Bavarois rhénans, « peuple sans caractère, écrit-il dans ses *Mémoires*, et qui supporterait très bien de passer à la France. » L'année précédente, l'Université de Bonn a délibéré sur la question de savoir si elle devait créer une chaire pour un professeur de littérature française moderne. Elle s'y est refusée, après avoir pris connaissance d'un rapport du professeur Simrock, un rallié qui connaît bien ses compatriotes : « Pourquoi, déclare-t-il, avons-nous besoin d'un troisième maître, quand des hommes comme Diez et Delius s'occupent bien suffisamment de la langue et de la littérature françaises? Encourager l'étude de la langue et de la littérature françaises aux dépens de l'allemand est chose périlleuse justement aux bords du Rhin, où les sympathies françaises n'ont pas encore disparu. »

*
* *

De ce qui précède se dégage cette conclusion que les populations rhénanes ne sont animées d'aucun loyalisme germanique. Elles ne le sont pas à cause de leur aversion naturelle pour la Prusse, mais aussi parce que, dans l'opinion allemande

comme dans l'opinion européenne, Napoléon III jouit d'un immense prestige. Du fait qu'il règne, le statut de la rive gauche ne semble pas définitif. Il le semble si peu qu'à chaque instant les voix les plus diverses, amies ou ennemies de la France, en soulignent le caractère provisoire; car il suffit d'une visite de quelque Bonaparte à Berlin, ou d'un congrès de monarques, ou d'une démarche d'ambassadeurs, pour qu'aussitôt les journaux se demandent si l'on n'a pas discuté la question d'une cession prochaine, ou si même l'accord n'a pas été signé.

La popularité du second Empereur est extraordinaire, non seulement dans nos quatre départemens d'avant 1815, mais encore dans tous les États de l'ancienne Confédération du Rhin. D'abord, on voit en lui le souverain le plus puissant de l'Europe continentale, et la fabuleuse prospérité de la France éblouit l'Allemagne encore pauvre. C'est la France qui a organisé pour la première fois le pays rhénan; c'est d'elle que tout le progrès est sorti; c'est elle qui a donné la première impulsion au développement commercial et industriel de la région : sans doute décuplerait-elle encore la richesse, comme elle le fait chez elle, si les traités de Vienne étaient abolis. A Napoléon III s'attache aussi un intérêt sentimental : on sait qu'il parle couramment l'allemand, que son éducation est allemande, et qu'avant d'avoir vécu à Arenenberg, en Suisse, il a fait ses études en Bavière, au gymnase d'Augsbourg. Enfin et surtout il est un Bonaparte, le neveu et l'héritier du Grand Empereur, de celui-là même qui a été le vainqueur d'Iéna et le Protecteur de la Confédération du Rhin, que l'on a vu passer dans l'éclat de sa gloire à Cologne et à Mayence en 1804, à Düsseldorf en 1811.

Or, la restauration bonapartiste s'effectue en pleine période de culte napoléonien. Depuis 1815, d'innombrables poètes allemands ont chanté le Corse invincible, adversaire de la Prusse haïe, génie bienfaiteur de l'Allemagne occidentale et méridionale, champion du libéralisme, vengeur des peuples opprimés. A l'avènement du second Empereur, un long frémissement secoue toute l'ancienne clientèle germanique de la France. Les vétérans de la Grande Armée, westphaliens, badois, hanovriens, würtembergeois, bavarois, saxons et rhénans, peut-être constitués, à en croire Mansfeld, en une vaste fédération,

envoient aux Tuileries des adresses de fidélité. Des groupes depuis longtemps ont été formés dans toutes les villes de la rive gauche : celui de Mayence, en 1852, fait partir pour Paris son drapeau, accompagné d'une délégation, pour féliciter Napoléon III; dans cette même ville, jusqu'en 1870, nos vieux soldats, torches allumées, en bicorne et en manteau sombre, c'est-à-dire dans leur uniforme français ou dans une tenue qui le rappelle, ne manqueront jamais de monter une faction, le jour de la Toussaint, devant le monument qu'ils ont fait élever au cimetière à la mémoire de leurs camarades défunts. Une de ces sociétés existe à Cologne, une autre à Coblence : on y célèbre régulièrement le 5 mai et le 15 août.

Heine, le premier, a déclaré que les deux Napoléon ne sont qu'un seul et même homme, un être surnaturel appelé à sauver le monde et à libérer l'Allemagne des restes de la Sainte-Alliance. Une foule de publicistes reprennent cette thèse, et dessinent du second Empereur une figure idéale, avec des traits empruntés à la physionomie du vainqueur d'Austerlitz. Napoléon III a du génie; il est l'égal de son oncle et de Jules César, le plus profond politique de son temps, un économiste remarquable, un général hors ligne, enfin un héros complet. Souverain moderne, il donne à l'Italie l'indépendance et bat le tsar ami de la Prusse réactionnaire; il est le soldat de la révolution et en même temps le ministre des volontés divines : « L'homme providentiel qui gouverne la France, écrit Mansfeld, a une mission tracée qu'il lui sera donné de remplir. Tout, en effet, dans sa vie, nous montre le mortel prédestiné. » Or, cette mission consiste à orienter la France dans ses voies de jadis : « Elle joue un rôle de premier plan, écrit en 1860 un anonyme (1). Il semble que les temps de Louis XIV et de Napoléon pourraient bien revenir. » En d'autres termes, elle doit reconstituer l'ancienne Confédération du Rhin, et, pour prix de la protection qu'elle accordera aux États du Sud contre la Prusse, ceux-ci lui abandonneront la rive gauche. Les deux voyages que fait en Allemagne Napoléon III, le premier à Stuttgart en 1857, le second à Bade trois années plus tard, attestent son immense popularité. Il est accueilli par des foules en délire, aux cris poussés en français de : « Vive l'Empereur! » et les

(1) *Der Congress in Baden-Baden*, p. 4.

troupes qui le reçoivent déploient en son honneur les drapeaux de 1809, ornés de l'aigle impériale.

Lui, d'ailleurs, veut reprendre en Allemagne la place qu'y occupait le fondateur de sa dynastie. Il rallie autour de son trône les vétérans de la Grande Armée en créant la médaille de Sainte-Hélène, qui sera portée jusque dans les régions les plus lointaines du Hanovre et de la Saxe. Il a également le dessein de recouvrer les quatre départemens rhénans. Pour se les faire attribuer, Sybel raconte qu'il aurait proposé à lord Clarendon, lors du Congrès de Paris, une revision de la carte d'Europe. Au mois d'août 1857, à Osborne, il serait revenu à la charge auprès de la reine Victoria. En janvier 1866, il aurait pressenti sur le même sujet l'ambassadeur prussien. Quant aux démarches faites par Benedetti après Sadowa, elles sont dans toutes les mémoires.

La situation, dans les mois qui précèdent la guerre de 1866, est donc la suivante : d'une part, une Prusse haïe et redoutée, mais qui marche de toutes ses forces à la conquête de l'Allemagne; de l'autre, de petits États exaspérés contre elle, et qui se sont rejetés du côté de l'Autriche; enfin, au-dessus des deux partis, la France, dont l'intervention doit amener la victoire de celui qu'elle voudra bien soutenir. Les deux camps se disputent son aide et lui offrent les provinces rhénanes pour prix de ses services. Or, Napoléon III hésite, prête l'oreille aux ouvertures qui lui sont faites, mais reste énigmatique et muet jusqu'au moment où, à la dernière minute, il se décide à pencher faiblement pour l'Autriche. Ici commence une douloureuse histoire.

A Berlin, personne n'ignore que la rive gauche du Rhin est demeurée très française de sentimens. Guillaume Ier lui-même s'en rend compte, encore qu'il soit fort peu disposé à abandonner les territoires annexés par son père en 1815. Après les fêtes commémoratives d'Aix-la-Chapelle, il est repassé par Francfort; il y a rencontré Savigny, son ministre auprès de la Diète, et lui a exprimé tout son mécontentement de l'accueil qu'on lui a fait. Le comte de Reculot, qui nous représente là-bas, résume cette conversation, puis il ajoute : « Sa Majesté a témoigné le regret que M. de Bismarck ne l'eût pas accompagnée. L'année dernière, l'on avait attribué la réception assez froide faite au roi à la présence de ce ministre : cette année il

n'est pas venu, et l'attitude de la population a été presque hostile. » Donc, depuis qu'il avait été nommé gouverneur de la province rhénane en 1849, le roi n'avait pas conquis le cœur des annexés, au contraire de sa femme, la reine Augusta, qui leur avait marqué quelques prévenances. Cela, Guillaume Ier le savait, et Bismarck aussi. Dans ses *Pensées et Souvenirs*, où il récrimine sans cesse contre l'esprit français de sa souveraine, celui-ci résume une lettre qu'il a reçue, en 1863, du comte de Recke-Volmerstein : comme le roi avait formé le projet de venir cette année-là assister à un *Dombaufest*, des Rhénans ralliés lui écrivirent pour le supplier de n'en rien faire et de déléguer la reine, « qui serait reçue avec enthousiasme. » D'ailleurs, l'expérience de Bismarck remontait au temps de sa jeunesse, quand il était référendaire au gouvernement d'Aix-lá-Chapelle.

Depuis longtemps il a donc envisagé la cession éventuelle de la rive gauche, et il est prêt à y consentir, si ce sacrifice lui assure notre bienveillance. Non pas qu'il l'ait jamais avoué officiellement, car au contraire il l'a toujours nié, mais ses idées étaient de notoriété publique et elles provoquaient de continuelles allusions. Il n'en faisait pas mystère en particulier : les preuves sont là, abondantes et formelles; elles se renforcent de jour en jour, à mesure que les documens sortent des archives. Les motifs qui le déterminent sont les suivans : les provinces rhénanes résistent toujours à la domination prussienne; elles ne sont pas protestantes, mais catholiques; elles défendent toujours âprement les conquêtes qu'elles doivent à la Révolution française et à l'Empire; elles sont loin de Berlin et privées de communications rapides avec le centre de la monarchie. Le plan de Bismarck est donc celui-ci : il abandonnera ces populations rebelles, pourvu que le territoire de la Prusse se groupe autour de la capitale en une masse compacte; il lui suffira pour cela, avec l'assentiment de la France largement désintéressée, d'annexer la Saxe et le Hanovre ainsi que la Hesse : alors les possessions des Hohenzollern s'étendront sans interruption de Tilsitt à la ligne du Mein.

Il a manifesté ses intentions au diplomate saxon von Nostitz, au temps où il n'était encore que ministre à Francfort, puis, en 1863, au général Fleury. En 1864, il s'est efforcé, dans des conversations avec l'ambassadeur britannique, de prévenir une

alliance anglo-française : Londres ne pouvait rien offrir à l'Empereur pour payer son aide contre la Prusse, sinon la rive gauche que Napoléon III serait obligé de conquérir par une guerre coûteuse : « Celui qui peut donner les provinces rhénanes à la France, c'est celui qui les possède. Et le jour où il faudrait courir l'aventure, c'est nous qui pourrions mieux que tout autre marcher avec la France en commençant non pas par lui promettre, mais par lui donner un gage pour son concours. »

Au moment où les premières difficultés s'élèvent entre l'Autriche et la Prusse, Bismarck éprouve notre ambassadeur à Berlin, mais sans rien préciser, car la situation n'est pas encore critique : il sait, dit-il, quelle compensation nous réclamerions de lui (1). En octobre 1865, il part pour Biarritz, où il a une entrevue avec l'Empereur. Il a entamé des négociations avec l'Italie en vue d'une alliance, dans l'espoir peut-être de paralyser ainsi la France, ou tout au moins de l'incliner vers la Prusse. Il signe avec elle la convention militaire du 8 avril 1866, et alors, comme les agens italiens sont restés à Berlin, des conversations s'engagent qui sont du plus haut intérêt. Il est prêt à céder, s'il le faut, toute la rive gauche, et il le laisse entendre à Barral, ministre de Victor-Emmanuel auprès de Guillaume Ier. « On est excessivement préoccupé, écrit Barral, des négociations très actives qui se poursuivent entre la France et l'Autriche pour désintéresser l'Italie, et qui seraient allées jusqu'à l'offre de la ligne du Rhin à la France. A l'observation que je lui ai faite sur le danger d'une pareille offre par une puissance allemande, Bismarck m'a répondu par un mouvement d'épaules, indiquant très clairement que, le cas échéant, il ne reculerait pas devant ce moyen d'agrandissement. » Cette dépêche est du 6 mai 1866, et elle est confirmée par un mémoire du général Govone en date du 7.

Pourtant, poussé dans ses retranchemens, le futur chancelier, par un véritable marchandage, cherche à conserver la plus grande partie du territoire rhénan. Le 22 mai, Govone résume un nouvel entretien. Il a pressé Bismarck de s'entendre avec Napoléon III, dont les désirs sont connus de toute l'Europe. Son interlocuteur alors a invoqué les répugnances de son roi,

(1) Sur les idées de Bismarck relativement à la rive gauche du Rhin, cf. *les Origines diplomatiques de la guerre de 1870-1871*, et La Marmora : *Un po'più di luce sugli eventi politici e militari dell' anno 1866*.

qui consentirait difficilement à céder des régions allemandes. Il semble bien cependant qu'il ait précisé ses offres, car de Paris, Nigra peut écrire le 31 mai que la Prusse serait disposée à accorder à la France tout le pays situé entre la Moselle et le Rhin. Le résumé d'une nouvelle entrevue qui a lieu quelques jours après confirme les renseignemens de Nigra. Une fois de plus Bismarck met en avant son roi, et il ajoute que lui-même veut conserver Cologne et Mayence. Mais il fait bon marché du Palatinat, de l'Oldenbourg, et des possessions prussiennes situées au sud de la Moselle, car il est « moins Allemand que Prussien » *(io sono meno tedesco che prussiano.)* Ce pas franchi, il s'adresse à Benedetti qui se dérobe et il lui fait à peu près les mêmes propositions. Il est à ce moment impatient d'avoir une réponse de nous et il le sera jusqu'à la dernière minute, car il chargera le 11 juin le général hongrois Türr de partir pour Paris avec mission de le renseigner sur les intentions de la France et de faire à l'Empereur des offres de territoire, offres dont l'étendue d'ailleurs est restée ignorée, rien n'ayant transpiré de l'entretien que le général eut avec le prince Napoléon.

Il est donc bien évident que nous aurions obtenu de Bismarck tout ce que nous aurions désiré, si nous avions voulu prêter l'oreille à ses sollicitations et le suivre dans ses marchandages. Nous ne l'avons pas fait parce que nos intérêts nous entraînaient bien plus du côté de l'Autriche et des États du Sud. Au début de juin, la question du reste est déjà tranchée, puisque c'est avec Vienne que nous négocions : en d'autres termes, à Paris, le courant austrophile représenté par Drouyn de Lhuys l'a emporté, sous une forme sans doute trop modérée, mais du moins conformément aux aspirations de notre clientèle allemande. Le pacte secret du 23 juin, conçu dans un esprit tout passif, nous fait encore la partie belle. Par l'article premier, le gouvernement français s'engage à conserver la neutralité absolue et à tâcher d'obtenir celle de l'Italie. Par l'article 2, si l'Autriche est victorieuse en Allemagne, elle promet de céder la Vénétie à Napoléon III. Enfin le dernier article prévoit le cas où l'Empereur voudrait placer son mot dans le débat : « Si les événemens de guerre changeaient les rapports des puissances allemandes entre elles, le gouvernement autrichien s'engage à s'entendre avec le gouvernement français avant de sanctionner les rema-

niemens de territoire qui seraient de nature à déranger l'équilibre européen. »

Cette convention est complétée par une note additionnelle qu'éclairent elle-même les correspondances diplomatiques. « Les ministres autrichiens, écrit notre ambassadeur à Vienne, ont déclaré qu'ils attachaient le plus grand prix à ce que, au moins dans la note additionnelle, il fût dit que la France ne s'opposeserait pas aux accroissemens territoriaux de l'Autriche (1)... Le gouvernement autrichien n'aurait aucune objection à élever contre un remaniement territorial qui ferait des provinces rhénanes un nouvel État indépendant. Au surplus, il se mettra d'accord avec la France. » Quand l'accord a été signé, notre ambassadeur en définit ainsi la portée : « Dans l'état actuel des choses, nous sommes sûrs que, si la guerre éclate, la Vénétie nous est cédée pour prix de notre neutralité et de nos bons offices en Italie, et, si la guerre, en se développant, amenait une situation nouvelle dans laquelle il nous fût avantageux de prendre une part plus active, rien ne nous empêche de le faire. Ce n'est certainement pas l'Autriche qui se plaindra de nous voir entrer en campagne et qui s'opposera aux acquisitions que les événemens pourraient nous procurer. » Traduisons donc : si, pour payer notre neutralité, on nous promet l'indépendance de la rive gauche, — sous un régime d'ailleurs à propos duquel nous serions consultés et qui ne serait peut-être que transitoire, — l'annexion immédiate serait la conséquence de notre intervention armée. Nous sommes donc garantis.

Or, toutes les négociations conduites par la France avant Sadowa participent du même esprit. Il est très notable qu'elles ont considéré comme à peu près exclue l'hypothèse d'une action militaire. Si le gouvernement impérial a signifié que les circonstances pourraient le contraindre à tirer l'épée, c'est là une éventualité qu'il croyait improbable, et en fait, il n'a pris aucune disposition pour y préparer notre armée, épuisée par la campagne du Mexique. L'Empereur, dès ce moment malade et désireux de tranquillité, se croyait le maître de l'heure. Sa conviction, comme celle du reste des milieux officiels, était que l'Autriche, deux fois plus peuplée que la Prusse, serait victorieuse. Lorsque les deux adversaires seraient à bout de forces,

(1) Elle songe à reprendre la Silésie, comme le prouve une conversation du colonel italien Driquet avec Moltke. Cf. La Marmora, *op. cit.*, p. 222.

et dans le cas d'une lutte très dure, Napoléon III s'interposerait comme arbitre. Il donnerait à l'Italie le territoire vénitien, à l'Autriche la Silésie, au Danemark le Schleswig; il garantirait l'indépendance des États secondaires et ainsi se les attacherait; il permettrait à la Prusse de s'agrandir dans le Nord et recevrait la rive gauche pour prix de ses bons offices : sa médiation assurerait la grandeur de l'Empire et le bonheur de l'Europe, sans que la France eût été contrainte à se battre.

C'était là une erreur totale et qui nous fit négliger nos intérêts les plus sacrés. Jamais occasion ne fut plus propice en effet de reprendre les provinces rhénanes. Elles nous attendent. Dès que la guerre devient probable, l'opposition relève la tête et tente de susciter à la Prusse des difficultés intérieures. Il semble bien qu'elle ait pris part aux assemblées qu'organise au mois de juin le *Nationalverein* en diverses localités du Palatinat et de la Hesse, afin de protester contre la politique agressive de Bismarck. Mais elle est mal à l'aise dans ces démonstrations à tendances pangermanistes, et elle agit pour son propre compte. Les conseils municipaux envoient à Berlin des adresses en faveur de la paix. Dix-sept chambres de commerce font parvenir au roi une pétition collective contre la guerre. Les habitans de Dortmund, Duisbourg, Elberfeld, Barmen, Crefeld, Düsseldorf et Cologne étalent leur hostilité dans un document presque comminatoire : « Nous nous sentons obligés en tant qu'hommes indépendans de déclarer publiquement que, malgré tout le dévouement du peuple au souverain bien de la patrie, l'enthousiasme indispensable à une lutte véritable pour les intérêts allemands lui fait défaut. » C'est bien pis encore quand la Prusse lance ses ordres de mobilisation : alors les soldats de la réserve et de la landwehr refusent de monter dans les trains militaires, et les autorités doivent les y forcer en faisant intervenir d'autres troupes. Ketteler, l'évêque de Mayence, prend parti pour les rebelles et publie une lettre très violente où il reconnaît que les hommes obéissent de mauvaise humeur et sans aucun enthousiasme. Quelques jours auparavant, l'archevêque de Cologne a écrit au roi dans le même sens. Dans la campagne, les curés prêchent contre Bismarck.

Les sentimens des Rhénans s'analysent sans aucune difficulté. D'abord, entre la Prusse luthérienne et l'Autriche catholique, leur choix est vite fait en faveur de cette dernière : il

suffit d'ailleurs qu'elle soit l'ennemie de la Prusse. En outre, les rancunes accumulées depuis 1815 portent leurs fruits, et l'on refuse d'autant plus de travailler à la grandeur des Hohenzollern exécrés que l'on se sent soutenu par la coalition presque unanime de l'Allemagne. Enfin il semble inutile de se battre pour Guillaume Ier, du moment qu'à la fin de la guerre, avant peut-être, Napoléon III prendra possession du pays tout entier.

Car, de quelque façon que l'on envisage l'attitude de la France, soit qu'elle ait jugé à propos de s'entendre avec la Prusse, soit qu'elle ait signé une convention avec l'Autriche, dans les deux cas, le résultat du conflit semble devoir être celui que nous venons de dire. Il n'y a pas à se méprendre sur les vœux de la population, encore que certains faits paraissent prouver le contraire. Sans doute, certaines assemblées populaires, celles du 3 juin à Oberingelheim et du 17 à Mayence, ont voté des ordres du jour par lesquels elles exprimaient l'intention de s'opposer à l'annexion par la France d'une partie quelconque du territoire allemand ; mais ces réunions, convoquées par le *Nationalverein*, outre qu'elles ont dû se composer surtout de ralliés et d'immigrés, présentaient une trop bonne occasion de narguer la politique prussienne pour que l'opposition francophile s'en désintéressât. La lettre de l'archevêque de Cologne ne doit pas nous tromper davantage. Son auteur, écrivant au roi de Prusse pour le détourner de la guerre, invoque cet argument que les Français, à la faveur des hostilités, pourraient bien s'emparer de la rive gauche : c'est là, dit-il, ce qui indispose l'opinion et provoque la résistance des réservistes rhénans. Mais l'archevêque Melchers, dignitaire du royaume, pouvait-il donner à ses remontrances une autre forme ou excuser par d'autres motifs l'insubordination de ceux dont il était le chef spirituel ? Il semble bien que non.

Nous avons d'autres témoignages. Le 22 juin 1866, notre ministre à la Haye indique qu'à Luxembourg les soldats rhénans qui y tiennent garnison se plaignent de leur gouvernement, expriment le vœu de se voir remplacés par des troupes françaises et crient déjà : « Vive l'Empereur ! » Sur la rive gauche, la délivrance semble prochaine. Bismarck en effet, parce qu'il n'a pu obtenir l'assurance de la coopération impériale, nous a abandonné tacitement tout le pays. C'est à l'intérieur de l'Allemagne qu'il a décidé de faire porter son effort militaire : il

compte y trouver une victoire qui lui accordera de larges compensations pour la perte du Rhin. La rive gauche est à nous si, comme il s'y attend, nous voulons la prendre. A plusieurs reprises le rappel des troupes royales est signalé aux Tuileries par nos agens. De Strasbourg, où il commande, le général Ducrot assiste à cette retraite : « Les Prussiens, écrit-il, étaient si bien convaincus que la rive gauche du Rhin devait être la compensation légitime, pour nous, de leur agrandissement en Allemagne, qu'ils avaient tout évacué, et qu'ils n'avaient même pas laissé dans les casernes les porte-manteaux et les crochets destinés à recevoir les effets militaires. » A la même époque, des lettres arrivent du pays rhénan au journal würtembergeois le *Beobachter* et lui fournissent les mêmes renseignemens : Bismarck désarme les forteresses et rappelle ses troupes.

De Trèves à la frontière de Hollande, on s'apprêtait donc à recevoir les Français. Tous les espoirs nourris depuis 1815, déjoués une première fois en 1830, puis encore en 1848, allaient se trouver réalisés. En avril 1868, le général Ducrot devait s'entendre dire que les populations, si elles avaient alors été appelées à disposer d'elles-mêmes, eussent voté à l'unanimité en faveur de la France : le nombre des opposans n'eût pas dépassé 1 pour 100. Mais lui-même n'avait pas besoin de ces affirmations pour être convaincu. A Strasbourg, en 1866, il était parfaitement averti de l'état de l'opinion. Les rapports officiels parvenus à cette époque soit à la préfecture, soit au siège de la division, attestaient que le suffrage universel devait nous être favorable. Ce qu'il y avait de plus significatif, c'est que beaucoup de familles rhénanes, pour éviter les désagrémens inséparables de toute invasion, s'étaient réfugiées non pas en Prusse ou dans les États situés sur la rive droite du Rhin, mais sur notre propre territoire, en Alsace et en Lorraine, afin de se mettre sous la garde de ceux qu'elles considéraient comme de légitimes protecteurs.

Or la France conserva son attitude passive. A la nouvelle de Sadowa, qui consterna les milieux officiels, Drouyn de Lhuys insista dans le sens d'une action immédiate. L'Empereur réunit le conseil des ministres, signa le décret de convocation des Chambres et proposa de mobiliser 250 000 soldats. Mais Rouher et La Valette s'opposèrent à ce projet en représentant que l'expédition du Mexique avait désorganisé l'armée. La Valette affirma que le maréchal Randon ne disposait que de 40 000 hommes,

et encore sans munitions suffisantes. Napoléon persista d'abord dans sa décision, puis se montra un peu ébranlé, enfin leva la séance sans indiquer qu'il avait pris une résolution définitive. On ne fit rien. Tout se borna à la publication par le *Moniteur*, le 5 juillet, d'une note qui annonçait que l'Empereur avait demandé aux rois de Prusse et d'Italie une suspension d'armes. Les deux monarques accueillirent un peu fraîchement cette proposition de médiation, d'où pourtant sortirent plus tard les préliminaires de Nikolsbourg.

La guerre continua jusqu'au 22 juillet. Pendant toute cette période, le pays rhénan se trouva dépourvu de troupes, et Bismarck fut à la merci de la France. Notre ministre à Hanovre l'avait signalé le 29 juin. De Vienne, Gramont, notre ambassadeur, pressait notre gouvernement d'agir : « La Prusse est victorieuse, mais épuisée. Du Rhin à Berlin, il n'y a pas 15 000 hommes à rencontrer. Vous pouvez dominer la situation par une simple démonstration militaire. » Telle était aussi l'opinion du général Ducrot. Mais écoutons le principal intéressé, Bismarck lui-même, meilleur juge encore. Il a avoué au Reichstag, le 16 janvier 1874, le péril qui le menaçait alors : « Quoique la France, a-t-il dit, eût peu de soldats, un contingent français eût suffi à transformer en une excellente armée les nombreuses troupes du Sud, qui étaient très bonnes, mais peu organisées. Nous aurions été forcés de couvrir Berlin et d'abandonner tous les avantages conquis en Autriche. »

Diplomatiquement, notre situation n'était pas moins favorable. Dans les monarchies méridionales, l'exaspération était à son comble. Un mot d'ordre courait : « Plutôt Français que Prussiens. » Le général Ducrot signale que les rois de Würtemberg et de Bavière, ainsi que le grand-duc de Hesse écrivirent des lettres autographes à l'Empereur pour solliciter son secours. De ces démarches faites afin d'obtenir l'intervention française, la plus connue est celle de Beust. Il quitta Vienne le 9 juillet, et notre ambassadeur, le lendemain, fit connaître son départ en ces termes : « L'empereur François-Joseph avait espéré que, en cédant la Vénétie à la France, en acceptant sa médiation, en rendant l'empereur Napoléon arbitre du sort de son empire, l'Empereur se serait mis avec lui contre ses ennemis... Aujourd'hui que l'inefficacité des lettres, des messages, des pourparlers paraissait démontrée, il était nécessaire de savoir sur quoi

l'on pouvait compter de la part de la France; en un mot, le moment était venu de demander à l'empereur Napoléon s'il était disposé à appuyer sa parole par l'envoi d'un corps d'armée sur le Rhin et l'envoi d'une flotte à Venise. »

Beust remplit en effet sa mission, mais sans aucun résultat. « M. Rouher, écrit le général Ducrot, a été lui aussi un instant l'arbitre des événemens après Sadowa; mon ami M. de Beust a été chargé, par la Saxe et les États du sud de l'Allemagne, de se rendre auprès de l'empereur Napoléon pour réclamer son intervention. Il a rejoint l'empereur à Vichy. Il est resté là quatre jours, attendant une audience. Il passait son temps entre M. Drouyn de Lhuys et M. Rouher, qui lui tenaient un langage tout à fait opposé. » Le premier parlait d'intervention sûre, le second de neutralité. Beust repartit sans avoir obtenu l'audience qu'il demandait. Il s'en alla à Darmstadt : « Nous ne devons plus compter sur la France, dit-il au grand-duc de Hesse; l'empereur des Français est très malade, tellement malade que je ne sais pas s'il s'en remettra; ses ministres ne s'entendent pas. A vrai dire, il n'y a plus de gouvernement; il faut nous tirer d'affaire comme nous le pourrons, chacun pour son propre compte. »

***

Ce fut donc la paix, la paix de Prague, qui consolidait la Prusse dans ses possessions et lui en assurait de nouvelles; ce traité créait la Confédération de l'Allemagne du Nord et s'accompagnait de conventions militaires conclues avec les États du Sud. De tous ces événemens notre prestige sortit assez amoindri. Le mauvais effet produit par notre inaction s'augmenta encore dans la suite. Notre diplomatie, à la cour de Hesse par exemple, prit à tâche de décourager les espoirs que notre ancienne clientèle mettait encore en nous. On vit avec une pénible surprise l'opposition libérale du Corps législatif refuser de « transformer la France en caserne. »

De telles manifestations oratoires ne contribuèrent pas à accroître la confiance que les opprimés mettaient en notre secours. Sur la rive gauche du Rhin, Sadowa a pour conséquence de renforcer et d'augmenter le parti prussien. Nos partisans découvrent moins ouvertement leurs opinions; les ralliés affirment plus énergiquement les leurs; certains enfin nous

abandonnent, et les élections du 7 novembre 1867 sont plus favorables que par le passé à la monarchie des Hohenzollern. Napoléon III n'est-il pas trop vieux et trop las pour montrer quelque vigueur? L'Empereur a trompé l'espoir des populations, tout comme Louis-Philippe et la seconde République. Et alors, s'il est décidé à ne pas agir, pourquoi s'acharner dans une opposition dont on ne tirera aucun bénéfice? Ne vaudrait-il pas mieux faire capituler la haine, s'accommoder d'une domination qui dure depuis cinquante années, et dont rien n'annonce la fin prochaine? « Si la France, déclare en 1868 un Rhénan au général Ducrot, n'est pas assez forte, assez résolue pour nous prendre sous son patronage, pour nous ouvrir les bras, nous nous jetterons dans ceux de la Prusse, de cette nation jeune et pleine de sève, à laquelle semble appartenir l'avenir. Mais que la France fasse preuve de force et de volonté, et c'est vers elle que nous entraînera tout naturellement le courant de nos sympathies et de nos intérêts. »

Pourtant il ne faut rien exagérer. Il ne s'agit encore que d'une diminution de notre influence, non pas, et à beaucoup près, d'une faillite totale de notre crédit. Malgré la timidité de sa politique militaire, la France passe toujours pour avoir une armée très solide. Elle n'a pas été battue sur les champs de bataille, et elle conserve un prestige intact, celui qu'elle a retiré de ses victoires de Crimée et d'Italie. Il ne manque pas d'ailleurs, dans les provinces rhénanes, de survivans de la prodigieuse épopée pour comparer les maigres succès de la Prusse aux éclatans triomphes du premier empereur. La monarchie des Hohenzollern, quelle que soit son énergie offensive, paraît toujours faible : elle a profité d'un concours exceptionnel de circonstances; elle a eu un bonheur qui ne se reproduit jamais deux fois. De plus, elle est pauvre, et l'on ne voit pas bien comment elle pourrait s'enrichir. La France, au contraire, est toujours opulente, pleine de capitaux en production : ses grands travaux et ses emprunts témoignent de son incomparable prospérité. Les Rhénans prennent part à notre Exposition de 1867. Désireux de se confirmer dans l'idée que nous sommes toujours la « grande nation, » ils accourent en foule à Paris, ils y admirent les élégances françaises et constatent notre richesse, puis ils retournent chez eux en emportant les portraits de Napoléon III, de l'impératrice et du prince impérial. Clara

Viebig l'a noté : « Il fallait convenir que Napoléon n'était pas un imbécile. N'avait-il pas attiré, par sa splendide Exposition, tous les potentats dans son pays, afin qu'ils lui fissent pour ainsi dire la cour? M. Schnackenberg n'avait pu se résoudre à rester chez lui... Il tombait encore en extase quand il décrivait comment il avait vu l'Impératrice en voiture dans l'avenue des Champs-Élysées, vêtue d'une robe de soie mauve, ses cheveux d'or roux illuminés par un rayon de soleil, et, à côté d'elle, le prince Loulou, en culottes et en bas rouges, avec la croix de la Légion d'honneur sur sa veste de velours. Paris! Paris!... c'était la capitale du monde! Beaucoup de bourgeois de Düsseldorf avaient suivi l'exemple des Schnackenberg : il était de bon ton d'avoir été à Paris cette année-là. »

Quand on pense à toutes ces choses, le doute disparaît et l'on excuse les pires fautes. Même l'autorité personnelle de Napoléon III, bien qu'affaiblie, survit à la crise. La maladie avait été la cause de l'inaction impériale; tout au plus pouvait-on admettre que la santé de l'Empereur était toujours très atteinte; mais cela ne signifiait pas que l'on se fût trompé et qu'il n'eût pas le génie qu'on lui avait attribué. Il restait malgré tout qu'en 1866, il avait tenu en mains les destinées de l'Europe. La tourmente finie, on se reprit à espérer : l'affaire avait été mal engagée, la surprise trop rapide; une autre fois, — bientôt, on le pensait, — les circonstances seraient plus favorables, et la France, directement provoquée, ne manquerait pas d'agir. Les acclamations frénétiques qui accueillent Napoléon III au mois d'août 1867, comme il traverse la gare de Stuttgart pour se rendre à Salzbourg où il va conférer avec François-Joseph et Beust, retentissent profondément dans les provinces rhénanes.

En effet, comme le dit le premier ministre hessois Dalwigk, rien n'est encore perdu pour nous. Avec un peu d'énergie et de volonté, il nous est possible de tout sauver. Les catholiques sont ulcérés. Sans doute, sous le coup de Sadowa, Ketteler, l'évêque de Mayence, publie une brochure intitulée : *L'Allemagne après la guerre de 1866*, dans laquelle il déclare qu'il accepte le fait accompli. Avait-il espéré que les vainqueurs feraient bon usage de leur victoire? Il se peut, comme il se peut aussi qu'il ait été déconcerté par l'événement et qu'il ait voulu racheter son attitude jusque-là antiprussienne, soucieux avant

tout de ce qui pouvait être utile à l'Église. Mais la conduite de Ketteler lui-même se chargera plus tard de démentir ces déclarations. Certes, le clergé allemand a montré parfois quelque défiance à notre égard, à cause de notre alliance avec l'Italie, ennemie du Saint-Siège. On avait vu quelques années auparavant un prêtre westphalien, Janssen, privat-docent à l'Université de Bonn, dénoncer violemment nos vues sur le Rhin. Mais Sadowa, dans l'opinion catholique, fut ressenti comme un véritable désastre. Auguste Reichensperger, de Coblence, ne trouva que ces mots en apprenant la nouvelle : « On a bien de la peine à s'accommoder de pareils décrets de Dieu. »

Or, les tendances clairement exprimées par la Prusse, dès son entrée en campagne, et bien plus après sa victoire, ont vite fait de lui aliéner les catholiques. Au moment où la guerre allait éclater, la *Gazette générale de l'Allemagne du Nord* avait représenté le conflit imminent comme une guerre de religion dirigée contre les adversaires de l'Église évangélique. Après la défaite de l'Autriche, qui est en même temps celle de la France, comme s'acharnent à le démontrer les publicistes protestans, il est bien évident que la Prusse s'érige en soldat du luthéranisme. Le langage des journaux bismarckiens inquiète les catholiques. Des personnalités comme Bluntschli, Baumgarten, Holtzendorff reprennent le rêve d'une Église nationale et parlent d'abolir les concessions établies par la constitution de 1850 : « Le thème de la supériorité des protestans sur les catholiques, écrit Kiessling, soit dans des livres ou des conférences, soit dans des sermons ou des articles, a été traité *usque ad nauseam*, entre 1866 et 1870. » Les années qui s'écoulent entre les deux guerres sont donc remplies par une lutte sourde des deux confessions. Dans la vallée du Rhin, l'exaspération est à son comble, et les journaux ennemis de Bismarck mènent une violente campagne en faveur du Pape, poursuivant sous cette forme détournée la guerre qu'ils ont déclarée à la bureaucratie berlinoise. Entre la Prusse et nous, quels que soient les reproches qu'ils puissent adresser à la politique de Napoléon III, les catholiques les plus décidés ont fait leur choix.

Dans les États du Sud, de très forts partis espèrent encore que notre intervention anéantira bientôt les effets de Sadowa. Bade est à peu près complètement inféodé à Berlin ; mais en

Würtemberg et en Bavière les ministères Varnbüler et Hohenlohe rencontrent une forte opposition. L'on en revient toujours au plan des années précédentes : que la France tire l'épée pour sauver les monarchies méridionales ; alors la rive gauche lui appartiendra, et peut-être même pourra-t-elle reconstituer à son profit la Confédération du Rhin. Cette combinaison se dessine dans un entretien du grand-duc de Hesse avec le général Ducrot, en 1868. A ce moment, la Hesse a déjà dû céder à la Prusse ses postes et télégraphes, et Bismarck, par un coup de force, vient de mettre la main sur l'administration de l'armée. Le grand-duc a lui-même mandé à Darmstadt le commandant de notre sixième division militaire, et, le considérant comme un des personnages les plus considérables de France, il lui adresse une prière instante. Il souffre de voir ses troupes obéir à une autre autorité que la sienne. Il sait qu'en cas de guerre la première chose que fera la Prusse, ce sera de les lui enlever pour en disposer comme elle le jugera bon, ce sera de les disperser de telle façon qu'elle les ait en sa puissance, sans révolte possible. Il s'indigne de voir les couleurs prussiennes s'étaler, en face de son palais, sur les bâtimens de la poste. Il n'a donc qu'un seul recours, c'est la France. Il rappelle les souvenirs de la Confédération du Rhin, parle des aigles du premier Empire que ses régimens ont conservées comme de précieuses reliques, évoque la fidélité de ces Hessois qui ont été nos derniers alliés après nos désastres d'Espagne et de Russie. Est-il possible que nous l'abandonnions? Il souhaite la guerre, la guerre que nous ferons contre la Prusse. Il nous accorde tout ce que nous voudrons, si nous consentons à le sauver, et il nous promet d'avance les territoires qu'il possède sur la rive gauche du Rhin, dans l'espoir que nous lui trouverons ailleurs une compensation. « Venez, dit-il à Ducrot, je resterai seul au milieu de mon peuple, qui est et restera toujours mien. Je vous attendrai, je me livrerai sans hésitation entre vos mains, je me confierai à la générosité de votre Empereur ! Qui sait? C'est peut-être vous, général, qui me ferez prisonnier. Vous ne me maltraiterez pas trop, n'est-ce pas?... »

Il est certain que, dans le pays rhénan, l'on n'a éprouvé aucune joie à revoir l'armée des Hohenzollern campée à nouveau dans les territoires qu'elle avait évacués au moment de Sadowa. A beaucoup l'avenir paraît sombre, et un certain

Enger, de Cologne, l'écrit, en janvier 1867, à Napoléon III : « En suite des événemens de l'année passée, l'on saurait à peine douter que les provinces rhénanes n'aient rien à espérer de notre gouvernement actuel. » Pour toutes les contrées qui s'étendent au nord de l'Alsace-Lorraine, le long de notre frontière, c'est encore aux dépositions du général Ducrot qu'il faut se reporter si l'on veut être renseigné sur les aspirations populaires. Ce n'est pas seulement vers Rastadt, Carlsruhe, Darmstadt et la Forêt Noire qu'il a dirigé son enquête; il a fait aussi des voyages à Gemersheim, Landau, Mayence, Trêves. Son activité, qui l'a fait accuser d'espionnage par les Allemands, lui a tout au moins donné une connaissance très précise de l'état de l'opinion. S'il a recueilli des doléances provoquées par notre abstention de 1866, si même on lui a laissé entendre que notre attitude passive poussait en fin de compte les habitans à accepter le joug prussien, ceux-là mêmes qui lui ont adressé leurs plaintes n'ont pas manqué d'appeler notre intervention : l'arrivée des troupes françaises provoquerait immédiatement la volte-face des résignés.

Très significative est la profession de foi faite au général par un avocat mayençais qui parle au nom de tout le pays, en avril 1868. Cet avocat déclare qu'il est l'interprète de ses compatriotes, sujets de la Prusse, de la Hesse, ou de la Bavière. Tous pensent comme lui, médecins, notaires, négocians, gens éclairés des villes et des campagnes. Il ne fait que répéter ce qui se dit dans les cercles, dans les brasseries, sur les places publiques et dans les réunions intimes : « Si vous le désirez, je vous remettrai la liste de tous les notables du pays, de tous ceux qui, par leur caractère, leur position, leur fortune, jouissent de quelque influence; vous pourrez les interroger, les faire interroger, et vous verrez qu'il n'y a qu'une manière de voir et de penser parmi nous. »

L'interlocuteur du général atteste les souvenirs toujours vivans de la domination française. C'est à la France que les Rhénans doivent leur émancipation matérielle et morale. C'est la Révolution qui les a organisés; c'est l'Empire qui a développé leur commerce, qui leur a apporté le Code civil et les libertés du citoyen. A cet éloge de la France s'oppose l'affirmation que les Rhénans ne sont pas Allemands, qu'ils ne partagent nullement les sentimens germaniques, que les habitans de la rive gauche

ne se marient pas de l'autre côté du fleuve et qu'ils n'y envoient pas leurs enfans. Ils ne sont de cœur ni Hessois, ni Bavarois, ni Prussiens; ils souffrent au contraire d'avoir été séparés par les traités de 1815 et livrés en otages à des États différens qui les exploitent, sont incapables de les protéger et ne leur donnent aucune des satisfactions morales dont ils ont besoin. Les aspirations du peuple tendent à l'unité de la rive gauche, mais, pour vivre, il faut de plus faire partie d'une grande nation, assez forte pour défendre les intérêts du pays. Cette nation n'est pas la Prusse, qui écrase ses malheureux sujets rhénans sous sa tyrannie fiscale et militaire. Il n'y a de salut que dans le retour à la France, conformément à ce que conseillent la géographie et l'histoire. Mais pour provoquer cette solution, puisque tous les pourparlers diplomatiques n'ont amené aucun résultat et que les victoires prussiennes ont consolidé l'œuvre de 1815, on ne peut espérer que dans une guerre. Vienne donc la guerre!

Cet entretien se complète par d'autres constatations que fait le général Ducrot en personne pendant ce même séjour à Mayence, où il s'arrête quand il revient de Darmstadt. C'est le grand-duc de Hesse qui l'a engagé à visiter cette ville, en ajoutant que les sentimens français, toujours vivaces, y ont pris encore plus d'intensité depuis que les Prussiens, après Sadowa, sont les seuls à y tenir garnison. Le général, qui est accompagné d'un capitaine parlant l'allemand, en est vite convaincu : « Quant au peuple, écrit-il, c'est-à-dire aux ouvriers et aux paysans, ils affichent avec une extrême violence leur haine contre les Prussiens. Ces gens, disent-ils en parlant d'eux, ne sont pas à leur place ici; ils n'ont rien à faire de ce côté du Rhin; nous espérons bien que les Français viendront nous aider à nous en débarrasser un jour ou l'autre... »

Or, à ce moment, Napoléon III a déjà entamé des négociations avec l'Autriche. Au mois d'août 1867 il se rend à Salzbourg, et au mois de novembre François-Joseph vient en France. En 1869, les deux empereurs contractent des engagemens mutuels dont l'existence nous est connue par la correspondance échangée en janvier 1873 entre Beust et Gramont, et par les révélations de celui-ci. Au début de 1870, les états-majors établissent un plan de mobilisation et un plan de campagne; l'archiduc Albert est envoyé en mission à Paris, et le général Lebrun fait le

voyage de Vienne. La participation de l'Italie étant admise, Italiens et Autrichiens opéreront leur jonction en Bavière, tandis que les Français formeront deux armées, l'une destinée à pénétrer dans l'Allemagne du Sud, l'autre à entrer dans le Palatinat et à envahir la rive gauche du Rhin.

La seule condition que l'on exige de nous, — et de ce que nous ne l'avons pas remplie, nos alliances se sont trouvées nulles, — c'est que nous prenions résolument l'offensive dès le premier jour, surtout que nous passions sur la rive droite du fleuve, de façon à déterminer tous les États méridionaux à abandonner la Prusse. Le grand-duc de Hesse l'avait déjà recommandé au général Ducrot. François-Joseph le répète au général Lebrun. Il ne peut déclarer la guerre en même temps que Napoléon III, mais si celui-ci apparaît dans le sud de l'Allemagne non pas en ennemi, mais en libérateur, alors l'Autriche sera obligée de faire cause commune avec la France.

Ainsi, au moment où nous allons nous retrouver devant notre ennemie de 1813, je veux dire devant la Prusse, nous possédons de fortes chances de succès. Nous sommes en présence d'un adversaire assurément redoutable, mais que la moindre défaite peut abattre complètement en le privant des auxiliaires que la crainte seule réunit autour de lui. L'enjeu du conflit est évident. Si nous sommes vaincus, nous serons contraints de renoncer à cette rive gauche du Rhin que nous avons dû céder à la chute du premier empereur, malgré le vœu des populations. Que nos armes au contraire remportent des avantages rapides, et Sadowa est aboli avec toutes ses conséquences. Du même coup, en corrigeant les traités de 1815, nous rétablissons sur le grand fleuve notre domination toujours regrettée. Il semble bien que nous touchions au but.

JULIEN ROVÈRE.

(A suivre.)

LA BELLE FRANCE[1]

PORTRAITS DE CHEZ NOUS

SŒUR IGNACE

Tous les touristes un peu familiarisés avec les sites de la Haute-Alsace connaissent le bourg de Willer, l'un des centres d'excursions les plus fréquentés des Vosges. On y monte en quelques heures au grand ballon de Guebviller, au Molkenrain d'où l'œil va des Alpes à la Forêt-Noire, et l'on n'y est pas très loin du fameux Hartmansweillerkopf dont tant de combats devaient ensanglanter les crêtes. Des vallons boisés et rocheux débouchant les uns dans les autres, des tunnels d'où s'allongent des voies ferrées, des ponts sur des torrens, des fermes dans la montagne, une rivière serpentante et fraîche, des usines et des moulins, tel est ce beau pays de Willer et de ses environs où l'industrieuse et jolie Thurr, dont la vallée porte le nom, coule pittoresquement de Saint-Amarin à Moosch et de Moosch à Bishwiller, pour s'en aller vers l'historique petite ville de Thann, dominée par la ruine de son vieux château et parée de son clocher gothique.

Il y a une quarantaine d'années, peu de temps après la guerre de 1870, l'un des moulins du pays était la propriété des Roesch. Ils y vivaient heureux, avec leurs cinq enfans, un fils et quatre filles, dont deux étaient jumelles, et il y avait cependant

(1) Voyez la *Revue* du 1er septembre.

une ombre sur leur vie. Français dans l'âme, ils ne se consolaient pas d'être Allemands de fait, et leur bonheur, d'autre part, devait peu durer. Mme Roesch mourait en 1876, son mari ne tardait pas à la suivre, et les enfans se trouvaient orphelins. Un de leurs oncles, l'abbé Roesch, se chargeait alors de leur éducation, et les envoyait en pension en France. Puis, le temps passait, chacun suivait sa voie, et une trentaine d'années plus tard, à l'approche de 1914, le fils, entré dans les Ordres, était professeur à Quito, dans la République de l'Équateur, au collège des Jésuites, l'aînée des filles mariée en Lorraine, la seconde prématurément retournée à ses parens dans le petit cimetière de Willer, et les deux autres, les jumelles, Religieuses du Divin Sauveur. L'une de ces dernières était la Sœur Ignace, dont la charité devait rester légendaire, et réservée à un si tragique avenir. Mme Roesch, en mourant, avait prononcé ces paroles rapportées sur un de ces touchans *memento* en usage dans les familles pieuses : « Mon Dieu, je vous fais le sacrifice de ma vie, faites de moi ce qu'il vous plaira, mais protégez mes enfans! » La destinée les avait tous conduits singulièrement loin du moulin de Willer, mais la prière de la mère n'avait pas été entièrement inexaucée, et Sœur Ignace devait même revenir, un jour, rendre son dernier soupir bien près du clocher où avaient sonné son baptême et le glas paternel et maternel.

Longtemps avant la guerre, la maison des Sœurs de la rue Bizet était renommée à Paris pour la perfection de ses services. La maîtrise de la chapelle n'était pas au-dessous du reste, et on y remarquait, dans les chœurs, une voix qu'on aurait presque prise pour une voix d'homme. C'était celle de Sœur Ignace, et sa charité, d'un caractère tout viril, malgré la tendresse de sa nature et la profonde bonté de son cœur, n'était pas sans s'accorder avec ce timbre plutôt mâle, qui marquait et soutenait les chants. On la citait volontiers pour sa vaillance gaie et forte que rien ne pouvait jamais déconcerter, et qui avait plus d'une fois aidé la Mère Supérieure, par les temps de persécution et d'épreuves, à sortir des passes difficiles.

— Allons, ma mère, lui disait-elle avec son invariable bonne humeur et une petite pointe de familiarité qui n'excluait pas le respect, allons, ne vous alarmez pas... C'est sans importance, ce n'est rien... Le bon Dieu va arranger ça!...

Presque toujours, en effet, le bon Dieu « arrangeait ça, » et

personne ne savait aussi comme elle mettre les malades sur la route du rétablissement par sa manière à la fois rassurante et plaisante de les remonter. De taille et de corpulence moyennes, avec une expression d'indulgence et de franchise au fond de ses yeux bleus légèrement bridés et comme un peu narquois, dans une figure qui aurait été moqueuse si le sourire n'en avait pas été aussi bon, elle tenait d'habitude, en vous parlant, ses deux mains tranquillement posées l'une sur l'autre entre sa ceinture et sa poitrine, et les remuait seulement d'un petit geste optimiste qui semblait aussi vouloir arranger les choses.

— Allons, disait-elle au patient, ça va mieux, ça va s'arranger... La figure est bonne, c'est bon signe... Le bon Dieu va vous tirer de là!...

Il y avait déjà vingt ans qu'elle était rue Bizet, lorsque le couvent se trouva transformé en ambulance au moment de la mobilisation. Elle y restait alors encore une année, pendant laquelle, après avoir été la Providence des malades, elle devenait celle des blessés, et rien ne donnera mieux l'idée de l'action et du charme de sa charité que le témoignage même de l'un d'eux, et de l'un des plus terriblement éprouvés en même temps que du plus illustre. A la veille de quitter l'établissement où il avait recouvré la vie, et qu'elle venait de quitter pour une ambulance du front, le général Gouraud lui exprimait sa reconnaissance dans une lettre où la gratitude se cachait sous la plaisanterie, comme si le bien, avec Sœur Ignace, devait toujours s'accompagner d'enjouement, et lui parlait, notamment, d'un certain « général Gustavin » sous la croix duquel on reconnaît sans peine une bonne Sœur Gustavine, aimablement secourable, elle aussi, aux douleurs des mutilés.

« Chère Sœur Ignace,

« Je m'empresse de vous remercier de votre bonne lettre du 4 septembre.

« Je suis désolé que ce petit bombardement ait obligé à l'évacuation de l'hôpital de Moosch, où vos Sœurs et vous soignez si bien nos chers soldats. J'espère que nos succès sur les crêtes vous permettront bientôt de recouvrer votre hôpital.

« Le fromage sera-t-il arrivé à temps pour que vous ayez pu le distribuer à vos blessés ?

« J'ai à vous donner les meilleures nouvelles de votre ami

le général Gustavin. Non seulement il m'a soigné avec le dévouement et la bonté que vous lui connaissez, mais sa compagnie, pendant ces longues heures de réclusion, m'a été bien précieuse, et sa gaîté, aussi bien que ses soins, a certainement contribué à mon rapide rétablissement.

« Aussi, j'estime qu'en face de résultats aussi remarquables, le général Gustavin mériterait d'être promu au grade supérieur. Je remets la chose entre vos mains.

« Je compte quitter dans une dizaine de jours la rue Bizet pour aller dans le Midi, puisque ce mois de septembre n'est pas très chaud. Ce ne sera pas sans émotion que je quitterai cette chère rue Bizet où j'étais arrivé mourant, et d'où je partirai en assez bon état, grâce en grande partie à vos Sœurs. Aussi garderai-je de leur rayonnante charité un éternel souvenir.

« Veuillez agréer, chère Sœur Ignace, l'expression de mes sentimens très respectueux.

« Général Gouraud. »

Cette lettre était du 7 septembre 1915, et depuis deux mois, en effet, Sœur Ignace était à Moosch, tout à côté de son village, à quelques minutes de Willer, dans le joli coin d'Alsace où elle était née, et qu'avait reconquis la France. Un riche propriétaire du pays y avait fondé un hôpital pour les ouvriers de la région, et la construction venait d'en être achevée à la déclaration de guerre. On y avait établi une ambulance, confiée à l'Ordre du Divin Sauveur, et Sœur Ignace venait d'y être envoyée pour y apporter l'impulsion qu'elle savait donner partout. Arrivée au début de l'été, elle s'était retrouvée ainsi avec les beaux jours dans la vallée de son enfance, où le fracas du canon et des obus remplaçait maintenant le bruit des usines et le fredonnement des moulins.

Aussitôt à l'hôpital, elle y apportait l'ordre et la vie, et la direction n'avait pas tardé à lui en être à peu près laissée quand elle annonçait, le 12 août, à ses Sœurs de la rue Bizet, qu'il « y avait des taubes sur Moosch, » et leur écrivait, une quinzaine de jours après, un peu inquiète, malgré la solidité de sa bonne humeur : « Bien chère Sœur Séraphine et bonne Mère Théobaldine, quelle aventure ! Figurez-vous, on était en train d'opérer et de travailler, quand tout d'un coup éclatent des obus... Oui, messieurs les Boches ont inventé, et nous ne savons

pas par quel droit, de venir bombarder la ville de Moosch. Ah! si vous aviez vu ce manège! Ils en ont lancé huit, dont deux n'ont pas éclaté. Il y a eu quatre blessés, dont deux civils, et quelques maisons un peu abîmées... Aussi, déménagement complet. On a immédiatement descendu les malades à la cave, les plus malades au réfectoire des Sœurs, et tous ceux qu'on pouvait évacuer ont été renvoyés sur Bussang. Ils étaient si malheureux! Il y en a eu plusieurs qui ont pleuré!... Je termine, car il est tard, minuit, et je suis bien fatiguée... »

Même sous les bombes et les obus, l'un des soucis de Sœur Ignace était d'être privée de « retraite. » Aussi, racontait-elle à ses Sœurs de Paris comment elle s'en dédommageait, et leur écrivait-elle, avec sa gaîté ordinaire : « Nous nous sommes payé une petite fête bien religieuse pour la Nativité... Messe chantée, *Reine des Cieux, Sancta Maria, Reste avec moi, Magnificat*... Après l'Évangile, un sermon en français sur la sainteté. C'était si simple, mais si bienfaisant! » Un nuage, pourtant, assombrissait la solennité, et elle continuait : « Après la messe, on nous a amené un blessé nageant dans son sang. Ce pauvre s'est suicidé! Vous ne vous figurez pas combien c'était pénible de le voir se débattre... Il avait une maladie nerveuse, et surtout des idées noires. Espérons que le bon Dieu lui fera miséricorde. Je plains de tout mon cœur sa pauvre femme et sa petite fille... » Mais les obus pleuvent de plus en plus drus, et elle note alors, dans ses lettres suivantes, leur fréquence toujours plus grande: « Dimanche, il en est tombé treize, mardi quinze, et c'est curieux comme on s'y fait. D'un côté, bombardement et, peu de temps après, musique dans la cour de l'hôpital... On ne conserve plus que les blessés inévacuables, les deux étages supérieurs sont vides et, à la moindre alerte, on les descend à la cave qui est assez bien installée. Nous y avons même une salle d'opérations... » Puis, quelques jours après : « Quelle canonnade!... Jeudi soir, on a opéré jusqu'à deux heures et demie du matin, et vendredi jusqu'à trois heures... Jamais nous n'avons vu autant d'hommes abrutis et à bout comme ces pauvres malheureux. Ils faisaient peine à voir. Aussi, ma chère Sœur Séraphine, je me suis couchée hier sans adoration, lecture et deux chapelets de moins... Il est onze heures du soir, et je suis éreintée... »

Malgré le bombardement, et les incessantes arrivées de

mutilés et de mourans, elle n'en maintenait pourtant pas moins l'ordre et l'entrain dans l'établissement. Jamais démontée, et redonnant du cœur aux plus découragés, rendant le sourire aux plus souffrans, elle était même allée jusqu'à organiser une chorale où elle s'amusait à faire chanter aux blessés allemands, mêlés aux nôtres, ce refrain qu'ils répétaient sans le comprendre :

Nous les aurons,
Nous les aurons !

Chaque jour, cependant, le bombardement augmentait d'intensité et, le 4 janvier, il était d'une si grande violence qu'elle écrivait dans la journée à Sœur Séraphine : « Aujourd'hui 4, on peut se tenir prêt à rendre compte à Dieu... » Le matin, en voyant se succéder les enterremens, et passer les cercueils enveloppés du drapeau, entre les hommes qui marchaient fusils bas, elle avait déjà dit, avec sa bravoure habituelle :

— Moi, je demande à être enterrée comme les soldats, et je veux aller en cimetière militaire... Allons, avait-elle ajouté en regardant encore défiler un cortège funèbre, puisque tout le monde doit mourir, il va falloir nous confesser tous aujourd'hui !

Une heure plus tard, les Allemands commençaient un feu terrible, l'hôpital semblait prêt à s'écrouler, les carreaux des maisons volaient en éclats et, vers cinq heures, la nuit tombée, on frappait à la porte de l'ambulance. C'étaient deux religieuses de l'École dont l'une avait reçu un éclat de bombe en faisant sa classe; et Sœur Ignace, après l'avoir pansée, ne voulait pas laisser les deux femmes s'en aller seules. Elle priait Sœur Isaïe de les reconduire avec elle, et les quatre religieuses se mettaient en route deux par deux, en se tenant à quelque distance, afin de ne pas former groupe. Elles s'étaient bientôt perdues de vue dans l'obscurité, et tout à coup, à quelques pas de Sœur Isaïe et de celle qu'elle accompagnait, un obus éclatait avec un épouvantable fracas, en les couvrant de terre et de cailloux. Tout étourdies mais ne se sentant pas blessées, et supposant qu'il en était de même de leurs compagnes, craignant en même temps d'autres explosions, elles entraient se mettre à couvert dans une cave voisine où se trouvaient déjà d'autres personnes,

et où se réfugiaient aussi des soldats. Sœur Isaïe leur demandait s'ils n'avaient pas rencontré deux Sœurs, mais ils n'en avaient aperçu aucune, et elle commençait à se rassurer complètement, lorsqu'un chasseur arrivait en disant qu'une religieuse venait d'être blessée près de la fontaine, sur la place de la mairie. Tout angoissée, Sœur Isaïe quittait alors précipitamment la cave, demandait au chasseur de la conduire sur la place, et là, à côté de la fontaine, distinguait en effet une ombre allongée par terre, au milieu d'un groupe. Elle s'approchait aussitôt de cette forme immobile et noire, y reconnaissait Sœur Ignace, l'appelait, se jetait à genoux, lui parlait, croyait l'entendre soupirer, et envoyait le chasseur chercher immédiatement un prêtre et un médecin... Mais tout était fini, et Sœur Ignace ne donnait déjà plus signe de vie. Elle venait d'expirer, et l'automobile sanitaire, qui ne tardait pas à arriver, ne rapportait plus qu'un cadavre à l'ambulance.

Il est très rare qu'une mort fasse vraiment verser des larmes à une foule, mais dans tout Moosch, à la nouvelle de celle de Sœur Ignace, il ne se trouva personne pour rester les yeux secs. On la couchait sur un lit tendu de blanc, parmi les cierges et les fleurs, dans sa robe et dans sa cape noires, et ses mains jointes, ses yeux clos, son rosaire, ses lèvres qui semblaient presque remuer encore, lui donnaient l'air de prier. Puis, le dernier jour se levait, et le cortège, précédé de six prêtres-soldats, la menait au champ du repos comme on y mène les héros. A la foule des officiers et des troupes, à la garde d'honneur avançant fusils bas, on aurait pu croire au cortège d'un chef militaire, sans les symboliques et virginales guirlandes de fleurs blanches dont le cercueil était orné. Comme elle l'avait souhaité le matin même de sa mort, on la conduisait au cimetière militaire, où l'attendait sa tombe entre celles de deux officiers; on plantait dessus la croix de bois, on y attachait la cravate de tulle blanc, et la belle et tragique vallée, où devaient bien dormir encore quelque part, sous les roulemens du canon, quelques anciens échos du moulin de Willer, assistait aux plus émouvantes funérailles qu'aient peut-être jamais vues les hommes!

Quelques jours après les obsèques, un planton venait à l'hôpital, et remettait un pli à la Supérieure. Elle en reconnaissait tout de suite l'écriture, y lisait en même temps : *Ouvert par l'autorité militaire*, et c'était, en effet, une lettre de Sœur

Ignace à l'une de ses amies d'Amérique, pleine de trop cruelles réalités pour n'avoir pas été alors interceptée au départ, mais trop caractéristique pour ne pas être maintenant donnée ici.

A Mlle F... M... A BOSTON

Moosch, le 31 décembre 1915.

« Ma toute chère et bonne amie,

« Malgré que je sois très en retard pour vous offrir tous mes vœux de bonne et heureuse année, je le fais d'autant plus chaudement... Si vous saviez quelle triste fin d'année nous avons passée! Depuis le 22 décembre, et nous sommes le 31, on n'a pas arrêté d'attaquer, de contre-attaquer, et de bombarder la vallée, mais c'est surtout les 22, 23, 24 et 25 que c'était le plus fort. C'est tout dire quand, dans quarante-huit heures, on peut compter 1 095 blessés Français et 54 Allemands qui ont passé chez nous. Vous ne pouvez pas vous figurer une chose aussi épouvantable que le spectacle que nous avions nuit et jour sous les yeux. Il y en avait de couchés partout, dans les corridors, dans les escaliers et dans les chambres entre les lits; partout des brancards. Et alors il fallait entendre ces plaintes, ces cris, ces pleurs, etc. Que d'opérations, d'amputations, de trépanations, et combien nombreux ceux blessés aux poumons comme notre bon F... Le Hartmannsweillerkopf est une vraie nécropole, et ce n'est pas fini. Ici, à l'hôpital, en dix jours, nous avons eu 78 morts. Alors, jugez!

« Nous avons, comme automobilistes ou conducteurs, rien que des Américains de bonne famille qui s'étaient engagés volontairement pour la durée de la guerre. Ils sont vraiment bien admirables et bien courageux. Eux qui aiment bien le confortable, ils ne l'ont pas, ou plutôt sont privés de tout. Ces jours derniers, un d'eux, de vingt ans, n'est plus revenu ; un obus l'a tué net sur une route, où il passait depuis tant de temps, et que son cher frère est obligé de parcourir plusieurs fois journellement. Il a été cité à l'ordre de la Division, et a reçu la croix de guerre. Pauvre petit! Combien il l'a méritée!

« Si je vous disais que rarement j'ai vu des amies aussi gentilles et dévouées que les petites Américaines. Il y a mesdames W..., L... et quantité d'autres qui me sont bien dévouées, et

tout cela grâce à votre délicate attention... Voilà quatre fois qu'on me dérange, et je suis en train d'écrire sur la table d'opérations, et il est minuit, le 1er de l'An.

« Vous m'excuserez de vous écrire aussi mal que cela, mais je dors debout...

« Votre grande amie,
« Sœur Ignace. »

UN EMPLOYÉ DE COMMERCE

Georges Condom appartenait à une de ces vieilles familles de dignes et modestes fonctionnaires comme on en voyait tant autrefois honorer la France, et comme elle en comptait encore au moment de la guerre, malgré tout ce qui avait si gravement altéré sa physionomie morale. Dans des situations peu rétribuées, mais auxquelles s'attachait une considération spéciale, elles s'estimaient assez dédommagées de la médiocrité relative de leur vie par la respectabilité qu'elles en retiraient, et se transmettaient fidèlement, d'une génération à l'autre, comme une vocation d'autorité, de désintéressement et de devoir. Les Condom étaient de cette race de bons serviteurs du pays, et en conservaient toutes les traditions. M. Condom exerçait les fonctions de directeur d'hospice, son père en avait occupé d'analogues dans la même administration, et son grand-père et un de ses oncles avaient appartenu à l'Université. Père de deux fils, il aurait pu les croire destinés à suivre sa voie, mais les nouvelles conditions de la vie générale, aussi bien que de la vie administrative, les en avaient détournés. L'aîné faisait son droit, le poussait jusqu'au doctorat, et Georges, le second, entrait dans le commerce.

Le jeune Georges, dès son enfance, s'était tout de suite annoncé pour un vaillant. Il avait fait sa première communion à Forges-les-Bains, où son père dirigeait l'Hôpital et l'Orphelinat, et le curé, la veille de la fête, ayant demandé à ses petits communians de nettoyer eux-mêmes les abords de l'église, trop négligés par l'édilité, Georges, immédiatement, les réunissait tous, prenait le commandement de la petite équipe, et mettait lui-même tant de cœur à la besogne qu'il rentrait tout fourbu chez ses parens. Il avait tout juste la force de se rendre le lendemain à la cérémonie, et n'assistait même pas

au dîner de famille donné le soir en son honneur. A quelque temps de là, un incendie éclatait dans le pays, le personnel de l'Hôpital accourait avec la pompe de l'établissement, les habitans aidaient à la manœuvre, et on remarquait alors, parmi ceux qui s'exposaient le plus, un petit garçon dont l'adresse et le courage faisaient l'admiration de tous. C'était le petit Condom, qui venait d'avoir ses treize ans !

A dix-sept ans, ses études terminées, il se décidait pour la carrière commerciale, se plaçait d'abord dans une maison de gros, y faisait son apprentissage, et entrait ensuite aux Magasins du Louvre, comme vendeur au rayon de la jupe. Quatre ans après, il allait faire son service militaire à Lunéville, au 8e Dragons, d'où il revenait maréchal des logis. Employé modèle, il avait été aussi un parfait dragon. Si excellent soldat qu'il se fût montré, il n'en avait pas moins cependant toujours regretté son état, et le brillant sous-officier de cavalerie, aussitôt son temps fini, s'était hâté de redevenir l'actif vendeur d'auparavant, lorsque, le 2 août 1914, la mobilisation le reprenait encore à son métier, et l'envoyait à la frontière lorraine, dès la première heure de la guerre.

Georges Condom avait toujours eu le culte de la famille, et son père et sa mère dont il avait été la joie, son frère le docteur en droit qu'il appelait son « grand savant, » sa jeune sœur qu'il appelait toujours sa « petite sœur, » lui étaient profondément chers. Aussi ne leur faisait-il pas ses adieux sans déchirement, mais n'en laissait rien paraître.

— Allons, ne pleurez pas, disait-il gaiement à sa mère et à sa sœur au moment de la séparation, il ne m'arrivera rien de fâcheux... Cette guerre, voyez-vous, il fallait absolument la faire, et il vaut mieux en finir une fois pour toutes... Après, nous serons tranquilles et heureux !...

A peine à son régiment, il était nommé adjudant, et faisait avec ce grade toute la campagne de Lorraine. Renvoyé ensuite à son dépôt, et affecté à la remonte, il supportait mal son éloignement de la bataille, réclamait instamment son retour au feu, et finissait par recevoir la mission de former un groupe léger appelé à s'y rendre aussitôt instruit. Un accident, la veille du départ, avait bien failli le retenir. Un pan de mur s'était écroulé sur lui dans un incendie et l'avait blessé assez sérieusement, mais il voulait quand même suivre ses hommes, et peu s'en

fallait encore, à quelques jours de là, qu'il ne trouvât la mort à son arrivée au front. Chargé d'une reconnaissance de nuit, et parti seul avec son ordonnance, il tombait dans une embuscade. Heureusement, il s'en tirait avec un coup de baïonnette dans la manche de sa tunique, et l'ordonnance en était quitte pour un coup de crosse à la tête. Plus tard, il était de la grande attaque de septembre, et réchappait encore, comme miraculeusement, à l'explosion d'une marmite. Puis, il passait en Haute-Alsace, dans les parages fameux de l'Hartmansweillerkopf, et là, aussitôt rendu dans ces terribles et célèbres défilés, il était nommé sous-lieutenant.

Avec sa nature toute en élans, il avait très vite conquis l'affection et l'admiration de ses chefs comme de ses soldats, et l'un de ses camarades, le lieutenant de Tauriac, avec qui il s'était lié d'une de ces héroïques et tendres amitiés de guerre comme il s'en noue entre frères d'armes dans l'habitude de la vaillance et du dévouement en commun, devait un jour dire de lui, dans une lettre toute pleine elle-même de noble générosité : « Quand je suis arrivé au groupe léger, j'ai tout de suite été frappé par ce visage sympathique, ce cœur d'enfant vaillant et généreux qui se donnait tout entier dans une poignée de main. » Tout de suite, et tout entier, c'était bien ainsi en effet que se donnait Georges Condom, non seulement à l'amitié, mais au devoir, et il allait bientôt encore le faire une fois de plus. Il venait d'être détaché aux chasseurs à cheval, pour y former un autre groupe léger, sur le modèle de celui des dragons, quand, aux premiers jours de mars 1916, son capitaine recevait l'ordre d'enlever un ouvrage allemand. Comme l'affaire devait être particulièrement difficile, le capitaine redemandait son sous-lieutenant aux chasseurs, et Condom répondait à l'appel avec d'autant plus d'enthousiasme qu'il s'agissait d'un coup plus hardi et plus périlleux. Il allait falloir attaquer, se battre, exposer sa vie, enlever une position, et il accourait avec joie, mais songeait aussi à ses vieux parens, à son frère le « grand savant, » à sa sœur, sa « petite Alice, » à tous les siens, et leur écrivait alors, avant la bataille :

« Mes très chers parens, vous m'excuserez d'être pour vous la cause d'un gros chagrin, car si vous recevez jamais cette lettre, c'est que j'aurai eu la gloire de mourir au champ d'honneur.

« A l'heure où j'écris cette lettre, nous sommes tout près de

tenter un coup audacieux sur un ouvrage boche. Cette action, très bien comprise et habilement menée par M. le capitaine Lacroix, mon chef d'unité, doit réussir, mais bien entendu il doit y avoir de la casse.

« Eh bien! soyez absolument persuadés, mes chers parens, que c'est avec joie que je fais le sacrifice de ma vie, car je sais que c'est beaucoup pour la France et un petit peu pour vous que je tomberai : pour cette France que j'aime tant, pour vous qui partagez cet amour et à qui je dois tant!

« Je tiens, mes très chers parens, à vous remercier de tout mon cœur de tout ce que vous avez fait pour moi. Vous avez été des parens modèles, et je meurs en vous vénérant.

« Je n'ai rien de bien spécial à vous demander à cette dernière heure. Le peu de bricoles que j'ai sera pour vous des petits souvenirs, bien modestes du reste.

« Je dis adieu à ma gentille et très aimée petite Alice, qui a toujours été si bonne et mignonne avec son grand Georges. Je regrette de ne l'avoir pas fait danser plus souvent, mais j'espère que le Bon Dieu lui réserve de longs jours de bonheur!

« Je fais mes adieux à mon grand savant Paul, un homme qui comprendra mieux peut-être le calme absolu avec lequel je vous écris. Adieu, mes chers parens, adieu à toute la famille, adieu à tous mes amis!

« Je désire que rien de spécial ne soit fait pour mon corps, égal dans la mort comme tous mes compagnons tombés avec moi. Je vous défends de porter le deuil plus longtemps que la stricte nécessité pour les convenances.

« Je meurs pour Dieu, pour la France, pour tous les vivans!

« Votre fils très affectionné et reconnaissant,

« GEORGES CONDOM,

« *sous-lieutenant au 8e dragons.* »

Puis, il écrivait au lieutenant de Tauriac pour le charger de prévenir sa famille, le priait de remettre cette dernière lettre aux siens, lui demandait pardon de la peine qu'il lui donnait, et ajoutait : « Je vous aimais beaucoup, cher monsieur de Tauriac. Je sais que vous êtes un homme ayant un moral élevé, et c'est pourquoi je vous demande ce dernier service... Que personne ne me regrette, moi qui ne me regrette pas moi-même! »

C'était le 6 mars et, le 8, la position allemande était enlevée. Le coup de main, bien conduit, avait eu un plein succès, et le sous-lieutenant Condom, selon l'expression même du capitaine Lacroix, avait déployé, d'un bout de l'attaque à l'autre, « la plus magnifique désinvolture. » Allant continuellement de peloton en peloton, et revenant tranquillement renseigner son chef entre ses allées et venues, il restait le dernier sous le feu, à la tête de son groupe, pour protéger le repli des autres. L'opération terminée, il voulait même retourner faire une dernière patrouille dans les tranchées prises, pour bien s'assurer que rien n'y était resté, mais y renonçait sur un ordre formel, et revenait seulement encore une fois en arrière, sous la fusillade qui ne discontinuait pas, pour diriger les groupes qui rapportaient les morts et les blessés, quand une balle l'avait frappé...

Il était tombé... C'était fini...

LE CAPITAINE DE VISME

Le 25 février 1916, par une mauvaise journée de neige et de boue, le 146e d'infanterie s'arrêtait, dans l'après-midi, à Chaumont-sur-Aire, petite localité de la Meuse, à moitié chemin de Bar-le-Duc et de Verdun. En route depuis deux jours, les hommes, malgré leur entrain, n'étaient pas fâchés de se reposer un peu, mais leur repos devait être court, et à cinq heures, ou dix-sept heures selon le nouveau style, le commandant de la 3e compagnie du bataillon de mitrailleurs, le capitaine Jacques de Visme, venait inscrire lui-même sur le cahier d'ordres : *Appel à 19 heures. Réveil à 23 heures 15. Départ à 0 heure 30. Les sous-officiers coucheront avec leurs hommes.* Un contre-ordre, dans la soirée, retardait, il est vrai, le départ du régiment, dont le transport devait avoir lieu en camions-autos, mais rien n'était changé pour les compagnies de mitrailleuses. Elles devaient toujours faire l'étape à pied, et à vingt-trois heures quinze, comme l'avait indiqué l'ordre, le réveil sonnait pour elles. Une heure plus tard, par une nuit noire, « une nuit d'encre, » a dit un témoin, sous une pluie glacée qui pénétrait les os, le bataillon quittait Chaumont-sur-Aire.

Entré d'abord dans les dragons en quittant Saint-Cyr et Saumur, d'où il était sorti brillamment, le septième de la première école et le premier de la seconde, le capitaine de Visme

avait renoncé à la cavalerie pour s'engager dans l'infanterie, et ne commandait sa compagnie que depuis un mois. Agé de vingt-cinq ans, appartenant par sa famille à la haute société protestante de Paris, de mâle et beau visage, de nature délicate et d'âme religieuse, il donnait à tout le monde une impression de charme, de sensibilité et de finesse. Un de ses camarades écrivait de lui dans une lettre : « Il m'a témoigné tout de suite, presque sans me connaître, une si bonne confiance que l'on s'aimait déjà. Je n'étais alors que sous-officier, et il me traitait déjà en égal... Jacques devint vite pour moi le cœur où l'on aime à s'épancher. Quoique de religion différente, seul sujet dont nous n'ayons jamais parlé ensemble, nous sympathisions en tout... J'allais souvent le voir dans sa chambre, et j'ai trouvé sur sa table certains livres de piété dont l'usure prouvait un usage fréquent... » Un autre aimait à rappeler la fougue avec laquelle, au sortir de l'École, ils entraînaient ensemble leurs chevaux, et comment ensuite, dès la guerre, ils faisaient des reconnaissances d'où ils avaient failli souvent ne pas revenir. Il ajoute : « C'était un brave, et nous aimions à causer de guerre ensemble. Nous nous comprenions et nous nous aimions. » Aimer la guerre et ses compagnons de guerre, tout le capitaine de Visme était là! Son changement d'arme avait été pour lui un véritable drame intérieur. Passionné pour la cavalerie, mais n'y trouvant pas l'activité désirée, désolé d'y laisser des camarades auxquels il s'était attaché de cœur, mais décidé à tout pour servir comme l'y poussait son impatience du combat, il avait vivement souffert de quitter son corps et ses hommes, mais n'en annonçait pas moins avec triomphe à ses parens son passage au 146e, et sa nomination de capitaine de mitrailleurs. Un mois plus tard, son régiment recevait l'ordre de se rendre à une destination gardée secrète, et gagnait alors Chaumont-sur-Aire, pour être transporté de là sur un autre point en camions-autos, pendant que le bataillon de mitrailleurs devait continuer sa marche à pied.

Personne, parmi les soldats, ne savait où l'on allait, mais le colonel, au moment du départ, avait confié à son entourage :

— A vous, je ne vous le cacherai pas, nous sommes appelés à une mission de sacrifice complet... Les Allemands avancent avec une artillerie formidable, et nous n'avons rien!

A cette heure sombre, et dans cette nuit glaciale, les mitrail-

leurs du 146e partaient donc pour une marche au martyre, et l'une des plus écrasantes qu'ait eu à fournir une troupe. Les officiers, heureusement, avaient la pleine confiance des soldats, mais pas un d'eux ne la possédait comme le capitaine de Visme. L'espèce de tendresse guerrière qu'il éprouvait pour ses hommes l'avait vite rendu leur idole et, par un de ces gestes dont il avait le don, sachant combien l'étape allait être dure, il avait résolu de la faire à pied comme eux, et donné son cheval à son ordonnance, qui devait le monter à sa place.

On s'était donc mis en route aussitôt après minuit. Le vent soufflait, il pleuvait, les pieds glissaient dans la boue, il faisait tellement sombre qu'on ne reconnaissait même pas ses voisins, et la colonne, dans cette obscurité, avançait d'abord en silence. Puis, un vieux sergent entonnait la rengaine :

Un éléphant se balançait
Sur une assiette de faïence...

Alors, la troupe reprenait les couplets, et marchait au rythme de la chanson...

On marchait déjà ainsi depuis plus de six heures lorsque le jour commençait à poindre. On distinguait alors peu à peu les formes, le pays se dessinait, les silhouettes se précisaient.

Vers neuf heures, la colonne atteignait Souilly. On mangeait, on se reposait, puis l'ordre était donné de repartir. Plongeant dans les vallons, ou regagnant les plateaux, la route traversait un panorama magnifique, et le bataillon, à deux heures de Souilly, croisait des groupes de gens en fuite. Ils disaient s'être sauvés de Verdun, et la colonne devinait alors où elle allait, quand toute une suite d'ordres et de contre-ordres venaient encore compliquer sa marche. Ou bien, à une croisée de chemins, on prenait à droite, mais pour faire bientôt demi-tour, retourner sur ses pas, et prendre une autre direction. Ou bien, on coupait tout à coup à travers champs, à destination de crêtes et de petits bois où l'on espérait camper, mais on n'avait pas fait cinq cents mètres qu'un contre-ordre arrivait encore, et qu'il fallait de nouveau revenir en arrière, pour se remettre à suivre la route, dont le ruban se déroulait à l'infini.

— C'est long ! finissait par grogner quelqu'un.

— Bah ! répondait le sergent à la chanson de l'éléphant, ça ne sera jamais si long que les impôts !

Le jour, vers cinq heures, commençait cependant à baisser, et on s'arrêtait, à la nuit, dans une localité du nom de Regret. Les compagnies faisaient la soupe, et le capitaine de Visme félicitait la sienne. Il payait à chacun un quart de vin, encourageait ses hommes, et leur annonçait qu'ils allaient coucher à Verdun, à la caserne Marceau... Puis, le bataillon repartait encore, entendait bientôt tonner le canon, et ne tardait pas à croiser des régimens qui semblaient revenir du combat.

On leur criait alors au passage :

— Eh! là-bas... Vous venez de Verdun?

— Oui.

— C'est loin, Marceau?

— Quatre kilomètres...

Une heure ensuite, seulement, on n'apercevait pas encore Marceau, et d'autres troupes, passant toujours, répondaient de même aux mêmes interpellations. Néanmoins, on marchait de bon cœur, le canon tonnait de plus en plus, et, au pied d'une côte, où l'on continuait à rencontrer des troupes, les hommes leur criaient encore :

— Et Marceau?

On leur répondait enfin :

— C'est là-haut...

Il y avait plus de vingt heures qu'ils étaient en marche, et la route, à leur arrivée, se retrouvait aussi boueuse, la boue aussi glissante, la pluie aussi glacée, l'obscurité aussi noire qu'au départ. Quelques hommes, malgré leur courage, avaient dû rester en chemin, d'autres pleuraient de souffrance, tous tombaient de lassitude, et la caserne était si encombrée qu'on ne voulait pas d'abord les recevoir. Devant l'insistance, et presque la violence, du capitaine de Visme, on consentait cependant à les loger, et ils pouvaient enfin, un peu avant minuit, écrasés de fatigue et de sommeil, s'étendre sous un abri. Mais ils n'y reposaient pas depuis trois heures que le colonel faisait appeler les capitaines, et leur disait, vers deux heures du matin :

— Messieurs, vos hommes ont déjà fait une marche terrible... Considérez-vous pourtant comme possible de les remettre encore en route, pour engager le combat à cinq kilomètres d'ici?

— Mon colonel, lui répondait le plus ancien du grade, le

capitaine Barryat, ce n'est pas possible humainement, mais au 20e corps, ça peut se faire !

Alors, les compagnies, qu'on allait réveiller, repartaient encore, se trouvaient en ligne avant l'aube, et là, sous une tempête d'artillerie, criblaient elles-mêmes l'ennemi de leur mitraille, repoussant le flot allemand qui ne cessait de s'élancer, pour se briser contre leur feu. La bataille durait six jours, et le capitaine de Visme y était blessé dès le début, mais ne voulait même pas paraître le sentir. Allant et venant dans la tourmente, mettant la main à l'installation des pièces, assurant le tir, entraînant ses hommes, prudent pour eux sans l'être pour lui-même, il était partout, se dépensait partout, et tombait, le sixième jour, foudroyé par une balle, sans une plainte et sans un cri... Le soir même, le fort était repris, et le colonel et le commandant attestaient, par leurs lettres à sa famille, pour quelle large part il avait été, depuis Chaumont, dans le miracle de la marche et dans celui du combat.

Un jour, à quelques semaines de là, le capitaine Augustin Cochin, qui devait aussi laisser un si grand souvenir, et qu'une amitié héroïque liait à de Visme, se trouvait en permission à Paris, et racontait les péripéties de la bataille.

— Et Jacques? lui demandait-on... Comment avait-il accueilli la nouvelle de cette mission de sacrifice annoncée par le colonel?

— Mais il en avait paru content, répondait Cochin.

— Et, en arrivant à Verdun, après cette marche de vingt heures?

— Oh!... Il était frais comme la rose, et seulement un peu peiné à cause de ses hommes... (1).

UN PRÊTRE-SOLDAT

Jean-Maurice Portas était né à Périgueux le 11 novembre 1885. Son père, originaire des environs, avait d'abord été cultivateur à Saint-Orse, et s'y était marié. Obligé ensuite de renoncer à la terre, il était venu s'établir au chef-lieu où, tout en n'étant pas sans bien, il entrait comme manœuvre à la Compagnie d'Orléans. Plus tard, avec sa dot et celle de sa

(1) Le frère du capitaine de Visme, l'adjudant Pierre de Visme, du 127e d'infanterie, était également tué, le 3 septembre 1916, à Maurepas.

femme, il avait acheté un petit terrain derrière le Carmel, entre Saint-Martin et le faubourg du Toulon, s'y était fait bâtir une maison, et devait l'habiter jusqu'à sa mort.

Le jeune Maurice était un enfant particulièrement docile et doux, mais d'une sensibilité extrême, et qui se troublait et pleurait au moindre mot. Aucun élève, au pensionnat Saint-Jean, n'était cependant aussi aimé des autres, car aucun ne s'oubliait pour eux d'aussi bon cœur. Unanimement désigné un jour par ses petits camarades pour la mention d'honneur à décerner au plus méritant, lors d'une tournée du Frère visiteur, il en avait rougi jusqu'au blanc des yeux, et fondu tout à coup en larmes. Puis, la visite ayant prolongé la classe, et sa mère lui ayant demandé un peu sévèrement pourquoi il rentrait si tard, il lui en avait donné la raison, mais avec un si grand trouble, et tellement bouleversé, qu'elle en était restée elle-même tout émue.

Mme Portas avait un cousin germain curé à Beaussac, joli village du canton de Mareuil-sur-Belle, et le petit Maurice n'avait pas encore dix ans qu'il déclarait déjà vouloir se faire prêtre comme son oncle l'abbé Geneste. Toute sa joie était d'aller le voir avec sa mère, et tout son rêve de venir vivre un jour au presbytère. Aussi, après sa première communion, les Portas avaient-ils consenti à l'envoyer chez leur parent, qui se trouvait désormais chargé de son éducation, et pouvait juger à loisir de l'enfant confié à sa direction. De cœur tendre et d'âme délicate, mais timide, et toujours prêt, selon l'expression même de son oncle, à se « recoquiller » au moindre reproche, comme ces fleurs qui se referment au moindre nuage, il préférait la retraite à toutes les camaraderies, ne demandait qu'à être seul, et ne restait en même temps jamais inoccupé, faisant de la menuiserie et de la peinture, s'amusant à dresser des bêtes, et remplissant ainsi tous ses instans. Avec cela, détestant le travail des champs, et extraordinairement peureux! Il avait même fallu pratiquer entre sa chambre et celle du curé un guichet qui restait ouvert toute la nuit. Autrement, il n'aurait jamais pu dormir. Son oncle lui donnait des congés pour aller voir ses parens, et son père et sa mère l'engageaient alors à les prolonger un peu, mais il s'y refusait toujours, et leur répondait gravement que, devant un jour être prêtre, il ne pouvait pas rester chez eux passé le temps permis. L'abbé Geneste l'avait déjà ainsi comme pensionnaire depuis

plus d'un an, quand il avait été nommé curé de Lanquais, dans le Bergeracquois, où le suivait le petit Maurice, de plus en plus dominé par sa vocation.

Le 11 novembre 1901, le jour même de ses seize ans, Maurice Portas perdait son père. Il était alors, depuis un an, à l'école cléricale de Périgueux, et sa mère, devenue veuve, se retirait à Lanquais chez son cousin, où le jeune homme continuait lui-même à venir passer ses vacances et ses congés. Tous les deux ans, l'oncle, la mère et le fils allaient en famille à Notre-Dame de Lourdes, et Maurice se trouvait toujours comme transformé par ces journées de pèlerinage, où il montrait un entrain et une expansion extraordinaires. Enfin, il était entré au séminaire et, en 1910, était nommé vicaire à Nontron. Il avait alors vingt-cinq ans. Grand, élancé, toujours un peu timide, mais plein de bonne grâce, d'apparence frêle, mais vaillant, d'une bonté simple et d'une modestie vraie sous lesquelles se cachait une énergie douce, il avait plu tout de suite à la population. L'archiprêtre l'avait chargé du patronage des jeunes gens et, chaque année, certains d'entre eux partant pour le régiment, où ils allaient faire leur service militaire, comme il avait lui-même fait le sien, il ne cessait pas pour cela de les conseiller et de les suivre, leur écrivait fréquemment, et les lettres par lesquelles il leur continuait ainsi ses directions mettent particulièrement bien en relief sa physionomie ecclésiastique.

Le caractère le plus marquant de cet apostolat par correspondance est d'abord ce qu'il a de pressé et de bref. Les plus étendues de ses recommandations n'ont pas vingt lignes. D'autres n'en ont que cinq ou six. On dirait déjà des instructions envoyées d'un champ de bataille. Ce qu'on y remarque ensuite, c'est la sensibilité, la délicatesse des conseils, et ce qu'ils ont de doucement, mais de tenacement impérieux. Il y est répété, à chaque instant : « Il faut... On doit... C'est le devoir... » Sous l'affection et la tendresse, on sent bien vraiment le directeur. Enfin, on y est à la fois frappé par leur piété et leur familiarité. C'est le ton d'une camaraderie mystique, mais celui d'une camaraderie.

Il écrit ainsi à l'un de ceux que suivait plus spécialement sa sollicitude : « C'est pénible, mon cher ami, de quitter les siens. Mais ne sommes-nous pas faits pour cela les uns et les autres? N'est-ce pas aussi en prévision de ces éloignemens que

le bon Dieu a mis dans l'amitié une telle source de courage et d'énergie qu'à elle seule elle est capable d'empêcher le découragement, même aux heures les plus noires? Il te faut donc envisager crânement la vie en face... » Dans une autre lettre : « Il me semble que tu prends un peu de courage, malgré tes heures noires. Tu as encore besoin de réagir pour cela. Je compte sur toi... Te voilà donc dans un patronage. Tant mieux! Et membre du... Deux fois tant mieux! Et conférencier. Vingt fois tant mieux! Aie beaucoup confiance en ton directeur. Il nous faut à tous, mon cher ami, une personne à qui nous puissions tout dire. Il faut qu'elle soit près de nous, car parfois on n'a pas le courage d'écrire et on a la force de parler. Avec cela, et les prières de tous tes amis, en route!... » Et, quelque temps après : « A peine le temps de griffonner au crayon sur un papier quelconque. Ta mère vient de me dire que tu ne viendras pas à Noël. Il faut que tu viennes... Fais l'impossible pour cela, ne serait-ce qu'un jour. Tes parens seraient trop tristes... » Dans l'un des billets suivans : « Ta mère et ton père te font dire de leur écrire. Ne te fais pas prier, ils sont si contens quand ils reçoivent un mot de toi! Dis-leur ce que tu fais et, si tu es fatigué ou si tu t'ennuies, tu n'es pas obligé de le mettre... » Une autre fois, il insiste pour lui faire encore demander une permission : « Je rentre, et j'ai juste le temps de te demander de venir le 15. Il le faut pour tes vieux qui veulent te voir. Voici cinq francs pour le voyage. Inutile d'en parler. Cela rentre dans tes économies. Tu manifesteras ta reconnaissance par une bonne prière... Bon courage, mon petit Fernand. Le bon Dieu n'abandonne jamais. Il éprouve, mais c'est pour fortifier le caractère... » Et ailleurs : « Eh bien! que fais-tu? Veux-tu te dégourdir? Tu t'es laissé pincer par tes idées noires. Allons! Expédie-moi tout cela loin de ton esprit et de ton cœur. J'attends une lettre de toi. Il me la faut sans tarder. Et puis, pas de fausse honte! Tu sais combien je t'aime, et une hésitation me ferait de la peine... » Et il lui recommande encore instamment, quelques jours après : « Il faut que tu viennes à Pâques. Tes parens ont besoin de te voir. Il faut les contenter, un désir des parens est un désir que j'appellerais volontiers sacré. Tâche d'obtenir la permission... Ta mère voulait te répondre, mais c'est un bien gros travail pour elle. Alors, je me suis chargé de la commission, et j'en profite pour t'embrasser... »

Dès la déclaration de guerre, l'abbé Portas était lui-même rappelé sous les drapeaux, et trouvait alors, malgré toute sa tendresse filiale, la force de partir pour le front sans aller embrasser sa mère, afin de lui éviter le déchirement des adieux. Il avait fait son service au 250e d'infanterie, d'où il était revenu avec les galons de sergent-fourrier, et les raisons qui lui avaient toujours valu partout tant de sympathies lui avaient également gagné celles des soldats. Aimé des jeunes gens de son patronage au point qu'on pouvait l'en dire adoré, il avait aussi conquis très vite l'affection et le respect des hommes de sa compagnie, et vivait d'ailleurs avec eux sur le pied d'une assez libre camaraderie. Beaucoup, en le retrouvant dans la vie civile, continuaient même à l'y tutoyer comme au régiment, et son lieutenant, aux manœuvres, ne l'appelait jamais familièrement que « le curé, » tout en le respectant beaucoup, et en lui servant même quelquefois la messe.

— Où est le curé? demandait-il en plaisantant.

Et il s'amusait à ajouter :

— Nous n'avons rien à craindre... Nous avons un curé avec nous en cas d'accident...

La popularité du fourrier Portas remontait donc assez loin, et datait de ses premiers galons, mais devait encore grandir avec la guerre. Sa vaillance au combat n'avait d'égal que le dévouement avec lequel il se jetait à genoux auprès des blessés et des mourans pour les secourir ou les absoudre, et tant de bravoure et de charité touchaient les âmes les plus dures. On le trouvait toujours aussi prêt à exercer son ministère qu'à faire le coup de feu et, dès les premiers jours de la guerre, il était nommé sous-lieutenant, à la bataille de Bapaume. Sur le point de commencer sa messe lorsque était arrivé l'ordre de partir, il avait aussitôt quitté ses ornemens, rejoint son poste, et son commandant de compagnie écrivait quelques jours après, à l'archiprêtre de Nontron : « C'est sur ma proposition, et pour sa belle conduite sur le champ de bataille de Bapaume que votre vicaire, M. l'abbé Portas, a été nommé sous-lieutenant. Il a fait bravement son devoir sur la ligne de feu comme sous-officier, mais il l'a fait aussi comme prêtre. Il avait promis les secours de la religion à ceux qui les lui demanderaient ou l'avaient prié de les leur porter. Sous une pluie de balles, il allait d'un blessé à l'autre, encourageant celui-ci, recueillant de

celui-là le dernier soupir, le suprême adieu aux êtres chéris. Il n'a pas été blessé, mais il a fait tout ce qu'il fallait pour l'être. »

Le régiment, le lendemain de la bataille, s'arrêtait à Frévent, où l'école libre était réquisitionnée pour loger la troupe. Le fourrier Portas venait prendre possession de l'établissement, et la directrice et ses sous-maîtresses ne pouvaient s'empêcher de s'intéresser à l'air fragile et doux de ce grand et mince sous-officier, dont la sollicitude pour le soldat avait comme quelque chose de maternel. Elles voyaient ensuite arriver les hommes, et sa patience, au milieu de leurs réclamations, ne leur causait pas moins d'admiration. Plusieurs d'entre eux semblaient assez grossiers, et d'autres avaient même d'assez mauvaises figures, mais tous, lorsqu'ils lui parlaient, le regardaient avec déférence. En apprenant qu'il était prêtre, elles insistaient pour l'inviter le soir à leur table, et remarquaient d'abord la profonde tristesse que lui avaient laissée les terribles visions de la veille. Puis, il devenait moins taciturne, leur parlait de sa paroisse et de son pays, de Lanquais, de sa mère, de son oncle le curé, et la directrice, le jour suivant, écrivait à Mme Portas : « Madame, j'ai eu l'honneur et le bonheur hier de recevoir M. Portas, sergent-fourrier du 250e... De suite, je remarquais l'intérêt qu'il portait à ses hommes et le bien-être qu'il désirait pour eux, et je ne fus pas très étonnée quand l'adjudant me dit tout bas qui il était. Vous pouvez être fière, madame, d'avoir un tel fils, et toutes, ici, nous avons été profondément touchées de son égalité d'humeur, de la bonté qu'il témoigne à tous et de son oubli complet de lui-même. Son souvenir ne s'effacera pas de notre mémoire... Arrivé dimanche à trois heures de l'après-midi, il nous a quittées le lundi à cinq heures du matin. Nous avons voulu le soigner comme vous l'auriez fait vous-même, mais nous avons dû insister longtemps avant de réussir à lui faire accepter un lit et un repas. »

Un mois plus tard, le 250e se battait dans la Somme, et l'un des jeunes gens du patronage de Nontron recevait cette carte du front : « *Dans une tranchée, face à l'ennemi.* Merci, mon petit Antonin, de toutes tes lettres. Elles sont vraiment bien bonnes, et j'y puise beaucoup de courage pour accomplir chaque jour mon devoir. Ce sera une grande consolation et joie pour tous de penser que, par tes lettres, tu aides ton petit sous-lieu-

tenant à servir la Patrie. Prie toujours bien, fais des sacrifices, rien de tout cela n'est perdu, et songe que, bien souvent, pendant le jour, ou la nuit en sentinelle, ma pensée et mon cœur vont vers vous tous que je désire tant revoir. Embrasse tous les camarades pour moi, et remercie tous ceux qui m'ont écrit... Bonjour à ta famille. Je t'embrasse. »

Le régiment, à ce moment-là, occupait, au bord de l'Avre, au pied de Villers-les-Roye, des tranchées établies dans les champs, à proximité d'un petit bois. Les sorties contre les Allemands étaient fréquentes, et le sous-lieutenant Portas y faisait toujours, comme à Bapaume, « tout ce qu'il fallait » pour être tué, mais sans être jamais atteint, semblait même comme invulnérable, et commençait à s'en divertir, en criant quelquefois dans la fusillade :

— Ah! les maladroits!... Ils ne savent pas tirer... Si ça continue, je serai obligé, après la guerre, de cribler moi-même mon habit de balles, pour qu'on ne m'accuse pas d'avoir fait l'embusqué!...

Les balles et les obus ne devaient pas cependant toujours l'épargner et, le 6 octobre, il disparaissait dans une alerte de nuit, sans que les récits de sa mort aient jamais bien concordé, ni que son corps ait même jamais été retrouvé.

Vers le milieu de la nuit, d'après certains témoins, un soldat cycliste rencontrait, après l'attaque, les restes de la compagnie dans une tranchée de seconde ligne, et demandait aux hommes s'ils avaient beaucoup souffert.

— Oh! oui, lui répondaient-ils.

Ils ajoutaient :

— Tenez, le sous-lieutenant Portas a été tué, le voilà!...

Et ils lui montraient un mort étendu au fond de la tranchée... On venait alors, au jour, pour reconnaître le corps, mais ni le mort, ni les hommes n'étaient plus là.

D'après d'autres témoins, le lendemain même du 6, un homme avait annoncé à sa mère qu'il venait d'assister aux derniers momens de l'abbé Portas, mais l'homme était mort lui-même lorsqu'on lui avait écrit pour lui demander des détails. D'autres racontaient aussi avoir vu le vicaire tué à bout portant en refusant de se rendre, d'autres qu'ils l'avaient vu se repliant blessé vers le bois, et d'autres qu'il était tombé dans le bois même, blessé, mais faisant encore face à l'ennemi. Il leur sem-

blait toujours, disaient-ils, l'apercevoir, dans la demi-lueur de la nuit, agitant ses grands bras pour essayer de les rallier, puis se retournant pour tirer, quand ils avaient tout à coup cessé de l'entendre, et ne l'avaient plus aperçu...

Un jour, peu après cette disparition, des permissionnaires débarquaient à la gare de Périgueux, en rencontraient un autre qui repartait pour le front, et les premiers demandaient au second :

— Dis donc, tu te rappelles bien Portas, le curé?

— Oui, le sous-lieutenant... Eh bien?

— Il est mort...

A cette nouvelle, le permissionnaire pâlissait, regardait un instant ses camarades sans pouvoir leur dire un mot, et fondait tout à coup en larmes.

FAMILLES DE FRANCE.

J'ai entendu raconter à un religieux :

— Il arrive fréquemment que, dans mon ministère, une pauvre enfant me dise à la fin de l'entretien : « Mon père, priez pour mes frères... J'en ai quatre, j'en ai cinq, j'en ai six à la guerre. » Un jour, l'une m'a même dit : « J'en ai sept! »

De ces frères, pour qui tremblaient ainsi leurs sœurs, combien ne seront pas revenus! Combien seront morts loin de tout secours, martyrs innombrables et ignorés, en murmurant seulement, à leur dernier soupir, le nom de leur mère et celui de leur pays! Combien de maisons, pleines de joie et de jeunesse avant le cataclysme, et dans le vide et le silence desquelles ne sont plus que des femmes en noir, des vieillards et des enfans!

Vers le milieu de mai 1916, le député de Cholet, M. Jules Delahaye, visitait sa circonscription. On était aux journées les plus terribles de Verdun, et parmi les femmes et les veuves, venues pour lui exposer leurs besoins ou lui raconter leurs deuils, il voyait se présenter une vieille paysanne en coiffe, une femme Brémond, veuve d'un petit propriétaire de Saint-Christophe-du-Bois, qui lui disait avec une douleur profonde :

— Monsieur, nous avons eu, mon mari et moi, six enfans, quatre garçons et deux filles, et tous nos fils sont partis pour la guerre... Brémond et moi, monsieur, nous avons été élevés dans l'amour de la France, et nos fils ont été élevés comme

nous. Ils ont été fiers de partir, comme nous en avons été fiers pour eux. Dès le début, malheureusement, l'un d'eux, notre cadet, est tombé à la bataille de la Marne, et j'en ai éprouvé tant de chagrin que mon mari me l'a reproché. Il me disait : « Ne sois pas aussi triste... C'est un honneur pour notre enfant d'être mort comme il est mort... » Et puis, peu de temps après, nous en avons eu un second tué, et mon mari m'a dit encore : « Ne pleure pas tant, il faut montrer du courage ! » Ensuite, seulement, nous en avons eu un troisième si gravement blessé qu'il a été comme perdu... C'était trop, et mon mari, alors, en est tombé tout d'un coup. Il restait des journées devant la cheminée, sans rien dire, à regarder les cendres. Un jour, il s'est couché, et il est mort sans maladie... Ainsi, monsieur, j'ai déjà perdu deux enfans, même trois, j'ai perdu aussi mon mari, et il ne me reste plus qu'un fils, mon aîné, qui est sergent et se bat à Verdun. Eh bien ! monsieur, j'ai lu dans un journal que lorsque des parens avaient eu deux fils tués à l'ennemi et qu'ils en avaient encore un au feu, ils pouvaient demander que celui-là soit mis un peu à l'arrière, et je suis venue pour vous prier de me dire comment il faut faire ma demande... De ces hommes-là, voyez-vous, il faut tâcher d'en conserver la race !...

M. Delahaye rédigeait la demande de la mère, et les larmes, lorsqu'il la lui lisait, coulaient sur la figure immobile et ridée de la veuve... Puis, elle gardait le silence, comme si quelque chose l'avait tout à coup gênée, et disait, en effet, après avoir hésité :

— Mon Dieu, monsieur, je réfléchis que mon fils ne connaît pas ma démarche... Il serait peut-être mécontent, s'il lisait la lettre comme elle est là... Et, cependant, je voudrais qu'il vive... Alors, monsieur, pourriez-vous mettre que je demande bien toujours de le retirer de Verdun, mais seulement lorsque la bataille sera finie !...

Dans nos villes et nos villages, combien d'humbles familles auront ainsi donné jusqu'à la dernière goutte de leur sang ! Elles sont légion, elles ont sauvé la France, et l'historien ne saura jamais leurs noms... Mais il en est aussi d'illustres ou de connues, et qui peuvent dire comme les obscures : « J'ai donné cinq, six, huit, dix de mes enfans à la Patrie ! » Celles-là non plus ne sont pas rares, et la première à citer sera celle des Castelnau, du vainqueur de Lorraine et de ses cinq fils.

Trois sont tombés au champ d'honneur, et les autres servent toujours... Ce seront aussi les frères Cochin, Jacques, Augustin et Jean. Marié, père de deux enfans, et mobilisé comme officier d'état-major, Jacques n'a de repos qu'après avoir obtenu le commandement d'une compagnie d'infanterie, et tombe à l'assaut du Xon, frappé d'une balle dans la tempe. On le retrouve au sommet de la colline, le bras encore tendu dans le geste de la charge, avec sa canne et ses gants dans la main! Homme d'étude et d'érudition, auteur d'importans travaux historiques, Augustin est tué à Verdun. Sous-lieutenant, lieutenant, puis capitaine, six fois blessé, mais se refusant toujours au repos ordonné par les médecins, il tombe en menant ses hommes à l'attaque, avec son bras cassé dans un appareil en plâtre! Jean commande le *Papin* et fait sauter les torpilleurs autrichiens, coule leurs mines flottantes, et se jette lui-même à la nage pour aller couper leurs crins! Ce seront encore les cinq du Paty de Clam, et leurs cousins, les sept Daras. Retraité, et voyant sa demande de réintégration traîner en d'interminables longueurs, le lieutenant-colonel du Paty de Clam s'engage, à soixante ans, comme simple chasseur à pied, et rejoint son bataillon à la frontière lorraine, où il accepte toutes les fatigues des hommes de troupe, quand le général le retire enfin du rang pour lui confier des missions. Trois mille fuyards refluent, épouvantés, sur Étain, et il faudrait arrêter leur fuite, leur rendre le moral, tâcher de refaire un corps de tous ces élémens débandés. Du Paty de Clam s'en charge, part avec cent gendarmes, et c'est fait en quelques heures, par la seule magie de l'ascendant, du sourire et de l'autorité! Les hommes l'écoutent, se reforment, et l'acclament. Puis, il faudrait aussi conduire des renforts à une destination difficile, leur faire franchir l'Argonne à travers des combats et des embuscades, et du Paty de Clam s'acquitte encore de la tâche. Alors, on lui rend un régiment et, le 30 octobre, le 117e enlève sous sa conduite le Quesnoy-en-Santerre à la baïonnette. Il n'a ni clairon, ni tambour, mais ne s'embarrasse pas pour si peu et, ne pouvant faire battre ou sonner la charge, il la chante. Une mauvaise couverture sur les épaules pour mieux cacher son grade à l'ennemi, il entonne, de tous ses poumons : *Y a d'la goutte à boire là-haut, y a d'la goutte à boire!* Les soldats reconnaissent sa voix, il les entraîne

et, leur montrant le village avec un fusil allemand ramassé par terre, il chante toujours, à gorge déployée : *Y a d'la goutte à boire là-haut, y a d'la goutte à boire!* On le suit de plus en plus, l'élan gagne, la troupe reprend le refrain, on marche, on court, on charge, et la place, le soir, est à nous. Objet de l'une les plus belles citations parues à l'Ordre de l'Armée, nommé officier de la Légion d'honneur, blessé, âgé, mal guéri, il succombera aux suites de ses blessures, et mourra de son héroïsme, mais l'héritage en sera recueilli par ses fils, qui semblent, tous les quatre, le recevoir chacun tout entier! Trois fois cité à l'ordre de l'armée, trois fois blessé, chevalier de la Légion d'honneur, Jacques du Paty de Clam, capitaine de chasseurs à pied, est amputé d'une jambe. François du Paty de Clam, capitaine de hussards, est cité à l'ordre de son régiment pour vingt mois de bravoure et de « merveilleux allant. » Blessé, et cité à l'ordre de la brigade, Charles du Paty de Clam sauve son bataillon en se couchant sur une caisse de grenades, pour y faire matelas de son corps et l'empêcher de prendre feu. Commandant de l'*Archimède*, Michel du Paty de Clam est enlevé par une lame en torpillant un transport autrichien, et sombre dans sa victoire... Et voici l'admirable liste des Daras... Georges est prisonnier, et Maurice trois fois blessé. Un troisième, l'aîné, Henri, est amputé d'une jambe et chevalier de la Légion d'honneur. Un quatrième, Charles Daras : la mâchoire fracassée et chevalier de la Légion d'honneur. Un cinquième, Louis Daras : tué à l'ennemi. Un sixième, Pierre Daras : dix-huit ans et tué à l'ennemi. Et le septième, Michel Daras : englouti dans un torpillage en veillant au salut de sa troupe. Il meurt, mais il a sauvé ses hommes!

Nobles familles, et qui devaient l'exemple, mais qui le donnent magnifiquement, et que va cependant dépasser encore celle des de Maistre!

Au général baron de Maistre, arrière-petit-fils d'un maréchal de camp d'Henri IV et chef des barons de Maistre, ou des de Maistre de France, il est resté trois fils de ses nombreux enfans, Armand, capitaine de cavalerie, Emmanuel, capitaine d'artillerie, André, sous-lieutenant de réserve, et la mort du troisième a la beauté de l'épopée. En avant de sa section, il l'exhorte au combat, quand une balle le frappe à la hanche. Sans fléchir, il poursuit son exhortation, tombe foudroyé par une seconde

balle, et ses camarades, la bataille terminée, annoncent sa fin en ces termes :

— Ses dernières paroles ont été : « Je vais me porter en avant »... Son dernier geste a montré le ciel, où il est, et l'ennemi!

Le baron Yvan de Maistre, frère du général, a eu quatorze enfans, parmi lesquels quatre fils, Bernard, Jacques, Joseph et Pierre, et trois d'entre eux accomplissent exploits sur exploits. Parti pour prendre Javrecourt, le lieutenant Bernard de Maistre reçoit une première balle en traversant une zone battue par un feu terrible, n'en tient pas compte, porte le sac d'un de ses hommes plus grièvement blessé que lui, continue à entraîner sa troupe, entre dans le village à la baïonnette, y reçoit une seconde balle, refuse toujours de la prendre au sérieux, est nommé capitaine, et tombe, un an plus tard, en Lorraine, en ralliant sa compagnie, à la tête de laquelle il se bat jusqu'à sa dernière cartouche. « Il est mort face à l'ennemi, écrit un des officiers de son régiment, en héros, en Français, et le fusil à la main! » Le capitaine Joseph de Maistre, quatre fois cité pour son « cran superbe, » et resté légendaire à la fois comme dragon et comme fantassin, accumule, à Verdun, témérités sur témérités. N'ayant plus avec lui, au Bois-Camard, qu'une poignée d'hommes contre tout un gros d'Allemands, il se rue sur eux malgré leur nombre et, le revolver au poing, un gourdin dans l'autre main, les tue, les assomme, et les met en déroute. Puis, après Verdun, c'est Sailly-Saillisel, où il crie à ses soldats : « En avant, c'est pour la France! » et tombe criblé de mitraille, à quelques pas de la tranchée ennemie. Servant dans les dragons au début de la guerre, et déjà de toutes les audaces, il avait, à ce moment, un émule dans un de ses cousins, dragon et lieutenant comme lui, de Maistre comme lui, et s'appelant comme lui Joseph. Également célèbres pour la fougue de leurs raids, et l'un et l'autre de la même brigade, tous les deux du même grade, de même nom, de même prénom, et de même héroïsme, ils étaient alors les deux Joseph de Maistre! Héroïque aussi, le lieutenant Pierre de Maistre, chevalier de la Légion d'honneur, cité comme ses aînés à l'ordre de l'armée, et gravement blessé dans une attaque! Héroïque, le jeune brigadier Baubiet, de Maistre par sa mère, neveu des trois précédens, et tué à dix-huit ans sur ses pièces! Héroïque enfin, le

vieux colonel Henry de Maistre, blessé à Gravelotte quarante-quatre ans auparavant, retraité comme son frère le général, mais ayant réussi à reprendre du service, et y succombant d'épuisement, pendant que son fils, le lieutenant Louis de Maistre, se distingue brillamment dans les batailles de Champagne!

Et, cet élan à servir, les hommes ne sont pas seuls à le suivre dans la famille. Comme leur frère le baron Jacques, qu'une infirmité empêche de porter les armes, mesdemoiselles Geneviève et Jeanne de Maistre se dévouent avec lui au soin des blessés sous les bombes, dans leur ambulance de Vauxbuin, et ne cessent d'y affronter tous les dangers du front, ainsi qu'en témoigne, avec la citation à l'ordre de l'armée, la croix de guerre avec palme attachée à leur corsage d'infirmières!

Maintenant, voici les comtes de Maistre, ou les de Maistre de Savoie. Descendans ou neveux du grand Joseph de Maistre, ils vont être plus prodigues encore des leurs que les premiers, et les soldats de carrière, les martyrs du devoir, les blessés, les morts, vont même sembler, chez eux, ne plus pouvoir se compter!

Au plus fort de la persécution antimilitariste, le comte Rodolphe de Maistre a donné sa démission de capitaine de cavalerie, et vit, depuis dix ans, retiré en Normandie, dans son château de Beaumesnil, lorsque la guerre éclate. Il demande aussitôt sa réintégration, l'obtient, est nommé commandant, chevalier de la Légion d'honneur, cité à l'ordre du régiment, et ses deux fils aînés, Joseph et Henri de Maistre, se distinguent en même temps chacun dans son arme. Sous-officier de dragons, Joseph fait toute la campagne de Belgique, perd son cheval dans une fondrière à l'affaire de Saint-Vincent-Rossignol, n'échappe aux Allemands qu'en traversant la rivière à la nage, se cache dans les bois, rallie en route des hommes partis pour se rendre, et les ramène avec lui dans nos lignes. Henri, mobilisé comme sergent, est gravement blessé dès le début de la campagne, guérit, repart, est nommé sous-lieutenant, et blessé de nouveau à l'Hartmansweillerkopf, où il reste aux mains de l'ennemi avec les débris de son régiment. Il avait reçu sa première blessure dans une reconnaissance de nuit et, rampant alors au fond d'une tranchée, d'où il cherchait à voir dans la tranchée voisine, il y apercevait les Allemands, faisait un signe

à ses hommes, leur recommandait le silence, et recevait une balle, mais ne bronchait pas, quand un de ses soldats en recevait une à son tour, et ne pouvait s'empêcher de gémir.

— Chut ! lui murmurait de Maistre, tu vas nous faire découvrir... Tais-toi, ça ne fait pas de mal... Je viens d'en recevoir une, je le sais bien !...

Oncle et grand-oncle du comte Rodolphe et de ses enfans, le comte Eugène de Maistre a eu, parmi les siens, Pierre, Xavier, Maurice et Béatrix ; et, à cinquante-deux ans, le Père Pierre de Maistre, professeur à l'Université de Beyrouth, part comme aumônier militaire, pendant que ses deux frères, les commandans Xavier et Maurice de Maistre rentrent en activité. Affreusement brûlé par les jets de liquides enflammés, le commandant Maurice de Maistre est fait prisonnier, jeté dans un camp de représailles, en subit toutes les horreurs, et son fils, pendant ce temps-là, s'engage à dix-huit ans, comme le font également ses trois cousins germains, les fils de Béatrix, sœur de son père et de ses oncles, les jeunes de la Chevasnerie, dont l'un sera tué, un autre gravement blessé, et le troisième deux fois trépané. Puis, ce sont les fils du comte François de Maistre, André, Joseph, Jean et François-Benoît. Déclaré inapte, André, malgré tous les obstacles, parvient à entrer dans les transports, et fait les campagnes les plus dures, la Belgique, Verdun, la Somme. Frappé du plus cruel des deuils par la mort de sa jeune femme, et père de cinq enfans, Joseph, lieutenant de dragons, et l'émule en hardiesse de l'autre Joseph de Maistre, ne passe pas, en trois mois, une seule journée sans livrer un combat ou faire une reconnaissance. Terrassé à la fin par un éclatement de marmite, laissé pour mort, sauvé par son ordonnance, nommé capitaine, trois fois proposé pour la Légion d'honneur, trop abîmé pour remonter en selle, il entre dans l'aviation, et se fait des ailes de ses infirmités. Blessé et prisonnier, le quatrième, François-Benoît, est emmené dans un camp d'Allemagne, et Jean, le troisième, réformé d'abord comme André, admis ensuite dans un bataillon de marche, puis blessé comme Joseph et François-Benoît, ne veut quand même pas rester inutile, et passe, lui aussi, dans les services aériens. Des ailes ! Des ailes ! Il voudrait pouvoir voler lui-même à l'ennemi, mais ne le pourra pas, aidera du moins à la lutte autant que le lui permettront ses forces, et deviendra *dépanneur*. Il ira, sous les

balles et sous les bombes, délivrer les avions en panne, leur rendre la volée et leur rouvrir l'espace!

Aucune lecture ne va au cœur comme ces lettres de héros pieusement recueillies par les leurs, ou ces récits de leur vie et de leur mort par un père, un frère ou un ami, où l'âme des disparus semble s'être enfermée pour y parler encore à ceux qui restent. Saintes et précieuses plaquettes de famille comme *La Mort du Chef* ou les *Lettres* de Jacques et d'Augustin Cochin, et l'une des plus émouvantes est celle qui porte à la fois pour titre et pour dédicace : *A mon cher petit-fils Henri de Maistre, tombé glorieusement pour la France à l'assaut de Souchez, le 25 septembre 1915. Père A. du Bourg.* Le vieillard, dont la main bénissante a tracé ces lignes si tendrement paternelles, est le vénérable Dom du Bourg, supérieur des Bénédictins de Paris, ancien officier retiré dans les Ordres, et grand-père des trois fils du comte Ignace de Maistre. Le premier, Joseph, est blessé, et le second, Henri, celui qui doit mourir, envie gaîment à son « grand, » dans une vaillante et charmante lettre à leur mère, la gloire d'avoir reçu « le baiser de l'obus, » mais l'aura bientôt reçu lui-même, et c'est alors que l'aïeul lui dédiera les quelques pages de larmes et de fierté, qu'il signe comme en tremblant : *Ton bon papa*. Le noble petit héros n'avait pas vingt ans, mais un vengeur se lève déjà pour lui dans son jeune frère François, qui n'en a pas dix-huit, et s'engage dans le régiment où vient de tomber son aîné!

Du Bourg, de Laubier, Dartige du Fournet, Plan de Sieyès de Veynes, tous ces noms, dans ce glorieux tableau familial, doivent encore se ranger autour de celui de Maistre. Deux fois blessé, à Bagatelle et à Verdun, Michel du Bourg, neveu de Dom du Bourg, et de Maistre par sa mère, quitte la cavalerie pour les chasseurs à pied, pendant que son frère Charles fait d'abord campagne au Maroc, où il est de tous les raids, pour s'engager ensuite dans l'aviation où il va se broyer une jambe dans une chute de deux mille mètres. Leur mère, pendant ce temps-là, Mme du Bourg, gagne elle-même la médaille d'infirmière sous les bombes à Bar-le-Duc, et leur cousin Gabriel entraîne ses dragons partout! Neveux du Père Dominique de Maistre, les deux frères de Laubier et leur cousin Dartige du Fournet ont l'enthousiasme du péril. Six officiers se présentent à leur colonel comme volontaires pour l'aviation, et Léon de

Laubier est des six. Ensuite, deux seulement d'entre eux, en voyant s'abattre un avion, et le pilote et l'observateur broyés sous leur appareil, maintiennent leur candidature, mais Léon de Laubier est des deux. Dieudonné, son cadet, s'engage à dix-sept ans, est nommé brigadier, maréchal des logis, cité à l'ordre du régiment, puis de la division, et va chercher, sous la mitraille, les blessés qu'il ramène sur ses épaules. Quant au jeune Dartige, il est si pressé de courir au feu qu'il invente un nouveau genre de désertion, la désertion héroïque. Il trompe ses chefs, trompe son oncle le jésuite à l'autorité de qui il est confié, saute en fraude dans un train à destination du front, se jette enfin dans la bataille, est blessé au visage, à la main, à la poitrine, perd un doigt, a le corps et la figure zébrés de cicatrices, mais ne s'en porte pas plus mal, et ne tient toujours pas en place, dès qu'il n'est plus en danger!

Cinq fils au front, et qui semblent, tous les cinq, moins relever quelquefois de l'histoire que de la légende, c'est le bilan de famille du marquis de Sieyès de Veynes, cousin germain du comte François de Maistre. Capitaine de réserve, grièvement blessé aux Éparges, et réduit par sa blessure à quitter l'infanterie, l'aîné, Jean de Sieyès, passe dans l'aviation, y multiplie les exploits, et disparaît dans un combat, en incendiant un Drachen. Il survit, mais tombe en Hanovre, où il est retenu prisonnier. Également capitaine, le second, Joseph de Sieyès, accourt de Chine où l'a surpris la guerre, passe de la réserve dans les coloniaux, est blessé en Champagne, et rejoint sa compagnie sans avoir pris le temps de guérir. On lui propose de la quitter pour passer dans l'État-major, mais il refuse. Il s'est attaché à ses soldats comme ils se sont attachés à lui, ils l'aiment comme il les aime, et il tombera à Belloy-en-Santerre, victime de sa fidélité à ses hommes. Ayant reçu l'ordre d'occuper avec eux un emplacement trop terriblement périlleux, il a voulu l'occuper seul, afin d'exécuter l'ordre, mais les a mis, en même temps, à l'abri de l'extermination! Le troisième est Jacques de Sieyès. Vingt-trois ans, capitaine et chevalier de la Légion d'honneur, il a livré combats sur combats, obtenu citations sur citations, reçu blessures sur blessures. Un bras cassé par un éclat d'obus, l'autre par une balle, une jambe broyée par une bombe, il lui reste cependant encore assez de lui-même pour pouvoir se faire aviateur, et il y laisse

encore deux de ses doigts, mais ne vole qu'avec plus d'entrain, avec ses bras brisés, sa jambe coupée et sa main mutilée, aux Drachens et aux Fokkers. Une nouvelle citation à l'ordre de l'armée témoigne alors, une fois de plus, de l'admiration qu'il excite, et de la main, ou de la demi-main qui lui reste, il écrit à sa mère, entre ses envolées, des lettres pleines de foi religieuse et de gaîté. Xavier est le quatrième. Médaillé militaire, blessé, deux fois cité pour ses coups de main, il a vingt ans, et le cinquième, Bernard, qui en a dix-sept, veut s'engager dans les hussards, mais est réformé au corps, parvient à passer dans l'artillerie, doit aussi la quitter à la suite de ses blessures, se réfugie alors comme ses trois frères encore vivans dans la guerre aérienne, et sera mitrailleur là-haut. Ne pouvant plus, ni les uns, ni les autres, servir et se battre sur terre, ils s'en vont se battre et servir dans l'espace. Des ailes, des ailes, des ailes! est comme le cri de la famille, et l'héroïque défilé n'est pas encore clos! Arrière-petits-fils de Marie, d'Anne et de Jeanne de Maistre, les de Toytot, les de Buttet, les de Surigny, les de Foras, se trouvent aussi au rendez-vous du devoir et de l'immolation. Le capitaine Pierre de Toytot : mort au champ d'honneur! Le capitaine Xavier de Buttet : blessé et prisonnier de guerre! Le lieutenant Humbert de Buttet : blessé et prisonnier de guerre! Le capitaine Louis de Buttet : mort au champ d'honneur! Le capitaine Pierre de Surigny : mort au champ d'honneur! Le capitaine Rodolphe de Foras : mort au champ d'honneur!

Si remplie de ces glorieux exemples que soit déjà ainsi, dans ces années de cataclysme, l'histoire d'une famille illustre, il en est cependant encore un sans l'évocation duquel elle resterait incomplète.

Vers 1904 ou 1905, le comte Barle de Foras émigrait de Savoie avec ses enfans pour le Canada. Quelques années auparavant, son père, le comte Amédée, avait occupé la charge de grand maréchal à la Cour de Bulgarie, et sa petite fille, la petite Ferdinande, la première née du comte Barle, avait eu le roi pour parrain. Le prince, malheureusement, faisait ensuite abjurer le Catholicisme à son fils Boris pour le culte schismatique, et le vieux comte Amédée ne se regardait plus comme autorisé par l'honneur à rester à son service. Sans vouloir même s'arrêter à ce qu'une rupture avec son souverain allait

lui faire perdre, il n'hésitait pas à rompre, se résignait d'avance aux épreuves qui ne pouvaient manquer de lui advenir, et l'exode de ses enfans, pour les régions perdues où ils s'étaient expatriés, n'en avait été que la conséquence.

Puis, le temps avait passé, et les de Foras se faisaient à la vie d'Amérique, lorsque le coup de tonnerre de la guerre leur arrivait dans leur exil. Le comte Barle avait dix enfans, et Ferdinande, leur aînée, la filleule de l'apostat, sentait alors se réveiller en elle toutes ses générosités héréditaires. Ses frères étaient partis défendre leur pays; ses oncles étaient comme eux sur les champs de bataille, des Anglaises et des Canadiennes s'engageaient elles-mêmes pour le service des blessés, et sa résolution était vite prise. Elle s'engagerait comme elles, et rien ne l'arrêterait, ni les difficultés, ni la longueur du voyage, ni les prières ni la tendresse même de ses parens! Et elle s'embarquait pour la France, se rendait à l'ambulance de Dinard où l'envoyait la Croix-Rouge, et où sa foi, sa jeunesse et sa race accomplissaient des prodiges. Mais elle allait y perdre sa santé, y contractait un mal qui ne lui pardonnait pas, et mourait à Genève, le 19 décembre 1915, décorée dans ses derniers jours de la Médaille d'Or des épidémies, entourée de l'affection de parentes accourues à son appel, et martyre de sa charité!

Fors l'Honneur nul souci... C'est la vieille devise des de Maistre, et ils ne devaient pas y forfaire. Du vieux blason de famille, et des pages immortelles de l'écrivain-prophète, toute une tribu héroïque devait se lever ainsi dans les descendans, les neveux et les porteurs mêmes du nom! Après le génie du premier, les vertus et la foi des autres! Après le plus riche héritage de vérité, la plus riche abondance de sang joyeusement donné!

MAURICE TALMEYR.

LES ANZACS

L'HÉROÏQUE ODYSSÉE DES NÉO-ZÉLANDAIS

Ils habitaient les solitudes herbeuses des antipodes. La longue distance, la nature même des choses devaient les tenir en dehors de nos conflits. Et, cependant, ils sont montés, un jour, par milliers dans des navires qui les emmenèrent loin de leur sol natal. Ils ont traversé un océan et deux mers, défendu le canal de Suez, lutté contre la Turquie dans les sables du Sinaï et au détroit de Dardanus, non loin de l'antique Troade; ils sont allés briser les assauts des Arabes fanatiques qui voulaient faire du Grand Senoussi le nouveau maître de l'Égypte; ils ont, au galop de leurs chevaux rapides, enlevé cette citadelle d'El Arish où, en 1800, Kléber négociait avec les Anglais. Hier, ils versaient leur sang en Picardie; ils sont, aujourd'hui, parmi les plus héroïques soldats de la bataille des Flandres.

***

Isolées dans un océan où les compétitions des puissances pour s'assurer des bases navales étaient incessantes, visées par l'expansion japonaise, témoins des intrigues allemandes aux îles Samoa, ne pouvant guère compter sur la mère patrie (on sait que la Nouvelle-Zélande est, depuis 1907, rattachée à l'Angleterre en qualité de Dominion,) les deux îles du Pacifique avaient compris de bonne heure la nécessité de se donner une

solide organisation militaire. Elles y avaient réussi, et c'est lord Kitchener qui, bien avant la guerre actuelle, reconnaissait la valeur de l'armée néo-zélandaise, et proclamait la haute qualité de ses élémens. Le mois d'août 1914 trouva donc le pays dans un état de préparation à la guerre qu'eussent pu lui envier tous les autres dominions, y compris le Canada lui-même.

Dès qu'elle apprit que le gouvernement de Londres s'engageait avec la Russie, la France et la Belgique contre les pays germaniques, la Nouvelle-Zélande donna un splendide exemple d'union sacrée. Avant l'heure fatale, le 31 juillet 1914, lorsque M. Massey, premier ministre, annonçait à la tribune de la Chambre des représentans qu'il venait d'offrir à la métropole de lui envoyer un corps expéditionnaire, d'un même mouvement tous les députés se levèrent et entonnèrent l'hymne national. L'opposition, par la bouche de son leader, sir Joseph Ward, affirma son loyalisme : elle soutiendrait de tout son pouvoir le gouvernement dans sa difficile tâche. Lorsque, le 5 août, la guerre fut déclarée, une manifestation spontanée de la foule rassembla dix mille personnes pour acclamer la mère patrie.

Sans qu'aucun appel eût encore été adressé à la population, d'eux-mêmes les hommes s'offraient en masse. Dans la seule ville d'Auckland, — la vieille cité entourée du prestigieux décor de ses soixante-dix pics rangés comme une garde d'honneur, — il y avait mille engagés quelques heures après l'annonce officielle de l'intervention britannique. Dès le 20 août, les six mille hommes promis à la métropole étaient rangés l'arme au pied avec un équipement parfait. Cependant, d'autres effectifs, déjà, attaquaient les îles allemandes du Pacifique (1). L'enthousiasme gagna la population tout entière et les Maoris eux-mêmes, antiques maîtres des îles et anciens adversaires des Anglais, réclamèrent leur place dans l'armée. La tribu des Ngaputis, notamment, à l'instigation de son chef Kawiti, se montra d'une particulière ardeur, tirant argument auprès des autorités de ce qu'on permettait bien aux Hindous de s'engager. Aussi dut-on former un premier groupe de cinq cents Maoris.

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre 1915.

*
* *

Justement préoccupés de l'hygiène de leurs troupes, les Néo-Zélandais établirent leur camp dans un endroit des plus salubres. Ce fut la petite ville de Featherston, à faible distance de Wellington, la capitale du pays. Sous les ombrages des monts Rimutaka, on vit pousser, comme autant de champignons venus en l'espace d'une nuit, des centaines de petites maisons basses en planches auxquelles travaillèrent aussitôt mille charpentiers. Trois cents habitations, plusieurs kilomètres de rues bordées de théâtres, de clubs, de cantines et de cafés formaient le cœur de la nouvelle cité. Les Anzacs se plurent à noter que leur camp couvrait cinquante acres et qu'il ne fallut pas moins de trente mille kilos de clous pour assembler leurs nouvelles demeures. Fervens du billard, ils s'assurèrent vingt-huit jeux où les carambolages se succédèrent sans fin. Chaque cuisine nourrissait seize cents hommes qui se répandaient dans seize réfectoires immenses. Les dortoirs furent l'objet de soins tout particuliers : les abords et l'intérieur en étaient, la nuit, éclairés par trois mille lampes électriques. Bientôt, le service postal fonctionnait avec une remarquable régularité.

L'instruction des troupes se poursuivit active et méthodique. Autour du camp, tranchées, ouvrages de campagne, étaient établis d'après les méthodes les plus récentes par des instructeurs venus du front occidental. Dans le camp de Papawai, artilleurs et mitrailleurs, signaleurs et tirailleurs, s'exerçaient au milieu de champs remplis de lance-bombes et de blockhaus; puis, leur entraînement terminé, par groupes de deux mille hommes, ils gagnaient la ville de Trentham.

Bientôt devait se poser le problème de la conscription. Pendant les premiers mois, le comité de guerre britannique n'avait demandé que neuf cents soldats de renfort mensuel. A la fin de 1915, devant la résistance croissante de l'Allemagne, il réclama une contribution de deux mille cinq cents hommes par mois. Malgré quelques opposans travaillistes, la loi militaire que proposa le colonel Allen, ministre de la Guerre, fut votée, le 10 juin 1916, par trente-quatre voix contre quatre, aux acclamations de la Chambre entière.

L'arme est forgée maintenant, nous pouvons suivre les Néo-Zélandais sur les champs de bataille.

EN ROUTE POUR L'ÉGYPTE

La Nouvelle-Zélande commença par se débarrasser de son plus proche adversaire en conquérant les îles Samoa, petite colonie allemande qui, à vrai dire, ne pouvait offrir aucune résistance. Mais la maîtrise du Pacifique appartenait, alors, à l'escadre de l'amiral von Spee que l'on savait dans la région. Or, le convoi qui transportait le corps expéditionnaire néo-zélandais vers l'Égypte devait faire la première partie du voyage sous la seule protection de trois petits croiseurs. Aussi, la traversée jusqu'à la Nouvelle-Calédonie fut-elle périlleuse. A Nouméa, le convoi reçut de toute la colonie française un accueil triomphal, tandis qu'il y rejoignait le croiseur de bataille *Australia* et le croiseur cuirassé français *Montcalm*.

Après une escale au Fiji, nos nouveaux alliés s'emparèrent, sans coup férir, du port d'Apia dans l'île Upolu (1), dont la population allemande fut déportée. Le colonel Logan fut nommé gouverneur. Puis il fallut remplacer les autorités germaniques déchues; c'est ainsi, rapporte le *Times*, que l'on vit de simples soldats devenir juges de paix ou collecteurs d'impôts : ils devaient, plus tard, abandonner volontairement ces places de tout repos pour rejoindre au combat leurs camarades de Gallipoli.

Embarquer pour l'Europe le corps expéditionnaire néo-zélandais, tandis que les corsaires ennemis tenaient encore le Pacifique, ne fut pas une petite affaire. On dut organiser une garde sérieuse autour des douze vapeurs de commerce affectés au transport des premiers huit mille hommes.

Le départ eut lieu de Wellington, en grand mystère, à la fin du mois d'octobre. C'était dans le silence de la nuit. Seul, le bruit d'une houle légère troublait la paix de ce coin du détroit de Cook. Le long des jetées qui font face à Blenheim, des masses sombres se détachaient. Au large, immobiles mais empanachés d'étincelles, plusieurs croiseurs anglais avec, au milieu d'eux, un colosse d'acier. L'alliance anglo-japonaise commençait à jouer sur ce point extrême du globe. Le grand croiseur de bataille *Ibuki*, jaugeant 14 600 tonneaux, filant

(1) Là résida longtemps le célèbre romancier Robert-Louis Stevenson, auquel le regretté Teodor de Wyzewa a consacré des pages que n'ont pas oubliées nos lecteurs.

21 nœuds et portant quatre 305, s'apprêtait à protéger le convoi contre le *Gneisenau* allemand et ses deux 110. Soudain, des coups de sifflet percèrent la nuit. Les grands corps silencieux et immobiles se mirent à creuser l'eau de leurs doubles hélices. L'un après l'autre, ils lâchèrent leurs amarres... Quand, le lendemain, la population s'éveilla, le port de Wellington était vide : elle ne vit plus les larges vaisseaux gris qui avaient emporté son premier tribut à cette interminable guerre.

Après cinq jours de navigation, le convoi vint toucher le port d'Hobart et ce fut un spectacle grandiose que celui de ces vaisseaux battant pavillon de guerre qui se détachaient sur le lointain mont Wellington coiffé de neige resplendissante. Quittant la capitale tasmanienne, les Néo-Zélandais laissèrent le golfe des Tempêtes qui se confond, au loin, avec la mer australe et vinrent, au large d'Albany (1), faire leur jonction avec les autres escadres qui, désormais, devaient accompagner, à la fois, les troupes australiennes et néo-zélandaises.

Dès lors, formé de trente-deux navires, le convoi déroula sa théorie mouvante empanachée de noir sous la garde d'une escadre où se mêlaient les pavillons d'Angleterre et du Japon. Les jours et les nuits passèrent, réservant au commandant des heures d'angoisse. C'est qu'il savait que des croiseurs ennemis rôdaient sur ces mers; il savait surtout que se trouvait quelque part, embusqué, l'*Emden*, le fameux corsaire qui rendait ces parages terriblement dangereux.

Les craintes de l'amiral parurent bientôt justifiées. Les navires marchaient vers Colombo, lorsque, en plein océan Indien, au large de Sumatra, soudain, les hommes qui flânaient sur les ponts virent le croiseur australien *Sidney* quitter l'allure pacifique pour le branle-bas de combat. Aussitôt, il s'éloigna à toute vapeur vers un petit archipel connu sous le nom d'îles Coco ou Keeling. C'était à 3 800 kilomètres de toute terre importante. Quelques rares habitans vivent sur cette terre perdue aux plages frangées d'argent que surplombe la verdure d'une ceinture de cocotiers. Un radiotélégramme venait de signaler aux gardiens du convoi la présence de l'*Emden*, et c'était à la poursuite du corsaire que partait le croiseur australien.

(1) Albany est le port principal de l'Australie sud occidentale. C'est une escale entre Melbourne et la West-Australia.

Sous le commandement du capitaine von Muller, l'*Emden* s'était approché des îles Keeling, luttant contre les vents et la houle, pour détruire le poste de T. S. F. qui s'y trouvait : ce qu'il fit, mais trop tard heureusement! Un piquet de marins envoyés à terre vint bien s'emparer des fonctionnaires anglais, mais pas avant que ceux-ci eussent lancé un dernier radio qui devait causer la perte de l'agresseur. Tandis que le mât de T. S. F. s'abat et que les Allemands, à coups de hache, en déchiquettent les débris, un groupe de pionniers cherche à couper les trois câbles sous-marins qui réunissent l'île à Perth, Batavia et Rodriguez. Un seul est découvert et mis hors de service. A 9 heures 20, l'ennemi regagnait son bord et l'*Emden* s'éloignait.

Cependant, le *Sidney* approche. A 9 heures 40, il ouvre le feu, recevant lui-même une vigoureuse réponse de l'ennemi. A 11 heures 20, mâts et cheminées de l'*Emden* sont rasés, et le corsaire s'en vient échouer sur le sable qui ourle l'île qu'il avait quittée peu de temps auparavant. Tandis que le *Sidney* s'écarte pour sauver les passagers du vapeur anglais *Buresk*, la dernière victime de l'*Emden*, celui-ci se raidit dans un suprême sursaut d'énergie. A 16 heures 30, le capitaine Glossop somme les Allemands de se rendre. Von Muller refuse. Le croiseur australien couvre, alors, l'ennemi d'un rideau d'acier : cinq minutes à peine s'écoulent et l'*Emden* hisse le drapeau blanc. Il avait eu 8 officiers et 111 hommes tués, plus 56 blessés. Le *Sidney* ne comptait que 16 marins hors de combat.

La destruction de l'*Emden* était le premier fait d'armes de la marine australienne : ce fut un magnifique succès.

Le convoi continue son voyage, atteint Aden, remonte la Mer-Rouge et rencontre au canal de Suez les premiers signes de la guerre : sur ses deux berges sablonneuses, des troupes en grand nombre creusaient des tranchées. Hindous et Anglais acclamèrent le corps australasien à son passage, tandis que l'équipage d'un vaisseau de guerre français l'accueillait au chant de *la Marseillaise;* à bord des trente-deux vapeurs, trente mille voix répondirent par le *God save the King*.

C'est à Port-Saïd que les Anzacs devaient être informés de la destination qui leur était assignée : le 4 décembre, ils débarquaient à Alexandrie, après sept semaines de navigation ininterrompue.

Durant plusieurs jours, une vie intense se déversa sur les vastes quais du grand port égyptien. Le ciel était coupé par l'incessant va-et-vient de soixante grues, qui débarquèrent chevaux, canons, voitures, matériel de campement. Puis, tous ces hommes, tous ces chevaux, tout ce matériel s'ébranlent. C'est un nuage de poussière, d'où émerge une longue coulée de têtes, d'encolures, de bâches, où le soleil allume des clartés dans le reflet de l'acier. C'est un sourd murmure qui se perd dans le lointain, devant la merveille de cette nouvelle course aux Pyramides. Le 5 décembre, au soir, les Néo-Zélandais commençaient d'atteindre le camp de Zeitoun, à 1 500 mètres d'Héliopolis, qui allait aussi attirer à elle les Australiens, un moment campés devant Mena. Sur l'aérodrome, les tentes s'élèvent, les rues se forment, les magasins s'organisent. Et les chevaux mesurent leur cadence, heureux de se détendre après une longue immobilité.

A partir de ce jour, le Pacifique se trouva représenté dans le camp des Alliés par une force considérable. Le général Godley en prit le commandement, et l'on désigna ce corps sous la dénomination encombrante de *Australian and New-Zealand Army Corps*, qui devait être remplacée, bientôt, par le commode diminutif *Anzac*, d'auteur inconnu, et réservé à une prompte illustration.

Héliopolis connut, alors, une vie pour laquelle ceux qui avaient présidé à sa somptueuse installation ne l'avaient certainement pas faite. En la ressuscitant des sables qui, jadis, ensevelirent les restes de la cité lumineuse, ne l'avaient-ils pas destinée à devenir le plus agréable des séjours pour les hivernans d'Égypte? Et voici que la guerre s'en emparait. Il fallait soumettre à un entraînement intensif et sévère les Néo-Zélandais, peu accoutumés aux manœuvres longues et pénibles. Tout de suite, en dépit de la température excessive qui règne en Égypte, on débuta en plaçant sur le dos de chaque homme un équipement de quarante livres. Puis, sous un soleil torride, on les fit marcher, marcher encore et sans cesse sur ce sable mou qui fuit à la moindre pression et triple la longueur des étapes.

Aux premières lueurs de l'aube, dans l'or pâle du ciel, les clairons sonnent et le camp s'éveille. Les préparatifs de départ sont vite terminés; les colonnes s'ébranlent dans la fraîcheur

matinale; une allégresse se peint sur tous les visages. Mais bientôt, à mesure que le soleil darde plus droit ses rayons, la chaleur augmente et les hommes commencent à souffrir. Après une ou deux heures, les souliers, les armes sont surchauffés, au point que leur seul contact donne une impression de brûlure. Un nuage de sable monte toujours plus haut, toujours plus épais autour de la colonne en marche. La soif grandit et, cependant, on refuse au soldat altéré la boisson dont un mirage lui fait imaginer le délice, car ce serait diminuer, sur-le-champ, ses moyens de résistance. Silencieux, obstinés, les Anzacs, — tous volontaires de guerre, — continuent de marcher, les yeux brûlés et la bouche sèche avec, entre les dents, des grains de ce sable fin qui les exaspère. Enfin, quand le clairon sonne : fin d'étape, les hommes se groupent dix par dix, déposent le sac, se restaurent d'une ration de pain et de fromage. Et la marche reprend, interminable, sur la route sablonneuse et brûlante qui de Suez s'allonge, éclatante de lumière, vers la lointaine et pourtant proche Héliopolis.

Nulle fatigue, nulle contrainte ne rebuta les Anzacs, pourtant si peu habitués à la discipline, si jaloux de leur indépendance. Ainsi, cette armée sans passé, sans tradition, née d'un jour, si on la considère au regard de ses nouvelles obligations, devint un corps puissant, entraîné, d'une souplesse exemplaire. Les Anzacs allaient constituer une élite.

Des trente mille Australiens et Néo-Zélandais réunis à Héliopolis, le lieutenant-général Birdwood qui les commandait fit une division mixte qu'il confia au général Godley, auteur de l'organisation militaire de la Nouvelle-Zélande. Et aux premiers jours de février 1915, sur un ordre soudain, nos alliés du Pacifique montaient en chemin de fer, dirigés vers le canal de Suez.

A ce moment, la menace de Djemal pacha contre cette ligne de communication essentielle, sinon vitale pour l'Entente, se révéla d'une gravité insoupçonnée. Le haut commandement égyptien fit appel à toutes ses forces. L'attaque s'annonçait imminente. De leurs courses lointaines par-dessus la péninsule du Sinaï, les aviateurs rapportaient l'annonce de fortes concentrations d'armées. Les points d'eau leur avaient paru grouiller de monde; et ils ne se trompaient pas. Les informations aériennes se trouvèrent confirmées, lorsque, sur les côtes dorées du désert, les patrouilles britanniques virent se profiler les pre-

miers chevaux kurdes. Et cette vision étonnante ne fut pas inutile pour convaincre certains esprits sceptiques qui persistaient à juger infranchissable par une armée l'immensité désertique tendue à l'Est du fameux canal.

Un matin, comme l'aube venait à peine de poindre, les yeux encore lourds d'un sommeil trop tôt interrompu, les Néo-Zélandais durent s'ébranler. D'un vigoureux coup de reins ils hissèrent sur leurs épaules le pesant sac de marche et, de leur pas cadencé, gagnèrent par la berge blanche El Ferdan, à six milles au Nord d'Ismaïlia. Là, sur la rive d'Asie du canal, deux compagnies de Gourkas tenaient une tête de pont solidement occupée. Le matin même, armés de leur redoutable kukris, ils venaient de surprendre une patrouille ennemie. Aussi, sentant l'attaque proche, l'état-major leur dépêcha-t-il du renfort, et ce furent deux compagnies du régiment néo-zélandais de Canterbury qui rallièrent l'avant-poste, dans la nuit du 1er février 1915.

Le soir tombe et l'immense lagune d'Ismaïlia s'illumine subitement de feux inconnus. En temps de paix, ses eaux sans profondeur ne s'éclairaient que des pâles clartés lunaires, tandis qu'à l'Orient scintillaient les lumières d'Ismaïlia. Mais, ce soir-là, tous les projecteurs du croiseur *Clio* flamboyèrent soudain et par-dessus la lagune se tendit une voûte d'acier faite des obus qu'échangeaient le vaisseau et les canons ottomans. Et ce fut au son des grosses pièces de marine, à la lumière des flammes géantes qui sortaient de la gueule des canons, que les Néo-Zélandais reçurent le baptême du feu, tandis que, en dépit des éclaircies subites qui les indiquaient aux coups de l'ennemi, un bac mené par les Gourkas les conduisait sur la rive orientale.

Le lendemain, ils occupaient la gare d'El Ferdan.

Dans la nuit suivante, les Anglais avaient atteint le passage entre Ismaïlia et Tussum, lorsque la XXVe division turque déclencha son attaque. A la lueur des obus, sous la clarté fulgurante des projecteurs, illuminés par le parasol multicolore des fusées, les Anzacs voyaient distinctement des formes noires se profiler sur la rive opposée. Dans le lointain, des feux de bengale de leurs flammes rouges, vertes et bleues, lançaient autant d'ordres d'attaque aux soldats de Djemal, tapis dans les rides du sable. Et les Anzacs, saisissant alors leurs larges pelles au manche court, se creusèrent, en hâte, des tran-

chées sur la berge. Mais à peine avaient-ils commencé qu'en face d'eux l'ennemi annonçait sa manœuvre. Et l'on vit, spectacle stupéfiant, de larges bacs de tôle noire qui, poussés par d'invisibles bras, s'avançaient vers la raie à peine ridée des eaux. Ainsi donc, les Turcs avaient pu traverser le Sinaï entraînant à leur suite tout cet encombrant et lourd train d'équipage!

Les mitrailleuses néo-zélandaises commencèrent, aussitôt, d'entrer en action et les balles, frappant sans trajectoire les pontons métalliques, y battirent un infernal branle-bas jusqu'à ce que ceux-ci, troués de part en part, demeurèrent incapables d'aucun service. Décontenancés, les Turcs se rejettent en arrière et s'abritent, en hâte, dans des trous d'obus. Mais ils n'y peuvent demeurer longtemps, car les 305 des cuirassés anglais ancrés dans le lac Timsah et les 274 du garde-côte français *Requin* bouleversent le sol, soulevant, dans un indescriptible mélange, de blondes gerbes de sable et des débris humains.

La nuit suivante fut marquée par de nouvelles angoisses : la canonnade fit rage. Or, au matin, on s'aperçut que les Turcs battaient en retraite. Des centaines de cadavres, à demi enfouis déjà sous le sable, disaient assez ce que coûtait à Djemal pacha sa tentative avortée. Un officier allemand gisait à moins de cent mètres du canal. A ses papiers on le reconnut pour le major von dem Hagen; et, tandis que des Indiens creusaient de larges fosses pour y ensevelir les morts, on fit à l'officier allemand les honneurs d'une tombe à part. Sur un large espace le sol était jonché de débris de toute sorte, fusils, cartouches, boîtes à munitions déjà remplies de sable. Au loin, dans un nuage mouvant que rosissait le soleil, un parti d'infanterie néo-zélandaise tiraillait contre l'arrière-garde ottomane. Puis, de nouveau, un calme relatif renaissait autour du canal. Le danger semblait éloigné; les Anzacs rentrèrent à Héliopolis et reprirent le même et monotone entraînement, creusant, le matin, des tranchées d'exercice qu'au soir le sable du désert poussé par le vent remplissait à demi.

VERS GALLIPOLI

Si le rôle des Anzacs dans la campagne du Sinaï était demeuré, jusqu'ici, à peu près inconnu, il n'en va pas de même pour leur superbe conduite aux Dardanelles. Les combats soutenus par

les troupes du Pacifique aux portes de Constantinople, leur résistance indomptable contre de furieuses contre-attaques, leur ardeur offensive ont créé dans ces troupes d'élite un esprit de corps désormais célèbre dans l'Empire britannique tout entier; on dit couramment : « The spirit of Anzac. »

Aux premiers jours d'avril 1915, les Néo-Zélandais quittaient le sol des Pharaons par le port d'Alexandrie, à bord de vapeurs allemands capturés, comme le *Lützow* et le *Derfflinger*, qui apparurent, bientôt, devant la rocheuse île de Lemnos. Et voici que dans la rade de Moudros, voisinent tous les pavillons alliés. A côté des quatre cheminées si caractéristiques du croiseur russe *Askold*, se profilant sur le ciel, les tourelles du *Gaulois* et du *Bouvet*, aujourd'hui glorieux disparus, dominent les monstrueux canons de la *Queen Elisabeth*. Autour, c'est l'incessante allée et venue de petits navires : une vedette automobile coupe le sillage d'un sous-marin anglais qui revient de la Marmara, un destroyer appareille pour une exploration des côtes turques. Un navire-hôpital oscille lentement sous l'effet du roulis, tandis qu'au mât du sémaphore montent et descendent dans leur langage figuré des drapelets multicolores. L'île elle-même n'est qu'un vaste camp où les Néo-Zélandais, venus des antipodes, voient, comme dans un kaléidoscope, défiler tous les types de l'humanité. Ces hommes agiles et vigoureux en kaki, là-bas, sur la route, ce sont les Anglais du Lancashire : ils croisent, en échangeant de joyeux bonjours, une colonne de Sénégalais au sourire d'une blancheur éclatante. Ces courtes tentes qui s'étagent au flanc de la colline abritent des coloniaux français, ces marsouins, la vieille garde de la troisième République. Ceux-là, ils sont allés partout : en Indo-Chine, au Sahara, à Madagascar, au Congo, avant que l'année 1914 les rappelât en Europe pour de nouveaux combats. Plus loin, de grands cols bleus et des bérets étroits : ce sont les marins de la division navale anglaise. Ici, des artilleurs caressent la gueule grise des légers 75, tandis que passent des Martiniquais portant la soupe à l'escouade. Ailleurs, c'est la Légion étrangère, qui va, bientôt, mériter une des premières parmi ces citations qui lui ont valu, depuis, la fourragère jaune et verte.

Vint le jour où ces multitudes bariolées s'engouffrèrent dans les flancs profonds des navires : le 24 avril, tous ces vapeurs appareillaient, tandis qu'à bord des cuirassés les musiques mili-

taires entonnaient les hymnes nationaux. Le lendemain, déjà, beaucoup des Néo-Zélandais partis joyeux, la veille, dormaient leur dernier sommeil entre les buissons épineux de Gaba Tepe.

*
* *

Ce fut une lamentable aventure que nous ne redirons pas ici. On sait que deux débarquemens avaient été prévus dans la péninsule de Gallipoli : l'un, à son extrême pointe, au cap Hellès ; l'autre, plus au Nord, à Gaba Tepe, et c'est là que, le 25 avril, les Anzacs commencèrent d'écrire leur prestigieuse histoire.

Sur plusieurs points de la presqu'île fatale, les collines abruptes de l'intérieur descendent à la mer en pente douce. Ailleurs, des plages spacieuses pouvaient faciliter un débarquement. Ailleurs encore, l'absence de forces turques eût permis de rapides succès. Enfin, il se trouvait des endroits inabordables, faits d'à-pics plongeant dans les eaux. Expliquera-t-on jamais pourquoi sir Jan Hamilton fit descendre les troupes du Pacifique au point géographiquement et militairement le plus difficile de toute la péninsule? Un mystère pèse sur cette détermination qui allait coûter tant de vies humaines!

Imaginez, surgissant de la mer, face au spectateur, et montant vers la droite, une côte étroite et abrupte, couronnée d'une crête qui serpente, ensuite, vers la gauche entre des broussailles noires et basses. Puis, montant toujours, cette crête finit par rejoindre le sommet dont le profil se continue parallèle à la mer. Là-haut, dans les tranchées, canons et mitrailleuses guettent la folle équipée où l'on mène les Anzacs. Les cuirassés de l'amiral Thursby vomissent flammes et mitraille. A l'entour, jaillissent des gerbes d'eau que soulèvent les obus turcs tirés de la hauteur. Cependant, les Anzacs se jettent à l'eau, abandonnant au rivage chaloupes, pontons, barques, chalands et remorqueurs dont le grouillement couvre la mer au pied de la falaise. A terre, quelques mètres de sable séparent à peine l'eau des talus épineux. Et c'est là que se pressent hommes, canons, chevaux affolés et qui se cabrent, approvisionnemens, postes de secours, — toute une armée!

D'en haut, les Turcs ajustent leur tir. En bas, à mi-côte, grimpant toujours et quand même, les splendides Anzacs. Sur

un sentier, où peuvent à peine tenir trois hommes de front; ils montent, en file indienne, courbés sous le sac, d'un geste rythmé balançant leur fusil. Puis, un moment vient où, exaspérés par la mousqueterie turque, les Néo-Zélandais jettent leur équipement, s'agrippent aux flancs de la sanglante falaise et par bonds escaladent la pente. Ainsi, une première, puis une seconde tranchée sont conquises. Mais, sur le sommet, c'est une autre mêlée. Des chevaux attelés par huit se tendent douloureusement sous le claquement des fouets et le cruel appel des éperons. A travers le sable où s'enfoncent les roues, ils amènent des canons de renfort et les obus plus nombreux partent, arrivent, tombent, éclatent. Et la lutte se poursuit toujours plus confuse et s'augmente l'enchevêtrement des effectifs : groupes épars et privés de liaison, débris de sections anéanties. Le pire dommage venait de pièces Krupp, amenées à Gaba Tepe, qui démolissaient des lignes entières d'assaillans. C'est alors que les 9e et 10e bataillons néo-zélandais s'enlèvent dans un nouvel et frénétique assaut et viennent clouer sur leurs pièces artilleurs turcs et allemands. L'entreprise avait été commencée à quatre heures. A quatorze heures, 12 000 hommes qui avaient réussi à débarquer hissaient sur la pente dix légers canons indiens. L'ordre commençait de se rétablir; mais il fallut en rester là : le sommet était tenu, maintenant, par 20 000 Ottomans, au moins. Le seul résultat acquis, c'était une bande de terrain entre Gaba Tepe et Ari-Burnu. Au terme de cette journée, funeste entre toutes, les Anzacs combattaient coude à coude, tandis que, tous leurs officiers morts, de simples soldats commandaient des compagnies.

Nous n'avons pas à entrer dans le détail des opérations militaires aux Dardanelles : nous nous proposons seulement de dépeindre ce que fut la vie des soldats venus du Pacifique à Gaba Tepe. La résistance ennemie s'est organisée. Il faut renoncer à l'espoir de succès rapides et se contenter du terrain conquis. Ainsi, jusqu'au mois d'août 1915, les *trente mille* soldats d'Australasie devront vivre et combattre sur *quelques centaines de mètres carrés* de sol turc. Accrochés aux flancs du massif de Sari Bahir, dominés de toutes parts, ils vont se retrancher en gradins échelonnés de la côte au sommet. A travers les buissons défrichés, ils taillent des routes au bord desquelles les quartiers généraux s'installent dans des bâtimens faits en sacs de

sable. Trous, tranchées, abris profonds couverts de toile tendue. Dessus, un soleil cuisant ; dessous, des hommes ruisselans de sueur. Les Wellington Mounted Rifles s'établissent sur une côte particulièrement abrupte que protègent des ensablemens rocheux qui la dominent. Sur le sol, taches grises des roches et taches sombres des broussailles alternent. Des escaliers permettent de monter d'abri en abri, de gradin en gradin. Là, flotte une toile de tente moins fripée ; c'est l'abri du colonel. Tout en bas, au pied même de la falaise, entre mur et vagues ourlées d'écume, une sape longue contient des chevaux, qui paisiblement broient leur avoine. Ainsi, ce peu de terrain conquis dut être organisé pied à pied, transformé en une redoute multiple, car les Turcs eussent-ils réussi dans un nouvel assaut que ces trente mille hommes, ces milliers de chevaux, ces centaines de canons et de mitrailleuses, ces ambulances, ces caissons roulaient pêle-mêle dans la Marmara ! Sous le coup de pareilles nécessités, se révélèrent des talens militaires aussi remarquables qu'imprévus : tel cet avoué d'Auckland, transformé par la guerre en officier, le colonel Malone, qui déploya d'étonnantes facultés d'ingénieur, parvenant à muer le plus périlleux endroit des lignes, le Quinn's Posten, en un salon de toute sécurité.

Les Néo-Zélandais prirent une part glorieuse aux tristes journées d'août 1915. Lors de l'évacuation des Dardanelles, en décembre 1915 et janvier 1916, ils firent preuve d'une ingéniosité particulière. Il s'agissait de partir sans être aperçus des Turcs. Progressivement, les hommes s'en allèrent, et il vint un moment où ils ne furent plus qu'une centaine à défendre un front que, la veille encore, tenaient des milliers de baïonnettes. Il va sans dire que ces cent hommes se donnaient du mouvement comme s'ils eussent été des milliers, tirant des coups de fusils, jetant des grenades, faisant partir des lance-bombes. *Même après leur départ* ces bruits variés continuèrent, des cordons à longue combustion faisant partir des mines.

Ainsi put-on dire, non sans mélancolie, que ce qu'il y eut de plus réussi dans l'expédition des Dardanelles... ce fut l'évacuation. Les Turcs gardèrent le gant d'où nous retirions notre main.

RETOUR EN ÉGYPTE. EN LIBYE

La presqu'île de Gallipoli évacuée, la division néo-zélandaise regagne l'Égypte où elle se renforce d'effectifs nouveaux, venus directement du Pacifique. Parmi ceux-ci, il y eut, notamment, une Rifle Brigade qui, à peine débarquée près du Caire, fut engagée sous les ordres du général Wallace contre les Senoussis. Et le plateau libyque devint le champ d'étonnantes batailles, tandis qu'un autre groupe néo-zélandais assurait et maintenait libres les communications de cette audacieuse entreprise. Ce fut cette Rifle Brigade qui, le 23 décembre dernier, attaqua, aux côtés du 15e Sikhs, les Senoussis retranchés dans le Djebel Medua, emportant une crête jugée inexpugnable aux mains des Arabes révoltés. Si les nôtres y laissèrent 64 des leurs, l'ennemi perdit 370 tués et 82 prisonniers. Des Maoris, dont on n'a pas oublié les manifestations loyalistes en 1914, s'y distinguèrent et on les vit revenir dans une triomphale chevauchée, montant des chameaux captifs.

Les Néo-Zélandais abandonnèrent, alors, ce domaine des sables et des rochers désertiques du plateau libyque pour se reformer devant les bords connus du canal de Suez. Mais ils n'y vinrent plus pour défendre cette ligne de communication capitale. Le temps avait marché depuis et, maintenant, on passait à l'offensive. Sir Archibald Murray commençait ces marches conquérantes qui l'amènent, aujourd'hui, aux portes de Gaza, à la tête d'effectifs dont l'importance étonnerait si, sans indiscrétion, on pouvait les chiffrer. Maintenant, son successeur, le général sir Edmund Allenby, s'y prépare de nouveaux lauriers. Et voici encore, sur ces pistes solitaires, les Néo-Zélandais membres de cette glorieuse Anzac Mounted Division qui, par ses épiques chevauchées avec le Bikamir Camel Corps, vinrent cueillir des milliers de prisonniers dans El Arish.

Les Néo-Zélandais encore, le 3 août 1916, défendirent le mont Royston contre de furieux assauts turcs, enlevant à l'adversaire 4000 hommes d'un seul coup, plus 1251 tués qu'abattit, pour sa part, la Canterbury Mounted Riffles.

Ces derniers incidens ne retenaient, à vrai dire, qu'une faible partie des troupes néo-zélandaises. Considérablement renforcés par de constans apports, les Anzacs formaient autour du

Caire deux corps d'armée à trois divisions qui, à leur grande joie, partirent pour la France. Et Marseille vit, durant plusieurs semaines, se déverser sur ses quais un torrent d'hommes vêtus de kaki verdâtre et coiffés d'un feutre cavalièrement retroussé. Le 1er corps était commandé par le général Birdwood; le 2e par le général Godley. Les Néo-Zélandais s'entraînèrent encore quelque peu à l'arrière; puis, ils furent affectés au secteur d'Armentières, où la hardiesse de leurs raids devait bientôt leur faire, auprès des Allemands, une redoutable célébrité.

SUR LE FRONT FRANÇAIS

C'est le 15 septembre 1916, entre la Somme et l'Ancre, que nos alliés du Pacifique livrèrent leur premier combat important sur le front occidental. Depuis quelque temps déjà, la division néo-zélandaise était arrivée en France; la bataille de Picardie, commencée le 1er juillet 1916, avait amené, vers le 14 septembre, les Anglais à portée d'assaut des principales lignes ennemies. Le moment était venu de frapper un grand coup, en liaison avec les armées françaises des généraux Fayolle et Micheler.

Les IVe et Ve armées britanniques, commandées par sir Hubert Gough et sir Henry Rawlinson, avaient pour objectifs les positions adverses, établies sur la crête de Thiepval à Combles, et jalonnées par des lieux désormais illustres : la ferme du Mouquet, Martinpuich, les bois des Foureaux et des Bouleaux. La tâche spéciale des Anzacs était de déborder par l'Ouest le village de Flers. L'attaque, préparée avec un soin minutieux, fut fixée au 15 septembre.

On comptait beaucoup, pour le succès de la journée, sur un engin nouveau dont la préparation avait été tenue secrète et qui est aujourd'hui fameux : le *tank*, portant officiellement le nom de « cuirassé de terre de Sa Majesté » *(H.-M. Land-Ships)*. Deux d'entre eux, surnommés « Crème de Menthe » et « Cordon Rouge, » devaient appuyer les Anzacs.

*
* *

A l'aube du 15 septembre, plus de 1 200 canons britanniques ouvrirent, soudain, un terrible feu en rafale, qui se prolongea jusqu'à 6 heures 20. A cette minute précise, l'armée anglaise

sauta sur le parapet de ses tranchées. Les Néo-Zélandais, composés surtout d'élémens originaires d'Auckland, Canterbury, Otago et Wellington, avaient cinq cents mètres à franchir avant d'en venir au corps à corps. Ils partent en plusieurs vagues, franchissent un double barrage de shrapnells et de mitrailleuses, semant derrière eux une sanglante traînée de cadavres et tombent sur leurs adversaires. Ce fut un terrible combat à l'arme blanche où succombèrent les derniers défenseurs allemands.

Après un instant d'arrêt qui permit aux artilleurs d'allonger leur tir, les nôtres s'étaient reformés et repartaient sur la deuxième ligne allemande, distante de huit cents mètres, constituée par une double tranchée garnie de fils barbelés. Ils marchèrent comme à la parade, alignés et sans s'arrêter, malgré de lourdes pertes. La situation était délicate : les positions adverses, quoiques « pilonnées » avec soin, contenaient encore des défenseurs. Elles demeuraient même intactes sur certains points. Les *tanks* vinrent sauver les Anzacs. Leur avance lente les avait laissés en arrière, tandis que les soldats bondissaient en avant. Mais, voici leur heure venue. Dépassant l'infanterie, ils malaxent les fils barbelés et s'établissent à cheval sur une tranchée qu'ils balayent de leurs mitrailleuses. En vain, mal remis de sa stupeur, l'ennemi riposte-t-il par une pluie de bombes ; en vain, une batterie de 77 les prend-elle dans son tir, de plein fouet, à quatorze cents mètres : ils demeurent invulnérables, entraînant à leur suite, dans un sillage victorieux, les fantassins qui submergent la garnison et criblent de balles le ravin situé à 1 500 mètres au Nord-Ouest de Flers. Le terrain qu'ils avaient ainsi gagné dans cette glorieuse journée, les Anzacs surent aussi le conserver. Le lendemain, il en fut de même avec un accroissement de pertes pour l'adversaire et, peu après, les Néo-Zélandais étaient relevés, ayant pris la part la plus brillante à ce succès et capturé un grand nombre des 5 000 prisonniers faits en cette occasion (1).

Depuis, les Anzacs, le 7 juin 1917, dans la prise de Messines-Wytschaete à la bataille des Flandres, rendirent à notre cause un inoubliable service. Ils eurent la gloire de prendre d'assaut le premier de ces deux villages. Le 4 octobre, par un nouveau bond vers Passchendaele, ils enlevaient Gravenstafel.

(1) Ajoutons que le corps canadien, sous les ordres de sir Julian Byng, se couvrit aussi de gloire en cette journée.

C'est la voie par où s'annonce un résultat d'immense importance.

Aussi bien, et on ne le devine que trop, ce n'est pas sans de cruelles pertes que ces succès furent obtenus. Deux généraux, notamment, tombèrent au champ d'honneur. Le premier, le général Brown, fut tué à Messines par un éclat d'obus. Il était adoré de ses hommes, qui lui firent d'émouvantes obsèques. Ses deux fils, engagés volontaires, menaient le deuil. Le second, le général Johnston, avait commandé une brigade néo-zélandaise, depuis le début de la guerre. Aux Dardanelles, il menait à l'assaut, le 6 août, une des colonnes qui s'emparèrent de Shunuk Baïr. Le 8 août 1917, un tirailleur allemand le tua d'une balle.

***

En 1917, les forces néo-zélandaises furent réorganisées. Un certain nombre d'entre elles s'entraînent encore aux antipodes; d'autres, sous les ordres du général Chaytor, se trouvent devant Gaza, en Palestine, mais le gros est en France avec le général Russell. L'ensemble de toutes ces troupes est commandé par le lieutenant-général Godley. Quant au service des hôpitaux, organisé en Angleterre, il dépend du général Richardson.

***

Il faudrait encore mentionner le rôle de la Nouvelle-Zélande dans la guerre maritime. Avant 1914, sa contribution en argent aux besoins de la métropole avait permis à celle-ci de construire un beau croiseur de bataille, jaugeant 18 750 tonnes, armé de huit 305, seize 101 et filant 27 nœuds. Ce navire, — nommé justement *New-Zeland*, et placé sous les ordres de l'amiral Beatty. — prit, le 24 janvier 1915, une part glorieuse à la bataille du Dogger Bank. Il accabla de ses gros obus le croiseur cuirassé allemand *Blücher*, qui, comme on sait, finit par être coulé. Son chef, le capitaine Halsey, avait reçu, en 1913, des chefs Maoris, un certain nombre de fétiches qu'il conserva précieusement dans la tourelle de commandement pendant toute l'action. Le navire n'ayant eu aucune perte, on leur accorda, désormais, une confiance illimitée et le capitaine Halsey les transmit à son successeur qui, à la bataille du Jutland, le 31 mai 1916, gagna son poste de combat en portant les mêmes insignes

maori; et, de nouveau, le *New-Zeland* mit l'adversaire à mal sans souffrir lui-même beaucoup. C'est pourquoi, sur les bords du lac Taupo et dans les montagnes abruptes de la Nouvelle-Zélande, les femmes maori racontent à leurs enfans la légende de ces fétiches qui sauvèrent la vie de tant de blancs intrépides!

***

La venue des Néo-Zélandais sur les champs de bataille européens, — comme celle des Canadiens, Australiens et Sud-Africains, — est une des meilleures preuves de la justice de notre cause. Les services rendus par la Nouvelle-Zélande, depuis la guerre, expliquent la place éminente que M. Massey, président du conseil néo-zélandais, a tenue dans la conférence impériale de Londres. Liées à la métropole par des engagemens formels, les deux îles du Pacifique eussent pu limiter leur effort à l'envoi du corps expéditionnaire promis. Mais, au lieu de 8000 hommes qu'il comportait, elles nous en ont envoyé déjà 80000. C'est que la Nouvelle-Zélande a compris le véritable sens de la guerre actuelle. Encore faut-il dire qu'il s'agit du pays peut-être le plus avancé dans les idées politiques, car le parti socialiste en est l'arbitre et, depuis 1893, le suffrage universel y a été accordé aux femmes.

Mais parce que de l'écrasement de l'Allemagne dépend l'avenir du monde, les Néo-Zélandais ont versé sans compter leur or et leur sang.

CHARLES STIÉNON.

REVUE LITTÉRAIRE

UNE NOUVELLE VIE DE SAINTE CLAIRE (1).

Thomas de Celano, qui a écrit la vie de saint François, a écrit également la vie de sainte Claire. Celle-ci, du moins, il ne l'a peut-être que rédigée, utilisant les mémoires de l'évêque de Spolète Barthélemy, de frère Ange et de frère Léon. Avec le testament de sainte Claire, avec ses lettres et la bulle de sa canonisation, c'est le document principal sur l'abbesse et qui se disait la servante des Pauvres dames. L'on trouvera aussi beaucoup d'anecdotes précieuses dans les *Fioretti;* et on les trouvera particulièrement jolies dans la traduction qu'a donnée M. André Pératé en un langage imité de saint François de Sales. Mais, il y a quelque vingt ans, M. l'abbé Cozza Luzzi a découvert à la Bibliothèque florentine un manuscrit des premières années du XVIe siècle et qui contient la vie de sainte Claire par Thomas de Celano, mise en italien et, comme l'explique le traducteur, augmentée assez largement. Ce traducteur, on n'en sait pas le nom. Ce qu'on peut dire, c'est qu'il a de bonnes intentions. Il a choisi, pour son ouvrage, la « langue vulgaire, » afin que « les dévotes et bien-aimées filles de Madame Sainte Claire » le pussent lire : Thomas de Celano écrivait en latin. L'avantage de Celano, c'est qu'il était le contemporain de sainte Claire, plus jeune qu'elle de six années environ. Il l'a connue. Il a recueilli le témoignage vivant. Ce qu'il

(1) *Sainte Claire d'Assise, sa vie et ses miracles, racontés par Thomas de Celano et complétés par des récits tirés des Chroniques de l'ordre des Mineurs et du Procès de canonisation ; traduit d'après un manuscrit italien du XVIe siècle, avec une introduction et des notes,* par Madeleine Havard de la Montagne (Perrin, éditeur).

n'a pas dit et qu'on lit dans le récit du XVIe siècle ne mérite probablement pas la même confiance. Pourtant l'anonyme du XVIe siècle n'a pas l'air d'inventer ce qu'il raconte. Il a sans doute une certaine coquetterie de style; mais, pour les faits, il a consulté les chroniques de l'ordre des Mineurs et les pièces fournies au procès de canonisation. Mme Madeleine Havard de la Montagne vient de traduire, avec une simplicité gracieuse, la vie italienne de sainte Claire.

Vaut-il mieux dire la légende de sainte Claire? Comme on voudra. Le volume de Mme Havard de la Montagne est précédé de trois lettres, du ministre général de l'ordre des Franciscains, du ministre général de l'ordre des Capucins et du maître général de l'ordre des Frères-Prêcheurs. Aucun de ces trois religieux n'atteste la rigoureuse vérité de tout le récit. Voire, le R. P. Venance de Lisle-en-Rigault, ministre général de l'ordre des Capucins, écrit : « Peut-être quelque savant, en les examinant à la loupe, — ces petites fleurs de sainte Claire, — protestera-t-il bien haut que, dans le nombre, il s'en trouve d'artificielles, que certains récits manquent de base historique... » Le R. P. Venance ne souhaite pas de réfuter le savant méticuleux. Il est possible que les miracles de sainte Claire semblent fabuleux à diverses personnes qui réservent à la Science une crédulité souvent mise à de rudes épreuves. Ces miracles sont déjà dans la vie rédigée par Thomas de Celano, pour la plupart. Ils ont été recueillis avec autant de précaution qu'il se pouvait et, en tout cas, notés avec bonne foi. Messire Barthélemy, évêque de Spolète, avait reçu du Pape Innocent IV la mission d'aller, dès après la mort de Madame Claire, au monastère de Saint-Damien, prendre toutes informations et faire, comme on dit maintenant, une enquête. Il était accompagné de messire Léonard, archidiacre de Spolète, de messire Jacques, archiprêtre de Trevi, des saints frères Léon et Ange de Rieti, compagnons de saint François, — frère Ange qui ne quittait jamais le petit pauvre d'Assise, et frère Léon qui, dans la confrérie, avait le surnom de la Brebis de Dieu; — il emmenait encore un notaire, sire Martin, qui devait consigner les témoignages. Ces dignes hommes interrogèrent les Pauvres dames et attribuèrent plus d'importance aux réponses que firent « quelques sœurs âgées et de vertu constante. » Thomas de Celano et l'arrangeur du XVIe siècle ont très bonnement laissé dans la narration les traces de l'enquête menée par l'évêque de Spolète et ses collaborateurs. Un jour que Madame Claire était malade, un prêtre lui apporta la sainte communion. Et alors, l'une des sœurs, nommée Françoise, vit sur la tête de l'abbesse une

grande lumière ; et l'hostie avait l'apparence d'un petit enfant très beau... L'évêque de Spolète écouta ce que sœur Françoise relatait : mais il lui demanda si une autre sœur avait pareillement vu ce prodige. Elle répondit qu'elle n'en savait rien. Le notaire Martin consigna cette vision de sœur Françoise et que sœur Françoise était unique témoin. Une autre fois, — ce fut le jour des calendes de mai, de quelle année? — sœur Françoise vit de nouveau le petit enfant très beau, sur la poitrine de Madame Claire et sut que c'était l'enfant Jésus; et, sur la tête de la sainte, elle vit deux ailes, plus brillantes que le soleil, qui se levaient et s'abaissaient, couvrant, lorsqu'elles s'abaissaient, la sainte tout entière. L'évêque de Spolète pria sœur Françoise de lui vouloir dire si d'autres sœurs avaient contemplé cette grande merveille : « Elle répondit que non et qu'elle-même n'en avait jamais parlé à personne... » Elle en parlait tardivement « pour la gloire de Dieu et de sa sainte mère Claire qu'elle aimait tant... » L'évêque de Spolète n'eut pas à douter de l'amour que gardait sœur Françoise à la mémoire de Madame Claire. Au monastère de Saint-Damien, Madame Claire faisait venir de pieux et touchans prédicateurs. Un jour, ce fut frère Philippe d'Antria et Thomas de Celano dit qu'il était doué d'une céleste éloquence. Tandis qu'il parlait, sœur Agnès d'Assise, — mais il y a deux Pauvres dames de ce nom; l'une était la sœur de Madame Claire, un peu plus jeune, entra au monastère peu de jours après elle, mourut peu de semaines après elle : et c'est de l'autre qu'il s'agit, — sœur Agnès vit auprès de Madame Claire un jeune enfant d'une extraordinaire beauté. Vite, elle se mit en oraison, suppliant Dieu de ne permettre pas qu'elle fût induite en illusion par le Malin : car elle avait cru reconnaître en ce jeune enfant le divin enfant Jésus. Alors, elle entendit ces paroles : « Je suis au milieu de vous. » Elle comprit que Dieu était au milieu des Pauvres dames, lorsque celles-ci étaient parfaitement ferventes et attentives à la prédication. L'évêque de Spolète pria sœur Agnès de se rappeler toutes les circonstances du miracle, et les dates précisément. Elle répondit que c'était dans la semaine du temps pascal, et quand on chante *Ego sum pastor bonus*. Si l'on s'étonne que sœur Agnès n'eût point écrit, dès le jour même, un tel souvenir, eh ! bien, non. Très probablement sœur Agnès ne savait pas écrire. Madame Claire, abbesse des Pauvres dames, et qui était de grande famille, ne le savait pas davantage. Quand elle fut à l'heure de rédiger son testament, elle dut le dicter à l'une de ses filles en religion qui, par hasard, était « instruite des lettres. » Sœur Agnès ne put dire l'année : elle se souvint seule-

ment que le chant d'*Ego sum pastor bonus* embellit encore la journée du miracle. Puis l'évêque de Spolète lui demanda si aucune autre sœur n'avait vu le jeune enfant; elle répondit : « Une sœur m'a dit: *Je sais que tu as vu quelque chose...* Je me suis tue, et elle ne m'a plus rien dit; peut-être elle aussi l'avait-elle vu... »

J'aime beaucoup ces passages, qui montrent, comme je disais, la bonne foi du narrateur et la bonne foi des enquêteurs. Ils n'affirment pas ce dont ils n'ont pas la certitude; ils ne repoussent pas non plus ce qu'ils ne savent pas qui n'est pas vrai. Et, si l'on dit que les sœurs Agnès ou Françoise n'étaient que visionnaires et rêveuses, c'est bientôt dit. Au cas où l'on tiendrait à leur refuser créance, le fait de leur illusion, si c'en est une, ajoute au personnage de sainte Claire un caractère qui mérite qu'on l'étudie. Elle avait un prestige singulier, ne semblait pas une créature pareille à toutes les créatures; et elle était de telle sorte qu'il fallait la croire en commerce avec Dieu. Mais, en tout cela, il n'y a très évidemment nulle imposture, et de personne. Les ennemis de ces légendes saintes supposent l'imposture avec trop de facilité. Ces prétendus positivistes, et munis (à les entendre) des méthodes scientifiques, se débarrassent promptement de ce qui les pourrait gêner. S'ils prenaient la peine de regarder avec loyauté ou ne fût-ce qu'avec bonhomie, qui est une vertu de l'esprit et du cœur, ces miracles du cœur, ils verraient que personne assurément n'y a menti et que même beaucoup de vérité s'y révèle, environnée d'incertitude, comme toute vérité.

Au surplus, dans la légende de sainte Claire, — et aussi dans la plupart de ces légendes, — les miracles ne sont pas l'essentiel et ne sont pas indispensables. Les enquêteurs pontificaux, chargés de relever les preuves merveilleuses de la sainteté de Madame Claire, le disent très nettement. Les miracles, remarquent-ils, prouvent « que les œuvres de la vie ont été bonnes et parfaites. » Mais, quoi! Saint Jean-Baptiste n'a fait aucun miracle qui soit connu ; et cependant on ne va pas lui disputer la sainteté ni le considérer, parmi les saints, comme le dernier : « La vie de Madame sainte Claire suffirait à établir sa sainteté. » Si néanmoins l'évêque de Spolète confie au notaire Martin le soin de coucher par écrit les visions des sœurs Françoise et Agnès et les autres témoignages de l'efficacité surnaturelle de la sainte, c'est que « le peuple a plus grande foi et dévotion aux saints du ciel quand il voit les miracles que Dieu accomplit par eux. » C'est le contraire aujourd'hui, paraît-il ? La vie de Madame Sainte Claire suffit à enchanter les imaginations et à les mener vers de bonnes rêveries.

Elle était née à la fin du XIIe siècle, une douzaine d'années après saint François, dans une très noble famille. Son père s'appelait Favorino de Scifi et comptait huit chevaliers parmi ses ancêtres. Sa mère, Mme Ortulana, n'était pas de souche moins illustre. Et les Scifi avaient de grandes richesses. La petite Claire eut, dans la maison de ses parens, la vie heureuse et une abondante oisiveté : car on lui enseigna peut-être à lire, non pas à écrire. Mais elle apprit l'art de filer, de tisser, de broder. Plus tard, au monastère de Saint-Damien, pendant une longue maladie, elle tissa, au nombre de cinquante paires, les linges très fins sur lesquels doit reposer l'hostie consacrée ; elle les fit envelopper de soie couleur de pourpre et d'amarante et, par les frères, distribuer aux églises pauvres des alentours. Elle broda aussi, pour saint François, une aube qui est précieusement conservée aujourd'hui par les Clarisses d'Assise et qui est un ouvrage très beau. Mme Ortulana, sa mère, était une pieuse dame. Et ce nom d'Ortulana, qui revient quasiment à Jardinière, le chroniqueur franciscain joue avec : il vante la Jardinière, pour la belle plante qu'elle a donnée au jardin du Seigneur. Mme Ortulana eut le désir de visiter les lieux saints ; elle en obtint licence de messire Favorino et, « bien accompagnée, elle se mit en route. » Elle vit le Saint-Sépulcre ; et, à son retour, elle accomplit un pèlerinage à l'oratoire de saint Michel archange, à l'église des Saints-Apôtres et aux divers sanctuaires de Rome. La petite enfant qui serait sainte Claire grandit dans une maison qui réunissait l'opulence et la piété. Elle n'en aima que la piété. Elle était encore toute petite et elle n'avait pas encore de chapelet, qu'elle inventa de compter ses patenôtres en déplaçant des séries de menus cailloux. Et elle était un peu plus grande, mais elle n'avait que douze ans, lorsque ses parens la voulurent marier. Elle refusa, non seulement le parti qu'on lui offrait, mais elle refusa tout mariage et pour jamais. Ses parens la questionnaient : « elle leur exposa la caducité et la vanité de ce misérable monde... » Hélas ! et elle n'a que douze ans : déjà le monde n'a plus rien pour la séduire !... On dira que cette époque du XIIIe siècle commençant n'était pas douce en Italie. Thomas de Celano, dans le prologue de sa *Vie de sainte Claire*, écrit : « En la décrépitude qui accablait ce monde si vieux... » Il y a longtemps que l'humanité se lamente sur la vieillesse du monde : la même plainte se trouve dans le *Timée :* c'est un prêtre d'Égypte qui la formule et qui souhaite qu'un déluge efface le vieux monde afin que cesse un tel ennui et que sous le soleil fleurisse une vie imprévue. Le désespoir est une maladie ancienne et perpétuelle

ici-bas. Il ne faut point accuser du dépit de la jeune Claire le malheur de son époque. Son époque était analogue à d'autres, et analogue à presque toutes les autres, mêlée de calamités et de plaisirs, bouleversée par des guerres féroces, animée de vitalité magnifique : et la barbarie apparaissait fréquemment sous les dehors de la civilisation brillante. La poésie, venue de Provence, chantait dans la vallée d'Ombrie; et quelquefois les « Sarrazins » de l'empereur schismatique Frédéric II arrivaient, « brûlaient et démolissaient villes, forteresses et châteaux, coupaient les arbres, rasaient les vignes et les jardins, prenaient hommes, femmes et enfans pour les tuer et les mener en prison. » C'est une époque analogue à toutes les autres. En d'autres temps, plus anciens ou plus récens, la petite Claire Scifi aurait eu même occasion de dénoncer « la caducité et la vanité de ce misérable monde. » Elle n'a, du reste, aucun chagrin particulier : car elle est une enfant jolie, aimée... Nous avons une telle passion de ne pas croire aux terribles conclusions des pessimistes que nous cherchons dans leur aventure les motifs de leur mélancolie. Nous plaignons Leopardi avec un zèle empressé : pauvre garçon ! toujours malade ! et les femmes ne l'aimaient pas ! comment alors n'eût-il pas inventé la doctrine de l'*infelicità* ? Il se défend : « C'est par un effet de la lâcheté des hommes, si attachés à ne se pas laisser démentir les mérites de l'existence, qu'on a prétendu traiter mes opinions philosophiques comme le résultat de mes souffrances... » Mais, dans la jeune destinée de Claire Scifi, l'on chercherait en vain les causes de la tristesse et l'argument de ce dédain qu'elle a pour les mérites de l'existence.

Elle entendit saint François. Mais ce n'est pas de saint François qu'elle apprit à mépriser le monde. Elle le méprisait déjà. Elle entendit saint François un matin de carême, en l'année 1210 et quand elle n'était pas loin d'avoir seize ans. Mme Ortulana l'avait, ainsi que sa sœur Agnès, emmenée à l'église. Et elle eut le cœur ému délicieusement de la suavité avec laquelle saint François prononçait le nom de Jésus. Après cela, elle ne rêva que de revoir le Père séraphique, de l'entretenir et de prendre ses leçons. Elle ne s'en ouvrit pas à Mme Ortulana, qui était dévote, mais dans le monde. Elle trouva, pour préparer sa rencontre avec le Père séraphique, une « bonne et discrète personne » qui s'appelait Madonna Buona di Gualfuccio. Et elle raconta vivement à saint François qu'elle avait résolu « d'abandonner le monde et de servir Dieu dans la chasteté, en accomplissant toutes choses selon le bon plaisir divin. » Aussitôt, saint François s'égaye.

Il était occupé de récolter à Dieu beaucoup d'âmes : et voici qu'une âme se présentait, docile, pour être conduite à Dieu ; et il devina probablement que cette âme-ci était d'un prix singulier. Donc, il s'égaye ; et il plaisante ; et il s'écrie : « Non ! Je ne te crois pas ! » Et pourquoi ? C'est qu'il se méfie de ces caprices qu'ont les jeunes filles... « Je ne te crois pas !... » Et nous imaginons le sourire qui dut être à ses lèvres, le même qui est dans tous ses propos, dans toute son histoire... « Je ne te crois pas !... Et pourtant, si tu veux que j'aie foi en tes paroles, tu feras ce que je vais te dire... » C'est une épreuve. Juste précaution ! Mais l'épreuve est bien marquée de son génie très volontiers un peu extravagant qui réunit à de grandes sévérités une sorte de badinage : « Tu te revêtiras d'un sac et tu iras par toute la ville en mendiant ton pain !... » Claire Scifi rentra chez elle. Et elle s'habilla d'un sac ; elle mit sur son visage un voile blanc, sortit à la dérobée et s'en alla par la cité, comme l'avait commandé saint François, mendiant son pain. Les gens d'Assise étaient accoutumés à la voir très noblement parée. Ils ne la reconnurent pas. Saint François la reconnut ; et il sut que cette jeune fille avait de l'audace et de l'obéissance.

Pendant quelques mois, saint François et Claire se virent assez souvent. Les parens de Claire ne le savaient pas. Madonna Buona di Gualfuccio lui servait de chaperon. D'ailleurs, les rencontres étaient courtes et n'étaient pas si secrètes qu'on pût en murmurer ou en concevoir de malins soupçons. Claire sortait de ces entretiens pleine d'allégresse, plus décidée à « répudier la beauté du monde. » Les vanités et les plaisirs du monde, elle les juge « immondices et boue. » Elle maudit et maudira « la contagieuse infection » du siècle. Et ces mots, qu'elle choisit les plus répugnans et insultans, elle les dit et les répète avec obstination. Jamais la pauvre vie humaine n'a été plus ardemment vilipendée ; et jamais l'arrangement que l'infortunée humanité a composé pour son séjour involontaire sur la terre, plus violemment jeté aux ordures, que par cette heureuse jeune fille. Voilà le pessimisme de sainte Claire. Et c'est le pessimisme de saint François.

Mais ce n'est point un pessimisme. On chercherait en vain, disais-je, dans la destinée de Claire Scifi, les causes de la tristesse : on chercherait en vain la tristesse de sainte Claire. Quand nous allons lui demander pitié pour la vie humaine, songeant que nous n'avons pas autre chose : « Et la vie éternelle ? » réplique-t-elle. Sainte Claire, et dès son enfance et jusqu'à sa mort, n'est aucunement triste : elle vit

dans l'espérance et la certitude absolue de la vie éternelle. Et vous l'appelez une mystique? Elle a aussi fait un calcul et vous répond de son intelligente économie. Elle écrit à Ermentrude, sa très chère sœur : « Très chère, il est court, notre travail ici-bas; mais la récompense est éternelle ! » En somme, elle est chrétienne. Mais, pour entendre la manière si ardente et si gaie de son christianisme, il faut apercevoir qu'elle a été l'une de ces âmes qui subissent terriblement les alarmes de la durée. Je ne crois pas que rien caractérise mieux les âmes que leur sentiment de la durée : les unes qui, là-dessus, n'ont pas d'exigence et qui se contentent de la brièveté ; les autres qui tolèrent très bien l'ennui ; et quelques-unes qui s'amusent de la brièveté, baguenaudent parmi les instans et goûtent la décevante poésie du plaisir éphémère; et quelques autres, plus avides, qui réclament l'éternité, plus vivantes peut-être et qui pensent mourir avec tout ce qui meurt. Toute petite, et à douze ans, ce n'est pas tant la vilenie du monde que Claire Scifi déplore, mais (dit-elle) sa caducité.

Le dimanche des Palmes de l'année 1212, elle avait dix-huit ans bientôt. Avec Mme Ortulana et ses sœurs, elle assista aux offices. Le Pape Innocent III, dit la légende, — et ce fut peut-être seulement l'évêque d'Assise — donnait les rameaux. Claire, au lieu de s'approcher, demeurait à sa place : et il fallut que l'évêque ou le Pape descendît les marches de l'autel et vînt à elle, lui donnât le rameau; en outre, il la bénit. Pourquoi ne bouge-t-elle pas? Timidité, dit la légende; et humilité. Principalement, elle est troublée ; elle est comme interdite. Saint François lui a promis de l'enlever au monde, le lendemain dès l'aube, et de la consacrer. Le jour passe, et les premières heures de la nuit. Et elle va quitter la maison paternelle. Une de ses suivantes l'accompagne, à la fidélité de qui elle se fie. Elle ne sortira point par la grande porte : elle se sauve en cachette. Mais la petite porte est fermée par de grosses pierres, que ses forces ne suffiraient pas à remuer. Elle s'agenouille et fait oraison. Dieu lui augmente ses forces ou bien rend les pierres moins lourdes : elle les écarte sans difficulté. Elle se dépêche, à travers les rues d'Assise endormie. Elle arrive à la Portiuncule, où l'attendent avec beaucoup d'émoi saint François et les pauvres frères mineurs ses compagnons, tous priant pour qu'elle pût accomplir son dessein. Quand elle entra dans l'humble chapelle, ce fut « très grande liesse ». Les frères chantèrent les hymnes de remerciement ; et cette église, « tant à cause des nombreuses lumières que du chant très pieux, semblait vraiment un paradis où ne subsis-

tait plus rien de la terre. » Saint François mena la jeune fille à l'autel. Et elle était parée de ses plus riches atours : saint François l'avait ordonné ainsi. Et elle était extrêmement belle. Or, sans doute, la beauté n'est rien ; la beauté est, parmi les faux biens de ce monde, le plus tôt périssable. Et cependant, Thomas de Celano n'omet pas de dire que Claire était ravissante ; il le dit plusieurs fois. Il y a, dans l'église inférieure d'Assise, une fresque de Simone Martini, où l'on suppose qu'est le portrait de sainte Claire, où l'on n'est pas sûr qu'elle y soit ressemblante. Un long visage, et d'un charme étrange. Des yeux longs et minces ; une bouche petite et qui ne sourit pas ; un air de souveraineté nonchalante ; une beauté qui n'est pas attentive à elle-même et, séduisante, se dédaigne. Thomas de Celano veut qu'on sache que sainte Claire était jolie ; et saint François voulut qu'elle vînt renoncer au monde parée de ses plus riches atours. Ce n'est pas qu'à leur gré le sacrifice consenti à Dieu soit ainsi beaucoup plus considérable et digne de la récompense éternelle : entre les vanités de ce monde, ils ne font pas de telles différences ; et pourtant nulle austérité ne les convainc de ne compter pour rien du tout, absolument pour rien, la beauté d'un visage et même d'une robe. Cette condescendance à nos vanités est charitable et courtoise. Claire Scifi, amenée à l'autel, « se dépouilla de ses parures ; » et elle « rejeta les ornemens du monde. » Elle reçut l'habit religieux « et, autant dire, les insignes de la pénitence. » Elle quittait « l'obscurité de Babylone, pour entrer dans la sainte cité de Jérusalem. » Et elle avait une physionomie « joyeuse et angélique. » Saint François coupa les lourdes tresses de ses cheveux ; il la ceignit d'une grosse corde ; et il lui posa sur la tête un voile blanc, puis un voile noir : et il reçut ses vœux d'obéissance, de pauvreté, de chasteté, de perpétuelle clôture ; et il lui dit : « Si tu observes ces engagemens, je te promets Jésus-Christ pour époux et la gloire dans la vie éternelle. » Madame Claire fut conduite au monastère des religieuses noires de Saint-Benoît. Bientôt, en l'église Sainte-Marie-des-Anges de la Portiuncule, où avait commencé l'ordre des Frères Mineurs, elle fonda l'ordre des Pauvres dames.

Les deux ordres, celui de saint François et celui de sainte Claire, sont liés étroitement. La même pensée les anime tous deux : la pensée de saint François ; comme aussi la pensée de saint François anime sainte Claire, qui est un peu l'âme féminine de saint François. Sainte Claire, toute sa vie, a senti sa vie très simple par la seule pratique d'une vertu qu'elle appelait « l'imitation de notre père saint François. » Elle le consultait, aux jours de quelque difficulté. Mais lui aussi la

consultait. Une fois, si fort que fût son entrain, — les plus vaillans ont de ces langueurs, — il crut qu'il n'était pas sûr de ce que réclamait de lui le service divin : Dieu attendait-il que son serviteur François parcourût le monde en prêchant son amour et sa loi; ou bien se contenterait-il que son serviteur François, en un lieu solitaire, lui offrît ses prières épanouies? La question, posée ainsi, trahit quelque lassitude et le désir de ne plus bouger. Saint François douta un instant de son œuvre et de lui. Il envoya frère Masseo demander à Madame Claire son avis et, d'un mot, « le bon plaisir de Dieu. » Le bon plaisir de Dieu était que saint François recommençât de prêcher par le monde, afin de sauver des âmes : sainte Claire le dit à frère Masseo, qui le dit à saint François, qui partit sauver des âmes. Mais enfin, le plus généralement, c'est de saint François que vient toute l'initiative. L'histoire de sainte Claire est à l'histoire de saint François comme la lune est au soleil. La lumière est donnée par saint François à sainte Claire; néanmoins, il y a ainsi une seconde lumière, plus petite, plus douce encore, pénétrante et qui éclaire d'autres parties de la réalité mystérieuse.

Les deux légendes voisinent. Certains miracles de sainte Claire ont de la ressemblance avec certains miracles de saint François. L'un et l'autre ont de singulières intelligences avec le ciel et avec toute la création. L'un et l'autre parlent aux animaux; et les animaux les comprennent, leur sont dévoués et attentifs. Une petite chatte écoute sainte Claire et lui obéit comme à saint François ses frères les oiseaux. Comme saint François mit à la raison le loup d'Agobbio, sainte Claire très souvent fit honte à des loups qui avaient d'abominables projets et les rendit plus innocens que des agneaux. Et, quand Madame sainte Claire envoyait d'aventure une tourière hors du couvent, elle lui commandait de louer le Seigneur à chaque fois qu'il y aurait au bord de la route des arbres fleuris. C'est un commandement digne de saint François. Elle avait pour saint François une amitié sainte et permise; une amitié naturelle aussi et fervente avec grâce. Pendant longtemps, elle fut tourmentée de ce désir : elle voulait prendre l'un de ses repas en compagnie du saint, qui refusait, et sans doute afin de se priver d'un égal plaisir, et qui ne céda que sur le reproche qu'on lui adressa d'être excessivement sévère. Quand saint François reçut les stigmates, il ne le dit à personne; mais il en fit la confidence très secrète à sainte Claire : elle s'occupa de lui coudre des chaussures commodes à ses pieds blessés. Et, quand il fut à la veille de mourir, sainte Claire et ses filles se désolèrent à l'idée

de ne plus le voir. Il leur manda qu'elles le reverraient avant qu'elles ne fussent mortes. Et, quand il fut mort, les frères qui portaient son corps de Sainte-Marie-des-Anges vers Assise n'avaient point à passer par le couvent des Pauvres dames. Ils firent ce détour malgré eux et comme à l'instigation d'une volonté supérieure à eux, « pour que la parole de saint François s'accomplît, » et pour qu'ici-bas sainte Claire eût dit adieu, eût dit à saint François au revoir. Toutes les Pauvres dames pleuraient, orphelines et d'un tel père. Sainte Claire « ne pouvait se détacher du corps et des stigmates. » Elle pleura comme une autre femme. Et les stigmates autrefois, tout miraculeux qu'ils fussent, elle avait tâché de les guérir à saint François. Au monastère de sainte Claire, on garde une compresse qu'elle appliqua sur les douloureuses plaies.

Elle vécut vingt-sept années encore après que saint François fût mort et conserva son enseignement qui d'abord était de pauvreté. La règle de pauvreté est le principe de sa morale et, comme le stratagème du salut, son grand amour. Elle écrit à la fille du roi de Bohême : « Le royaume des cieux n'est promis qu'aux seuls pauvres. Impossible de servir Dieu et l'argent : ou bien nous aimons l'un et nous haïssons l'autre ; ou bien nous servons l'un et nous méprisons l'autre... » Elle qui est si douce et docile, et si humble et si naturellement portée à croire qu'elle se trompe si l'on n'approuve pas son idée, elle a lutté avec ardeur contre le pape Grégoire IX au sujet de la pauvreté. Le Pape, n'ayant pas vu sans inquiétude la sévérité des Clarisses, en avertit bénignement l'abbesse et la pria de relâcher tant de rigueur. L'évêque d'Ostie, protecteur de l'ordre des Pauvres dames, joignit aux remontrances du Pape les siennes. Tous deux conjurèrent l'abbesse d'accepter quelques propriétés qu'ils donneraient à l'ordre, vu la difficulté de vivre en ces temps-là sans rien posséder. L'abbesse refusa. Et le Pape lui dit alors : « Si c'est à cause de ton vœu de pauvreté parfaite que tu refuses, nous te relèverons de ton vœu... » L'abbesse répondit, avec autant de résolution que d'humilité : « Saint Père, je ne crains pas pour mon vœu ; et je sais bien que vous pouvez m'en relever. De mes péchés, je vous prie, absolvez-moi, père très saint. Mais je ne désire en aucune façon de ne pas suivre les traces de mon Seigneur ! » Elle eut, comme saint François, l'amour insigne de la pauvreté. Tard dans sa vie, elle se souvenait du jour qu'ayant renoncé à toute richesse et à toute possession des choses de la terre, elle avait commencé de « courir plus légère sur les pas de Jésus-Christ. » Elle a recherché, durant sa vie entière, toutes les mortifica-

tions, jeûné, porté le cilice et, de mille manières, tourmenté son corps innocent. Elle a supporté la souffrance et l'a convoitée. Or, habituellement, « les maladies mettent la tristesse et l'amertume dans l'âme ; Claire, il semblait que la souffrance du corps augmentât ses félicités spirituelles. » Et, au fort de l'affliction charnelle, son visage était joyeux. Par la pauvreté, par les mortifications, elle tend à l'allégresse. Conséquemment, si elle s'aperçoit que ses filles ne sont pas gaies, elle a soin de les consoler. La nuit, fût-ce l'hiver et par les grands froids, elle se levait, parcourait la chambre des sœurs endormies; elle recouvrait doucement celles qui n'étaient point assez couvertes. Si l'une était languissante ou débile, elle atténuait pour celle-là les austérités de la règle, de façon que toutes pussent « demeurer contentes. » Un pareil souci du contentement, de la gaieté même, dans le dénuement, la misère du corps, c'est la marque franciscaine. Sainte Claire après saint François, auprès de saint François, a inventé, pratiqué ce détachement de l'âme heureuse de son détachement. Un jour, quand elle fut au point de mourir, on l'entendit murmurer : « Va en toute paix; tu as un bon guide pour te montrer le chemin ; pars sans crainte... » On lui demanda à qui elle parlait; et elle répondit : « J'ai parlé à mon âme. » Et elle a dit à ses filles les Pauvres dames, dans son testament : « Aimez vos âmes. »

Le R. P. Binet, jésuite, que Pascal a si fort maltraité, je crois, injustement, fit un panégyrique de sainte Claire ; et, comme il avait, avec une piété accomplie, un grand bon sens et une excellente drôlerie oratoire, il ajouta : « Je vous défends très expressément d'imiter cette vierge sainte ; c'est assez pour vous de l'admirer ! » Mais il n'est pas à craindre que le monde finisse par l'universelle imitation de sainte Claire. Et les saints ne risquent pas de perdre le monde par l'excès de la perfection qu'ils proposent. Ils le sauveraient plutôt, par leur exemple un peu suivi. Et sainte Claire, en aucun temps, n'est dangereuse et n'est inopportune, qui rappelle aux vivans qu'ils ont une âme ; qui les invite à supporter l'inévitable souffrance, à la tourner peut-être en bienfait ; et qui oppose un idéal de pauvreté à l'énorme « Enrichissez-vous » qui est la honte et la calamité de nos époques.

ANDRÉ BEAUNIER.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Depuis longtemps, on annonçait de grands préparatifs allemands dans la Baltique; depuis quelque temps, il n'y avait plus de doute que sur le point où porterait l'attaque; attaque navale, ou double attaque combinée par terre et par mer. L'imminence de ce péril était la première des raisons invoquées dans l'appel, plus patriotique que séditieux, du général Korniloff. L'occupation de Riga, la possession du bassin inférieur de la Dvina, rendaient l'expédition plus facile ou possible; aussi bien l'Empire « invincible, » dont « l'avenir est sur l'eau, » mais le présent dessous, avait-il là, avec un échec à réparer, sa façade d'orgueil à recrépir. Et puis, ce que nous ne savions pas, ce que le monde étonné a appris par l'étrange confession publique de l'amiral von Cappelle, il y avait les équipages mutinés d'une flotte qui se rouillait dans l'inaction à reprendre en main et à guérir d'une indiscipline à laquelle aucune force, même allemande, ne survit ni ne résiste. Une opération de grand style était donc certaine, mais où? Serait-ce en Courlande, sur les bords du golfe de Riga, sur les côtes de Livonie? Ne serait-ce pas en Finlande, où l'Allemagne ne voudrait pas perdre les fruits de la plus savante des préparations, telles qu'elle met tous ses moyens à les faire, et telles que par avance elles lui livrent, pense-t-elle, le pays miné et le peuple corrompu? En Finlande, elle travaillait sur un vieux fonds de séparatisme et d'antipathie qui lui assurait le plein de ses chances, et, pour la dernière secousse à donner, elle savait, les ayant elle-même formés, qu'elle trouverait des « cadres » dressés à la prussienne. Enfin, de Helsingfors, avec de bons yeux et de longs bras, peut-être se flattait-elle de découvrir et d'atteindre Pétrograd.

Nous sommes maintenant fixés, au moins sur le point de départ. Une

escadre impériale, que des informations autorisées se plaisent à peindre « colossale, » — dix dreadnoughts, dix croiseurs, un essaim de torpilleurs, plus de cinquante, — a jeté des troupes dans les îles d'Ösel et de Dagö, qui ferment du côté du Nord le golfe de Riga, en achevant d'un coup précipité la conquête, ainsi que celle de l'île jumelle de Moon, l'élargissant ensuite et en quelque sorte l'éclairant par la prise de deux autres petites îles, deux îlots, deux écueils à bâtir des phares, Abro, toute proche, Rounö, au milieu du golfe.

Voilà, pour le moment, ce que les Allemands ont fait ; mais ce n'est pas le plus important ; le plus important est ce qu'ils vont faire. Pour le moment, ils viennent d'acquérir une base dans le golfe de Riga ; à quelle fin, et vers quel objectif ? Un coup d'œil promené sur la carte fait immédiatement apparaître, sur les rivages de l'Esthonie, par delà l'île Worms, qui flanque Dagö à l'Est, Hapsal, et, en remontant, Port-Baltique, puis Revel, trois têtes de lignes, et puis, au fond, mais tout là-bas, à trois cents kilomètres, Pétrograd. Entre les deux, entre la base et l'objectif, si décidément Hindenburg, obstiné dans son unique idée, n'a jamais détaché son regard de Pétrograd, de multiples et sérieux obstacles, la nature, le sol, le climat, la saison. Difficultés connues, auxquelles s'adjoignent deux inconnues : la capacité actuelle d'effort des Allemands, à court, sinon à bout d'effectifs, mais c'est la moindre ; et, — c'est la principale, — la capacité de défense de la Russie dissoute par l'anarchie, liquéfiée par la trahison.

Divers indices permettent de supposer que l'armée et la marine russes commencent, — il en est temps, — à sentir l'effroyable, et, sans elles, l'irrémédiable danger ; qu'elles n'abandonneront pas la patrie à l'heure suprême, à la dernière minute où, par elles, elle puisse être sauvée ou perdue. Les garnisons de l'île d'Ösel paraissent s'être battues courageusement, et, dans le Soëla-Sund, entre Ösel et Dagö, les navires russes, quoique inférieurs en nombre et en puissance à l'escadre allemande, lui auraient barré la route, infligé des pertes sensibles, l'auraient obligée à se retirer. Kerensky, — que pouvait-il faire? — a adressé un appel à la flotte. Cri émouvant, que renforce l'adjuration du Bureau des Soviets lui-même. Et sans doute on a tort de demander ce que le gouvernement pourrait faire : il devrait commander, mais qu'est-ce que le commandement sans l'obéissance ? Les mœurs révolutionnaires, en général, ne s'y prêtent pas, et le tempérament russe, ployé séculairement par le despotisme à la servitude, se dérobe à l'un et à l'autre, aussi incapable de commander que d'obéir dans la liberté. Tout le monde en Russie voit l'anarchie, et tout le monde,

à peu près, la déplore, mais absolument tout le monde l'augmente. L'autre jour, le ministre de l'Intérieur, M. Nikitine, voulut s'opposer à ses ravages; que fit-il? Il décida de créer des « comités contre l'anarchie. » Ce qui est proprement verser des gouttes d'eau dans le fleuve. Comme si tous ces comités ne devaient pas être de nouveaux facteurs d'anarchie, et comme si, contre l'anarchie, il pouvait y avoir un autre « comité » que le gouvernement! Mais il faut un gouvernement. S'il y avait à Pétrograd un gouvernement, s'il y avait même quelque part en Russie un pouvoir local intact et sain, les généraux Denikine, Elsner et Markoff, qu'on envoie rejoindre Korniloff sous le ciel inclément de la péninsule de Kola, n'auraient pas été livrés sans protection aux exigences injurieuses des soldats, dont beaucoup, probablement, ne leur reprochent, dans le « secret » de leur cœur, que d'avoir voulu les contraindre à marcher.

Néanmoins, une partie de la flotte de la Baltique a entendu l'appel de Kerensky. Les quatre gros dreadnoughts, qui s'étaient enfermés, pour des fins ultra-révolutionnaires, dans la rade de Cronstadt, n'en sont pas sortis. Mais des vaisseaux, malheureusement plus anciens et plus faibles, les mêmes peut-être qui avaient essayé d'interdire à l'ennemi le détroit de Soëla, ont engagé, à l'entrée du golfe de Riga, une vraie bataille navale qui ne s'est terminée que dans le Moon-Sund, et où les Allemands ont payé cher leur avantage. Devant des mastodontes du type *Kaiser* et *Kœnig*, ils ne pouvaient guère que se faire écraser ; mais ils l'ont risqué, et c'est l'essentiel. L'essentiel est de restaurer, dans l'armée et la marine russes, l'esprit de devoir et de sacrifice. La Russie commencera à être moins battue, dès qu'elle aura recommencé à se battre. Et, quelque menace qui soit dirigée, de Riga, d'Ösel ou d'ailleurs, contre Revel ou même contre Pétrograd, dès qu'elle se battra comme elle sait, peut et doit se battre, rien ne sera irréparable.

D'autant plus que tout ne se passe pas sur le front oriental. Les communiqués de Ludendorff emploient quelquefois, comme formule de magnificence, cette expression : « De la Baltique à la Mer Noire. » Mais ils sont encore bien modestes. Il faudrait dire : « De la mer du Nord au golfe Persique. » A l'un des bouts de cette immense ligne, il y a les Flandres, Ypres, Langemarck, Poelcappelle; et il y a la Mésopotamie, Bagdad, Ramadié, à l'autre bout. A l'un des bouts, les Anglais tiennent la route par où Falkenhayn devait venir avec les Turcs d'Enver-pacha ; à l'autre bout, les armées britanniques des généraux Gough et Plumer, l'armée française du général Anthoine,

quand elles auront gravi les dernières crêtes de Passchendaele et détruit les nids de mitrailleuses dont se hérisse la forêt d'Houthulst, commanderont les trois routes de Staden, de Roulers et de Menin, par où les Allemands s'en iront. Il se pourrait alors que, sans que la côte eût été bombardée, ils fussent décrochés de la côte. Et qui sait si cette perspective ne contribue pas à les rendre plus raisonnables sur le chapitre de la Belgique? Plus raisonnables, exception faite naturellement pour les fous du pangermanisme : encore ces fous-là ne sont-ils pas peut-être aussi incurables qu'ils affectent de l'être, et peut-être y a-t-il dans leur cas une part de simulation. Vont-ils entendre la fanfare, de joyeux augure pour nous, qui s'élève des bords de l'Aisne, au Sud-Ouest de Soissons, par-dessus les 70 canons enlevés et les 8 000 prisonniers faits aux « meilleures troupes de l'Allemagne, » derrière leurs zeppelins abattus ?

La précédente quinzaine avait été pour la diplomatie allemande la quinzaine belge ; celle-ci appartient à l'Alsace-Lorraine. La Wilhelmstrasse, comme les Muses, aime les jeux alternés. Mais sa manière n'est pas de glisser, elle appuie, et sa manœuvre, peu à peu, se dessine et se précise, jusqu'à en découper les gestes en ombres chinoises sur la toile tissée du fil blanc de ses malices. Le prologue de la comédie, ou du moins de cette comédie, de celle qu'on nous donne en ce moment, et qui n'est pas la première, a été récité, non pas à Berlin par le Chancelier, son secrétaire ou ses sous-secrétaires d'État, mais à Vienne par le ministre austro-hongrois des Affaires étrangères, le comte Czernin, au lendemain de l'envoi des réponses à la Note pontificale. « La paix tout de suite, ou la guerre à outrance! » disait, en somme, le comte Czernin. « La paix, » feignait de dire, depuis sa résolution du 9 juillet, le majorité du Reichstag allemand. Et ce n'étaient que murmures endormeurs, paroles douces, comme chantées, bouche close, à un enfant qu'on berce. La voix allait décroissant, à mesure que la fatigue gagnait. D'abord l'Allemagne, en décembre 1916, promettait seulement de n'être point intraitable; puis l'Autriche, sous les auspices du nouveau règne, cherchait des accommodemens ; puis l'Allemagne, à son tour, descendant des généralités à la géographie, se montrait avec ostentation arrangeante, ou prête à l'être, ou inclinée à le devenir, tantôt sur un point, tantôt sur un autre, qui changeaient, n'étaient jamais les mêmes, et s'effaçaient, si l'on essayait de les marquer. Elles espéraient que la monotonie du refrain produirait à la longue des effets d'assoupissement. Mais, de temps en temps, quelqu'un faisait du bruit, remuait les meubles,

claquait les portes dans la chambre à côté; et l'Entente était sur ses gardes. Aux avances du comte Czernin, M. Winston Churchill répliquait : « Ce n'est pas l'heure de parler de paix. » Il avertissait les Alliés : « On ne se doute pas combien on a été près de la victoire, avant qu'elle soit un fait acquis. » Pourtant voilà des heures, des jours, des semaines et des mois que l'Allemagne et l'Autriche nous parlent de la paix ; et, à force de nous en parler, il s'en est fallu de peu qu'elles nous en fissent parler.

Le procédé a été le même pour l'Alsace-Lorraine que pour la Belgique. L'Allemagne, on l'a dit vingt fois, mais l'on est et l'on sera obligé de le redire sans cesse, porte en soi une puissance de répétition, d'auto-imitation indéfinie. Rien ne l'éclaire, ou rien ne la lasse. Elle monte laborieusement un coup, l'exécute, le manque, et le recommence. Quand elle croit avoir forgé et tenir un levier à ébranler le monde, à peine, si elle voit que le monde ne bouge pas, daigne-t-elle changer le point d'application. Alors elle le tâte, pour ainsi dire, elle promène ses prises à la surface, cherchant l'endroit où l'écorce est le plus faible et pourrait craquer. C'est de la sorte qu'elle a mené son coup de la paix séparée ou de la paix tout court. Paix séparée, dans la pensée allemande, avait un premier sens, qui était : paix de séparation et de brouille entre les nations de l'Entente, suivant la tactique frédéricienne. L'Allemagne, après les événemens de mars, et devant les ravages de son infiltration, s'est imaginé qu'elle allait détacher du bloc occidental la Russie révolutionnaire; n'y ayant pas réussi, elle s'est retournée et s'est efforcée de détacher de la Russie révolutionnaire le bloc occidental. Elle a peint successivement les Alliés comme enclins à faire leur paix avec les Empires du Centre au détriment et sur le dos de la Russie, ensuite la Russie résolue à faire sa paix par l'abandon des Alliés. Le bloc a résisté, malgré toutes les fissures et tout le travail moléculaire qui, au dedans, le secouait. Les deux moitiés, l'Est et l'Ouest, en sont restées jointes. Faute de mieux, l'Allemagne s'est attachée à effriter, à ronger chacune d'elles. A l'Ouest, lorsqu'elle nous a eu ressassé pendant plus de deux ans que nous nous battions pour l'Angleterre qui, elle, ne se battait que pour la Belgique, qui peut-être même ne rêvait que de s'installer souverainement à Calais ou à Boulogne, elle a fait dire à l'Angleterre que, sur la Belgique, il y aurait moyen de s'entendre. Toute la presse d'outre-Rhin s'est remplie comme par enchantement de dissertations, de discussions, de projets concernant la Belgique; on les a un instant rehaussés et dorés d'une couleur diploma-

tique ; et puis, soudain, le château de cartes s'est écroulé, on a démenti.

L'Alsace-Lorraine a pris, dans la machination renversée, la place de la Belgique. L'Allemagne s'est mise en tête d'insinuer à l'Angleterre et, par delà l'Océan, aux États-Unis qu'ils se battaient uniquement pour la querelle française qui se réduisait toute à la revendication de l'Alsace-Lorraine, tandis que la presse allemande se remplissait de projets, de discussions, de dissertations, cette fois sur le sort de la « terre d'Empire. » Des conciliabules avaient lieu à Berlin entre confédérés. La Bavière voulait qu'on la coupât en deux, que la Prusse prît la Lorraine, et qu'à elle-même on donnât l'Alsace. D'autres voulaient qu'on en fît un seul État, un royaume à qui, chez des princes aussi prolifiques, il serait facile de trouver un roi. A nous, cependant, de loin, avec des détours, on versait dans l'oreille que, s'il nous plaisait de « causer de la paix, » on consentirait sans doute à « causer » aussi de l'Alsace-Lorraine. Indirectement, très indirectement, par toute espèce d'intermédiaires, de pays amis, en pays neutre, l'avertissement gracieux se multipliait. La docile Autriche, comme toujours, doublait le rôle, faisait l'écho.

M. Ribot l'a révélé publiquement, à la Chambre, dans sa réponse à l'interpellation de M. Georges Leygues sur « le personnel et l'action diplomatiques. » « Hier, a dit M. Ribot, c'était l'Autriche qui se déclarait disposée à faire la paix et à satisfaire nos désirs, mais qui laissait volontairement de côté l'Italie, sachant que si nous écoutions ses paroles fallacieuses, l'Italie, demain, reprenait sa liberté et devenait l'adversaire de la France qui l'aurait oubliée et trahie... Hier encore, c'était l'Allemagne qui faisait murmurer que, si le gouvernement français voulait engager une conversation directe ou indirecte, nous pourrions espérer qu'on nous restituerait l'Alsace-Lorraine. Le piège était trop grossier pour qu'on s'y laissât prendre. L'Allemagne, restée seule, a alors jeté le masque et fait cette déclaration retentissante de M. de Kühlmann : Des concessions sur l'Alsace-Lorraine? Jamais ! »

A ce passage : « Si le gouvernement français voulait engager une négociation, nous pourrions espérer qu'on nous restituerait l'Alsace-Lorraine, » le *Journal officiel* note : (*Exclamations*). La Chambre des députés s'est récriée de stupéfaction. L'intrigue n'est pourtant pas nouvelle ; depuis que cette trame s'étire, elle devrait être usée jusqu'à la corde. En février 1915, avant que l'Italie fût entrée en guerre, et tandis qu'il lui promettait, aux dépens de l'Autriche, un *parecchio* de l'odeur duquel il se piquait de l'amener à se satisfaire, le prince de

Bülow tenait des propos analogues ; il n'en demandait pas le secret ; au contraire, et ils furent rapportés devant témoins. Après un grand éloge des vertus déployées par nos soldats dans cette tragique épreuve, et l'assurance qu'il regarderait comme le couronnement de sa carrière de pouvoir dissiper toute haine, toute rancune entre son pays et le nôtre, il ajoutait que l'Allemagne, au besoin, payerait ce bienfait de la restitution de l'Alsace-Lorraine. Et comme son interlocuteur, syncopé, — on l'eût été à moins ! — n'avait pu s'empêcher de faire observer : « Altesse, vous n'auriez pas dit cela au mois de septembre ! — Mais si, aurait vivement riposté M. de Bülow, mais si, dès le mois de septembre ! » M. von dem Bussche, qui n'en est pas à une dénégation près, pourra, encore ici, démentir autant qu'il lui conviendra : ce sont des choses qu'il n'a pas sues, trop occupé qu'il était, en ce moment-là, à enterrer des caisses de bacilles dans le jardin de sa légation de Bucarest.

Entre ces premières ouvertures, ou plutôt, pour employer l'expression même de M. Ribot, ces premiers murmures et les plus récens, se sont sûrement intercalées cinquante tentatives du même genre. Personne n'a songé à les prendre au sérieux. « Nous aurons la victoire, et nous aurons l'Alsace-Lorraine, » a affirmé avec force M. Ribot. Spontanément, immédiatement, M. Asquith, M. Lloyd George, le lord Chancelier en Angleterre, le ministre italien Comandini, le président Wilson et le gouvernement des États-Unis, ont répété et renouvelé le serment. Tous s'accordent à mettre en lumière la valeur de symbole qu'a prise la restitution à la France de l'Alsace-Lorraine, dans cette guerre qui a été entreprise pour la défense et se poursuit pour la réparation du droit. Oui, pour tous les Alliés, l'Alsace-Lorraine française est devenue le symbole de la victoire de l'Entente, à ce point que ce sont comme les deux termes d'une équation fondamentale, dont le second est la traduction, la transcription, la consécration visible et tangible du premier. Mais, parallèlement, et par là même, par le contre-coup nécessaire de ces affirmations solennelles, pour l'Allemagne aussi, l'Alsace-Lorraine a pris la valeur d'un symbole. Lâcher la terre d'Empire, ce sera pour l'Empire avouer sa défaite. Il ne la lâchera donc que la main, le poignet, le bras et les reins brisés. Dire, par conséquent : « Nous aurons la victoire, et nous aurons l'Alsace-Lorraine, » c'est dire bien, mais ce n'est pas assez dire. Nous n'aurons l'Alsace-Lorraine que par la victoire. Victoire, au demeurant, qui peut n'être pas exclusivement militaire, pas exclusivement la victoire des armes, qui, au dernier

quart d'heure de la lutte gigantesque, de la bataille universelle où les peuples sont engagés contre les peuples, sera la victoire des races, des nations, des institutions, des gouvernemens, et, pour tout résumer d'un mot : la victoire des âmes. Nous l'aurons, mais plus sûrement, et plus tôt, et plus facilement, si nous y pensons toujours et si d'autre chose nous ne parlons jamais. Changeons le refrain de la chanson, réveillons ceux qui nous endorment, sortons de l'ombre du mancenillier.

Chez nous, la race est bonne, la nation est saine, les institutions tiennent et se tiennent tant bien que mal, nous sommes couverts par toute notre histoire comme par un bouclier ; le point névralgique, il y a longtemps qu'on le signale ici, c'est le gouvernement. Mais le mal n'est pas seulement un mal français, et même n'est pas seulement un mal commun aux pays de l'Entente, qui seraient en état d'infériorité par rapport à la fameuse organisation allemande. La coalition de l'Europe centrale en souffre tout autant que nous. L'énormité de la tâche que les gouvernemens ont eu à remplir, dans l'un et l'autre camp des Puissances belligérantes, a partout mis à l'épreuve le matériel et partout usé le personnel de gouvernement. En rien, peut-être, l'usure produite par une longue guerre n'est plus marquée. L'Autriche-Hongrie, où ces sortes de crises sont chroniques, paraît pour l'instant apaisée ou assoupie dans la somnolence troublée de cauchemars du second ministère Seidler et du ministère Wekerlé. La Bulgarie et la Turquie ne vivent pas politiquement; c'est l'Allemagne qui vit pour elles. L'Empire allemand, chef du chœur, suprême seigneur de la guerre, est lui-même en proie aux discordes, et languit de la défaillance de l'autorité, de la carence du gouvernement. Guillaume II, à son retour de Sofia, où le tsar Ferdinand (puisqu'à présent il n'y a plus de tsar que le bulgare), quoiqu'il lui ait épargné les barbarismes de son latin, lui en a dit quand même de fortes, qui montrent à nu les convoitises de ce que le Cobourg appelle son peuple, Guillaume II va avoir à résoudre une difficulté qui n'est pas mince, et qui pourra être double. On a annoncé que le ministre de la Marine, l'amiral von Cappelle, emporté par les révélations singulières sur les mutineries de la flotte allemande, dans lesquelles on lui avait fait envelopper plus ou moins artificieusement une attaque contre les tendances de certains partis du Reichstag, a dû donner sa démission. On a ajouté que cette démission ne serait pas la seule, qu'elle en entraînerait une autre, par quoi, une troisième fois depuis 1914, s'ouvrirait en Allemagne une vacance de la Chancellerie. Ce

sont des signes certains qui dénoncent hautement le malaise. Encore ne veut-on relever par prudence que ce qui se voit; mais il y a bien pis, on le sent. Tout n'est pas fureur de théâtre dans les querelles du parti de la « Patrie allemande » et de la majorité du Reichstag; les lignes du vieil Hindenburg ne sont pas toutes en territoire étranger; tous les communiqués de Ludendorff ne sont pas pour le dehors, ni toutes les torpilles de M. de Tirpitz pour les bâtimens de commerce ennemis et neutres. L'Allemagne politique vacille, plus encore que l'Allemagne militaire.

Mais, il faut franchement le reconnaître : politiquement, c'est-à-dire dans les conditions de la vie politique intérieure de chacun des États qui la composent, l'Entente n'est guère mieux partagée. L'Angleterre a eu ses secousses. L'Italie est au bord de la crise. Les symptômes, depuis cet été, en étaient de plus en plus abondans et de plus en plus aigus. On avait eu, le 12 août, la circulaire adressée aux maires socialistes, par M. Costantino Lazzari, secrétaire du parti, ce Lazzari que quelqu'un a plaisamment baptisé, à cette occasion : *Il Segretario non fiorentino*, et qui, pour le rappeler en passant, aurait assisté à l'une des réunions de notre parti socialiste, à nous, lors des palabres tenues quand fut défait le cabinet Ribot. Ladite circulaire contenait, entre autres beautés, cette phrase monumentale : « Tu connais, écrivait à chacun des « chers camarades maires, » avec le tutoiement civique, le citoyen Costantino Lazzari, tu connais la résolution exprimée à la Chambre par les camarades députés *contre un troisième hiver de guerre*. Un parti comme le nôtre doit, avec honneur et fermeté, maintenir foi à la parole donnée. Les communes sont, sans conteste, un moyen politique très puissant par l'influence directe qu'elles ont sur les populations; eh ! bien, celles qui ont été conquises par nous doivent toutes servir, dans un acte concordant et solidaire de protestation et de résistance, à faire triompher notre thèse; *avant l'hiver, la paix.* » Le 25 septembre, M. Lazzari réitérait sa démarche, qui n'avait pas donné tout l'effet attendu, et, le 26, la direction du parti socialiste, que harcelaient, de Rome, de Milan et de Parme, les manifestations hostiles de l'opinion, déchaînée par la publication du document, en prenait avec lui la responsabilité. A Turin se produisait, à propos ou sous prétexte d'un manque de vivres, une échauffourée qui touchait à l'émeute.

Ces agitations se répercutaient vivement sur le milieu parlementaire. Et, tandis que, d'un côté, du côté des « interventistes, » on blâmait la mollesse du ministre de l'Intérieur, M. Orlando,

de l'autre, les « neutralistes impénitens, » les « faiseurs de combinaisons, » les « fatigués, » marchaient à leur pas, qui est plus discret et plus lent, derrière les socialistes. Ils formaient le groupe dit des 45, bien qu'il n'eût d'abord, par le retrait de la signature de M. Sandrini, que 44 membres, puis 47 par trois nouvelles recrues, et qu'enfin il se vantât de dépasser la soixantaine. Groupe mixte, ondoyant et divers, surnommé, du nom d'un de ses fondateurs, par un jeu de mots trop tentant : groupe Speranza; mais à base giolittienne, avec le propre gendre de M. Giolitti, M. Chiaraviglio. La rentrée se faisant dans ces dispositions, le ministère Boselli ne pouvait esquiver l'attaque. Une apostrophe de M. Bissolati au député Grosso-Campana, à tort ou à raison soupçonné d'avoir mis la main dans les troubles, la déclaration simple et nette que, le cas échéant, il l'aurait fait fusiller, déclaration reprise à son compte par M. Orlando, contre toutes les données de sa psychologie, mais aux applaudissemens des trois quarts de la Chambre, a condensé et précipité le débat. Deux grands discours, sur des sujets et des tons différens, mais d'une même inspiration et dans une même direction, ont été prononcés, avec un succès inégal, par M. Canepa et M. Nitti. Quelle que soit la solution, il est clair que l'Italie ne veut avoir, ne peut avoir et ne supportera qu'un gouvernement pour la guerre et non un gouvernement pour la paix, un gouvernement renforcé et guéri de sa *fiacchezza*, seul reproche qu'on ait pu faire à celui de l'excellent et éminent M. Boselli.

Étant entrée dans la guerre comme elle y est entrée, ayant rompu ses anciennes alliances pour se rejeter où l'appelaient impérieusement son passé, son avenir, ses traditions, son idéal, son génie, il est impossible à l'Italie, plus qu'à n'importe quelle Puissance, de sortir de la guerre autrement que par la victoire, car, autrement, c'est elle qui ferait la pire chute et connaîtrait le pire destin. Qui sera-ce? M. Boselli survivant, M. Nitti, triomphateur d'hier, M. Orlando réhabilité ? Tant que M. Sonnino restera, ce sera M. Sonnino. On peut juger maintenant de la faute commise en ne soutenant pas suffisamment le ministère Salandra. La perpétuité de M. Sonnino à la Consulta en a atténué les conséquences. Pourvu qu'il y demeure, il est secondaire qu'il soit ou ne soit pas président du Conseil, et s'il ne l'est pas, peu importe qui le sera. Parmi les hommes politiques de son pays, M. Sonnino a toujours fait, et il ferait, parmi les hommes politiques de tout pays, une figure originale. Il n'a jamais désiré d'être à une place, n'a jamais accepté que d'être à sa place. Lui aux

Affaires étrangères, pour l'Entente, le gouvernement italien, c'est lui.

En Russie, le cabinet de coalition, formé par M. Kerensky, — six socialistes, neuf bourgeois libéraux ou radicaux, deux militaires, — vient de se présenter devant le « Pré-Parlement, » ou « Conseil provisoire de la République russe. » Sur le titre légal de ce Pré-Parlement, ses droits, ses pouvoirs, sa composition même, il y aurait beaucoup à dire. Mais M. Kerensky tout le premier, et le Pré-Parlement avec lui, ne nourrissent là-dessus aucune illusion. Il s'agit simplement de gagner, comme on le pourra, les élections à la Constituante. Ce qu'il faut du moins indiquer, c'est que le gouvernement s'est trouvé sans délai en butte à l'obstruction aveugle et sourde, mais hurlante, des « maximalistes. » M. Trotsky est sorti, suivi de sa bande, avec des invectives et des défis. Notons, à ce propos, que M. Trotsky s'appelle, à l'état-civil, Bronstein, et qu'il est l'un des séides de Lénine, qui s'appelle Zederblum. A ce propos encore, exprimons le vœu, si les délégués régulièrement investis du gouvernement provisoire doivent être accompagnés, à la prochaine conférence interalliée, d'un « représentant des élémens démocratiques, » ce représentant vienne à visage découvert, sous le nom de son père, et non sous un pseudonyme; que Feldmann ne se travestisse pas en Tchernoff, Nahimkes en Stekloff, Apfelbaum en Zinovieff, Rosenfeld en Kameneff, Furstenberg en Ganetzky, etc. La moindre des précautions que les Alliés puissent prendre, avant d'étaler leurs secrets, est de savoir exactement à qui ils ont affaire.

En France, nous avons côtoyé la crise; mais nous l'avons évitée, ou elle paraît différée, — pour combien de jours? Tout s'est borné au départ de M. Ribot, remplacé par M. Barthou, à qui son intelligence prompte et souple permettra d'abréger son apprentissage. La démission collective du ministère entre les mains du président du Conseil, dont la démission personnelle était refusée, n'a été, au résultat, qu'un simulacre. Pour faire tomber un seul portefeuille, on a fait semblant d'en rendre vingt-neuf. L'origine même de cet imbroglio médiocre doit demeurer mystérieuse. L'intérêt national ordonne de la taire. M. Ribot s'en va, salué par tous ceux qui ont pu mesurer ou peser ce qu'il avait apporté, dans le Conseil, de savoir et d'expérience et ce qu'il en emporte. Il se peut que, du fait de tel ou tel, une erreur ait été commise, mais on ne corrige pas une erreur en y ajoutant une faute. Quoi qu'il en soit, nous avons encore un ministère : nous voudrions être aussi sûrs d'avoir enfin un gouvernement.

Les neutres ne sont pas plus tranquilles. Une crise se prépare en Espagne, il y en a un symptôme dans la retraite du maréchal Primo de Rivera. Peut-être, si elle n'avorte pas, son développement et sa conclusion nous réserveront-ils des surprises. La Suède, en attendant, a résolu la sienne d'une façon qui n'est point banale. Le professeur Eden, chargé de constituer un Cabinet, l'a composé de libéraux et de socialistes, mais là n'est pas la nouveauté. Ce qui est neuf, et ce qui est beau, c'est qu'il n'ait pas craint de mettre à la Marine un lieutenant de vaisseau, à l'Instruction publique un maître d'école, à l'Agriculture un agriculteur, à la Justice un avocat, à l'Intérieur un préfet, aux Affaires étrangères un membre de la Cour de La Haye. Le ministre de la Guerre, il est vrai, est un négociant ; mais, pour la Suède, au centre des hostilités, le commerce n'est-il pas une forme de la guerre ?

Le trait distinctif de tous ces embarras politiques ou parlementaires des Empires du Centre, des États de l'Entente et des pays neutres, c'est le rôle qu'y jouent, sur la scène ou dans la coulisse, les diverses fractions du parti socialiste. Il est sous notre crise à nous, dans la crise russe, dans la crise allemande, dans la crise espagnole, dans la crise suédoise. Il se manifeste, s'entretient, se grossit, par son action, sa propagande, ses congrès nationaux, Bordeaux, Würzbourg, ses conférences ou ses projets de conférences internationales, Berne, Stockholm ; par son ubiquité, son indiscrétion, sa ténacité, son audace. Il pose pour aujourd'hui, et plus encore pour demain, le plus redoutable des problèmes. En vain cherche-t-on, en face de lui, des transitions, des transactions. On ne fait pas au socialisme sa part : dès qu'il pénètre dans le gouvernement, il l'a bientôt envahi tout entier.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant,

RENÉ DOUMIC.

on
no
sa
n-
s-
ux
et
un
à
un
e.
ur
ne

n-
ys
les
us,
le,
ar
rz-
es,
on
lus
les
rt :
out